

LES CAISSES DE SECOURS & DE RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS

PAR

GEORGES WIDMER

Élève à l'Ecole supérieure des Mines

THÈSE DE DOCTORAT

SOUTENUE A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS, LE JEUDI 20 AVRIL 1899

DEVANT

MM. BERTHÉLÉMY, professeur, *président*.
Weiss, professeur } *suffragants*.
SOUCHON, agrégé }



ALENÇON

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE VEUVE FÉLIX GUY & Cie
11, RUE DE LA HALLE-AUX-TOILES, 11

1899

LES CAISSES DE SECOURS ET DE RETRAITES
DES OUVRIERS MINEURS

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.

LES CAISSES DE SECOURS & DE RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS

PAR

GEORGES WIDMER

Elève à l'Ecole supérieure des Mines

THÈSE DE DOCTORAT

SOUTENUE A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS, LE JEUDI 20 AVRIL 1899

DEVANT

MM. BERTHÉLÉMY, professeur, *président*.

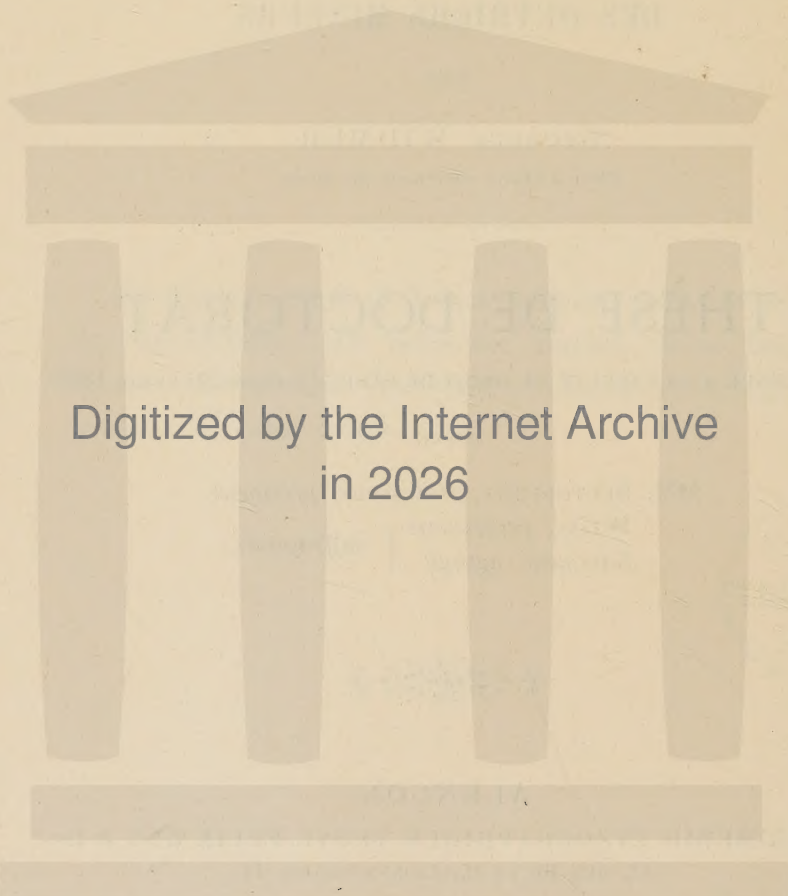
WEISS, professeur } *suffragants.*
SOUCHON, agrégé }



ALENÇON

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE VEUVE FÉLIX GUY & C^{ie}
11, RUE DE LA HALLE-AUX-TOILES, 11

1899



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Notre XIX^e siècle, si fécond en précieuses découvertes scientifiques, est aussi, sans contredit, celui du réveil de la sympathie humaine envers tout ce qui souffre. C'est une des gloires de notre temps d'avoir voulu, dans tous les domaines et dans la mesure du possible, soulager, secourir, protéger et instruire. De toutes parts surgissent des œuvres utiles répondant au besoin d'émancipation, de moralisation ou de bienfaisance : en un mot, d'humanité. Plus que jamais retentit aujourd'hui dans les cœurs le célèbre mot du poète Ménandre : « Je suis homme, et rien de ce qui est humain ne m'est étranger. » — Or, au premier rang parmi les souffrants, les accablés de l'existence, il faut placer cette multitude ouvrière si souvent à plaindre et qu'il est si nécessaire de secourir. Ecrasé par la lutte pour la vie, par le souci de son pain

quotidien, parfois exploité, fréquemment malheureux, l'ouvrier ne peut que ployer sous la dure servitude de la misère s'il reste isolé et sans protection. Notre siècle a eu conscience de cet état et s'est efforcé de restituer au travailleur les garanties anciennes que la Révolution lui avait enlevées en proclamant son indépendance.

A l'époque déjà si ancienne de l'organisation corporative, l'ouvrier, en effet, était très fréquemment heureux et dans un état d'aisance relative qui le rendait satisfait de son sort. — De nombreuses obligations envers leurs inférieurs avaient été léguées par la coutume, plus forte que la loi, à la catégorie privilégiée des hommes qui possédaient le droit d'exercer une profession. Les ouvriers étaient logés et nourris soigneusement par leurs maîtres, qui se considéraient comme tenus de leur garantir une bonne existence matérielle. La sollicitude bienveillante du patron ne considérait pas la justice comme satisfaite dès qu'il avait strictement payé le salaire établi. Si, par malheur, une maladie survenait, on pouvait recourir à la « boîte », « l'aumône », attenant à chaque métier alimentée de divers moyens. Cette caisse de secours primitive était destinée aux malades, aux victimes d'accidents, à l'entretien des veuves, des vieillards, des orphelins, des pauvres de la Communauté.

A côté de ces secours, dont la certitude était pour l'ouvrier une source de grande sécurité, il y avait dans sa vie moins de travail et plus de loisirs que n'en présente celle de notre ouvrier; le dimanche était respecté, il existait

de nombreux jours de fête, — trop nombreux, au dire du savetier de La Fontaine :

« Le mal est que dans l'an s'entremêlent des jours
« Qu'il faut chômer, on nous ruine en fêtes,
« L'une fait tort à l'autre, et Monsieur le curé
« De quelque nouveau saint charge toujours son prône ; »

le travail était réglé suivant les saisons, et celui de la nuit était interdit. Ajoutons à cet heureux état de choses que les employés ne pouvaient être congédiés au gré du patron ni s'en aller à leur fantaisie, et que les pères étaient heureux d'assurer à leurs fils une place qui les avait fait vivre, lorsque ceux-ci avaient été pourvus par les soins de la communauté d'une instruction professionnelle suffisante.

Enfin, et c'est là un point essentiel, le maître, sans cesse en rapport avec son ouvrier, n'oubliait pas l'existence des besoins moraux et spirituels de ce dernier et cherchait à les satisfaire. Il existait entre le maître et son « compagnon » : ce terme en est l'image : — des obligations réciproques, des rapports de vie commune et d'aide mutuelle. D'ailleurs, le compagnon d'aujourd'hui pouvait aspirer à devenir le maître de demain. Il n'y avait pas en présence deux classes sociales dressées l'une contre l'autre en perpétuel conflit, ne voulant pas comprendre combien elles sont nécessaires l'une à l'autre ; mais « deux étapes successives de l'existence professionnelle ».

L'ouvrier des corporations était donc infiniment plus heureux que l'ouvrier actuel. Malheureusement, il n'en

fut pas toujours ainsi. A la fin du moyen-âge, le commerce prenant un développement considérable, les petits maîtres d'autrefois ne sont plus assez riches pour suffire aux nouvelles exigences ; ils sont remplacés par de riches chefs d'industrie ; les compagnons ne peuvent plus aspirer à la maîtrise, et sentant le besoin de se soutenir, ils inaugurent, sous le nom de Compagnonnages, les premières associations d'ouvriers.

Loin de nous est assurément le regret du passé. On sait combien les corporations nuisaient au développement de l'industrie en prohibant la concurrence ; leurs prescriptions, souvent des plus anti-économiques, et le monopole de chaque corporation étaient évidemment contraires à l'intérêt du public consommateur. Les restrictions et réglementations du régime corporatif devaient être supprimées dans l'intérêt même de tous. Ce fut véritablement la liberté complète du travail que réalisèrent en partie les édits de Turgot et surtout ceux de la Révolution. La loi du 17 mars 1791 décréta la liberté du travail en « conférant à tout Français le droit d'exercer toute industrie, sous la condition de payer une patente ». La loi du 14 juin 1791 prohiba toute association formée d'individus de la même profession.

Le commerce et l'industrie prirent alors un nouvel essor, et chacun put admirer les résultats de cette œuvre de liberté. — Mais attachons-nous à l'ouvrier, centre de nos préoccupations. Que devint-il sous ce nouveau

régime ? Il est libre en effet, libre de débattre le prix de son travail, libre de le refuser, libre de s'en aller où et quand bon lui semble. L'ouvrier change de type et devient le « salarié » qui cherche à vendre son travail aussi cher que possible et qui souvent ne parvient à l'engager qu'à vil prix. Les salariés, écrasés dans le contrat de louage d'ouvrage, isolés, désorganisés par cette Révolution qui avait fait de la « poussière d'hommes », ne tardèrent pas à reconnaître les désavantages du nouveau régime ; ils les reconnurent parce qu'ils en souffrirent. Plus d'un peut-être regretta l'ancien en se voyant dans la nécessité de supporter lui-même, sans pouvoir y parvenir, les risques que couvrait le maître d'autrefois : la corporation le liait sans doute, mais elle le protégeait ; aux heures difficiles l'ouvrier pensa que la sécurité passée valait bien quelque sacrifice. Malade, il songe en vain à la « boîte de secours » qui lui assurait l'assistance médicale ainsi que les remèdes ; ou si, bien portant lui-même, la maladie atteint sa femme ou ses enfants, il regrette davantage encore l'assistance d'autrefois. Et les accidents auxquels est exposé le travailleur, le régime nouveau n'y a pas songé ; autrefois l'invalidé était certain du secours du patron ; aujourd'hui il est abandonné. Même à l'heure si triste de la vieillesse, après avoir donné toute sa pénible vie, lorsque ses forces font défaut, aucune organisation ne lui vient en aide : il tombe à la charge de ses enfants comme ses parents âgés ont été à la sienne. Que devenir ? L'« aumône » autrefois veillait à tous les

besoins ! Et si lui-même vient à manquer, rien ne remplacera l'ancienne organisation protectrice des orphelins ; son fils, plus tard, connaîtra la même lutte cruelle. Il est libre, dites-vous, indépendant ? Peut-être préférerait-il être plus enchaîné et savoir que son fils trouvera un jour un travail certain et un pain assuré.

Maladie, accidents, invalidité, vieillesse, mort ; ce sont là autant de terribles risques dont, au lendemain de la Révolution, l'ouvrier fut seul à supporter l'atteinte et sous le poids desquels il ne put que succomber : son salaire trop modique ne pouvant faire face à des charges imprévues. Il se forma alors une classe d'hommes sans protection, lassés, aigris par la souffrance et qui s'appela elle-même le « Quatrième État », se demandant souvent la veille ce qu'elle deviendrait le lendemain.

L'ouvrier ainsi éprouvé, souffrant, victime, cherchant un remède à ses maux, par un acte louable d'initiative individuelle, essaie de se garantir de ses nombreux risques par l'épargne. Mais l'épargne du pauvre, que pouvait-elle, insuffisante et presque irréalisable, devant de si rudes ennemis ? D'ailleurs les sommes dont l'ouvrier dispose ne sont-elles pas trop minimes pour qu'il persévère à les capitaliser ? — Il fit alors un effort collectif, mais à peine parvint-il à se garantir en partie de la maladie par des sociétés de secours mutuels.

Faible et ignorant, ne sachant pas économiser et prévoir l'avenir, il échoua généralement dans ses tentatives,

sa nature imprévoyante, son manque d'instruction et d'énergie le rendant incapable d'apprécier par lui-même les combinaisons de la prévoyance,

Le régime de la liberté devait-il donc rester inférieur à celui des entraves du moyen-âge, quant au bonheur de l'ouvrier ? L'État qui avait proclamé hautement la liberté, l'égalité de tous, allait-il abandonner son œuvre à peine ébauchée et laisser sans remède les douloureuses suites de son intervention passée ? Non, cela ne pouvait être dans notre généreux pays de France. Quelles que fussent les protestations soulevées par une intervention nouvelle, si délicate que fût la chose, l'État, soucieux du sort de l'ouvrier, intervint, cherchant à établir en fait, entre patrons et ouvriers, l'Égalité proclamée par la Révolution et qui n'existait qu'en apparence. Il tenta de reconstituer les garanties du régime corporatif, notamment en abrogeant les dispositions pénales qui interdisaient la grève, en rétablissant le droit d'association et en l'organisant, en établissant toute une législation ouvrière.

L'État fut aussi sollicité d'intervenir plus directement en ce qui concerne les assurances, afin de donner plus de sécurité à l'ouvrier contre les risques auxquels il se trouve exposé. Les uns lui demandèrent de poser le principe de l'obligation de l'assurance, chacun étant tenu de s'assurer où et comme bon lui semble. Mais cette assurance obligatoire aurait été singulièrement impraticable pour la plupart.

L'obligation de l'assurance, dirent les collectivistes, réclame sa gratuité. Rendre l'assurance à la fois obligatoire et gratuite, ce fut donc là un second moyen d'intervention qu'on réclama de l'État. Mais comment pourvoir à une charge aussi colossale ? Ce projet était irréalisable — dangereux même, pourrions-nous ajouter, — car il aurait pour effet immédiat de désintéresser la majorité de la population du souci de la prévoyance et de la responsabilité.

L'État se contenta donc de faciliter l'assurance, de lui permettre de se faire dans les meilleures conditions possibles. Il soulagea ainsi en partie la classe ouvrière en augmentant un peu sa charge propre. Là s'est bornée son action.

Ce que l'ouvrier ni l'État ne pouvaient faire d'une façon pratique et efficace, une troisième personne l'entreprit : ce fut le patron. S'apercevant que l'ouvrier seul et l'État sont impuissants, il comprit son devoir d'intervention et se servit en faveur du travailleur de l'instruction et des ressources dont il avait le privilège. Il veilla aux habitations ouvrières et à l'instruction des enfants, fonda des crèches, des salles d'asile et des orphelinats, ouvrit des caisses d'assurances et de retraites afin de secourir la maladie et la vieillesse ; de son plein gré, il alimenta en grande partie ces fondations diverses.

A côté de cette initiative généreuse se plaça sans doute une considération de simple justice. Il sembla équitable que les risques des accidents professionnels et de la vieil-

lesse d'hommes usés au service du patron, dussent retomber à la charge de ce dernier. Ajoutons que le patron put voir en la lutte des classes un réel danger, et dut se garder de l'envenimer par son indifférence. Devant le désaccord évident, l'antagonisme redoutable qui troublent les relations du patron et de l'ouvrier, plus d'un pensa avec Le Play que « les institutions patronales sont un des meilleurs moyens de rétablir l'harmonie sociale ».

Cette sollicitude envers l'ouvrier, cet intérêt que lui porta le patron, cet effort pour l'amélioration de sa situation, cet essai de lui être utile constituèrent le Patronage.

Le patronage ainsi conçu s'était d'ailleurs réalisé par étapes successives, les patrons s'étant de bonne heure rendu compte de la nécessité de leur action. Au lendemain de la Révolution, en effet, malgré le changement de régime, les maîtres durent continuer en partie leur œuvre protectrice envers l'ouvrier libre et qui venait d'être proclamé leur égal. — Une image du patronage, tel qu'il fut un peu plus tard, nous est fournie par Le Play : « Les patrons placés dans d'heureuses conditions de stabilité se croyaient obligés de maintenir eux-mêmes leurs ouvriers dans un certain état de sécurité et de bien-être déterminé par la coutume. Ils ne concevaient pas en général qu'il leur fût permis de faire dépendre exclusivement du salaire accordé au chef de famille l'existence

de la femme, des enfants et des vieux parents. Ordinairement ils attribuent à la famille, à titre permanent, une habitation, des animaux domestiques et les dépendances territoriales nécessaires pour fournir des provisions à la famille et la subsistance des animaux ¹. »

Ce patronage, remarquons-le, ne pouvait exister que dans les lieux où les ouvriers étaient sédentaires ; ceux-ci s'émancipant de plus en plus, une telle organisation devint insuffisante, et il fallut, pour s'adapter à ce nouvel état de choses, la conception d'un patronage plus stable et régulièrement constitué.

Ce n'est guère que vers le milieu de ce siècle que le patronage, de nouveau transformé, fut solidement organisé d'une manière précise, plus prévoyante et plus scientifique, qui lui permit de répondre à des besoins réels qu'avait révélés l'expérience. Ce patronage, légèrement modifié, est celui qui fonctionne encore actuellement.

Soumises à la loi universelle du développement progressif et du perfectionnement incessant de tous les organismes, les institutions patronales semblent encore appelées à des changements nouveaux. Si, au commencement du siècle, elles se présentaient plutôt comme les débris du passé, par le travail insensible qu'elles ont subi depuis, pendant de longues années, il est dès à présent possible de distinguer en elles les germes de l'avenir. Deux chemins opposés paraissent s'offrir : l'un menant

¹ *Le Play, Ouvriers européens.*

à une autonomie absolue ; l'autre, au contraire, à une complète tutelle.

Sur le premier s'engagent les institutions sainement organisées ; fortes d'une longue jeunesse, elles atteignent ainsi le développement normal de la maturité. Créées par les soins du patron, elles s'affranchissent peu à peu de son intervention et s'en remettent presque entièrement aux bons soins des véritables intéressés : les ouvriers. Désormais, elles reposeront sur l'unique principe de l'Association, principe puissant entre tous, mais qui exige, pour être réellement fécond, cette discipline qui, grâce à la persévérance patronale, semble dès à présent acquise. Tel est le cas de la participation aux bénéfices, aboutissant à la Société coopérative de production, des logements ouvriers, des économats, parfois des caisses de secours ; et nous savons, en particulier, plus d'une Compagnie minière qui, jugeant les temps accomplis, s'était discrètement effacée devant son personnel, laissant à celui-ci la direction d'institutions fonctionnant en sa faveur, non sans continuer d'ailleurs à verser sa contribution propre.

Cette page particulièrement élogieuse de l'histoire du patronat a été écrite par de nombreux auteurs tout à fait compétents, et les personnes curieuses de ces questions ont pu la lire en partie aux différentes Expositions qui se sont succédé depuis 1889.

Toute différente est l'autre direction, car elle mène — nous l'avons dit — à une complète tutelle. Il s'agit de l'intervention de l'État, intervention directe à laquelle

certain le convient d'une façon pressante et qui se résume dans le fait de rendre légalement obligatoires des institutions antérieurement existantes. Ainsi donc, le patron qui, maître chez lui, avait imaginé telle ou telle organisation propre à satisfaire aux besoins et aux désirs de ses ouvriers, se verrait dépossédé de son œuvre propre par un acte d'autorité souveraine : ici encore il aura été le promoteur de l'institution, mais il n'aura fait que préparer les voies aux conceptions étatistes.

La hardiesse du législateur peut être plus ou moins grande : mais le premier pas dans cette voie semble consister — sans exiger un grand effort d'invention — à s'adresser d'abord ou bien aux organisations qui ont réussi, ou bien à celles qui, sans avoir entièrement réussi, sont susceptibles, par les conditions mêmes où elles sont placées, de donner des résultats satisfaisants — pour s'acheminer sans doute ensuite insensiblement vers l'assurance obligatoire : aussi bien est-ce en définitive ce grave problème qui se retrouve au fond de la question.

Jusqu'ici notre législation française présente une seule indication de cette évolution probable de certaines institutions patronales et offre un seul exemple d'assurance obligatoire : on les trouve dans la loi du 29 juin 1894 « sur les Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs ».

La thèse que nous présentons a précisément pour objet d'étudier cette question, préface peut-être d'une page nou-

velle, — mais combien différente de celle que nous rappelions — dans l'histoire du patronat.

« Le législateur, a-t-on dit, semble considérer depuis quelque temps les institutions patronales comme le champ d'expérience de la législation¹. »

Or, de longue date, les mines ont été pour ce même législateur, et sur toutes espèces de matières, un champ d'expérience favori : quoi d'étonnant, par conséquent, de trouver dans les mines la première manifestation d'une nouvelle politique ouvrière qui sera peut-être celle du siècle prochain ?

Etudier cette première manifestation en présentant un tableau des Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs avant 1894 (tableau aussi documenté et exact que possible, sans dissimuler les ombres qu'il présente) — en discutant les perfectionnements qui étaient désirables — en protestant contre l'intervention du législateur par une loi exceptionnelle — puis en examinant les institutions nouvelles ainsi que les a établies cette loi et les résultats actuellement connus : tel est le but de ce travail auquel nous nous sommes donné entièrement, parce qu'il s'agit d'une question vitale dans une carrière qui nous touche de près.

¹ Brice, Les institutions patronales (1894).

CHAPITRE PREMIER

Historique

Les Caisses de secours et de retraites pour les ouvriers mineurs ont, en France, une longue histoire. Celle-ci ne présente pas seulement l'intérêt qu'on attache généralement aux choses anciennes; à côté, en effet, des enseignements sur la nature et le développement des institutions patronales qu'on y peut trouver, l'étude des phases diverses de cette histoire où l'on voit l'Etat tantôt intervenir, tantôt laisser aux particuliers toute initiative, a servi à légitimer aux yeux des uns les dispositions édictées en 1894, tandis que pour d'autres, au contraire, il justifiait en principe le *statu quo*.

S'il est fort probable que l'on puisse faire remonter à quelque exploitant le mérite de s'être le premier occupé de ses ouvriers malades ou âgés, autrement que

par des aumônes tirées de sa poche, et s'il est vraisemblable que, de longue date, des mineurs, par esprit de solidarité, et plus ou moins avec le concours de leur chef, ont essayé de venir en aide à un de leurs camarades dans l'infortune — et ce, sans doute, par un supplément d'extraction pour le compte de ce camarade — il n'en est pas moins vrai que le premier document que l'on possède sur la question est un édit d'Henri IV, daté du 14 mai 1604, qui a été appelé « l'ancêtre de toutes les institutions françaises de secours pour les ouvriers mineurs ¹ ». Cet édit est ainsi conçu :

« Etant les dites mines bien souvent ouvertes en lieux qui sont éloignés des paroisses et villages, tellement que les ouvriers qui y travaillent n'ont aucun exercice de leur religion, et s'ils tombent malades, ou leur arrive quelque accident es-dites mines, par ravages d'eaux, impétuosité de vent, ou d'autres inconvénients, esquels ceux qui y travaillent sont sujets, ne peuvent être secourus, les sacrements leur être administrés, ni pourvu à la sépulture des morts, faute de prêtres et de moyens pour les faire assister en telles nécessités ; Sa Majesté veut et ordonne pareillement, qu'en chaque mine qui sera ouverte en ce royaume, de quelque qualité et nature qu'elle soit, un trentième soit pris sur la masse entière de tout ce qui en proviendra de bon et de net, pour être mis es-mains du trésorier et receveur général d'icelles mines,

¹ Et. Dupont, *Correspondant* du 25 décembre 1882.

qui en fera un chapitre de recette à part, et seront les deniers employés pour l'entretienement d'un ou deux prêtres, selon qu'il en sera besoin, tant pour dire la messe à l'heure qui sera réglée, tous les dimanches et jours de fête, sur semaine, administré les sacrements que pour l'entretienement d'un chirurgien, et achat de médicaments, afin que les pauvres blessés soient secourus gratuitement et par cet exemple de charité, les autres encouragés au travail desdites mines; de laquelle dépense l'état sera fait et arrêté par ledit grand-maitre et superintendant desdites mines et minières, ou son lieutenant général en son absence, tout ainsi que des autres dépenses, selon l'ordre contenu audit édict du mois de juin 1601. »

Cet édit qui ne fut abrogé que sous Louis XV met donc les exploitants dans l'obligation de verser à une caisse spéciale, ayant son chapitre de recette à part et au profit des mineurs, 3,33 0/0 du produit net de la mine.

L'édit de septembre 1739 porte :

« Supprimons pareillement le droit de trentième ordonné par l'édit de 1604, être retenu et remis au receveur général des mines pour l'entretienement d'un ou plusieurs prêtres ou chirurgiens, sauf aux concessionnaires à pourvoir eux-mêmes aux dépenses sur ce nécessaires, et au grand-maitre des mines ou à son lieutenant de veiller à ce qu'il soit pourvu aux secours spirituels

*et temporels des ouvriers et autres employés aux dites mines*¹. »

Avant 1812, il n'est fait mention nulle part de caisse de secours proprement dite ou d'un service médical organisé sur les mines et il n'y a pas lieu de s'étonner d'un pareil fait en présence de l'extrême morcellement des exploitations. A peine pourrait-on signaler, si les documents ne faisaient pas défaut, quelques essais isolés² ou des promesses analogues à celles que Rousseau de Rimogne, seigneur du XVIII^e siècle versé dans les études et les recherches minéralogiques, faisait en 1734 pour emporter la concession qu'il disputait au marquis d'Osmond, s'engageant à n'employer dans ses mines que des ouvriers du Forez et à donner des secours à eux et à leurs familles ; promesses vaines, ce semble, et auxquelles on attribuait peu de valeur, puisqu'il n'en fut pas question dans les délibérations et discussions administratives qui eurent lieu et que la concession fut maintenue à d'Osmond, par arrêts de 1765 et 1786.

La loi du 28 juillet 1791, qui mit fin à l'ancien régime en matière de législation de mines, ne contient aucune disposition explicite concernant les caisses de secours

¹ C'est donc à tort qu'en 1866, Jules Favre, plaidant devant le tribunal civil de Saint-Etienne, invoquait l'édit d'Henri IV pour justifier ce principe que les concessionnaires de mines étaient astreints à instituer des caisses de secours sur leurs établissements.

² La Compagnie des mines d'Aniche fait remonter l'origine de sa Caisse à 1801 ; son premier règlement, point de départ d'une réelle organisation, date de 1824.

ou les secours à donner aux ouvriers en cas d'accident. Même silence dans la loi du 21 avril 1810, laquelle, remplaçant la précédente, est actuellement en vigueur.

En 1809, à la suite d'accidents survenus au puits Charri, dans la Loire, l'administration avait constaté qu'il n'existait ni médecin, ni caisse de secours sur les mines et elle avait insisté pour que la Compagnie de Grand-Cran créât une caisse de secours en faveur de ses ouvriers. La Compagnie de Grand-Cran, cédant aux instances de l'administration, se décida à faire ce qu'on lui demandait. Sa caisse fonctionnait en 1812, administrée par la Compagnie et alimentée par une retenue de 0 fr. 50 par quinzaine et par ouvrier. Les blessés recevaient 1 franc par jour, et les veuves 6 à 9 francs par mois, selon le nombre des enfants. — Le premier règlement de la caisse de retraites d'Anzin, qui a de tout temps été alimentée par la Compagnie seule, remonte à 1812 ¹. Mais il semble que, dès l'origine de cette Compagnie, c'est-à-dire depuis 1760 environ, des pensions aient été accordées aux ouvriers âgés. C'est de cette époque que date l'usage qu'a conservé la Compagnie de fournir gratuitement un cercueil à la mort d'un de ses pensionnés.

En 1813, la sollicitude du Gouvernement en faveur des ouvriers occupés aux travaux des mines ayant été

¹ *Revue scientifique*, 2^e série, n^o 8, 21 août 1875. Les mines d'Anzin (la condition des ouvriers).

éveillée par une suite nombreuse d'accidents survenus dans les années précédentes, pour prévenir le retour autant que possible de pareils malheurs, un décret fut rendu le 3 janvier ayant pour objet spécial des *dispositions tendant à prévenir les accidents* (Titre II) ; des *mesures à prendre en cas d'accidents arrivés dans les mines* (Titre III), et des *dispositions concernant la police du personnel* (Titre IV). Le 9 février suivant, le ministre de l'Intérieur, comte de Montalivet, adressait aux exploitants l'instruction annoncée dans un des articles (art. 15) et qui, rédigée par le docteur Salmade, indiquait en détail la nature des secours à administrer dans les cas d'asphyxie par le mauvais air ou par submersion dans l'eau, de brûlure, de fracture ¹, etc... A la circulaire était annexée la liste des médicaments qui devaient se trouver près des mines. Moins large que l'édit de 1604, qui créait, en somme, un capital exclusivement réservé aux ouvriers, le décret de 1813 se borne donc à ordonner l'entretien d'un chirurgien et la création d'une boîte de secours. C'est à tort, par conséquent, qu'une circulaire ministérielle en date du 27 avril 1867 fait dériver l'existence des caisses de secours créées en France d'une obligation imposée par l'article 15 de ce

¹ Ce n'est qu'en 1883, 70 ans après cette première instruction, qu'une nouvelle instruction rédigée par le docteur A. Proust intervint, approuvée par l'Académie de médecine dans sa séance du 15 mars 1881 et rendue obligatoire par une circulaire du Ministre des Travaux publics (circulaire du 31 janvier 1883).

décret. Cette circulaire demande aux ingénieurs des mines, *s'il existe sur les exploitations de mines placées sous leur surveillance, soit des caisses de secours établies par application de l'article 15 du décret du 3 janvier 1813, soit toute autre institution de secours ou de prévoyance au profit des ouvriers mineurs et de leurs familles.*

Le Gouvernement de 1813 alla d'ailleurs lui-même au delà de ce décret ; il intervint pour organiser certaines caisses particulières sur le modèle des associations de secours ou des sociétés de prévoyance déjà établies en Angleterre et en Allemagne. Témoin les tentatives, au reste infructueuses, faites en 1813, à Liège et en 1817, à Rive-de-Gier.

A la suite d'une série de catastrophes survenues dans les mines de l'Ourthe ¹, le sentiment public s'émut. Une souscription ouverte dans la France d'alors, avait produit une somme de 444.000 francs, dont 30.000 avaient été employés à fonder une société de prévoyance pour les ouvriers mineurs. C'est alors qu'in-

¹ Parmi les plus terribles, il faut citer une explosion de grisou du 10 janvier 1812 dans la mine du Horloz (78 morts), et une inondation subite à la mine de Beaujonc (22 morts), (28 février 1812). Le porion Hubert Goffin, par son énergie et sa présence d'esprit avait sauvé, d'une mort certaine une soixantaine de houilleurs. L'empereur le décora de la Légion d'honneur. Des dons fort abondants affluèrent et furent distribués aux familles éprouvées. Une partie en fut affectée à l'achat d'une rente sur le Grand Livre de la Dette publique. Elle existe encore aujourd'hui ; un arrêté royal l'a remise à la Caisse de Prévoyance du bassin de Liège, à laquelle elle procure un revenu annuel de 2.494 francs.

tervint un décret du 26 mai 1813, donné au quartier impérial de Bunzlau ¹ qui autorisait, en faveur des ouvriers houilleurs du département de l'Ourthe, la formation d'une société de prévoyance, ayant son siège d'administration dans la ville de Liège ². Aux termes de ce décret, les ouvriers sont admis à faire partie de la Société en faisant la déclaration qu'ils consentent à une retenue de 2 p. 0/0 sur leur salaire (art. 2). Les fonds de la Société de prévoyance proviennent de quatre sources différentes : 1^o Subventions de l'Etat ; 2^o Dons des particuliers ; 3^o Retenue de 2 p. 0/0 sur le salaire ; 4^o Subvention à payer par les exploitants sur le pied de 1/2 0/0 du salaire. — L'administration de la Société de prévoyance est confiée à une commission de dix membres, dont cinq inamovibles et cinq élus chaque année. Les membres inamovibles sont : le préfet du département ; l'évêque diocésain ; le procureur impérial près le tribunal de première instance ; le maire de la ville de Liège et l'ingénieur en chef des mines. Les membres amovibles sont choisis : un parmi les propriétaires des grandes exploitations ; un parmi les directeurs des forges ; deux parmi les maîtres-mineurs et un parmi les ouvriers houilleurs. Ils sont nommés par les membres inamovibles (art. 10). Ce décret fut emporté par les événements de 1814.

¹ Silésie.

² *Bulletin des lois*, 4^e série, tome XVIII, n° 504.

A Rive-de-Gier, nouvel essai en 1817, à la suite du mouvement qui se manifestait alors en Belgique, en faveur des caisses de secours. L'ordonnance royale du 25 juin 1817 ¹ est comme une invitation aux redevanciers, aux exploitants et aux ouvriers de Rive-de-Gier, de fonder une caisse de secours d'après un type qu'elle leur présente. — L'origine des deniers serait ² : 1^o Subvention de l'Etat ; 2^o Versement par les exploitants de 1 centime par hectolitre de houille extraite, déduction faite de la quantité abandonnée à titre de redevance au propriétaire du sol ; 3^o Versement par les propriétaires du sol de 2 centimes par hectolitre de houille à eux livrée à titre de redevance ; 4^o Dons volontaires. — L'administration serait confiée à un Comité général et à une Commission permanente. — Le Comité général serait composé du préfet de la Loire, président ; de l'ingénieur en chef des mines de l'arrondissement ; du maire ; du plus ancien curé de Rive ; d'un officier de santé ou pharmacien nommé par le préfet (art. 5 de l'ordonnance) et de cinq membres amovibles pris parmi les concessionnaires ou exploitants, les propriétaires de la surface et les anciens mineurs (art. 4 du règlement). — La Commission permanente serait composée des membres amovibles du Comité général qui, au besoin, appelleraient auprès d'eux l'officier de santé

¹ *Bulletin des lois*, 7^e série, tome VI, n° 214

² D'après le règlement d'administration publique annoncé par l'article 7 de l'ordonnance.

(art. 5 du règlement). — Quand il y aurait distribution de secours, trois ouvriers, dont un gouverneur, un piqueur et un traîneur, assisteraient à la séance sans voix délibérative, mais avec le droit de faire consigner leur avis sur le procès-verbal (art. 6 du règlement). — D'après les articles 13, 14, 15 et 16 du règlement, les tarifs de secours devaient être les suivants : l'ouvrier blessé recevrait 0 fr. 50 par jour jusqu'à parfaite guérison, et de plus, il pourrait lui être alloué 0 fr. 25 pour sa femme et pour chacun de ses enfants incapables de travail. Une pension viagère de 0 fr. 75 par jour serait accordée à tout vieillard de 60 ans hors d'état de travailler et justifiant de 30 ans de travaux de mines ; mais seulement cinq ans après l'approbation du règlement par le ministre de l'Intérieur.

Les veuves des ouvriers tués ou morts à la suite de blessures obtiendraient 0 fr. 50 par jour, et les enfants de ces ouvriers, âgés de moins de 10 ans, 0 fr. 25 et 0 fr. 50 pour le cas où ils resteraient orphelins. Enfin, les veuves des ouvriers morts dans l'indigence et sans accidents extraordinaires pourraient ainsi que leurs enfants recevoir des secours en rapport avec leur position. — Cette ordonnance ne fut jamais exécutée ; un registre avait été ouvert à la mairie de Rive-de-Gier pour l'inscription des exploitants, des tréfonciers et des ouvriers qui voudraient participer à l'institution. Personne ne se fit inscrire et le but du Gouvernement ne fut pas atteint.

Mais, si l'Etat même animé des meilleures intentions et procédant avec une certaine délicatesse par des essais particuliers ne parvenait pas à réussir, il n'en était pas de même de l'initiative privée. — Pour n'avoir pas leur origine dans le décret de 1813, ainsi que le croyait le Ministre de 1867, les Caisses de secours en faveur des ouvriers mineurs n'en avaient pas moins pris naissance de tous côtés vers 1820. Précisément parce que les dispositions de ce décret ne portaient aucun soulagement à la situation des ouvriers blessés ou âgés, un pas de plus fut fait; en 1833, dans le bassin de la Loire, 20 concessions sur 33 sont pourvues de ces institutions, et de 1831 à 1840, on les voit se répandre de tous côtés. Parmi les plus anciennes, on peut citer, dans la Loire, celles du puits Saint-Vincent (aujourd'hui à la Société des houillères de Saint-Etienne), de Firminy, Combes et Egarande, le Treuil, etc., qui datent de 1820; dans le Nord, celle d'Aniche, remontant à 1822 et qui semble avoir servi de type dans la région¹. Généralement propres à chaque exploitation, ces caisses se réunissent quelquefois dans une même région; telle cette caisse d'épargne qu'en 1825, les exploitants des ardoisières d'Angers avaient établie et qui n'était autre qu'une institution commune

¹ Vuillemin, *Enquête sur les habitations, les écoles et le degré d'instruction de la population ouvrière des mines de houille des bassins du Nord et du Pas-de-Calais. Bulletin de la Société de l'industrie minérale de 1872.*)

de secours. Mais, remarquons-le bien, elles se fondent et se développent spontanément et librement, une à une, par le seul effet du commun accord du patron et des ouvriers. La contrainte de la part du Gouvernement n'était pas admise ; on ne la considérait pas comme autorisée par les lois et règlements alors en vigueur, et dont les principes, il est important de le dire, n'ont pas été altérés par les lois ultérieures et actuelles¹. On en trouve la preuve dans le fait suivant : pendant qu'elle préparait la rédaction du cahier des clauses générales des concessions, de 1821 à 1823, la Commission centrale de la Loire avait proposé plusieurs articles concernant l'établissement dans chaque concession de caisses de secours sur les bases de l'ordonnance de 1817. Le Conseil général ne crut pas pouvoir imposer ces dispositions. Aux termes des lois existantes, les concessionnaires ne pouvaient être tenus à dédommagements de secours que dans les cas où les accidents étaient imputables à leur négligence, à leur imprudence ou à une contravention aux lois et règlements, et c'était aux tribunaux qu'il appartenait d'en décider : aussi ne trouve-t-on dans les clauses générales du cahier des charges pour les concessions faites dans le département de la Loire en 1824, que l'article suivant : *Le concessionnaire se conformera d'ailleurs aux lois, ordonnances et règlements intervenus*

¹ Loi du 29 juin 1894 mise à part.

ou à intervenir sur le fait des mines et notamment aux dispositions des articles 15, 16, 22 et 25 du décret du 3 janvier 1813.

Le concessionnaire faisait plus : prélevant une retenue modique sur le salaire des mineurs, s'imposant lui-même un sacrifice plus ou moins lourd, il créait un actif appartenant à ses ouvriers, administré par un conseil dont il était l'âme, et se trouvait en mesure de distribuer des secours aux blessés, aux veuves, aux orphelins, voire même aux familles nécessiteuses. Quel que soit le sentiment — intérêt ou charité — qui ait inspiré ce système, du jour où il fut imaginé, la caisse de secours était née, et, bienfaisante dans son but, utile à la fois à l'ouvrier et au patron, elle devait se perpétuer jusqu'à nous.

Cette organisation, nous l'avons vu, se répandit beaucoup à sa naissance, mais, néanmoins, ne fut pas générale. Bien des concessionnaires y restèrent réfractaires. D'autre part, les caisses existantes, essentiellement variables suivant les régions et les propriétaires, faisaient peu de bruit, surtout en face des institutions belges de même but qui, nées également de l'initiative privée mais plus étendues, établies par grandes circonscriptions pour plusieurs mines à la fois, étaient fort renommées. Aussi s'explique-t-on de trouver, à la date du 10 mars 1843, une circulaire ministérielle s'exprimant ainsi : *Cette classe laborieuse et si digne d'intérêt (des ouvriers mineurs) doit exciter toutes les sympa-*

thies. Aussi ne terminerai-je pas cette lettre, Monsieur le Préfet, sans appeler particulièrement votre attention sur une mesure qui lui serait d'un grand avantage. Je veux parler de l'organisation des caisses de secours qui donneraient en cas d'accident les moyens de venir en aide aux ouvriers et à leurs familles. Il n'en existe encore en France qu'un bien petit nombre, et cela est fort regrettable. Il serait à souhaiter que, à l'instar de ce qui s'est fait récemment dans un pays voisin, ces institutions pussent se multiplier, et que les résistances qui les ont entravées jusqu'à ce moment, vinssent à disparaître devant l'accord de toutes les volontés, devant cette émulation généreuse pour le bien, qui a créé tant de choses utiles. Vous chercherez, je n'en doute pas, à donner ici une impulsion efficace. Rien n'est plus digne assurément de votre sollicitude.

A la même époque, le 25 mai 1843¹, le Gouvernement joignant l'exemple à la recommandation, provoqua, avec succès cette fois, la création d'une caisse de secours en faveur des ouvriers des mines de fer de Rancié. Le cas est intéressant et mérite d'être rapporté. Les mines de fer de Rancié ont été concédées le 31 mai 1833 aux huit communes qui forment la vallée de Vicdessos, afin de respecter des droits acquis remontant au moyen âge², auxquels la population se trouvait

¹ *Annales des mines*, 4^e série, tome III, page 923.

² Les mines de Rancié ont été attribuées en 1293 aux habitants de la vallée de Vicdepas, par une charte de Roger, comte de Foix. — Par

d'autant plus attachée que la coutume a chez elle une grande force (on sait qu'elle est loi dans la célèbre vallée voisine d'Andore). Ces mines étaient administrées par le Préfet de l'Ariège et dirigées par l'Ingénieur en chef des mines du département. L'ordonnance de 1843 fut rendue sur la proposition faite par les ingénieurs des mines et par le Préfet, après que les maires des huit communes concessionnaires se furent prononcés unanimement en faveur d'une telle mesure. L'État s'était donc dans l'espèce substitué, pour ainsi dire, aux concessionnaires et avait, en somme, agi en qualité même de concessionnaire, mais d'une façon d'autant plus adroite que l'ordonnance ne faisait que régulariser et organiser un usage qui existait déjà de temps immémorial aux mines de Rancié et qui avait dû se rencontrer à l'origine sur bien des mines ; usage consistant en une espèce de prestation en nature, fournie par l'ouvrier et qui l'exonérait en quelque sorte de toute retenue prélevée sur son salaire. Les mineurs du même chantier avaient l'habitude d'extraire de temps à autre, en sus de leur travail journalier des charges ou *voltes* de minerais, dites de charité, pour un mineur de leur escouade ou sa famille, lorsque survenait un malheur subit. Pour combattre l'indifférence de quelques

suite de l'état d'anarchie qui régnait aux mines de Rancié, l'ordonnance royale du 31 mai 1833 a été en partie abrogée par la loi du 15 février 1893 (complétée par un décret du 24 avril 1893) qui modifie le régime d'exploitation.

ouvriers peu soucieux d'extraire la volée de charité, l'ordonnance de 1843 dispose que chaque mineur de Rancié est tenu d'extraire, dans le courant du mois, en dehors des quantités habituelles de minerai, deux volées ou voyages supplémentaires, dont le produit forme le fonds de la caisse de secours. Cette cotisation représentait, pour chaque ouvrier, un apport mensuel de 0 fr. 10 et produisait un revenu annuel de 4.600 francs. La commission de répartition des secours se composait de l'un des jurats (maîtres mineurs), président, et de quatre ouvriers choisis par le Préfet parmi les plus anciens mineurs.

C'est surtout depuis cette époque, aux environs de 1840, que l'on peut le plus aisément suivre le développement des caisses de secours, car bon nombre de règlements en vigueur en 1894 dataient pour le fond de plus de cinquante ans. Les documents ne font pas défaut; c'est, au contraire, leur abondance qui déconcerte. Il suffit, pour l'instant, d'en tirer cette seule conséquence que l'initiative privée continua à créer ou à perfectionner en chaque mine l'organisation des secours; pour être morcelée, elle n'en fut pas moins à l'œuvre partout. Et cette remarque faite pour la majorité de nos bassins miniers, celui de la Loire mérite seul d'attirer notre attention.

Très divisées à l'origine, c'est-à-dire vers 1824, beaucoup de concessions de la Loire s'étaient trouvées, vers 1840, réunies entre les mains d'une société unique, la

Société des Mines de la Loire, qui représentait par suite une grande part de l'activité industrielle de la région. — Les caisses de secours anciennement existantes avaient continué à fonctionner séparément ; la Compagnie des Mines de la Loire jugea opportun, en 1849, pour justifier les avantages de son monopole, d'améliorer le service des caisses de secours en établissant une caisse générale. Indépendamment des secours largement donnés aux blessés, elle accordait des pensions viagères aux blessés devenus malades, aux veuves des ouvriers morts par suite d'un accident, et parfois des secours extraordinaires aux ouvriers chargés de familles nombreuses. Elle créait trois établissements spéciaux, comprenant des infirmeries pour les mineurs blessés, des pharmacies et un service médical gratuit. Elle subventionnait enfin des écoles d'ouvriers, des salles d'asile, des chapelles régulièrement desservies.

Un tel état de choses dura jusqu'au moment où, par quatre décrets en date du 23 octobre 1854, la Compagnie fut divisée en quatre Sociétés constituées sur un pied identique et considérées comme ayant une valeur égale. Chacune d'elles prenant à sa charge les intérêts des ouvriers occupés dans son exploitation eut sa Caisse de secours particulière ; les recettes restèrent comme par le passé fournies normalement par les ouvriers et les déficits furent toujours comblés par une subvention complémentaire payée par la Compagnie. Deux des hospices, créés l'un au Soleil et l'autre à Montcel,

furent attribués à deux des nouvelles Sociétés (Houillères de Saint-Etienne; Mines de Montrambert). Mais il arriva qu'en 1866, dans deux exploitations importantes, un nombre assez considérable d'ouvriers demandèrent tout à coup une reddition de comptes et une dissolution des Sociétés de secours. — N'ayant rien obtenu des tribunaux ¹, ils fondèrent à Saint-Etienne, sous le nom de *Caisse fraternelle et de prévoyance*, une Société de secours commune à *tous les ouvriers mineurs des Compagnies dont le siège est à Saint-Etienne*. Cette association, — autorisée par arrêté préfectoral du 14 novembre 1866, avait pour but, d'après un document émané des ouvriers et publié dans le *Mémorial de la Loire* du 21 janvier 1867 :

1^o D'établir une pension de retraite pour les vieillards dès que les ressources le permettaient ;

2^o De fournir des médicaments ;

3^o D'élever la rémunération journalière des sociétaires malades ;

4^o De fournir des secours et des demi-pensions aux veuves des sociétaires et des pensionnaires ;

5^o D'amener les Compagnies non seulement à verser dans la Caisse les retenues qu'elle faisait aux ouvriers sur leurs salaires, mais encore une somme égale à ces retenues.

¹ Jugement du 31 mai 1866 du tribunal de Saint-Etienne confirmé par un arrêt de la Cour de Lyon du 16 mars 1867.

Devant cette situation troublée, le Comité des houillères de la Loire, chargé de représenter et de défendre les intérêts généraux des exploitations houillères, commença l'étude d'une Caisse centralé principalement destinée à assurer le service des pensions. Bien que partiellement mis en exécution le 22 décembre 1867 par quatre compagnies¹ qui, refusant comme les autres toute participation à la Société fraternelle, parvinrent cependant à un accord commun, ce projet, retardé par diverses circonstances, notamment par l'Exposition universelle de 1867, fut repris au commencement de 1869, lorsque les ouvriers, irrités de l'attitude des exploitants et ayant en vain essayé de soutenir leur Société, se déclarèrent en grève. — Le 11 juin 1869, ils firent parvenir aux Compagnies leurs diverses réclamations² ayant pour but d'amener celles-ci à une sorte de reconnaissance officielle de la Caisse fraternelle. — Les directeurs et ingénieurs des exploitations houillères répondirent : *Qu'ils admettaient en principe la création d'une Caisse unique alimentée par les ressources puisées dans les retenues des salaires et dans les subventions volontaires des Compagnies*. Bien que mécontents de cette réponse, les ouvriers, après un mois de résistance, reprirent leur travail sans que rien n'eût été décidé et la Société fraternelle de prévoyance fut dis-

¹ Mines de la Loire ; de Montrambert et la Béraudière ; de St-Etienne ; de la Péronnière.

Voir ces réclamations dans Burat, *Les Houillères en 1869*.

soute ; mais peu après la grève, les directeurs des mines, ne voulant pas laisser mettre en doute leur bonne volonté, se livrèrent de nouveau à une étude d'ensemble une fois le calme rétabli. Les statuts d'une *Caisse centrale de secours et de pensions pour les ouvriers mineurs du bassin de la Loire* furent arrêtés. (Cette institution nouvelle laisse subsister d'ailleurs les caisses particulières.) Peu d'autres Compagnies s'y affilièrent ; deux seulement¹ se joignirent aux quatre anciennes et l'association ainsi étendue à six compagnies, le 23 décembre 1869, comptait, dès ce moment, dix mille ouvriers groupés autour d'elle.

La Caisse centrale distribuait des secours aux ouvriers mis par leurs blessures dans l'impossibilité de travailler pendant une durée de plus d'une année ; des pensions aux veuves et aux orphelins trop jeunes pour travailler, et — ce qui est son but principal — des pensions de retraite aux anciens ouvriers âgés de 55 ans, comptant trente années de service effectif dans les mines de l'une ou l'autre des Compagnies adhérentes. Les Caisses particulières n'ont à leur charge que les secours aux ouvriers dont les blessures sont moins graves et les soins et secours à donner en cas de maladie aux ouvriers ou aux membres de leurs familles².

¹ Société de Villebœuf et copropriétaires des mines de Beaubrun.

² Pour alimenter ces caisses, il est fait sur le salaire de l'ouvrier une retenue qui varie suivant les mines de 2 à 3 0/0 ; sur le produit de cette retenue, versé dans la caisse particulière, celle-ci prélève la moitié de la

Malgré des lacunes et des imperfections de détail que le temps a fait connaître ou a produites et qui peuvent être facilement corrigées, cette organisation a toujours fonctionné à la satisfaction des intéressés ¹.

Si ingrat que paraisse ce premier aperçu sur notre sujet, il témoigne toutefois — et la chose ne laisse pas d'être remarquable — des efforts qu'ont faits de longue date les exploitants dans tous les bassins miniers pour organiser les secours nécessaires aux ouvriers et à leurs familles. Les institutions de prévoyance, objet de notre étude, en sont la preuve la plus insigne ; si l'on songe en même temps aux mille autres interventions bienfaisantes des Compagnies : logements ouvriers, écoles, orphelinats, ouvroirs, hôpitaux, infirmeries, églises même, on comprendra qu'un directeur de mines ait pu dire non sans quelque orgueil : « *C'est notre gloire à nous d'avoir fait que notre population ouvrière a pu arriver à mieux se nourrir, mieux se loger, mieux se vêtir ; cette amélioration dans les conditions de la vie est un vrai progrès dont nous sommes fiers* ². »

somme des dépenses mises de son fait à la charge de la Caisse centrale. Les Compagnies associées se sont engagées à contribuer de leurs deniers à ces dépenses pour la seconde moitié, pendant toute la durée du contrat ainsi volontairement consenti.

¹ En 1895, le total des pensions servies aux blessés, aux veuves et aux orphelins s'élevait à 206.961 francs, et celui des pensions de retraite à 137.317 francs.

² Paroles prononcées par M. Chamelton, directeur des houillères de Bessèges, en novembre 1885, à la réunion de la Société de l'Industrie minière du Sud-Est.

CHAPITRE II

Théorie des Caisses de secours et de retraites

Pénétrons plus avant dans l'institution des Caisses de secours telle qu'elle existait avant la loi de 1894 et essayons de l'analyser dans ses parties essentielles, d'en faire en quelque sorte la théorie. Avec une plus ample connaissance des rouages du système et une sorte de vue d'ensemble, nous déduirons de cette étude plus d'une importante conséquence, en même temps que nous y trouverons sur plusieurs points un heureux complément à l'historique du chapitre précédent.

SECTION I. — DES CAISSES DE SECOURS

La notion ordinaire de Caisse de secours demande dès l'abord à être précisée. Une caisse de secours d'ou-

vriers mineurs est une société qui a pour but, soit par une retenue sur les salaires des ouvriers valides, et par une subvention de l'exploitant, soit par l'une ou l'autre de ces deux sources, de constituer un fonds de réserve destiné à fournir aux ouvriers ou à leurs familles, dans certains cas d'infortune, des secours déterminés. — Si les ressources proviennent de l'ouvrier soit seul, soit concurremment avec l'exploitant, la caisse est dite *de prévoyance*; si les ressources proviennent de l'exploitant seul, elle est dite *de bienfaisance*.

C'est surtout la première de ces deux institutions voisines que nous nous proposons d'étudier; et il suffit pour cela de nous laisser guider par les termes mêmes de la définition.

§ I. — *Caisses de Prévoyance*

I

La Caisse de secours est une société, mais quelle espèce de société?

Au début, les caisses de secours nées de l'accord libre du patron et de l'ouvrier ne furent pas partout constatées dans des contrats écrits; en maints endroits, aucun acte authentique n'en marqua le point de départ et la coutume souvent fut seule en vigueur. — Avec le temps, cependant, des règlements furent élaborés autant pour servir de règles à l'avenir que pour marquer l'origine d'une convention; peu à peu, ils se pré-

cisèrent et devinrent plus limitatifs et plus rigides, lente élaboration des années rappelant l'éternelle histoire des phases successives de toutes les législations. Mais qu'il y eût un règlement, comme ce devint le cas général, ou qu'il n'y en eût pas; que ce règlement fût précis ou non, nous ne voyons nulle part la nature du contrat intervenu entre les exploitants et les ouvriers, relativement à l'institution de la Caisse de secours; aussi, à plusieurs reprises, la jurisprudence déclare-t-elle soit que l'institution à défaut de statuts précis est réglée par *l'usage, les coutumes et la jurisprudence même du tribunal*¹, soit qu'elle constitue *une société sui generis créant entre ses membres un contrat synallagmatique et les obligeant à exécuter les engagements contractés par l'adhésion aux statuts*².

Ne trouvant ni dans les conventions, ni dans la jurisprudence, le caractère exact de la Société de secours, il faut recourir à d'autres données et l'analyse des faits les fournit.

Avant tout, pour être membre de la Caisse de secours, il faut avoir le titre d'ouvrier de l'exploitation même où elle est établie. Or, ce titre résulte du contrat qui, passé entre l'exploitant d'une part et tout mineur de l'autre, stipule que le mineur exécutera un certain travail et que l'exploitant fournira, en retour, un certain

¹ Tribunal de Saint-Etienne, jugement du 31 mai 1866 et jugement du 20 août 1866.

² Cour de cassation, 18 juin 1872.

salaire. La Caisse de secours suppose donc tout d'abord un contrat de louage d'ouvrage, ce contrat, bien entendu, n'ayant d'effet en lui-même qu'entre les parties qui y sont intervenues. Ce premier acte accompli, le rôle du patron devient momentanément secondaire.

Cetui-ci s'effaçant, il ne reste en présence que les ouvriers, cause et but de l'institution, dont la réunion constitue une véritable association de secours mutuels, rentrant parfaitement dans la définition que donne Dalloz : *L'association de secours mutuels est un acte par lequel plusieurs personnes mettent en commun une cotisation périodique, avec la condition que le produit des cotisations réunies sera distribué aux associés ou à leurs successeurs dans certains cas déterminés et par portions dont la quotité sera fixée eu égard aux divers cas spécifiés par les statuts.*

Les membres de l'association sont donc les ouvriers et les ouvriers seuls ; l'exploitant n'en fait pas partie ; ne participant pas aux avantages de la Caisse en cas de maladie, mais accordant une subvention pécuniaire, il joue simplement le rôle de membre honoraire. La jurisprudence confirme entièrement cette manière de voir : un arrêt du 16 décembre 1862 entre divers pensionnaires de la Caisse de secours et les houillères de la Baraillères et du Grand Ronzi porte : *Les caisses de secours constituent une véritable association entre les divers ouvriers intéressés*¹.

¹ L'arrêt déjà cité du 31 mai 1866 est dans le même sens.

L'origine d'une telle association se trouve dans une série de contrats particuliers : l'acte de société, contenu dans des « statuts », qui constitue dans son ensemble un tout unique, se présente en définitive comme la somme des actes individuels par lesquels les ouvriers d'une exploitation déclarent s'affilier à la Caisse de cette exploitation. Ces actes individuels, pour uniformes qu'ils soient dans une même entreprise, sont, en réalité, susceptibles de se former de façons fort diverses : ici — et c'est le cas général — l'adhésion est stipulée pour tout ouvrier, dès son admission à la mine, par les statuts mêmes de la Société de secours ; là, c'est la coutume seule qui sert de règle, de sorte que l'affiliation, également obligatoire, se présente plus spécialement comme une clause accessoire du contrat de louage d'ouvrage ; ailleurs, enfin, mais rarement, l'entrée du mineur dans la Société dépendra essentiellement de sa volonté, résultant d'une déclaration expresse susceptible d'être faite à n'importe quelle époque.

Enfin la Société, ainsi née, pour assurer son fonctionnement, recherche plusieurs concours. Elle charge, par exemple, l'exploitant, soit d'une façon expresse, soit d'une façon tacite, d'opérer en son lieu et place les retenues sur les salaires ; et, comme dans toute association, confie la gestion des fonds qu'elle possède en propre à un conseil d'administration. Des contrats de mandat se trouvent ainsi formés, accessoires des précé-

dents, utiles à coup sûr, mais peut-être moins essentiels que ceux-ci.

La Caisse de secours semble donc être la réunion, la juxtaposition de trois contrats : louage d'ouvrage, association de secours mutuels, mandat. — Elle les comprend tous dans un but commun. C'est cet assemblage tripartite, qui, laissant à chaque contrat sa physionomie générale, ses règles propres, mais l'appliquant, en définitive, à un cas particulier, à une exploitation de mine, déterminée, où il rencontre forcément les deux autres, se trouve régie dans son ensemble par « l'usage, la coutume, la jurisprudence » et « constitue une société *sui generis* », à tel point que la législation propre aux associations de secours mutuels par laquelle est consacrée, dans une certaine mesure, l'intervention gouvernementale, ne trouve pas sa place ici. — L'arrêt de la Cour de cassation du 18 juin 1872 permet d'asseoir d'une façon certaine ces conclusions et c'est en s'appuyant sur son texte que M. Aguillon a pu dire : *Il faut voir dans la Caisse une société ou une association sui generis qui n'est pas la société de l'article 1382 du Code civil, mais qui constitue un être moral distinct de l'exploitant ou de la Société exploitante, capable d'ester en justice à ce titre, qui a des droits et qui contracte des obligations envers les ouvriers affiliés, à l'occasion desquels peuvent surgir des contestations dont la connaissance ressortit actuellement aux tribunaux judiciaires; les statuts constituant la loi des*

*parties, le contrat synallagmatique qui les lie entre elles*¹.

Dans ce qu'il a de plus général, le mot d'*assurance*, désignant un contrat par lequel un ou plusieurs individus stipulent qu'ils seront garantis contre les résultats d'un accident ou d'un sinistre, résume bien l'opération intervenue, il met clairement en évidence qu'il s'agit de la mise en commun d'efforts pour la réparation d'un mal auquel tous sont exposés, mais qui n'atteindra que quelques-uns ; et *les relations de l'ouvrier avec l'être moral constitué par la Caisse peuvent être identifiées en droit aux relations qui découleraient d'un contrat d'assurance passé avec une Compagnie à laquelle sont versées, comme primes, les retenues sur les salaires qui profitent à la Caisse*².

Mais il importe, pour éviter toute confusion, de bien remarquer que la Caisse de secours ne constitue pas une Compagnie d'assurance, au sens ordinaire de ce mot. Il y a, en effet, deux sortes de Compagnies d'assurance. Les unes reçoivent annuellement, des assurés avec qui elles traitent, une certaine somme moyennant laquelle elles s'engagent à les garantir des dommages provenant du sinistre prévu par le contrat : c'est l'assurance à prime et elle ne mérite pas de nous arrêter ; car nous trouverions bien ici des assurés : les ouvriers,

¹ L. Aguillon, *Législation des mines*, tome II, 1886.

² L. Aguillon, *Législation des mines*, tome II, 1886.

mais point d'assureur; la société de mine, qui pourrait en faire l'office, n'est nullement propriétaire des fonds de la Caisse. -- Les autres Compagnies d'assurance sont formées par la réunion de propriétaires qui mettent en commun leurs risques et s'obligent à supporter proportionnellement à leur intérêt le préjudice qu'éprouvera chacun des associés : c'est l'assurance mutuelle. De celle-là seule, il pourrait être question dans notre matière et, de fait, au premier abord, on est tenté de se demander si l'association entre les ouvriers que nous avons qualifiée de secours mutuels n'est pas plutôt une assurance mutuelle; mais, à y regarder de plus près, on se convainc aisément que cette dernière suppose des caractères que nous n'avons pas rencontrés, notamment le fait de supporter les risques d'autrui au prorata de son intérêt.

D'autre part, si par la similitude de but et de mode de fonctionnement, l'analogie de la Caisse avec une société ordinaire de secours mutuels est frappante, il y a toutefois entre elles cette différence caractéristique, comme nous avons essayé de le marquer, que la première comprend les seuls ouvriers de l'exploitation de mine correspondante et généralement les comprend tous pendant tout leur temps de service, tandis que la seconde réunit des associés que ne rattache pas nécessairement entre eux le lien de communauté de travail dans la même entreprise et qui entrent et sortent librement de l'association.

II

La Société ainsi formée a pour but de constituer un fonds de secours ; voyons comment ce dernier est alimenté.

Les recettes de la Caisse ont plusieurs origines ; elles se composent principalement des contributions des ouvriers, des subventions des exploitants, et, accessoirement, des intérêts du capital en caisse, du produit des amendes, des dons divers.

La contribution des ouvriers est essentielle dans l'organisation que nous avons appelée *Caisse de Prévoyance* ; cette contribution consiste en une retenue sur le salaire ; d'abord modique, 1/2 0/0, à mesure que les charges devenaient plus lourdes, elle s'est élevée à 2 et même 3 0/0 ; mais, nulle part, elle ne semble avoir dépassé ce chiffre. Devant une des commissions de la Chambre des Députés chargée d'étudier les propositions de loi relatives aux caisses de secours des ouvriers mineurs, M. Vuillemin, directeur des mines d'Aniche, fait remonter l'origine de la participation ouvrière à 1804, date qui, vu le milieu où elle a été avancée, signifie sans doute seulement que, dès leur naissance, les premières caisses de secours ont eu leurs fonds alimentés par ce système de prélèvement sur les salaires. — Quelle que soit son ancienneté, la retenue sur le salaire prend de suite et garde toujours un caractère

obligatoire ; l'ouvrier admis dans la mine ne saurait s'y soustraire : c'est une des clauses du contrat de louage d'ouvrage auquel il a souscrit. Engagé au service de l'exploitation, il fait partie d'office de la caisse de secours.

Plusieurs motifs expliquent cet usage : de nombreuses adhésions sont d'abord nécessaires afin d'assurer des ressources assez abondantes pour que les engagements contractés ne soient pas un leurre ; de plus l'ouvrier mineur se trouve exposé à des accidents variés et parfois terribles, causes inévitables de chômage ; enfin, le patron ne peut livrer ses collaborateurs aux hasards de l'imprévoyance, il a pour ainsi dire charge d'âmes et est responsable devant l'opinion publique.

Une autre clause, à peu près générale, est que la retenue obligatoire ne reste pas la propriété de l'ouvrier ; elle tombe dans l'actif social et, à son départ volontaire ou forcé, le mineur n'est pas reçu à réclamer ses versements successifs. Contraint d'abandonner périodiquement une partie de son gain, il n'en a pas, juridiquement parlant, fait dépôt à la Caisse.

Ainsi alimentée par les seules contributions de l'ouvrier, l'actif des caisses de prévoyance se trouve le plus souvent insuffisant, la subvention de l'exploitant devient nécessaire. Presque partout, on la trouve en effet, mais, tandis qu'ici, variable et destinée seulement à combler le déficit, elle est peu sensible, comme cela se voyait surtout au début ; ailleurs, ainsi que cela

tendit peu à peu à s'établir, elle est apparente, en d'autres termes, fixe et déterminée par les statuts¹.

Sans aucun doute, cette subvention est essentiellement volontaire, car, d'une part, en l'absence de règlement, les ouvriers n'auraient pas le droit de l'exiger et la Compagnie pourrait la refuser; et si, d'autre part, elle est inscrite dans un règlement, c'est que la Compagnie y a consenti... Mais pour être ainsi volontaire, en un mot pour ne reposer sur aucune obligation positive, cette subvention n'a-t-elle pas des raisons sérieuses pour intervenir? — Assurément, un motif puissant se trouverait dans la bienfaisance entièrement libre de la Société, dans une réelle charité de cœur : cette Société a groupé autour de sa mine un grand nombre d'ouvriers; quoi de plus naturel qu'elle s'intéresse à leur sort lorsqu'elle les voit dans l'infortune? — L'affection fraternelle ou simplement la pitié pourraient être d'assez puissants mobiles. Il y a cependant plus : cette bienfaisance elle-même n'est-elle pas obligatoire, d'une obligation toute morale s'entend, commandée ici par l'humanité et la justice? « Il est de droit naturel, écrivait M. Dupont², que celui qui profite d'un travail dangereux contribue, pour sa part, à porter remède aux malheurs qui menacent l'ouvrier qui s'y livre; or,

¹ Elle s'élève à 1, 2 et même 3 0/0 des salaires payés ou bien à une fraction des retenues.

² Et. Dupont, *Traité pratique de la jurisprudence des mines*, 1862, tome II.

tel est le cas de l'exploitant des mines vis-à-vis de l'ouvrier mineur¹. »

Mais la bienfaisance, est-ce bien le fait d'une Société ? « Qu'un individu dispose de ce qui est à lui, dans une mesure proportionnée à sa fortune, sans profit apparent, gratuitement, soit ! cela est ordinaire ; mais qu'un exploitant, une maison de commerce, puis, plus tard, une compagnie, dans une pensée unique, dispose périodiquement au profit de ses ouvriers d'une part considérable de ses fonds, et mieux des fonds de ses actionnaires ! cela sort tout à fait du commun². » Ce qui semble avoir été réellement de tout temps, mais surtout à l'origine, le mobile principal de l'exploitant, apportant une part souvent élevée à la caisse, c'est l'intérêt.

Intérêt, car, par là, il accroît le bien-être de ses ouvriers, il les attire et les retient plus facilement, gagnant à la fois en autorité auprès d'eux et se donnant un avantage sur ses concurrents. Intérêt ensuite, car, par ce moyen détourné, il s'exonère, à tort d'ailleurs, des charges que lui impose le décret de 1813 ; il alimente la caisse ; à quoi bon, dès lors, pense-t-il, subvenir directement aux frais du médecin et de la boîte de

¹ Comme application de ce principe, on peut citer les prescriptions de l'édit du 14 mai 1604 ; celles des articles 15, 18 et 20 du décret du 3 janvier 1813, et les indications du décret du 26 mai 1813 et de l'ordonnance du 25 juin 1817.

² Bréchignac, *Les caisses de secours des ouvriers mineurs dans le bassin de la Loire* (Saint-Etienne, 1869).

secours, ne serait-ce pas payer deux fois ? Intérêt enfin, car il trouve dans ce procédé un moyen, fort commode en vérité, de couvrir la responsabilité que lui attribue, en cas d'accident, l'article 1382 du Code civil. « Les propriétaires de mines ont contribué aux frais de la caisse avec cette pensée que leur coopération bien-faisante les déchargerait, *en fait, peut-être en droit*, d'une part de l'obligation personnelle d'indemniser dont ils étaient tenus dans certains cas². » Et M. Bréchignac, qui attache avec raison beaucoup d'importance à ce calcul, fait reposer sa présomption sur trois ordres de faits : 1^o Ce système était accepté en Belgique parmi les associations de secours des ouvriers mineurs ; 2^o à l'origine, la contribution et les secours de chaque ouvrier furent fixés ; mais les exploitants devaient seulement compléter le déficit, c'est-à-dire qu'ils s'exposaient à un aléa d'une grande importance. Est-il supposable qu'ils aient agi si inconsidérément, s'ils avaient pu se croire obligés, en outre, à indemniser de leurs propres deniers ? 3^o lorsqu'un accident arrive, on recourait de suite à la caisse, sans rechercher à qui en revient la faute. « Pourquoi servir la caisse ainsi, sans examen, si ce n'est que l'on s'attend à ce que ce secours empêchera les contestations judiciaires ? » A toutes ces présomptions, qui ne manquent pas de justesse, nous pouvons ajouter maintenant

¹ Bréchignac, loc. cit.

l'aveu même des exploitants ; avec le temps, ils en sont venus à ne plus dissimuler leur jeu et leurs intentions se lisent en toutes lettres dans plusieurs règlements.

Cet intérêt qui a présidé à l'heureuse intervention de la Compagnie de mine dans la caisse de secours ne s'est pas démenti par la suite ; c'est lui qui, légèrement transformé peut-être, a encore incité à suivre les exemples donnés. Ne plus contribuer, dut-on se dire, n'est-ce pas à coup sûr mécontenter gravement l'ouvrier et faire naître une nouvelle cause de discorde ? — Il s'en trouve déjà tant ! — N'est-ce pas aussi différer seulement une dépense ? car, ou bien le déficit se créera dans la caisse de secours ; pour le combler, il faudra retenir davantage sur les salaires ; ceux-ci deviendront bientôt insuffisants et devront forcément être relevés — ou bien, les secours distribués diminueront jusqu'à devenir insignifiants ; les procès seront intentés en plus grand nombre et auront chance de réussir devant une abstention systématique de toute aide aux ouvriers.

Contribuer, au contraire, n'est-ce pas chercher à conserver de bonnes relations avec les mineurs et les garder sous sa dépendance ? n'est-ce pas aussi le meilleur moyen de rester à la tête de la Caisse : l'abstention n'inciterait-elle pas l'ouvrier à réclamer la gestion d'un fonds uniquement alimenté par lui ; n'inviterait-elle pas aussi l'intervention de l'Etat qui, comme pour d'autres associations, imposerait peut-être quelque réglementation sévère ou au moins gênante ; de toutes

façons, la part d'autorité acquise grâce à l'institution serait perdue. Enfin, n'est-ce pas aussi satisfaire l'opinion publique et si, un jour ou l'autre, des dissentiments un peu retentissants viennent à s'élever avec les ouvriers, ou si l'orientation politique — cela se voit — se tourne vers des théories légèrement socialistes, n'y aurait-il pas là un reproche ou un grief de moins?

Bienfaisance libre ou moralement obligatoire, intérêt surtout, voilà des motifs bien impérieux ; comment s'y soustraire ? « Position singulière et vraie : les Compagnies de mines donnent, mais elles sont forcées de donner. »

Dans de telles conditions, c'est avec raison que la jurisprudence a refusé de voir, dans ce don, une charité, elle a établi que c'est un *apport* à une Société toute spéciale, la Caisse de secours. Une telle caisse, fût-elle subventionnée par la Compagnie, ne prend donc pas, même en partie, un caractère de bienfaisance ; elle garde entièrement son caractère de prévoyance. La subvention patronale disparaît complètement devant le versement de l'ouvrier, preuve indirecte, si l'on veut, mais remarquable, de ce que le patron doit, en définitive, plus à l'ouvrier qu'un simple salaire.

Retenue sur le salaire du mineur, contribution de la Compagnie, telles sont les deux principales sources de revenus de la caisse de secours. — Il y en a d'autres, mais accessoires, tels les intérêts du capital, servis soit

par des sociétés financières, si le capital a été versé entre leur mains ; soit par la Compagnie de mine elle-même, si elle reste dépositaire du fonds social, — le taux est, dans ce cas, généralement fixé par les statuts. Tels encore les dons et legs, généralement assez rares¹. Tel, enfin, le produit des amendes. Certains auteurs ne sont pas partisans des amendes ; toujours très impopulaires parmi les ouvriers, elles ont souvent déversé leur impopularité sur l'institution des caisses de prévoyance. Elles aigrissent les ouvriers sans produire les résultats qu'on en attend². Ils admettent une retenue sur le salaire pour préjudice matériel causé au concessionnaire, mais pour les autres cas réclament l'exclusion temporaire ou définitive. Ce n'est point ici le lieu de discuter le principe des amendes³, mais, il nous semble que, ce principe une fois admis, le fait d'en verser le montant à la caisse de secours donne beaucoup de

¹ Il s'agit ici de dons manuels. Mais il est douteux que les donations faites dans les formes juridiques puissent être comprises dans cette catégorie de ressources, bien qu'on la trouve mentionnée dans la plupart des anciens statuts. La raison en est que la Caisse de secours n'a pas la personnalité morale.

² Dupont, *Traité de jurisprudence*.

³ Citons toutefois le passage suivant extrait du *Code des mines et des mineurs* (par Féraud-Giraud, tome III, 1887). On a prétendu que les amendes rendent les caisses impopulaires. C'est, je crois, confondre l'effet avec la cause. La cause, l'amende est impopulaire, c'est incontestable ; une peine ne sera jamais accueillie avec faveur par celui qui la subit et la mesure ne serait pas plus populaire, si l'amende était prononcée par un tribunal correctionnel, avec tous les frais de citation,

force à la Compagnie pour édicter des punitions de ce genre, puisqu'elle n'en profite pas et que la somme prélevée sur l'ouvrier répréhensible revient directement à l'ouvrier souffrant.

III

C'est, en effet, l'ouvrier souffrant qui est le but véritable et définitif de la caisse ; c'est pour lui et à cause de lui que cette caisse est fondée. — Sa famille participera au secours, mais il n'y a là, — à bon droit, d'ailleurs — qu'une simple extension.

Le moment est donc venu de préciser ces *cas d'infortune*, dont il a été question dans la définition du début. Ces cas sont, pour le mineur, une blessure ou une maladie ; et, pour les parents du mineur, sa mort.

D'une façon générale et en principe, c'est le *fait de l'accident* — point à apprécier suivant les circonstances — qui ouvre le droit aux secours.

Nombreuses sont, en l'absence de clauses statutaires formelles, les décisions judiciaires dans ce sens, de

condamnation et autres pertes de temps, inscription au *Bulletin judiciaire* ; le versement des amendes dans la caisse de secours est au contraire l'emploi le plus raisonnable qu'on en puisse faire. Il est d'autant plus juste que la plupart de ces amendes sont prononcées à raison des contraventions pouvant être la cause de l'accident, et qu'il existe dès lors très souvent une corrélation directe entre le motif du versement et la nature de la caisse qui le reçoit.

sorte que les Sociétés de prévoyance apparaissent surtout comme des *caisses d'accidents*. Cependant, si, en ce qui concerne la blessure, cette solution semble générale, il est loin d'en être ainsi pratiquement, relativement à la maladie et à la mort. Très souvent, sauf les cas de rixe, d'intempérance, etc..., la maladie est secourue quelle qu'en soit l'origine ; — aussi bien, cette origine est-elle souvent difficile à déterminer ; — et la mort de l'ouvrier, les mêmes réserves étant faites, donnent droit, dans tous les cas, à une pension pour la veuve, pour les orphelins et, sur certaines mines, pour les ascendants. Telles sont les dispositions les plus répandues ; une assez grande variété existe, bien entendu, sur ce point comme sur tous les autres, d'après les coutumes locales et les ressources.

Quelque simple que la chose paraisse, elle ne va cependant pas sans difficultés. Si aucun procès n'est soulevé entre la Compagnie et l'ouvrier, celui-ci touche l'allocation de la Caisse et c'est là pour lui un droit absolu.

Mais la Compagnie peut être rendue civilement responsable, par les tribunaux, de la blessure, de la maladie ou de la mort du mineur. L'indemnité de la Compagnie empêchera-t-elle le secours de la Caisse ou les deux sommes se cumuleront-elles ? — En faveur du cumul, on peut soutenir que « l'ouvrier, qui a rempli envers la Caisse l'obligation par lui prise de verser ses cotisations, a un droit absolu aux indemnités allouées

par les statuts »¹ ; que le fait de l'accident suffit pour permettre l'exercice de ce droit ; que « les indemnités n'ont nullement le caractère d'un secours que le Conseil ait la faculté de refuser sous prétexte que le réclamant n'en aura pas besoin ». De plus, la Compagnie exploitante et la Société de prévoyance, on le verra, quelque nombreux que soient leurs points de contact, sont deux êtres civils distincts, tenus à des titres différents à l'exécution de leurs obligations propres. — En sens contraire, on peut représenter que l'indemnité à laquelle la Compagnie responsable est condamnée, représente l'équivalent juridique du préjudice causé, qu'une fois ainsi dédommagé, l'ouvrier n'a plus droit à rien, autrement il y aurait un champ librement ouvert aux spéculations, et qu'enfin, au cas où l'exploitant comble les déficits de la Caisse par ses propres subventions, il se trouverait payer deux fois, une première, directement, de par le jugement du tribunal, et une deuxième indirectement et pour une quote-part, de par les tarifs des statuts.

Cette dernière solution qui peut sembler, au premier abord, plus juste, moins théorique que l'autre, et paraître mieux s'accommoder aux difficultés de la

¹ Arrêt de la Cour d'appel de Douai du 24 novembre 1871 ; confirmé par la Cour de cassation le 18 juin 1872. Le rapport du conseiller rapporteur portait : « Dans ces associations, le devoir et le droit sont corrélatifs, et si l'ouvrier en état de santé doit acquitter la cotisation, par contre, lorsqu'il est atteint par la maladie, il a droit aux indemnités fixées par le règlement. »

pratique, ne saurait, cependant, à notre avis, résister aux sérieux arguments de la première qui sont conformes aux faits et également fort justes; libre toutefois aux tribunaux, dans chaque espèce, de tenir compte, si bon lui semble, de l'allocation de la caisse dans la fixation de l'indemnité à régler à titre de responsabilité civile.

La jurisprudence semble d'abord avoir adopté la seconde opinion ¹, puis s'est fixée dans le premier sens, par arrêt de la Cour d'appel de Douai, confirmé par la Cour de Cassation. « L'ouvrier, dit l'arrêt pour conclure, est fondé à réclamer à la Caisse de secours l'indemnité fixée par les statuts, bien qu'il ait obtenu des dommages-intérêts contre le patron responsable de l'accident. »

Les usages ou les statuts de chaque société fixent le moment à partir duquel est dû la prestation de la Caisse et les événements qui la font cesser. Généralement le blessé ou le malade reçoit des secours *tant que dure l'incapacité de travail*; les médecins sont appelés à résoudre cette question, et les tribunaux peuvent avoir à la trancher, notamment quand l'ouvrier a perdu une partie de ses forces ou conservé une infirmité. — La veuve a droit aux secours jusqu'à un second mariage ou à sa mort; et l'âge de 12 ans fait ordinairement cesser toute allocation pour les enfants. —

¹ Tribunal de Saint-Etienne. Jugement du 21 janvier 1865.

D'autre part, « l'ouvrier qui quitte volontairement le service d'une Compagnie dans laquelle est organisée une Caisse de secours, pour prendre ailleurs du travail, et qui cesse d'apporter sa contribution à la dite Caisse, est déchu de tout droit à en réclamer les allocations, alors surtout que son absence a été longue (un an). — En vain prétendrait-il que l'incapacité de travail qu'il ressent, dérive d'accidents par lui éprouvés pendant son séjour dans ladite Compagnie ¹ ».

IV

Ce que la Caisse fournit ce sont toujours des secours pécuniaires et parfois des secours médicaux et pharmaceutiques (médecin-remèdes).

Contrairement aux salaires, les secours pécuniaires semblent avoir peu varié depuis l'origine des institutions de prévoyance, ainsi que le témoignent plusieurs règlements successifs de diverses Compagnies de mines que nous avons sous les yeux ; et le fait se comprend assez bien : les sommes allouées aux ouvriers ou à leurs familles sont bien inférieures au gain journalier ; elles sont très modiques, de sorte que, si le principe de la mutualité n'était pas là pour sauver les apparences, elles ressembleraient fort à des aumônes ; et quelles que soient les époques ou les conditions économiques,

¹ Arrêt de la Cour de Lyon, du 7 juillet 1869.

elles ne pouvaient guère descendre, sous peine de devenir dérisoires, au-dessous d'un taux minimum; ce minimum ne pouvant d'ailleurs être relevé et s'imposant presque toujours égal à lui-même; si, en effet, l'augmentation du personnel accroissait peu à peu les ressources, les charges grandissaient en même temps. — Inversement, d'un bassin à l'autre, d'une mine à la voisine, la quotité moyenne des secours éprouve d'assez grandes variations.

On peut d'une manière générale, depuis l'origine de l'Institution jusqu'en 1894 et pour toutes les régions, donner les chiffres suivants :

1 franc pour l'ouvrier ; 0^f50 pour la veuve ; 0^f25 pour chaque enfant au-dessous de 12 ans. — Les indemnités allouées aux ouvriers sont quelquefois proportionnelles au salaire habituel ; mais, souvent aussi, indépendantes.

D'une façon plus précise, pour les années voisines de l'époque actuelle, nous citerons le tableau suivant¹ :

1/ Salaire journalier en cas de maladie :

	Chiffres les plus hauts	Chiffres les plus bas
Ouvriers mariés	{ 1 fr. 75 (Carmaux) à { 1 fr. 25 (Bessèges, etc.)	0 fr. 50 (Lens, Decazeville) à 0 fr. 67 (Anzin)
Ouvriers célibataires	{ Traités sur le même pied que les hommes mariés en plusieurs endroits.	0 fr. 33 (Anzin) à 0 fr. 50 (Lens, etc.)

¹ Statistique des caisses de secours pour les mineurs et des autres institutions de prévoyance ayant fonctionné sur les houillères en 1882.

— O. Keller, *Annales des Mines*, 8^e série, tome VI, 1884.

2/ *Salaire journalier en cas de blessure :*

	Chiffres les plus hauts	Chiffres les plus bas
Ouvriers mariés	$\left. \begin{array}{l} 2 \text{ fr. } 50 \text{ (Amputés)} \\ 2 \text{ fr. } 25 \text{ (Autres blessures)} \end{array} \right\} \text{ Bully-Grenay et Drocourt}$ à 4 fr. 90 (Lens)	0 fr. 60 (Meurchin, etc.) à 0 fr. 75 (Decazeville, etc.)
Ouvriers célibataires	$\left\{ \begin{array}{l} \\ 2 \text{ fr. au maximum.} \end{array} \right.$	0 fr. 40 (Meurchin) à 0 fr. 67 (Anzin)

3/ *Pension de veuve, par jour :*

Veuves d'ouvriers tués	$\left\{ \begin{array}{l} 1 \text{ fr. } 07 \text{ (Liévin).} \\ \text{à} \\ 0 \text{ fr. } 87 \text{ (Bully-Grenay)} \end{array} \right.$	
Veuves d'ouvriers retraités		$\left\{ \begin{array}{l} 0 \text{ fr. } 17 \text{ (Anzin, mines du Nord et} \\ \text{à} \quad \text{du Pas-de-Calais)} \\ 0 \text{ fr. } 20 \text{ (Anzin)} \end{array} \right.$

Les veuves qui ont des enfants bénéficient, en outre, ordinairement d'un secours journalier variant de 0^f10 à 0^f40 (Nœux) par enfant, âgé de moins de 12 ans. Elles reçoivent souvent une dot dans le cas où elles se remarient, et cessent alors d'être secourues.

Les secours médicaux pour malades et blessés sont tantôt donnés à domicile, tantôt dans des hôpitaux soutenus en totalité ou en partie par la caisse de secours. Parfois les frais en sont partagés entre les sociétaires et les exploitants ; parfois, au contraire, ces derniers les prennent entièrement à leur charge. Les soins du médecin et du chirurgien sont assurés presque

partout gratuitement aux malades aussi bien qu'aux blessés. Les médicaments sont gratuits pour les blessés, mais pas toujours pour les malades, auxquels ils sont toutefois livrés à prix réduits.

Lorsque les statuts en font mention, les frais des funérailles tombent en totalité ou en partie à la charge des Caisses.

V

Tous ces secours sont répartis par les soins d'un Conseil d'administration. — S'il n'existe pas de tarif, il détermine les indemnités à verser pour chaque particulier; s'il y en a un, il apprécie les circonstances qui nécessitent son application ou fixe les allocations extraordinaires non tarifées. Partout, enfin, il a pour mission de gérer les fonds de la Société de prévoyance.

Ce Conseil n'a pas toujours existé. A l'origine, la comptabilité et l'administration de la Caisse de secours sont confondues avec celles de la Compagnie de mine et, dans ce cas, il est exact de dire, avec la jurisprudence, que les deux Sociétés ne sont pas distinctes¹. Mais, peu à peu, les exploitants, ne voulant pas être déclarés responsables des fonds de la Caisse, en tant qu'exploitant, et l'évidence des faits se dégageant insensiblement, la séparation se produit. — Créées dans des

¹ Arrêt de la Cour de Lyon, du 3 mai 1867.

buts différents, l'une pour exploiter un gîte, l'autre pour venir en aide aux ouvriers malheureux ; composées de membres différents, la Caisse et la Compagnie de mine ne peuvent bientôt plus vivre de la même vie : aussi, la Caisse prend-elle une existence propre, tout en conservant avec l'exploitation où elle est née des relations étroites. On peut citer dans ce sens de nombreuses décisions judiciaires ; l'arrêt du 16 décembre 1862, notamment, contient cette déclaration très nette : « Les Caisses de secours constituent une véritable association entre les divers ouvriers intéressés, ayant son actif et son passif particuliers, et formant ainsi une organisation distincte de celle de la mine. » — Un jugement du tribunal de Privas du 6 juillet 1864, confirmé par arrêt de la Cour d'appel de Nîmes, du 20 mars 1865, va même plus loin ; il établit que le contrat qui donne lieu à la Caisse de secours est un contrat passé non point entre les ouvriers et certain exploitant déterminé, mais entre les ouvriers d'une exploitation et les propriétaires de cette exploitation quels qu'ils soient : il est inhérent à la mine elle-même.

Ainsi émancipée, la Société de prévoyance va avoir à gérer son capital propre : un Conseil d'administration spécial devient nécessaire et ce n'est que très rarement que la gestion de la Caisse de secours reste en entier entre les mains de la Compagnie de mines ; mais, même dans ces cas exceptionnels, le directeur de la Compagnie se trouve revêtu d'une double personnalité juridique,

tant la distinction entre les fonds des deux Sociétés doit être tranchée.

La composition du Conseil d'administration est une des grosses pierres d'achoppement de l'institution ¹. Les patrons forcés de reconnaître quels intérêts les mineurs ont dans les Caisses, quelle est la gravité des mesures prises à leur égard, tout en se réservant une forte majorité, ont de bonne heure introduit des ouvriers dans les Conseils. Ces ouvriers sont le plus souvent désignés par le directeur ; parfois seulement ils sont nommés par leurs pairs ; très exceptionnellement, on peut citer des caisses où la majorité des voix a été accordée aux ouvriers et d'autres qui, fondées par eux, sont entièrement gérées par leurs soins.

Relativement aux Conseils d'administration, on peut se demander si les ouvriers ont le droit de les forcer à rendre compte de leur gestion. La solution ne fait pas de doute en principe : par le fait même d'administrer la chose d'autrui, les gérants sont comptables. Ouvriers et patrons ont d'ailleurs intérêt à ce que l'état de la caisse soit connu et que tout se passe au grand jour. Mais le tribunal de Saint-Etienne a établi par un jugement du 31 mai 1866, que la reddition des comptes à chaque ouvrier individuellement étant inadmissible, des délégués devraient être nommés à cet effet. En pratique,

¹ Le directeur de la mine ou son délégué préside. Le médecin ou le chirurgien sont toujours membres du Conseil.

certaines Compagnies ont l'habitude de faire connaître, mensuellement ou annuellement, par des affiches apposées dans un ou plusieurs endroits fréquentés par la population ouvrière, l'ensemble des opérations effectuées et la situation financière (recettes et dépenses).

VI

Une dernière question se pose : quelle est la durée de cette Société de prévoyance, née de la Compagnie de mine, mais douée d'une vie propre? — En principe, cette durée est illimitée. Ceci, en effet, est de l'essence de toutes les associations de secours mutuels ; de plus, il est logique que les Caisses placées à côté d'une exploitation durent autant que celle-ci, qui, elle, ne finit, pour ainsi dire pas, exploitant en somme la mine jusqu'à épuisement du gîte minéral. Epuisement indéterminé, mais, en somme indéfiniment éloigné, que les fondateurs de la Caisse et les ouvriers participants ont certainement fixé, dans leur pensée, comme terme à l'existence de l'institution. — Le jugement du tribunal de Privas du 16 juillet 1864, dont il a déjà été question, porte que le contrat relatif à la caisse de secours dure autant que l'exploitation, quelles que soient les mutations successives dans le personnel des ouvriers et celui des exploitants.

En dehors, donc, du seul accord de l'exploitant et

de l'ouvrier, des circonstances exceptionnelles et de force majeure peuvent seules faire céder les conventions des parties. Le jugement du tribunal de Saint-Etienne, du 31 mai 1866, auquel nous avons déjà tant puisé, a refusé aux ouvriers en majorité le droit de dissoudre la caisse, alors que l'exploitant s'y oppose. « L'ouvrier étant lié à la Compagnie par le contrat de louage d'ouvrage, demander la dissolution de la caisse serait demander en même temps le changement du contrat de louage ¹. » Ces circonstances exceptionnelles et de force majeure (suspension de l'exploitation, vente ², expropriation forcée, déconfiture ³, faillite, etc.) doivent être étudiées à la fois au point de vue de la théorie et

¹ Bréchignac, loc. cit.

En 1878, les mineurs de Meurchin réclamèrent en justice la liquidation et le partage de leur caisse de secours. Le tribunal de Lille refusa.

Si la caisse de secours pouvait se dissoudre (et cela est vrai des cas où elle le peut normalement), il faudrait évidemment appliquer la règle suivante, qu'a posée la jurisprudence à l'égard des Compagnies de chemins de fer : « Lorsqu'une société de secours mutuels formée entre ouvriers appartenant à une entreprise industrielle se dissout, les associés n'ont point sur l'actif social, au moment de la liquidation un droit de co-propriété au détriment des pensions allouées précédemment et qui doivent continuer à être servies. »

² La Cour de Nîmes, par arrêt du 20 mars 1855, déclare que la caisse subsiste malgré une vente. Elle continue avec le nouvel exploitant comme avec l'ancien tant activement que passivement pour tous les intéressés. Cet arrêt peut s'expliquer en admettant que la fiction de l'être moral constituant la caisse continue sans modification, parce que le concessionnaire se substitue *de plano* au cédant sans rien modifier aux rapports des autres parties entre elles.

³ La cour de Lyon, par arrêt du 3 mai 1867, admet que la caisse cesse

au point de vue du cas particulier en litige. Exposer les conclusions générales auxquelles conduit la théorie nous entraînerait trop loin en dehors de notre sujet, et, même après les avoir formulées, il faudrait compter avec cette réalité de la pratique, si tristement vraie, que les péripéties successives de la Compagnie ont leur contre-coup sur les institutions de prévoyance et qu'en cas de liquidation volontaire ou forcée de cette compagnie, la caisse de secours est entraînée dans le même précipice.

§ 2. — *Caisses de bienfaisance*

Les caisses de prévoyance alimentées par l'ouvrier seul ou avec le concours du patron offrent un exemple remarquable d'une institution où le personnel est appelé à la participation et à la gestion d'une œuvre établie en sa faveur. Les caisses de bienfaisance uniquement subventionnées par l'exploitant peuvent servir, au contraire, à illustrer le système inverse. N'existant d'abord que très rarement, elles ont fini par se répandre un peu à la suite des grèves sanglantes qui eurent lieu dans plusieurs bassins houillers de 1869 à 1872. Les exploitants, lassés des revendications des ouvriers, qui

d'exister en cas de déconfiture. — Cet arrêt suppose, à l'inverse du précédent, que l'être moral qui constituait l'ancienne caisse s'évanouit, et avec lui ses obligations au cas de cession forcée par voie judiciaire,

se traduisaient par de tels moyens, ont pris à leur charge toutes les dépenses qui incombait aux anciennes caisses de prévoyance; mais, en même temps, s'en sont réservé la libre et complète administration.

« Par habitude et pour ne pas froisser la susceptibilité des ouvriers, on a laissé le nom de caisse de secours au contrat tacite, par lequel l'exploitant assure certains secours à ses ouvriers, mais, en réalité, la caisse de secours, société d'une nature spéciale, régie par l'usage et la jurisprudence des tribunaux, n'est plus qu'une caisse de bienfaisance, puisque les avantages qu'elle procure aux ouvriers et à leurs familles sont purement gratuits ¹. »

Il importe de bien marquer les caractères distinctifs des deux institutions.

I

La raison qui, avant tout, a poussé certains exploitants, moins heureux que d'autres, à établir des caisses de bienfaisance n'est pas comme on pourrait le croire

¹ G. Salomon, *Les caisses de secours et de prévoyance des ouvriers mineurs en Europe*, 1878.

Un arrêt de la Cour de cassation en date du 18 avril 1893 porte que le règlement d'une telle caisse « ne saurait être envisagé comme formant une convention accessoire du contrat de louage d'ouvrage intervenu entre les parties » et par conséquent « cette convention ne saurait être soumise à la compétence du Conseil des prud'hommes ».

un sentiment de générosité ou de désintéressement, mais bien le désir de gérer seuls, sans qu'aucune plainte puisse se produire, une institution, dans laquelle l'intervention des mineurs, loin d'amener de bons rapports entre le patron et l'ouvrier, était une source perpétuelle d'ennuis, un prétexte à réclamations ou prétentions exagérées¹. — Conférer de tels droits de contrôle et d'administration à l'ouvrier, c'est commettre une grave imprudence, remarquèrent-ils ; il ne se tient jamais pour satisfait et les délégués qu'il nomme sont ordinairement ces meneurs intrigants qu'aucun esprit conciliant n'anime, toujours prêts, au contraire, à jeter le trouble partout.

Il est possible qu'en maints endroits des considérations de ce genre soient primordiales et majeures, mais, il n'en reste pas moins vrai qu'exclure, en principe et de parti pris, l'ouvrier des Conseils d'administration par un procédé ou un autre est une mesure dangereuse à tous les points de vue. — Assurément, le délégué est parfois animé d'un mauvais esprit ; le plus souvent, cependant, c'est l'inverse qui se produit ; mais, dans tous les cas, si pénibles que soient les rapports, l'ouvrier n'a qu'à gagner au contact des patrons : des préjugés peuvent se dissiper, des susceptibilités se calmer². — D'autre part, n'est-ce pas pour l'explo-

¹ On pensait aussi, de cette façon, gérer la caisse plus économiquement.

² « Dans ce rapprochement entre patrons et ouvriers ; dans cette ges-

tant assumer une bien lourde charge, une bien grande responsabilité, que de rester seul à la tête de la Caisse : il n'est nullement couvert ; l'ouvrier ignorant les raisons déterminantes, devant la modicité des secours, criera à l'injustice et, devant la stérilité de l'œuvre, croira qu'on se joue de lui, triste expérience que de longues années ont acquise. Un rôle actif, quelque déboire qu'il amène, convient, sans contredit, mieux au personnel que cet état de passivité indifférente ; au moins provoque-t-il chez celui-ci l'intérêt de l'œuvre et, somme toute, le patron trouve en définitive en lui un précieux auxiliaire. De plus, il faut bien compter avec les enseignements de la pratique : « Les ouvriers, soutenus par l'opinion publique, ne sont plus disposés à souffrir qu'on les tienne à l'écart et l'on pourrait citer telle grève, par exemple dans le Pas-de-Calais, qui n'a pas eu d'autre cause ou du moins d'autre prétexte ¹. » Enfin l'absence de comptabilité spéciale et surtout de Conseil propre confond d'une manière absolue et inquiétante la Caisse de secours et la Compagnie de mine ; et s'il est vrai de dire de la Société de pré-

tion commune d'intérêts communs, d'un patrimoine commun, il y a une chose excellente ; il y a un élément d'accord entre le capital et le travail ; il y a à chaque instant des occasions de rapprochement, d'entente, entre les membres de la Caisse, représentant d'un côté le patron, de l'autre les ouvriers. » (Thellier de Poncheville, Chambre des députés, 22 mars 1888).

¹ Cheysson, *Rapport sur la Section d'Economie sociale* (Exposition universelle de 1889).

voyance, théoriquement séparée de la Compagnie exploitante, qu'elle suit fatalement le sort de celle-ci, de la Société de bienfaisance, dépourvue de toute administration particulière, cette remarque est encore plus exacte : la distinction dans ce cas n'existe plus.

II

S'il est incontestable qu'à l'inverse des institutions auxquelles participent les ouvriers, c'est à bon droit que les patrons gèrent seuls les œuvres qu'ils soutiennent seuls, l'accord, par contre, est loin d'exister sur un autre point essentiel, savoir l'origine véritable, dans les deux cas, des deniers de secours.

Caisses de prévoyance et caisses de bienfaisance, vaines terminologies, a-t-on dit, apparences trompeuses ! Il n'y a là sous deux noms différents qu'une seule et même chose. La retenue sur les salaires, la participation du personnel, pures fictions ! Le patron paie, en réalité, la cotisation de l'ouvrier, car l'ouvrier n'apprécie que le salaire qui lui est remis en espèces et ne comprend pas par la pensée dans son gain journalier la retenue qui ne passe pas par ses mains. Dans une petite brochure publiée en 1870 et intitulée : *Vrai caractère des caisses de secours*, M. Jules Marmottan s'efforce de montrer que « partout et toujours les caisses de secours sont alimentées entièrement et exclusivement par les Compagnies seules et que la prétendue participation de

l'ouvrier à l'alimentation de ces Caisses n'est qu'apparente ». L'auteur, avec une clarté qui ne laisse rien à désirer, fait toucher du doigt, par un exemple, que, lorsqu'il s'agit d'opérer la retenue sur les salaires, la Compagnie ne verse pas ces salaires entre les mains du personnel, pour recevoir, ensuite, de lui, la cotisation destinée à la Caisse de secours; mais crédite le compte de cette Caisse du prélèvement qu'elle opère elle-même sur les gains des ouvriers et ne leur remet que le surplus. « Au fond, dit-il, le tant pour cent versé fictivement par les ouvriers et réellement par la Compagnie, ainsi que le tant pour cent versé, en outre, par la Compagnie sont, bel et bien et pour le tout, l'argent et la propriété de la Compagnie elle-même : l'ouvrier n'a pas versé un centime. » D'autre part, telle retenue, tel salaire. « Si la Caisse de secours fait une retenue de 10, 20, 30 0/0, il n'est pas douteux que les ouvriers n'acceptent le travail; seulement l'ouvrier demandera une augmentation de salaire de 10, 20, 30 0/0. Dès lors, qui paye la retenue pour la Caisse de secours? est-ce l'ouvrier ou la Compagnie? Il est bien évident que c'est la Compagnie. »

A une telle argumentation, il semble qu'on puisse adresser deux réponses, en se plaçant, à la fois, aux points de vue juridique et pratique.

Au point de vue du droit, il n'y a pas ici, à proprement parler, un contrat de bienfaisance, car le caractère essentiel d'un semblable contrat est de fournir des

avantages purement gratuits ; or, tel n'est pas le cas pour les avantages que la Caisse est destinée à procurer aux ouvriers ou à leurs familles : les prélèvements sur leurs gains journaliers représentent les sacrifices que les mineurs s'imposent pour recevoir des secours ; dans la fixation du salaire, le travailleur considère, sans doute, surtout ce qu'il reçoit réellement, mais le mot retenue, seul, exprime clairement qu'il y a abandon de la part de celui à qui le salaire est dû et non de la part de la Compagnie, qui le doit. La Cour de cassation a pleinement confirmé cette manière de voir par arrêt du 18 juin 1872.

Au point de vue pratique, si, dans les institutions auxquelles participe le personnel, on trouve qu'il y a peu de place pour la prévoyance de l'ouvrier, il faut reconnaître que dans le système inverse cette prévoyance est entièrement exclue¹. Dans le premier cas, elle ne se développe, peut-être, pas dans toute son ampleur ; mais, dans le second, elle est complètement étouffée. — L'ouvrier n'apprécie peut-être que le

¹ Cela est si vrai qu'à Anzin, où depuis longtemps la Compagnie s'est chargée largement des secours et retraites, pour éviter que le sentiment de prévoyance des ouvriers ne vienne à être émoussé par un patronage aussi généreux, la Compagnie a employé trois moyens qui mettent en jeu l'effort individuel : 1° Elle encourage la fondation de Sociétés de secours mutuels. — 2° Elle a institué, pour ses ouvriers, une caisse de dépôt des économies à 5 0/0 et elle sollicite par des primes les dépôts à cette caisse d'épargne spéciale. — 3° Enfin, elle facilite à l'ouvrier l'acquisition de sa propre maison.

salaire qui lui est remis en mains ; mais il sait fort bien s'il est censé fournir sa part à la Caisse de secours ou non.

Il ne va pas au fond des choses, n'analyse pas les rouages des systèmes et il se rend parfaitement compte si l'institution existe par lui ou hors de lui.

Apparence, soit ! mais apparence qui suffit et qui est tout dans l'espèce.

Fiction, peut-être ! mais fiction, qu'à tout prix, il faut conserver.

Pour être purement formelle, la prévoyance ne s'en trouve pas moins ici et c'est là l'essentiel. Or, il y a un abîme entre la prévoyance et la bienfaisance ; il y va de la dignité même de l'homme.

Secouru par une Caisse qu'il n'alimente pas, même nominalement, l'ouvrier souffrant ne reçoit plus un salaire, le salaire des jours d'infortune ; mais véritablement une aumône. L'argent qu'on lui remet, il ne l'a pas gagné, il ne le mérite pas.

De ce droit à indemnité que la jurisprudence a si justement reconnu, il n'est plus question en pratique : tout ce qu'on donne, pure faveur, pure charité ¹.

¹ Ce que nous disons s'applique de toute évidence et dans toute la force du terme, lorsque les avantages faits par l'exploitant à l'ouvrier sont de pures libéralités ; en ce sens qu'ils ne résultent d'aucune convention, d'aucun engagement, d'aucune promesse intervenue entre eux.

Notre pensée va plus loin : nous ne méconnaissions certainement pas que si, au moment où le contrat de louage s'est formé, l'état de choses

Le blessé, le malade, la veuve ne peuvent plus aller au-devant du secours ; ils doivent attendre que le secours vienne à eux. Si l'attente est trop longue, le besoin trop pressant, il faut frapper, comme en mendiant, à la porte de la Caisse. Que la charité tende la main à ceux que la misère terrasse, que l'assistance offre son généreux concours à l'homme dénué d'ouvrage et de ressources, quoi de plus juste, de plus naturel ? Mais, pour entrer dans la maison du travailleur, un instant arrêté par la maladie, ou de la veuve, dont le mari gagnait chaque jour le pain quotidien, l'aide doit se présenter autrement. « Il ne faut pas, dit Jules Simon¹, parler d'orgueil déplacé ; l'ouvrier, qui vit de son travail, sans rien devoir à personne, et qui élève honorablement sa famille à la sueur de son front, éprouve au fond de son cœur une fierté légitime, à laquelle tout honnête homme doit rendre hommage. En recevant un secours purement gratuit, il est impossible qu'il ne reste pas diminué à ses propres yeux. Qui sait s'il ne s'y accoutumera pas plus tard. » La charité même a ses bornes ; « l'assistance doit être maniée avec prudence et discrétion, sous peine d'aller contre son

a été communiqué à l'ouvrier, sous forme de statuts, par exemple, il y ait un contrat accessoire qui s'est formé avec toutes ses conséquences. Mais nous nous plaçons au point de vue pratique, et à ce point de vue nous estimons que la dignité et la fierté ne sont pas suffisamment respectées.

¹ Jules Simon, *L'Assistance et les institutions de prévoyance* (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mars 1861).

but et de développer la misère, en brisant le ressort moral des assistés¹ ».

La prévoyance exercée par la mutualité présente précisément les vertus contraires. Fondée tout entière sur ce principe moralisateur que l'ouvrier a conscience de s'être lui-même et volontairement créé un capital, elle relève, au lieu de déprimer, respecte l'indépendance de celui qui l'exerce, et l'associe aux efforts qui assurent la sécurité de son avenir. Elle n'existe peut-être qu'en apparence, de nom seulement. N'importe, elle peut suffire pour donner à l'ouvrier le goût de l'épargne : ce peut être le levain qui fait lever toute la pâte.

Assurément, l'ouvrier est libre de ne pas accepter les conditions de la Caisse de bienfaisance ; mais, alors, c'est au travail même de la mine où elle fonctionne qu'il doit renoncer, car la Caisse présente encore le choquant caractère d'être obligatoire ; y adhérer constitue une des conditions du contrat même de louage d'ouvrage. — Libre à l'ouvrier aussi, ce semble, d'épargner spontanément pour les mauvais jours et de refuser les dons de l'exploitant en cas de maladie. Mais, tout d'abord, « on avouera qu'il lui faudrait un stoïcisme, digne des anciens temps, pour épargner sur son modeste salaire, quand il lui suffit de tendre la main pour obtenir² » ; et, ensuite, on reconnaîtra

¹ Cheysson, loc. cit.

² G. Salomon, loc. cit.

qu'une telle épargne ne laisse pas d'être fort difficile à réaliser, puisque le prix payé à l'ouvrier est précisément fixé en tenant compte de la gratuité des secours ; de sorte qu'en dernière analyse, on en vient à se demander s'il ne serait pas plus vrai de dire, au rebours de la théorie qui a été exposée, que, toujours et dans tous les cas, l'ouvrier verse sa quote-part à la Caisse de secours : il le fait peut-être avec l'argent qui sort des mains de la Compagnie, mais avec des sommes qui lui sont dues. Dès lors, au lieu de moyens détournés, il vaut mieux donner aux faits leur vrai sens, il vaut mieux, pour cette raison encore, rétablir la Société de prévoyance.

En résumé, si sympathique que paraisse, au premier abord, l'institution des Caisses de bienfaisance, on s'aperçoit en allant au fond des choses que, dépourvue de toute participation du personnel à l'alimentation et à l'administration de la Société, elle brise un des liens qui unissent le patron et l'ouvrier et transforme un associé peu dangereux en assisté.

La Caisse de Prévoyance, sauvegarde de la légitime fierté de chacun, remplaçant l'aumône par un droit, droit qui ne s'acquiert d'ailleurs que par l'épargne, solidarisant et les ouvriers entre eux et le patron avec l'ouvrier, demeure donc, à nos yeux, l'organisation la plus juste, la plus rationnelle, la plus réellement bienfaisante : celle qui élève au lieu d'abaisser.

SECTION II. — CAISSES DE RETRAITES

Une Caisse de retraites est le complément très fréquent d'une Caisse de secours. Ce sont deux institutions parallèles, tant il est vrai que soigner la maladie et secourir la vieillesse — cette maladie sans remède et si souvent cause principale de la misère — constituent deux devoirs sociaux étroitement liés l'un à l'autre : aussi, presque partout et depuis longtemps, rencontre-t-on, sous le même nom, des *Caisses de secours et de retraites*. Mais, il faut le reconnaître de suite, accorder des pensions aux vieux ouvriers n'est pas aussi facile que d'assurer des secours aux malades : les engagements aléatoires et à longue échéance ne sont pas simples à organiser, surtout à tenir, et c'est, précisément, la question des retraites qui constitue le point faible des institutions que nous étudions.

I

Sans critiquer immédiatement les faits, bornons-nous d'abord à les exposer. A l'origine, la Caisse de secours avait pour but de secourir les vieillards comme les blessés, et l'on trouve la preuve de cette assertion soit dans quelques institutions raisonnablement conçues, sagement organisées, qui ont fonctionné de longue

date¹, soit dans des règlements anciens conservant la trace d'une telle coutume par des allocations minimales versées à certains ouvriers âgés. Mais, comme on l'a souvent remarqué, le sentiment ne suffit pas ici : « Si le sentiment, d'accord avec l'intérêt bien entendu, peut être le moteur, il ne saurait être le gouvernail². » — Les administrateurs des Caisses de secours, poussés par un bon naturel, promirent des pensions ; mais les charges ne tardèrent pas à croître ; les fonds n'augmentant pas dans les mêmes proportions, force fut de réduire le nombre des obligations, de sorte qu'en 1869, M. Bréchignac écrivait : « La caisse de secours n'est pas une caisse de retraite ; on nous a dit que des Compagnies de mines déposaient chaque année des capitaux, afin d'assurer un jour des pensions de retraite à la vieillesse. C'est le but où tendent la plupart des Conseils d'administration ; mais, il est malheureusement loin d'être atteint. » — Cet état de choses s'améliora néanmoins peu à peu ; il y eut un effort général tenté vers une saine organisation des retraites et, avant le vote de la loi de 1894, on trouve, à cet effet, dans la plupart des grandes Compagnies de mines, un service assez bien assuré ; les moyennes et petites exploitations n'en possèdent cependant aucun, et, en 1884, M. Keller écrit : « Les pensions viagères ne sont pas assez répandues en dehors du cas d'accident. »

¹ L'exemple d'Anzin est le plus frappant.

² Cheysson, loc. cit.

II

L'assurance contre la vieillesse se présente sous deux formes. A côté des retraites d'âge, acquises à un âge déterminé, quelle que soit à ce moment la capacité de travail de l'intéressé, on rencontre — et même beaucoup plus fréquemment — le système de la pension d'invalidité, attribuée par le seul fait de l'incapacité de travail, abstraction faite de l'âge¹. Les conditions d'âge sont difficiles à préciser², elles varient de 50 à 60 ans, en se rapprochant le plus souvent de ce dernier chiffre; elles doivent être jointes partout à un temps plus ou

¹ On doit toujours avoir soin en ces matières de distinguer la *pension d'invalidité* telle que nous venons de la définir de la *pension d'accident*. Celle-ci, plus communément désignée aujourd'hui sous le nom d'incapacité de travail, permanente, absolue ou partielle, résulte d'un fait bien précis : l'accident. L'invalidité proprement dite doit s'entendre de l'impossibilité due à toute autre cause que l'accident du travail (fatigue, usure générale, etc...)

² Voici des exemples correspondant à différentes mines :

NOM DES MINES	AGE DE LA RETRAITE	DURÉE DE SERVICES
A.....	50 ans	10 ans (après 53 ans d'âge).
B.....		15 ans consécutifs.
C.....		25 ans consécutifs.
D.....		30 ans.
E.....	55 ans	Sans condition.
F.....		25 ans.
G.....		30 ans.
H.....	60 ans	10 ans.
I.....		20 ans.
J.....		30 ans.

moins long de service (de 15 à 30 ans); exceptionnellement le temps de service est seul nécessaire. Ailleurs enfin les pensions ne sont accordées que sur la proposition du chef de service. Les retraites proportionnelles en cas d'invalidité du fait du service existent souvent seules, mais ne vont pas toujours de droit et sont subordonnées quelquefois à des restrictions ¹, dont les plus douces sont 10 ans de service et les plus sévères 30 ans de service et 60 ans d'âge. De plus, il ne semble pas, à la lecture des différents règlements, que ces diverses conditions soient suffisantes; tantôt, en effet, il faut que le mineur ait été déclaré incapable de travail; tantôt le Conseil a plein pouvoir pour fixer la durée des allocations, les augmenter, les réduire ou les supprimer, en prenant en considération l'âge, la force des ayants-droit, leurs ressources personnelles, etc.; tantôt, enfin, les pensions ne sont assurées qu'autant que les fonds de la masse y suffisent.

Ordinairement, les pensions sont reversibles sur la

¹ Voici des exemples correspondant à différentes mines :

NOM DES MINES	AGE DE LA RETRAITE	DURÉE DE SERVICES
A.....		10 ans.
B.....		12 ans.
C.....		15 ans.
D.....	55 ans	15 ans.
E.....		20 ans.
F.....	45 ans	20 ans.
G.....	60 ans	25 ans.
H.....	60 ans	30 ans.
I.....	60 ans	30 ans.

tête de la veuve du pensionné, rarement dans leur entier, mais pour une fraction uniforme ¹, d'après une clause des statuts.

La majorité des Caisses de secours supportent les retraites; parfois, il existe des Caisses de retraites distinctes; tantôt, au contraire, les exploitants se chargent des pensions, soit qu'ils alimentent seuls la Caisse, soit qu'ils se substituent pour les retraites à la Société de prévoyance, qui ne pourrait y suffire : ils le font souvent d'autant plus volontiers qu'ils considèrent cette charge comme une dette envers l'ouvrier âgé ².

D'une façon générale, M. Keller donnait, en 1884, les chiffres suivants, comme exemples du montant quotidien des pensions de retraites :

Exemples du maximum du tarif (Ouvriers infirmes)	{	1 fr. 65 (Bessèges, Blanzzy, Tréllys).
		1 fr. 20 (Aniche).
		1 fr. » (Caisse centrale de la Loire, Rive-de-Gier, Bully-Grenay, Drocourt, Carmaux, Bressac).
Exemples du minimum de tarif (Ouvriers âgés) ³	{	0 fr. 33 (Farfay, Hardinghen, Bert, Faymoreau).
		0 fr. 40 (Anzin et la plupart des mines du Nord et du Pas-de-Calais).

¹ Le plus souvent cette fraction est égale à 1/2; quelquefois 1/3 et exceptionnellement 3/4.

² Il faut reconnaître que les subventions patronales interviennent en général assez largement pour les retraites, car à lui seul l'ouvrier ne se prépare qu'avec peine une pension convenable.

³ L'ouvrier âgé et retraité continue parfois à travailler encore à la mine.

D'une manière plus précise, car ils sont plus récents et indiquent en même temps les procédés employés pour constituer les retraites, on peut citer les exemples suivants ¹ :

¹ *Bulletin de l'Office du travail*, 1897.

I. Pensions de Retraites ¹

RETRAITE	A. — A LA CHARGE DE L'EXPLOITANT	B. — A LA CHARGE DES CAISSES
	Retenues de 1,5 % du salaire; versement égal de l'exploitant et majoration de 3 fr. et 1 fr. 50 par année de service de 10 à 25 ans.	
Retraite constituée par le livret individuel à la Caisse nationale des retraites.	Retenues de 2 % sur le salaire et majoration de 18 fr. par année de service après 15 ans. Retenues de 3 % du salaire; majoration de 1/5 du traitement moyen des 3 dernières années + 1/125 par année de service de plus de 25 ans.	Versement annuel de 4 % du salaire + 12 fr. par année de service au delà de 20 années.
Retraite fixée d'après les catégories de salaires.	440 fr. à l'extérieur; 520 fr. à l'intérieur. De 120 fr. à 240 fr. Et au maximum de 240 fr. à 250 fr.	De 180 fr. à 396 fr.
Retraite composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle à la durée de service.	300 fr. + 25 fr. par année de service au-dessus de 30 ans.	300 fr. 300 fr. + 25 fr. par année de service au delà de 30 ans. 5 fr. 9 fr. 60. 13 fr. 50.
Au prorata des arrérages du fonds de la Caisse.		Au maximum 320 fr. et 350 fr.

¹ Dans ce tableau, comme dans le suivant, chaque exemple correspond à une mine déterminée.

II. Pensions d'Invalidité

RETRAITE	A. — A LA CHARGE DE L'EXPLOITANT	B. — A LA CHARGE DES CAISSES
Fixe.	288 fr. De 180 à 350 fr.	150 fr. 240 fr. 300 fr.
D'après les catégories des salaires		216 fr. 288 fr. 360 fr.
		De 120 à 180 + 9 fr. ou 12 fr. par mois au delà de 25 ans de service. De 240 à 720 fr.
Proportion- nelle aux années de service.	De 12 à 18 ans : 4 fr.; de 18 à 50 ans : 8 fr.; au delà de 50 ans : 4 fr.	Croissant par année de ser- vice de 360 à 720 fr. Croissant par année de ser- vice de 180 à 600 fr.
		de 10 à 30 ans. de 15 à 25 ans.
Proportion- nelle à l'âge.		De 144 à 288 fr. De 120 à 480 fr. et 540 fr.
	Parfois l'appré- cia- tion de la re- traite est déter- minée arbitrai- rement par l'ex- ploitant.	

Le système de retraites au moyen du livret individuel n'est pratiqué que dans un très petit nombre de mines : 10 seulement en 1892. Nous rappellerons ici, pour mémoire, la Caisse centrale de la Loire, presque unique exemple d'une institution de prévoyance, chargée des pensions, commune à plusieurs compagnies.

SECTION III. — CHIFFRES STATISTIQUES

Telles sont les grandes lignes du tableau d'ensemble des caisses de secours et de retraites pour les ouvriers mineurs. Il faut en fixer à présent les détails, avant d'avancer davantage dans la question : une précision plus grande s'impose.

Si arides qu'ils soient, les chiffres seuls peuvent la fournir. Nous les emprunterons au rapport statistique de M. Keller qui nous a déjà fourni plusieurs renseignements.

Comment, tout d'abord, est composé le personnel des mines de charbon, dont parle seul le rapport, et qui sont de beaucoup les plus nombreuses et les plus importantes? Quel est le nombre et quelle est la proportion des ouvriers participant aux caisses de secours? C'est ce que montre le tableau suivant :

NOMBRE des mines EXPLOITÉES	OUVRIERS EMPLOYÉS					TOTAL des OUVRIERS	OUVRIERS participant aux caisses de secours	
	A L'INTÉRIEUR		A LA SURFACE				NOMBRE	Rapport au nombre total des ouvriers p. 100
	Hommes	Enfants	Hommes	Enfants	Femmes			
308	71.731	5.251	27.523	2.849	3.963	111.317	109.237	98,1
	76.982		34.335					

On voit que le rapport des ouvriers participant aux caisses de secours au nombre total des ouvriers est de 98,1 0/0, chiffre très voisin de 100 pour 100, mais en différant pour deux causes : d'abord dans les départements où l'extraction du charbon est peu active, où les mines ne comptent qu'un fort petit nombre d'ouvriers, où, par conséquent, l'organisation de sociétés mutuelles est difficile, il s'abaisse en moyenne à 81 0/0 ; d'autre part, les journaliers peuvent être exceptés de la participation à la caisse de secours, et parfois on exige un stage préalablement à l'admission dans la Société. Il est donc naturel que, dans une mine, le nombre moyen des participants demeure légèrement inférieur à l'effectif des travailleurs. On ne compte guère que 2.000 personnes attachées à des exploitations houillères dépourvues de semblables institutions. Le

nombre de ces derniers charbonnages est de 103 et peut sembler assez élevé comparativement au total des houillères en exploitation qui est de 308; mais il convient de remarquer que leur personnel ne dépasse pas 10 0/0 des ouvriers, soit 10 par mine seulement.

La classification adoptée, dans le rapport de M. Keller, pour présenter les résultats numériques, se rapproche de celle que nous avons suivie, avec une sous-distinction de plus qui pouvait être négligée dans une théorie générale; simplement indiquée plus haut, elle apparaît ici avec justesse. Les mines ont été divisées en trois catégories suivant qu'elles sont pourvues de caisses : 1^o alimentées par des retenues sur les salaires des mineurs, et par des subventions proportionnelles des exploitants; 2^o alimentées par des retenues sur les salaires des mineurs, sans que les subventions des exploitants soient réglées; 3^o alimentées exclusivement par les exploitants, sans aucune retenue sur les salaires. A ces trois catégories correspondent, dans le rapport, trois tableaux, que nous résumons en un seul.

NATURE DES MINES	NOMBRE des ouvriers participants	NOMBRE DES MINES avant un service de secours	NOMBRE DE CAISSES ouvrières de secours	RECETTES DES CAISSES OUVRIÈRES			
				Retenue sur les salaires	Subventions des exploitants	Recettes accessaires	TOTAL
1 ^{re} CATÉGORIE. — (Retenue sur les salaires et versement proportionnel des exploitants).....	48.966	73	50	fr. 1.652.960	fr. 996.952	fr. 213.529	fr. 2.863.441
2 ^e CATÉGORIE. — (Retenue sur les salaires et versement variable des exploitants).....	31.459	95	72	969.403	347.170	63.442	1.380.015
3 ^e CATÉGORIE. — (Exploitants versant seuls).....	28.812	37	24	»	»	»	»

En résumé, 50 Caisses sont alimentées par des retenues sur les salaires des ouvriers (en général 3 0/0) et des versements correspondants, mais presque toujours inférieurs des Compagnies (en général 1 ou 1/2 0/0); elles englobent 73 mines et 48.966 ouvriers y sont affiliés ¹.

72 Caisses sont alimentées par les seules retenues sur les salaires des ouvriers, sans subvention fixe des exploitants. Elles comprennent 95 mines et peuvent

¹ D'après les chiffres précédents, on voit que, dans ces mines, la cotisation moyenne de l'ouvrier a été de 33 fr. 76 et la part contributive de l'exploitant s'y élève à 60 0/0 de celle des ouvriers ou à 72 0/0 si l'on tient compte de ce que plusieurs ont pris à leur charge les frais du service médical et les pensions de retraite ou des secours supplémentaires. L'exercice se solde par un reliquat de 219 fr. 52.

DÉPENSES DES CAISSES OUVRIÈRES				DÉPENSES SUPPORTÉES par les exploitants en dehors des Caisses ouvrières		ENSEMBLE DES DÉPENSES des ouvriers et des exploitants		MOYENNE par ouvrier participant		
Secours et Pensions	Service médical	Autres dépenses (Ecoles, etc.)	TOTAL	Pour secours et pour pensions	Pour service médical	Pour secours et pensions	Pour service médical	des retenues sur les salaires	des secours et pensions	des frais du service médical
fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1.714.064	49.343	436 744	2.643.921	98.080	93.649	1.812.144	586.762	3.376	3.701	1.198
853.984	317.738	129.338	1.301.060	105.775	78.778	959.759	396.516	3.081	3.051	1.197
»	»	»	»	1.146.490	310.378	»	»	»	3.979	1.077

être appelées à distribuer des secours à 31.459 ouvriers¹.

24 Caisses sont alimentées exclusivement par les Compagnies ; elles comprennent 37 mines et comptent 28.812 ouvriers.

L'ensemble des secours distribués en 1882 (secours, pensions et service médical) s'est élevé à 5.212.049 francs sur lesquels 2.622.363 francs ont été fournis par les retenues sur les salaires et 3.177.272 francs par les Compagnies concessionnaires.

M. Keller termine son rapport par la considération suivante : « Je donnerai, dit-il, une idée nette de

¹ Dans ce cas, la contribution de l'exploitant n'est en moyenne que 25 0/0 des retenues opérées sur les salaires. — Le reliquat de l'exercice n'a pas dépassé 78.955 francs.

l'importance des sommes qui sont consacrées aux secours pécuniaires et au service médical, en comparant leur montant, pour l'exercice 1882 (5.232.000 francs) au nombre de tonnes (20.600.000) auquel s'est élevée la production houillère de la France pendant la même année.

Une simple division permet de constater que ce nombre correspond à 0 fr. 25 par tonne de charbon. — D'autre part, l'impôt proportionnel établi par la loi du 21 avril 1810, et correspondant à 5 0/0 du revenu net des mines, a grevé chaque tonne de combustible de 0 fr. 12. Ainsi les frais de secours, dont il s'agit, équivalent au moins au double de l'impôt et représentent par conséquent plus de 10 0/0 du revenu net imposable. »

Tous ces chiffres, si intéressants qu'ils soient, ne suffisent pas à donner une situation exacte des Caisses de secours et de retraites avant 1894. Nous avons pu trouver les éléments d'un tel tableau dans le *Bulletin de l'Office du Travail*, de 1897, qui publie les résultats d'une enquête entreprise dans le courant de l'année 1892 par les ingénieurs du corps des mines ; c'est la plus récente statistique qui existe à ce sujet ¹. — Au point de vue de l'état des Caisses de secours et de retraites, il était particulièrement important de distinguer celles qui sont à la charge de l'exploitant, de celles qui doivent faire

¹ Elle a porté sur 101 exploitations.

face elles-mêmes à leurs propres dépenses, *sans tenir compte de la façon dont elles sont alimentées* : les premières ont, en effet, pour garantie le crédit et les fonds mêmes de la Compagnie de mines ; les autres, au contraire, ne peuvent compter que sur leurs propres réserves. On comprend l'intérêt considérable de la question, surtout en ce qui concerne les pensions de retraite promises aux ouvriers. Ainsi dressé, le tableau ne manque pas de faire constater d'instructifs résultats.

**Situation des Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs
a_tériquement à l'application de la loi du 29 juin 1891.**
(POUR LES SECOURS ET RETRAITES ACQUIS)

	A LA CHARGE DE L'EXPLOITANT ¹ 34 exploitations à 50.225 ouvriers 74.326.000 fr. de salaires			A LA CHARGE DES CAISSES 67 exploitations à 88.556 ouvriers 114.196.000 fr. de salaires		
	NOMBRE	MONTANT ANNUEL	CAPITAL CORRESPONDANT ²	NOMBRE	MONTANT ANNUEL	CAPITAL CORRESPONDANT ²
Secours aux blessés....	565	190.736. »	2.624.172 »	947	346.298 »	4.818.013 »
Secours aux veuves et aux ascendants..	1.097	267.805 »	3.449.236 »	1.565	350.830 »	4 813.090 »
Secours aux enfants....	673	53.939 »	228.733 »	1.629	135.219 »	604.738 »
Retraites d'âge ou d'in- validité (y compris les veuves des retraités).	3.297	679.869 »	6.371.685 »	4.301	1.210.525 »	9.091.724 »
TOTAUX.	5.632	1.192.349 »	12.673.826 »	8.442	2.042.872 »	19.327.565 »

¹ Nous insistons sur le fait que les totaux de cette partie du tableau ne concernent pas seulement des secours ou pensions servies par les exploitants seuls (caisses de bienfaisance); ils comprennent aussi un certain nombre de pensions dont les exploitants avaient, par exception, accepté la charge bénévolement ou avaient été contraints à la supporter à la suite de décisions judiciaires, bien que, normalement, les caisses correspondantes fussent alimentées par des retenues sur les salaires. Ils renferment enfin la part que l'exploitant s'était réservée sur les dépenses occasionnées par les pensions dans les caisses où cette clause formait tout ou partie de la contribution patronale.

² Les capitaux des dépenses ont été calculés en supposant appliqué aux pensionnés le tarif de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Ils représentent par conséquent les *primes uniques*, qu'il eût fallu verser à cet établissement pour qu'il se substituât aux Caisses privées dans le paiement ultérieur des arrérages.

Il résulte de là que le capital représentatif de la valeur des engagements calculée mathématiquement, d'après le tarif de la Caisse nationale des retraites, s'élevait dans le premier cas à 12.674.000 francs et dans le second à 19.327.565 francs, tandis que les réserves effectives étaient respectivement de 3.337.000 francs et de 4.965.000 francs, ce qui accuse des déficits de 9.337.000 francs¹ et de 14.363.000 francs.

Il ne s'est agi que des secours et retraites acquis ; si l'on tient compte en plus des retraites en cours d'acquisition, on constate, finalement, un manque complet de réserves dans l'ensemble des institutions.

Le tableau que, dans tout ce chapitre, nous avons cherché à faire des Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, telles qu'elles fonctionnaient avant 1894, est à présent complet. Nous avons essayé, à la fois, de retracer les évolutions successives de ces Sociétés et d'en faire voir le mécanisme ; étude de toute importance pour la suite, d'autant plus intéressante qu'elle permet de suivre l'histoire et le développement d'une institution patronale : créée librement, sans être imposée par aucune loi, fille de l'initiative privée et de

¹ Ce chiffre ne constitue pas, à proprement parler, un déficit, parce que les pensions fournies par les exploitants seuls peuvent être envisagées comme appartenant aux frais généraux des entreprises, et, ainsi que nous l'avons dit au texte, se trouver suffisamment garanties par le crédit même des établissements.

la liberté, elle n'est pas arrivée sans peine à une organisation satisfaisante.

Le mineur, alors que l'art des mines est dans l'enfance, se trouve journellement exposé à mille accidents ; des populations nombreuses groupées autour des exploitations réunissent, dans un spectacle saisissant, avec les efforts des hommes valides, les infortunes des hommes souffrants. La fraternité, sous une forme compatible avec les éléments en présence, trouve donc là une place naturelle : la Caisse de secours prend naissance. Aucun règlement n'est d'abord rédigé ; le patron et l'ouvrier se rencontrent seulement pour convenir des parties essentielles de la nouvelle organisation : retenue modique sur le salaire du mineur, subvention de l'exploitant, secours à accorder aux malades, aux vieillards et aux veuves ; l'usage, la coutume¹ et la jurisprudence fixent le reste. Parfois, l'ouvrier, surpris de la nouveauté de l'institution, l'accueille avec défiance ; mais, atteint le premier par ses bienfaits, il finit par la considérer comme l'accessoire obligé de la mine. La Caisse est intimement liée à la Compagnie exploitante ; les fonds sont communs et le directeur, qui administre toute chose, les gère ensemble : autorité et bienveillance, voilà ses principes. C'est ce qu'on a appelé le « patronage patriarcal ».

¹ En 1869, les statuts de Firminy et de Roche-la-Molière n'étaient pas encore rédigés.

Mais, voici qu'insensiblement la Caisse prend conscience d'elle-même : des statuts viennent préciser les conventions et fixer les droits ; en même temps, l'expérience acquise et les nécessités pratiques engagent à modifier les usages. L'institution ne tarde pas alors à sentir le besoin d'avoir sa vie propre, unie sans doute à celle de la mine où elle est née, mais distincte : elle désire voler de ses propres ailes, elle s'émancipe. Une comptabilité spéciale devient nécessaire ; un Conseil d'administration nouveau doit entrer en fonction. Revendications ouvrières et protection discrète du patron, tels sont les caractères de cette seconde phase. C'est le « patronage libéral ».

Mais, à mesure qu'elle grandit, la Société de secours, lien si puissant, autrefois, entre le patron et l'ouvrier, devient une cause de discorde ; des réclamations s'élèvent à son sujet, à cause d'elle de nombreux procès sont intentés, des grèves naissent dont elle est le prétexte ¹ : la Caisse de prévoyance semble ne plus satisfaire les parties en présence ; une évolution nouvelle se produit et la Caisse de bienfaisance ou mieux d'assistance apparaît. D'ailleurs, celle-ci contient, en elle-même, des principes mauvais, elle végète et ne se développe pas. Domination souveraine du patron, c'est le fait saillant de ce nouveau régime. C'est le « patronage seigneurial ».

¹ On peut citer notamment : Loire 1846, 1866 ; Aubin, Saint-Etienne, la Ricamarie 1869 ; Creusot 1870 ; etc...

Partout, en tout cas, on vient en aide à l'ouvrier malade ; par contre, on ne secourt pas toujours l'ouvrier âgé. Au début, dans un bon mouvement, on accorde des « secours de vieillesse » ; mais bientôt, l'insuffisance des fonds arrête cet élan et le vieillard n'est plus assuré d'aucune aide. — L'injustice, pourtant, est trop criante : un effort est tenté, effort généreux sans doute, mais, à la fois, imprévoyant et insuffisant à satisfaire les réclamations.

C'est ainsi que, à côté de l'art des mines qui se métamorphosait à grands pas, les Caisses de secours et de retraites, franchissant une série d'étapes, par une lente évolution, progressaient elles aussi, bien que d'une marche nécessairement moins rapide. Mais une organisation parfaite est chose rare ; il n'existe, sans doute, pas de système idéal duquel on puisse dire qu'il répond à toutes les exigences de la pratique et l'institution qui nous occupe, tout en s'étant beaucoup améliorée, n'échappe pas à cette loi générale.

CHAPITRE III

Examen critique des Caisses de secours et de retraites

L'organisation des Caisses de secours et de retraites donne lieu à de nombreuses critiques, les unes inhérentes à l'œuvre elle-même depuis son origine ; les autres, de détail, moins importantes peut-être, mais également de valeur dans une institution aussi délicate que celle qui met en relations patrons et ouvriers dans un but de fraternité.

On n'a pas manqué de relever la plupart de ces imperfections, surtout lorsque la question est venue devant le Parlement ; mais on a beaucoup exagéré les unes et l'on ne s'est peut-être pas assez rendu compte des autres. Essayons, en les examinant successivement, de toutes les réduire à une juste proportion : d'elles-mêmes, elles sortiront de la théorie précédente.

I

Un premier vice général et très grave, c'est l'état de sujétion et de dépendance dans lequel se trouve chaque Caisse de prévoyance¹ vis-à-vis de l'exploitation, en dépit de la doctrine, qui en fait une association indépendante. Elle a sa vie propre, dit la jurisprudence ; mais ce n'est là qu'une apparence : sa vie est, en réalité, celle même de la Compagnie exploitante. Est-il besoin d'insister ? D'une part, en effet, comme l'a fort bien dit M. Bréchignac, « la Caisse subsiste par la retenue, c'est-à-dire par une portion du salaire ; or, la retenue étant faite en vertu du contrat de louage d'ouvrage qui lie l'ouvrier au patron, le même contrat prépare l'activité d'une exploitation et l'alimentation d'une Caisse », et, d'autre part, la contribution de l'exploitant, sous quelque forme qu'elle se présente, versement proportionnel ou subvention indéterminée, par sa nécessité même, ne tient-elle pas la vie de la Caisse entre ses mains ? Situation heureuse peut-être quand les affaires sont prospères ; mais triste entre toutes, quand les jours mauvais arrivent ou lorsqu'un cataclysme se produit ; la chute de la Caisse, presque toujours subite, est alors sans remède et l'ouvrier perd,

¹ On a vu que les Caisses de bienfaisance ne se distinguent pas de la Compagnie de mines.

tout à la fois, le travail et le secours¹ : sa prévoyance se retourne contre lui².

II

Bien des Caisses servent à des dépenses étrangères à leur objet.

L'ouvrier souffrant ou l'ouvrier âgé, tel est le but de la Caisse : c'est pour lui et, par extension, pour sa famille qu'elle existe. Il est bon de le répéter, car, parfois, soit par intérêt propre, soit par un réel sentiment de bienveillance envers le personnel, on a détourné l'institution de son vrai but. — Le principe, que nous essayons de dégager à présent, n'est certainement pas apparu dans toute sa simplicité et sa valeur théorique

¹ Ceci est d'autant plus vrai que les tribunaux refusaient (avant la loi du 27 décembre 1895) tout privilège aux épargnes déposées dans les Caisses des Compagnies : Jugement du tribunal correctionnel de Lyon du 22 mai 1890 (Affaire de Bessèges). Jugement du tribunal de Commerce de Paris, 9 juin 1890 (Affaire du Comptoir d'Escompte).

² On pourrait rapprocher de cette critique la suivante que formule M. Bréchnac. « Le pouvoir des exploitants, dit-il, va jusqu'à dissoudre la Caisse, puisque n'étant pas forcés de contribuer, ils peuvent l'abandonner à ses propres ressources qui sont insuffisantes, et amener, par ce moyen, d'une manière indirecte, une extinction fatale. Cette éventualité est une menace perpétuelle contre l'existence des Caisses et cela suffit à enlever à la Société de secours une partie considérable de sa vitalité. » Nous pensons que ce reproche est tout théorique et n'a pas la portée que lui donne l'auteur ; en réalité, aucun exploitant ne se hasarderait à retirer ainsi sa subvention ; il s'exposerait à soulever de trop vifs mécontentements et peut-être de graves représailles.

à certains fondateurs ou transformateurs de Caisses de secours. Trompés par les apparences, illusionnés par le sens du mot secours que l'on rencontre dès le début, y faisant rentrer aussi bien l'assistance pécuniaire que l'aide morale, ils ont donné pour objet aux Caisses de prévoyance, de moraliser et d'instruire les ouvriers, d'assurer aux enfants l'instruction (religieuse ou primaire); de construire des maisons ouvrières, etc...; mais, en revanche, voulant y trouver également avantage, ils ont imposé les charges suivantes, qui ont été déjà sommairement indiquées : garantir la Compagnie, pécuniairement et sous tous les rapports, de la responsabilité dont elle pourrait être tenue de par le Code civil; remplir les obligations imposées à la Compagnie par le décret du 3 janvier 1813.

Qu'on ne se méprenne pas sur notre pensée : combattre l'ignorance ou les mauvais penchants de l'ouvrier; avoir souci de l'instruction des enfants; assurer des logements hygiéniques aux familles ouvrières, voilà assurément des préoccupations de première importance. L'erreur réside dans le fait de prélever les sommes, à ce nécessaires¹, sur les fonds d'une Caisse qui

¹ Pour les Caisses alimentées par les ouvriers et les exploitants, il résulte du rapport de M. Keller que ces frais se sont élevés à 8 fr. 92 par ouvrier, en 1882. On peut présenter le résultat autrement, en remarquant que le versement des mineurs a suffi à faire face aux frais de secours pécuniaires et pensions, et que, par conséquent, l'exploitant, considéré comme n'alimentant plus la Caisse, a seulement assuré :

doit être étrangère à ces soins et dont les charges normales sont déjà suffisamment lourdes. — L'instruction primaire des enfants semble même, en particulier, un souci superflu, depuis qu'elle est donnée gratuitement en France. Dans les mines en question, il s'agit de l'entretien d'écoles congréganistes, et non seulement la dépense est injustifiée, mais encore la mesure paraît susceptible de blesser d'intimes convictions.

Quant à ce procédé des Compagnies, qui consiste à substituer une autre bourse que la leur aux charges qui leur incombent par les lois ou jugements, il y a là plus qu'une erreur de principe : il y a entorse donnée aux textes, et lorsque par les statuts, après avoir promis aux ouvriers mille avantages divers, les Compagnies y ajoutent, comme par une compensation toute logique, des clauses de cette nature, on se demande si l'intérêt apparent qu'elles portent à leur personnel n'est pas quelque peu hypocrite, et un tel sentiment de bienveillance avec de tels correctifs devient suspect. — La subvention qu'elles apportent ne justifie pas, à nos yeux, ces correctifs : allocation volontaire à la Caisse

1^o Le service médical (plus largement d'ailleurs que ne le prescrit le décret de 1813);

2^o L'instruction des enfants;

3^o Les frais d'administration.

Pour les caisses alimentées par les seuls salaires des ouvriers, sans subventions fixes des exploitants, les dépenses accessoires se sont élevées à 4 fr. 11 par ouvrier. Et la même remarque que précédemment peut être faite.

de secours et frais imposés par des textes, sont deux dépenses essentiellement différentes qui ne sauraient se compenser, même partiellement. Chacune d'elles a sa cause propre, en même temps que sa raison d'être spéciale.

La question est pourtant délicate : car, pour contraires qu'elles nous semblent à l'esprit des institutions, la confusion était tentante, surtout devant des procès menaçants ou répétés. Au début, en effet, outre que son salaire était moindre, l'ouvrier faisait peu de procès, croyant que ce salaire représentait tous les risques de son état ; les mineurs étaient en petit nombre et la contribution volontaire que s'imposaient les exploitants était minime. Peu à peu, instruits des droits qu'ils tenaient de la loi, ils les ont exagérés, tellement que le moindre accident suscita un procès¹. De sorte que devant la progression ascendante de leurs charges, soit de ce chef, soit du fait de la concurrence étrangère, les Compagnies ont voulu fermer la porte à de trop nombreux recours aux tribunaux, et mettre un frein aux prétentions croissantes des ouvriers. Imposer une condition, du genre de celle que nous discutons, à leur subvention était un moyen qui s'offrait tout naturellement et, sans en apprécier le côté critiquable, on adopta la mesure².

¹ C'est depuis 1845 que les procès commencent en grand nombre.

² La Cour de Dijon a déclaré, le 24 juillet 1874, que la clause d'une constitution de Société de secours d'une Compagnie minière portant

D'autre part, s'il existe quelques exploitations où l'on observe mal le décret de 1813, sous le rapport du service médical, il est juste de dire que les Compagnies de mines remplissent généralement bien leurs devoirs humanitaires envers leurs ouvriers blessés ou malades, et vont spontanément dans cette voie beaucoup au delà des exigences très modérées du décret en question.

III

La composition du Conseil d'administration est, nous l'avons dit, une des grosses pierres d'achoppement des institutions de prévoyance. Un rapport à la Chambre des députés résume ¹ ainsi les critiques de sources ouvrières adressées de ce chef : « L'administration des Caisses appartient souvent, de par les statuts, d'une manière exclusive, aux exploitants, et, de fait, elle est

que, moyennant la subvention que lui fournit cette Compagnie, la Société sera substituée à l'exploitant pour toutes les obligations pouvant incomber à celle-ci, vis-à-vis des ouvriers, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil, ne lie pas les ouvriers. Ceux-ci ne peuvent s'engager à l'avance, à raison des réparations civiles résultant de faits délictueux futurs. La Cour de Nîmes a de même déclaré le 24 avril 1882 que : « doit être considérée comme nulle et non écrite la clause des statuts qui stipulerait que la Caisse aura à supporter les condamnations qui pourraient être imposées à l'exploitant à titre de responsabilité civile : ces condamnations ne peuvent, en effet, résulter que d'un délit ou quasi-délit civil, et il est illicite, comme contraire à l'ordre public, de stipuler l'affranchissement des obligations qui peuvent en résulter ».

¹ N° 3965. Chambre des députés. Session ordinaire 1887. Annexe au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1885. (Rapport Mazeron.)

partout entre leurs mains. » Le reproche est à la fois exagéré et vrai. Exagéré, car si l'exploitant gère seul la Société de secours, ce n'est qu'à titre exceptionnel et uniquement dans le cas où la Caisse est entièrement alimentée par lui. Vrai, car, bien que le patron ait peu à peu laissé des ouvriers pénétrer dans le Conseil, il s'y est prudemment réservé la présidence et une forte majorité. Sans aucun doute, son rôle dans l'administration est important, mais l'intérêt des ouvriers dans les Caisses est si grand, les mesures prises à leur égard sont si graves, leurs prétentions en même temps si impérieuses, qu'il faut bien se garder de les tenir à l'écart¹. — De l'association, base de l'institution, l'ouvrier, en fait, est seul sociétaire; le patron, au contraire, n'est qu'un membre honoraire, au plus un gérant naturel. Faire jouer au sociétaire un rôle par trop passif, ne lui laisser qu'un faible contrôle, qu'une petite part dans l'initiative des changements à apporter, quelques voix seulement dans le vote de décisions qui le concernent, c'est contre l'ordre même des choses. Entre l'exclure entièrement et remettre entre ses mains toute la direction des affaires, il y a des degrés. Les Compagnies de mines, en n'accordant à l'ouvrier qu'une faible minorité, n'ont pas été assez loin : il fallait ouvrir la porte plus grande.

¹ Nous rappellerons que ce manque de participation du personnel à la gestion de la Caisse est un des graves reproches que nous avons adressés aux Caisses de bienfaisance.

Il fallait aussi l'ouvrir plus franchement : car cette minorité représentant les intérêts du personnel est souvent composée de mineurs désignés par l'exploitant lui-même ; leurs camarades ne les considèrent pas comme autorisés ; ils les suspectent et des mécontentements s'élèvent sourdement. Aussi voit-on des Compagnies recourir à l'élection ; mais alors, ou bien toutes les garanties désirables ne sont pas observées, ou bien, grâce à des violences et à des manœuvres peu correctes, des personnalités remuantes se font jour et empruntent à leur mandat un dangereux prestige. Série de difficultés d'autant plus graves et sérieuses que c'est dans les Conseils d'administration mêmes que se rencontrent patrons et ouvriers ; c'est là que prennent naissance la paix ou la discorde.

IV

On trouve, dans l'organisation des Caisses de prévoyance, une clause dite de « déchéance », généralement répandue dans toutes les institutions de ce genre et qui partout soulève de graves objections. Il s'agit de cette condition essentielle par laquelle l'ouvrier renvoyé ou quittant de plein gré l'exploitation, perd le bénéfice des retenues prélevées sur son salaire. Son départ forcé ou volontaire lui enlève tout droit non seulement à la fraction des versements de son patron qui lui correspond, mais surtout à ces sommes que l'on

doit considérer comme siennes, parce qu'elles proviennent de son gain journalier ¹.

Pour apprécier justement une telle mesure, il convient de distinguer les Caisses de secours des Caisses de retraites.

Les premières, toutes réserves faites sur les allocations aux blessés ou malades non proportionnelles à leurs cotisations, fonctionnent, en réalité, à la manière d'une société d'assurance mutuelle. De même que certains propriétaires se prémunissent contre les intempéries des saisons, risque auquel ils sont exposés sans être assurés d'être atteints ; de même, les ouvriers se mettent en garde contre la misère due à la maladie, qui frappe sans distinguer, tout en pouvant épargner. Et les raisons qui, dans l'assurance mutuelle, interdisent à un membre sortant d'emporter le montant de ses cotisations trouvent dans les caisses de secours leur application naturelle.

Le remboursement est, tout d'abord, impossible, si l'on veut assurer le fonctionnement des caisses. Pour que celles-ci soient en mesure de faire face aux engagements contractés, il faut que les recettes, loin d'être soumises à répétition, ne sortent que dans la seule

¹ Un arrêt de la Cour de Douai en date du 24 mai 1884 a décidé que l'ouvrier qui cesse de faire partie d'une caisse réclamerait vainement la restitution, même sans intérêts, des versements faits par lui, si les statuts stipulent qu'ils sont acquis à la caisse, quel que soit le motif du départ de l'ouvrier.

hypothèse d'accident professionnel. Autrement, il faudrait compter avec trop d'inconnu : risques des événements fortuits et probabilités des défections. Les données des calculs deviendraient par trop indéterminées ; car, s'il est encore possible de fixer approximativement le premier facteur dû, pour ainsi dire, au hasard, il devient très difficile, par contre, de chiffrer le second, dû à la volonté humaine : dès lors, le déficit se créerait à court terme, et la liquidation ne tarderait pas à s'imposer. — Au reste, ce système concorde bien avec ce qu'ont en vue les membres de l'association : ils ont entendu s'assurer contre la maladie et non contre leur départ. Il serait trop aisé, en vérité, sous la pression d'un besoin d'argent plus ou moins urgent, de recourir à un départ, départ justifié sous les apparences d'un prétexte, mais motivé, en réalité, par l'intérêt.

Un remboursement intégral pourrait, ensuite, se trouver injuste, car des secours ont, peut-être, été remis à l'ouvrier ; ces secours doivent de toute évidence venir en déduction soit partielle, soit totale, des sommes retenues sur le salaire quotidien, de sorte que, si l'on admettait la répétition, une comptabilité spéciale et compliquée devrait sans cesse être tenue à jour, augmentant à la fois les difficultés du fonctionnement normal et les frais d'administration.

Enfin, il est du principe même de la mutualité, de faire profiter des cotisations d'un membre sortant les sociétaires restants ; si l'ouvrier perd ses retenues, c'est

au profit des camarades qui le remplacent et il trouve lui-même, dans les nouvelles exploitations où il est admis, la situation qu'il possédait avec les avantages qui résultent des versements faits par ceux auxquels il succède.

Tout autre est le cas des caisses de retraites : autant il est raisonnable et juste que l'ouvrier ne reçoive pas, lors de son départ, les sommes par lui abandonnées pour le cas de maladie ; autant il est défectueux et inique qu'il perde toutes les épargnes qui ont été réalisées en son nom, en vue de sa vieillesse. Une pension, étant donné le capital qu'elle suppose, est une œuvre de longues années : elle se forme, peu à peu, lentement, par les efforts successifs et continus de celui-là même qui doit en profiter dans ses vieux jours. Les principes de la mutualité, tout en étant partiellement appliqués, sont dès lors forcés de fléchir ; et si, en effet, les décès et la difficulté même de constituer une retraite, charge fort lourde pour une caisse, font que les retenues sur les salaires des uns profitent aux autres, jamais un nouveau venu ne bénéficiera dans sa vieillesse des versements de son prédécesseur chassé ou parti volontairement. La retraite est considérée comme une propriété personnelle du mineur ; il doit, par conséquent, en être de même des éléments qui la composent.

Soumettre ces éléments à la clause de « déchéance » c'est donc méconnaître véritablement un droit absolu.

Un pareil système révolte et peut donner lieu à de fâcheuses erreurs et à de malencontreuses interprétations. Ne s'imaginera-t-on pas, à tort ou à raison, que le renvoi de l'ouvrier a eu pour cause, sous un prétexte avoué, le mauvais vouloir de la compagnie désireuse de se décharger, ne serait-ce que pour une fraction, du fardeau de la retraite ? Et, si le départ se produit au moment même où le fruit d'une prévoyance de longue date va être recueilli, ne se trouvera-t-on pas en présence d'une injustice flagrante ?

Quelque décisifs que soient ces motifs de condamnation, il n'est pas sans intérêt de signaler la raison d'être de cette antique coutume. Sans entrer dans de nombreux détails, on conçoit qu'il y ait là une garantie pour les patrons contre les départs trop brusques, trop fréquents ou trop intéressés de leur personnel. On a heureusement comparé la clause de déchéance aux dédits que stipulent les directeurs de théâtre pour se prémunir contre les désertions de leurs artistes. Bien que l'attache et la fidélité au lieu du travail présentent de sérieux avantages, on ne peut guère, cependant, exiger de l'ouvrier de rester 30 ans et plus au service de la même Compagnie ; cette continuité de services est une condition trop sévère pour le mineur. Aussi bien, il s'est trouvé des théoriciens pour exciter l'esprit déjà par trop nomade des ouvriers et justifier aux yeux de ceux-ci les fréquents déplacements, sous prétexte d'indépendance complète vis-à-vis du patron,

d'affranchissement d'une sorte de joug féodal ou de conquête contre l'esprit de clocher. De telles déclamations ne méritent pas de nous arrêter et, tout en reconnaissant ce qu'il y a d'excessif dans le rôle que l'on veut faire jouer à la clause de déchéance, nous dirons seulement avec M. Cheysson que « l'homme complet est un chef de famille qui a charge d'âmes et de corps et qui, à ce titre, a besoin de planter fortement sa tente sur le sol ».

Les mines qui, autant et plus peut-être que toute autre industrie, demandent un personnel stable, ont de tout temps usé de la clause de déchéance. Les usages s'établirent, dès le début, dans ce sens ; les statuts le proclamèrent formellement¹ et les tribunaux ont toujours interdit aux ouvriers de répéter les sommes par eux versées entre les mains des exploitants. Il y avait là comme une condition générale, mise à la subvention patronale ; — procédé légitime d'ailleurs, car le patron est libre de n'accorder sa libéralité que sous certaines réserves.

Pour avoir été des premières à inaugurer cette sorte de confiscation déguisée les compagnies de mines

¹ On pourrait cependant citer quelques rares exceptions.

Grâce à la caisse centrale, l'ouvrier peut dans la Loire passer d'un service à l'autre entre les compagnies unies sans perdre le bénéfice de ses retenues.

Certaines autres mines recourent au système du livret, seul remède vraiment efficace, comme on le verra dans la suite. *

sont loin d'être seules à la pratiquer. L'État, comme on sait, n'en use pas autrement vis-à-vis de ses fonctionnaires ¹ et presque toutes les sociétés particulières, incitées par un tel exemple, ont modelé leurs caisses de retraites sur la sienne, les compagnies de chemins de fer notamment ². Si l'État abuse de son autorité en ne restituant pas aux employés, quittant son service, les retenues qu'ils ont subies, il n'en résulte cependant pas nécessairement la justification des abus de même ordre commis par les sociétés privées ; et ces excès de pouvoir ont fini par tellement froisser l'opinion publique, que le « Congrès international de la participation aux bénéfices », tenu à Paris en 1889, a voté, à la suite d'un vif débat, un vœu, modifié il est vrai dans la séance finale, mais dont on ne peut méconnaître la signification, parce qu'il met en évidence l'état des esprits, par lequel il réclamait que « la déchéance ne fût plus inscrite dans les conventions relatives à la participation ». — Quoi de plus désirable, en effet, de trouver la justice unie à la prévoyance ? Sans ces deux attributs, la bienfaisance patronale ne saurait être complète.

¹ Loi du 9 juin 1853.

² Avant les modifications qu'elles ont apportées à leurs règlements à la suite de la loi du 27 décembre 1890.

V

La situation financière des caisses est inquiétante. Cette situation a été exposée plus haut sans commentaires; mais les chiffres qu'on y relève sont suffisamment éloquentes par eux-mêmes pour qu'il ne soit pas nécessaire d'insister. On a constaté, en effet, pour les charges de l'exploitant, du chef des secours et retraites, un déficit de 9.337.000 francs; si, par suite du crédit des exploitants et de la possibilité de faire rentrer ces dépenses dans les frais généraux, il est permis de ne pas envisager ce chiffre comme déficit, on ne peut, à coup sûr, en dire autant du chiffre de 14.363.000 francs que les caisses devraient posséder par devers elles, pour faire face aux secours et retraites acquis. En ce qui concerne les pensions en cours d'acquisition, on peut affirmer qu'aucune provision n'existe. Les 4.965.000 francs, mentionnés précédemment à titre de réserves pour les pensions acquises, constituent tout l'avoir des caisses. Or, cette somme est déjà inférieure de 19 millions au montant de la provision déterminée mathématiquement, nécessaire à la garantie des 2.043.000 francs de pensions acquises. Il est donc évident, qu'on n'en peut considérer aucune partie comme affectée à la garantie des engagements contractés du fait des pensions en train d'être acquises.

L'enquête n'a porté, assurément, que sur 67 exploi-

tations; mais, si elle avait pu recueillir des renseignements auprès de toutes les autres, le manque complet de réserves pour l'avenir serait apparu encore bien plus criant : peut-être un déficit de près de 50 millions se fût-il découvert¹.

Cette absence totale de garanties — d'autant plus grave que, s'il existe des créanciers, on ne saurait trouver, à proprement parler, des débiteurs — se conçoit devant les défectueux procédés — on pourrait presque dire expédients — auxquels les Caisses sont obligées de recourir pour tenir les engagements contractés. Les recettes, alors que la Caisse était récente et le personnel jeune, ont dû être abondantes, les dépenses minimales ; mais, à mesure que le nombre des pensions pour cause d'invalidité ou de vieillesse s'est accru, l'équilibre s'est vite rétabli, puis rompu dans le sens inverse. Les ressources hebdomadaires ou mensuelles qui, fructifiant, devaient assurer l'avenir de ceux qui les fournissent, servaient au contraire à payer des secours ou des pensions, dont les capitaux avaient été employés, sous peine de déficit, à faire face à d'autres échéances² : mauvaise et primitive combinaison finan-

¹ On peut encore prétendre ici qu'un semblable déficit est, en fait, couvert par le crédit même de la compagnie concessionnaire. Cela est possible; mais alors le premier reproche que nous avons relevé prend une importance encore plus grande et extrêmement inquiétante : la caisse de secours est trop étroitement unie à l'exploitation.

² Un des exploitants de mines disait, devant une Commission parlementaire : « La mine que j'ai l'honneur de représenter a une Caisse de

cière que celle qui, sans offrir d'autres gages, pour les conventions du passé, que les recettes futures et successives, se sert des ressources du jour pour payer les dettes de la veille.

De telles erreurs, ou plutôt de telles absences de calculs, ne sont pas, il faut le dire, sans, pour cela, vouloir le justifier, inhérentes à l'industrie des mines. — A la même époque, M. Alfred Picard écrit¹, à propos des Caisses de secours des chemins de fer : « Il paraît avéré aujourd'hui que les versements annuels devraient s'élever à 15 0/0 environ du traitement des agents, pour que l'on n'ait pas à craindre de voir les Caisses fléchir sous le poids de charges écrasantes, quand leur roulement sera entré dans la période normale. Or, le maximum actuel (1887) de ces versements est de 11 0/0 (sur le réseau de l'Est). L'avenir financier des Caisses est loin de se présenter sous un jour satisfaisant. » En 1887, précisément, plusieurs Compagnies de Chemins de fer ont des déficits considérables dans leurs Caisses de prévoyance ; pour couverts que soient ces déficits par la garantie d'intérêts, ils n'en sont pas moins tellement excessifs que la loi du 27 décembre 1890, *sur le contrat de louage d'ouvrage et sur les rapports des*

secours et de retraites. D'après les statuts actuellement en vigueur, le capital à amortir, nécessaire pour assurer les droits acquis, s'élève à la somme de 1.856.000 francs, tandis que la réserve actuelle ne s'élève qu'à la somme de 178.000 fr. »

¹ Picard, *Traité des chemins de fer*.

agents de chemins de fer avec les Compagnies, vient obliger ces dernières à soumettre à l'homologation ministérielle, dans le délai d'une année, les statuts et règlements de leurs Caisses de retraites et de secours ¹. — Mais l'Etat, lui-même, si prévoyant pour autrui, ne l'est guère pour son compte et la loi du 9 juin 1853, qui règle les retraites des fonctionnaires, fait peser sur lui une charge considérable, dont il s'acquitte par un procédé identique à celui des Compagnies de mines ; dévorant au jour le jour, et souvent par avance, les sommes provenant des retenues sur les traitements, manquant de réserves, il inscrit, tous les ans, à son budget, le crédit nécessaire aux pensions qui arrivent à échéance : crédit qui se traduit par des chiffres toujours plus élevés.

Partout hélas ! on retrouve donc « l'imprévoyance dans les institutions de prévoyance ² ». Il existe cependant une science du futur ; les opérations arithmétiques, le calcul des probabilités, qui découvre les lois du hasard, et mille autres instruments de travail, journellement employés d'ailleurs par les Compagnies d'assurances, devraient cependant être mis à profit. « Une institution de prévoyance, sans calculs, est un navire sans boussole », a-t-on dit avec raison. Il est de la plus haute imprudence de livrer au hasard des évé-

¹ Cette loi fut l'occasion pour les Compagnies de Chemins de fer d'améliorer les règlements de leurs Caisses.

² Titre d'un ouvrage de M. Cheysson, paru en 1888.

nements une chose aussi sacrée que les ressources destinées à assurer l'existence de milliers d'ouvriers qui ont dû légitimement compter sur la sécurité de leur épargne : la prévoyance n'est pas parfaite tant qu'elle n'est pas liée à la sécurité.

VI

En dehors même du manque de garantie, les retraites ne sont pas assez répandues ; malgré l'effort fait en maints endroits, dans l'ensemble le sort des ouvriers âgés laisse beaucoup à désirer. L'exemple le plus frappant s'en trouve dans la Loire où, sur 57 Compagnies, 6 Compagnies seules possèdent des Caisses de retraites régulièrement organisées et encore la combinaison, qui assure ce service dans ces 6 Compagnies, n'a-t-elle qu'une durée de vingt ans¹.

Là même où des pensions sont promises aux vieillards, des conditions très rigoureuses sont exigées pour leur obtention. — Presque chaque phrase du tableau que nous avons essayé de faire des Caisses de retraites est elle-même une critique de l'œuvre : âge élevé, joint à de nombreuses années de service² ; parfois

¹ Ces chiffres sont cités d'après un rapport fait à la Chambre des Députés (rapport Mazon). Il faudrait peut-être les corriger par cette remarque que : en dehors des six grandes Compagnies du bassin de la Loire, on ne compte que des exploitations sans grande importance.

² En face des tableaux donnés au chapitre précédent fournissant des exemples, des conditions à remplir pour l'acquisition d'une retraite, il

intervention aléatoire des chefs de service ; pleins pouvoirs du Conseil d'administration pour fixer la durée, la réduction, et même la suppression des pensions, liquidation des retraites subordonnée à l'existence de

serait bon de produire ici des chiffres statistiques donnant l'âge et le nombre d'années de service des ouvriers employés dans les mines ou tout au moins dans les houillères les plus importantes de chaque arrondissement minéralogique. — Ces chiffres ont été effectivement fournis dans un rapport au Ministre des Travaux publics, dressé par le service de la statistique minérale, à la suite d'une enquête prescrite le 3 novembre 1884.

Nous ne pouvons reproduire tous les tableaux qui ont été dressés soit du nombre des ouvriers tant à l'extérieur qu'à l'intérieur par catégories d'âges, soit du nombre des mêmes ouvriers par catégories d'années de service, etc... Nous retiendrons seulement comme caractéristiques les renseignements suivants :

Durée moyenne du service des mineurs à différents âges

(EXEMPLE PRIS DANS LE DÉPARTEMENT DU NORD)

AGE	OUVRIERS DU FOND	OUVRIERS DU JOUR
	DURÉE MOYENNE DU SERVICE	DURÉE MOYENNE DU SERVICE
40 à 45 ans	20 à 24 années	11 à 19 années
46 à 50 »	25 à 29 »	14 à 23 »
51 à 55 »	29 à 34 »	15 à 33 »
56 à 60 »	21 à 39 »	20 à 27 »
61 à 65 »	31 à 40 »	21 à 28 »
Au delà de 65 ans	36 à 44 »	20 à 33 »

Finalement, on peut classer l'ensemble des mineurs comme il suit :

1° Suivant l'âge :			2° Suivant les années de service :		
	Enfants...	7 %	Ouv. ayant de	1 à 20 ans de service	79 %
Ouvriers ayant de	16 à 45 ans	74	»	21 à 25 ans	9
»	46 à 50 ans	8	»	26 à 30 ans	6
»	51 à 55 ans	5,3	»	plus de 30 ans	6
»	56 à 60 ans	3,3			
Au-dessus de	60 ans	2,4			100
		100			

ressources suffisantes¹, autant de restrictions que, seul, le manque de fonds suffisants explique, mais que rien ne saurait justifier.

VII

La situation générale des Caisses de secours elles-mêmes n'est pas exempte de tout reproche.

Les secours, en effet, qu'une Société minière de prévoyance est appelée à donner, sont de diverses natures : aide immédiate pour remédier aux premières conséquences des maladies et des accidents ; pensions de maladie, service médical ; gratifications extraordinaires ; frais de funérailles, ont besoin d'être soigneusement distingués à la fois pour assurer une bonne gestion et

¹ Dans l'arrêt du 18 juin 1872, que nous avons déjà plusieurs fois cité, la Cour de cassation déclare que la clause d'une Société de secours établie parmi les ouvriers d'une mine, portant que les pensions même acquises ou fixées pourraient être supprimées ou réduites pour des motifs graves dont le Conseil d'administration sera seul juge, institue une sorte de tribunal arbitral dispensé de tout contrôle. Or, s'il peut être dérogé par un compromis aux principes d'ordre public sur la compétence des tribunaux, c'est à la condition de désigner les objets en litige. Les termes vagues et généraux de la clause qui précède ne satisfaisant pas aux prescriptions de l'art. 1006 du Code de procédure civile, elle doit être considérée comme sans force légale.

Au contraire, l'arrêt de la Cour de cassation du 18 avril 1893, relatif à une Caisse alimentée uniquement par la Compagnie de Fives-Lille, implique que la Compagnie a le droit exclusif non seulement d'appliquer le règlement qu'elle a arrêté, mais encore de le modifier et même de l'annuler, en déclinant par avance toute responsabilité et tout recours à cet égard.

pour déterminer la part contributive de chacun des deux éléments, ouvriers et patrons, à ces différents services qui, suivant leur destination, doivent tomber davantage à la charge des uns ou des autres.

A combien plus forte raison la confusion est-elle regrettable, quand les retraites sont servies par la Caisse même de secours ?

De plus, il faut le reconnaître, dans les petites exploitations, dont le personnel est restreint, les caisses de secours font défaut ou bien n'ont pas de ressources suffisantes.

VIII

Enfin, sans rien exagérer, et tout en se rendant compte des difficultés pratiques, on ne peut nier qu'il y a de notables progrès à réaliser au point de vue du taux des secours et des pensions : une hausse générale serait désirable.

Nous ne méconnaissons pas que le montant du tarif individuel, multiplié par le nombre des malades, des vieillards ou des veuves, ne constitue une charge très lourde pour les Caisses et nous ne doutons pas que celles-ci donnent suivant leurs moyens. Il n'en est pas moins vrai qu'on peut souhaiter de voir majorer les allocations des intéressés, par de plus heureuses et plus sages combinaisons financières dans le détail desquelles nous ne saurions entrer.

Union trop intime des Caisses avec la Compagnie de mine ; emploi des fonds à des dépenses étrangères à l'institution ; composition défectueuse des Conseils d'administration ; usage dans les Caisses de retraites de la clause de déchéance ; situation financière inquiétante ; pensions de retraites trop peu répandues ; confusion des services de secours ; et enfin, tarifs insuffisants, tels sont les points défectueux¹ de l'institution que nous étudions.

Il convient de remarquer, toutefois, en terminant, que toutes les Caisses ne sont pas au même degré susceptibles de ces critiques ; nos reproches ne s'appliquent pas partout avec une égale intensité et de plusieurs Caisses — nous nous plaisons à le reconnaître bien haut, — on peut affirmer, sans exagération, qu'elles

¹ D'autres reproches ont encore été formulés ; mais, ou bien ils ne sont pas fondés, ou bien ils n'ont guère de valeur. On peut citer en particulier ce passage — qui serait touchant s'il n'était pas outré — d'un rapport à la Chambre des Députés (rapport Audiffred), « Lorsque la Compagnie veut contester le droit à l'indemnité, l'ouvrier est obligé de s'adresser aux tribunaux. Nous n'avons pas à décrire les souffrances, les embarras d'un malheureux qu'un accident met hors d'état de travailler et qui est obligé de plaider pour obtenir la réparation du dommage dont il est victime. Il est illettré et il doit agir contre une Compagnie secondée par des Conseils très versés dans l'étude de toutes les questions de droit. » — Le tableau est assurément émouvant ; mais les mines n'ont pas le monopole de ces procès inégaux. De plus, les procès y sont fort rares. A propos des « délégués mineurs » devant une Commission parlementaire, les dépositions suivantes ont été faites : « En cinq ans sur 16.000 ouvriers qu'occupe la Compagnie d'Anzin, il y a eu cinq procès. » « De 1880 à 1883, dans l'arrondissement de Saint-Etienne, il n'y en pas eu un seul. »

sont voisines de la perfection. Nous ne considérons ici que l'ensemble et, dans cet ensemble on ne disconvient pas que le mal est grand.

Regarder en face les infirmités d'une œuvre humaine est chose excellente, à la condition de puiser, dans la vue du mal, le désir d'y remédier. Mais nous être rendu compte des lacunes et des faiblesses des Caisses de prévoyance, premier pas nécessaire dans la voie du progrès, ne suffit pas, il faut franchir une nouvelle étape. — Examinons donc les mesures capables d'améliorer une institution, dont la raison d'être, le but et la portée invitent, plus que jamais, à marcher de l'avant.

CHAPITRE IV

De la nécessité d'une loi

Pour porter remède à l'état, tel qu'il vient d'apparaître dans son ensemble, des Caisses de secours et de retraites, diverses solutions s'offraient.

I

L'initiative des perfectionnements revenait tout naturellement, en premier lieu, aux Compagnies de mines elles-mêmes : c'est dans leur sein, en effet, que l'institution des Caisses de secours et de retraites était née et avait grandi ; et déjà bien des fois depuis le commencement du siècle, elles avaient senti la nécessité de rajeunir une organisation toujours indispensable, mais quelque peu vieillie. — A plusieurs reprises, dans une même exploitation, des règlements successifs ont été

élaborés, pour tenir mieux compte des besoins et des conditions économiques du moment. Vers 1880, en retard sur le mouvement ouvrier général, contenant des clauses dont l'opinion publique ne voulait plus, affectant des formes sujettes à caution et, surtout, exigeant des combinaisons financières dangereuses, les statuts de la plupart des caisses avaient besoin d'être révisés. Forts de l'expérience acquise, les exploitants pouvaient eux-mêmes se mettre à l'œuvre : plus que personne, ils avaient qualité pour cela.

Et, de fait, certains d'entre eux ne restèrent pas inactifs. En 1884, un projet d'organisation nouvelle des Caisses de retraites des ouvriers mineurs, dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, fut préparé pour remanier les institutions individuelles de la région. Bien que se rendant le témoignage « d'avoir réalisé de sincères et généreux efforts, pour améliorer, en toute circonstance et aux prix de sacrifices considérables, la situation morale et matérielle de leurs ouvriers », mais n'échappant pas à « d'injustes récriminations » et « sollicitées en quelque sorte par certaines préoccupations des Pouvoirs publics », les Compagnies adhérentes au projet, désireuses de céder aux signes des temps, se proposaient « d'introduire, dans l'organisation des retraites, toutes les modifications compatibles avec le libre exercice de leur industrie ». A cet effet, elles remettraient à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse un capital formé, pour chaque ouvrier :

1^o Par une retenue obligatoire de 1 1/2 0/0 opérée sur les salaires ;

2^o Par un versement obligatoire, égal et concomitant de 1 1/2 0/0 des salaires, effectué par toute Compagnie dans laquelle il serait appelé à travailler¹.

L'ouvrier muni d'un livret personnel se trouverait ainsi jouir d'une retraite proportionnée à son salaire, et à la constitution de laquelle la Compagnie serait associée, en se déchargeant de toute responsabilité et de toute gestion sur les agents de l'Etat. Un article prévoyait des dispositions transitoires pour les pensions acquises et en cours d'acquisition.

Dans le même ordre d'idées, après un examen des règlements particuliers de chaque exploitation houillère du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, un règlement-type de Caisse de secours fut proposé. — Obligatoire pour tous les ouvriers, cette Caisse-type serait alimentée par les contributions et ressources suivantes :

1^o Retenue de 1/2 0/0 sur les salaires.

2^o Versement égal de la Compagnie.

3^o Produit des amendes.

4^o Donations, legs.

¹ Avec ces données, on arrive aux conclusions suivantes :

A 50 ans (âge fixé pour la liquidation de la retraite), les versements donnent une pension (au maximum) :

au mari de.....	202 fr. 88
à la femme de.....	103 36
Ensemble.....	<u>306 fr. 24</u>

soit 23 5 0/0 du montant des versements effectués.

5^o Intérêts à 5 0/0 des fonds de la Caisse, qui resteraient déposés à la Compagnie.

Le conseil serait composé de membres de droit et de membres élus par les ouvriers, en nombre variable avec chaque exploitation. Il aurait plein pouvoir pour allouer des secours extraordinaires ou non tarifés. Les secours ordinaires consisteraient en secours médicaux et pécuniaires, tous aux frais de la Caisse¹. Il serait accordé aux ouvriers malades, aux veuves d'ouvriers tués au service de la Compagnie, à celles des ouvriers décédés et qui auraient été, depuis 15 ans, occupés aux travaux et, dans certains cas, aux ascendants ou aux frères et sœurs.

Ces projets devant « les préoccupations mêmes des Pouvoirs publics » restèrent lettre morte. — C'était cependant la bonne voie, car la seule combinaison qui, reposant sur des principes rationnels, satisfait l'esprit, en même temps qu'elle semble répondre aux exigences

¹ Art. 10 du projet de règlement : « Les ouvriers malades n'ont droit aux secours que s'ils sont depuis 2 mois au moins au service de la Compagnie et les secours ne prennent date que lorsque la maladie a occasionné un chômage d'au moins 4 jours consécutifs.

MARIÉS CÉLIBATAIRES

Tarif des secours	{	Mineurs et ouvriers d'état... 1 f.25	1 f. »
		Hercheurs et manœuvres... 1 10	» 90
		Adultes.....	» 70
		Jeunes ouvriers.....	» 50

En cas de blessures graves, c'est-à-dire entraînant une incapacité de travail de plus de 20 jours, les secours pourront être portés jusqu'au double.

de la pratique, consiste à opérer une sorte de division du travail. On l'a fort bien dit¹ : « Séparer nettement chacune des opérations distinctes que se proposent les Caisses de secours ; donner à chacune d'elles ses capitaux, ses ressources spéciales, ses statuts particuliers, son administration propre, un mode d'emploi de ses réserves qui présente toute garantie de sécurité, telle est la seule réforme capable d'apaiser les conflits, de répondre à toutes les critiques. » — La distinction s'offre d'ailleurs d'elle-même ; de quoi s'agit-il, en effet, sinon d'assurer l'ouvrier contre le triple risque de la maladie, de l'accident et de la vieillesse, événements entraînant tous trois, par une gravité commune, un état anormal pour celui qui les subit ; mais présentant, en fait, de sérieuses différences ?

La maladie et autres cas assimilables, tels que les accidents non professionnels, exigent des secours essentiellement temporaires ; les charges financières qui en résultent sont peu élevées ; la gestion des fonds ne souffre aucune difficulté et, s'il se commet des erreurs, elles sont aisément réparables. Enfin, une surveillance constante est nécessaire pour prévenir tout abus et toute faveur. La circonscription d'une Caisse de maladie devra donc s'étendre dans un rayon restreint et comprendre un seul établissement, pour peu, toutefois, qu'il ne soit pas trop minime. — De plus, comme la

¹ L. Aguillon, loc. cit.

maladie est un fait humain, qui atteint tous les hommes sans distinction, la responsabilité doit en revenir à l'ouvrier, à l'exclusion du patron : la Caisse de la maladie sera donc en principe alimentée par le personnel seul.

Tout autres sont les cas de l'accident (comprenant maladie professionnelle, blessure, invalidité partielle ou totale, mort) et de la vieillesse. Les déboursés qu'ils exigent se chiffrent très haut ; souvent même, comme au moment d'une de ces catastrophes, auxquelles les mines sont exposées, des sommes considérables doivent brusquement sortir de la Caisse, la compromettant gravement ou même consommant sa ruine, si les ressources sont restreintes. Des combinaisons financières savantes, reposant sur des calculs capables de prévoir, avec précision, toutes les éventualités possibles s'imposent, et de sérieuses garanties ne sauraient faire défaut. Les exploitations d'une même région recourront donc utilement à une sorte d'assurance mutuelle ; de sorte que, unies les unes aux autres par un lien de solidarité, toutes supportent les dépenses ordinaires et extraordinaires auxquelles chacune peut avoir à faire face. De cette façon aussi, si une exploitation vient à être suspendue, si l'ouvrier quitte volontairement une mine ou en est congédié, il ne perd pas nécessairement les versements par lui effectués.

Pour s'étendre toutes deux, rationnellement, sur une circonscription assez vaste, comprenant avec avantage

plusieurs concessions, les Sociétés d'assurance contre les accidents et contre la vieillesse n'en doivent pas moins posséder des comptabilités rigoureusement séparées, et, mieux, constituer deux Caisses distinctes. A ce point de vue, un procédé digne d'attention, qui évite tous frais spéciaux et garantit la continuité des paiements, consiste à remettre les sommes nécessaires à couvrir les risques en question, entre les mains de Caisses d'assurance publiques ou privées, notamment, en ce qui concerne la vieillesse, à la Caisse nationale des retraites. Enfin, si l'on admet le risque professionnel, comme c'est la tendance générale, la Caisse des accidents sera alimentée uniquement par l'exploitant, et, si l'on remarque que la vieillesse est une charge universelle, dont la prévision revient, de droit, à l'individu même, — mais que le patron, en bénéficiant des forces de l'ouvrier valide, contracte une pieuse dette envers l'ouvrier âgé, il apparaît que les ressources de la dernière Caisse — celle des retraites — proviendront à la fois du mineur et de l'exploitant.

Ressources d'origines différentes, dépenses d'inégale importance, gestions appropriées, tout concorde pour établir une ligne de séparation très nette entre ces organisations bienfaisantes qui, par leur juxtaposition et par leur jeu simultané, sont prêtes à adoucir toutes les crises de la vie ouvrière. Divisée afin de « donner satisfaction à cette règle supérieure de notre droit qui exige, pour la validité de toute convention, un objet

certain qui forme la matière de l'engagement¹ », « la Caisse de secours ne sera autre chose que l'ensemble de toutes les institutions de prévoyance établies auprès des Sociétés minières². »

Quelques exploitations avaient compris ces perfectionnements de premier ordre, et réalisé un pareil état de choses, mais leur nombre était fort limité. Chose singulière, le projet des houillères du Nord et du Pas-de-Calais est le seul exemple que l'on rencontre d'un effort tenté par l'initiative patronale. Il est digne de remarque, en effet, que les patrons étaient à peu près unanimes à considérer la situation de leurs Caisses comme satisfaisante à tous points de vue ; le document même que nous avons résumé n'est pas — on l'a vu — exempt de ce sentiment. Assurément, les efforts qu'avaient tentés les Compagnies étaient « sincères et généreux » ; mais, d'autre part, les récriminations des ouvriers n'étaient pas toutes entièrement injustes ; plusieurs d'entre elles reposaient sur de sérieux fondements. On ne saurait trop regretter de si absolues illusions qui paralysaient toute initiative individuelle ! Si l'aveuglement eût été moins grand, que n'eût pas fait, pour réparer le mal, en s'y prenant à temps, cette liberté féconde, à laquelle les institutions de prévoyance des ouvriers mineurs étaient déjà si redevables ? Elle

¹ L. Aguillon, loc. cit.

² L. Aguillon, loc. cit.

aurait, en tout cas, empêché que le champ restât ouvert à des interventions étrangères.

II

L'initiative gouvernementale, en première ligne, avait libre carrière. Instruit par les grèves, averti par les Congrès des mineurs, sollicité par des interpellations parlementaires, le Gouvernement, tout en n'accordant pas une entière créance à tous ces bruits du dehors, pouvait présumer qu'il y avait en réalité quelques points faibles dans l'organisation des Caisses de secours et de retraites, et, en l'appropriant aux circonstances, employer un des remèdes qu'il a sous la main.

Tout d'abord, par le moyen de ses fonctionnaires — et, dans l'espèce, il ne manquait pas de concours compétents, grâce aux Ingénieurs du corps des Mines — à l'aide des vastes procédés d'information dont il dispose, il lui était possible d'ordonner une enquête. — Et, de fait, le 28 mai 1883, le Ministre des Travaux publics prescrivit de dresser un état des institutions de prévoyance fonctionnant dans les houillères : les données statistiques recueillies furent l'objet du remarquable rapport, en date du 25 janvier 1884, de M. Keller, ingénieur en chef des mines, auquel nous avons fait, antérieurement, de si utiles emprunts. — Le 3 novembre 1884, le Ministre des Travaux publics demanda

encore aux Ingénieurs des Mines de lui fournir des renseignements aussi complets que possible sur l'âge et le nombre d'années de service des ouvriers employés dans les mines, tout au moins dans les houillères les plus importantes de chaque arrondissement minéralogique. — Enfin, dans le courant de l'année 1892, une enquête fut entreprise pour dresser une situation exacte des Caisses de secours et de retraites. — Vu l'époque où ces précieux résultats parurent, ils servirent à d'autres qu'aux exploitants; mais, s'il n'y avait pas eu déjà, à ce moment, pour ainsi dire un commencement de procédure législative, ils auraient pu suffire à dessiller, enfin, bien des yeux.

Le Gouvernement avait même la faculté d'aller plus loin : renseigné exactement lui-même par ses propres informations, prises au moment voulu ; ayant vu, avant que d'autres ingérences se fussent produites, où résidait le mal, il pouvait élaborer un règlement modèle ou statut-type, dont les Compagnies, mises au clair sur leur situation, n'auraient eu qu'à s'inspirer pour leur adaptation spéciale. Prodiguant en même temps ses conseils, accordant tous les encouragements compatibles avec les intérêts des ouvriers étrangers à l'industrie minière, il restaurait enfin une œuvre quelque peu délabrée.

III

L'intervention gouvernementale agissant par les moyens indiqués — et elle n'en avait guère d'autres à sa disposition — apparaît donc comme bienfaisante. Une autre intervention, celle du législateur, à qui le jeu imprudent des Compagnies de mines ouvrait également la porte, était, de toutes façons, plus aléatoire. Une fois engagée de force dans cette voie, mise plus ou moins en tutelle, la liberté manqua de garantie contre des empiètements successifs et des abus de pouvoir.

Etait-il donc nécessaire que le Parlement entrât en cause par une loi ? Que par les divers rouages du régime parlementaire, mettant en mouvement l'action gouvernementale, les Chambres dénoncent et corrigent bien des imperfections, s'il n'y a pas excès, c'est chose excellente ; mais que les Chambres, pour remédier à ces mêmes imperfections, recourent à une action directe, à une loi, c'est un problème plus délicat. Affaire d'espèce ; on ne saurait le résoudre par une formule *a priori*, et nous pensons que, dans le sujet qui nous occupe, les améliorations que nous avons signalées comme possibles, étaient suffisantes : l'initiative individuelle des Compagnies, excitée au besoin par le Gouvernement, aurait pu, nous n'en doutons pas, réparer tout le mal.

Au reste — nous l'avons déjà dit — il s'agissait d'assurer les ouvriers mineurs contre les accidents, la maladie et la vieillesse. Or, il se trouvait qu'en ce qui concerne les accidents, le Parlement préparait un travail d'ensemble ¹. L'organisation des secours en cas de maladie était prévue par de nombreuses propositions de loi sur les Sociétés de secours mutuels, dont l'étude se trouvait assez avancée. Et, enfin, la question des retraites ouvrières restait, pour ainsi dire, d'une façon permanente à l'ordre du jour des Chambres ². Quoi de plus simple, en vérité, que de comprendre les mineurs dans la législation commune en cours d'élaboration, ajoutant au besoin quelques clauses spéciales à leur cas ?

Une loi ne nous semblait pas nécessaire ; l'intervention du législateur n'était aucunement urgente, dirions-nous en concluant.

Nous ne voudrions cependant pas faire mal comprendre le sens de notre pensée. Ne pas réclamer de mesure parlementaire est loin de signifier que le *statu quo* était satisfaisant en la matière. Futur ingénieur civil des mines, appelé à un contact journalier

¹ On verra que cette remarque est d'autant plus vraie que la Chambre, dès la première délibération de la loi du 29 juin 1894, supprima les articles relatifs aux Caisses d'accidents pour les rattacher à la loi générale sur les accidents.

² Tant au point de vue de l'organisation des retraites pour les ouvriers qu'à celui des garanties à imposer aux Caisses de retraites privées (Loi du 27 décembre 1895).

avec les ouvriers, la cause du travailleur nous tient vivement à cœur ; ses souffrances trouveront en nous un écho, et le désir de leur apporter quelque soulagement nous animera toujours. Loin de nous donc la pensée de nous désintéresser du sort de l'ouvrier et de nous aveugler sur les perfectionnements nombreux, qui devaient être apportés aux Caisses de secours et de retraites des mineurs. Mais, ces perfectionnements pouvaient, à notre avis, être réalisés par les exploitants seuls. Nous revendiquons hautement la liberté dont avaient joui et usé en somme, dans le passé, les institutions de prévoyance ; une ingérence parlementaire risquait de briser dans leur élan les efforts persévérants d'une initiative vivante, efforts qui certainement atteignaient le bien de l'ouvrier plus efficacement que toutes les mesures législatives.

La féconde et pleine liberté des exploitants aurait généreusement continué sa tâche ; et la charité aurait su faire le reste.

CHAPITRE V

De la légitimité d'une loi

L'avis que nous venons d'exposer ne correspondait pas, avant 1894, à l'opinion moyenne : de bien des côtés, surtout aux Chambres, on réclamait une loi. Tendance grave à nos yeux, car, sans préjuger ce que pourrait être une loi pour l'industrie houillère, sans prévoir toutes les solutions qu'elle se proposerait de donner aux questions en litige — depuis une invitation aux Sociétés de mines à soumettre, dans un certain délai, les statuts et règlements de leurs Caisses de secours et de retraites à l'homologation ministérielle, d'après l'exemple des Compagnies de chemins de fer, jusqu'à l'organisation d'une nouvelle institution d'Etat suivant les conceptions ultra-socialistes, — mais en remarquant que, de toutes façons, il s'agissait de ren-

dre les Sociétés de prévoyance obligatoires dans chaque concession ; il nous semble d'abord, d'après tout ce qui précède, qu'une telle mesure n'était pas nécessaire, et, de plus, il nous apparaît que si, emportées par les circonstances — et on verra qu'elles le furent — les Chambres passaient outre, elles faisaient une œuvre spéciale. — Or, une œuvre spéciale était-elle légitime ?

La question est sérieuse et mérite de nous arrêter. Bien que, en effet, sa solution d'une manière ou d'une autre ait eu peu d'influence dans le résultat définitif, et que les membres des Chambres tenant pour l'affirmative ou pour la négative, se soient montrés également disposés à accorder leurs suffrages à la loi proposée, il y eut là un passage qui présenta bien des difficultés. On le franchit, il est vrai, d'un commun accord et sans autrement s'y arrêter ; mais, en cet endroit, le législateur n'en sentit pas moins sa conscience troublée, et éprouva le besoin ou de la calmer ou de la faire taire ; les nombreux efforts qu'il tenta, la multiplicité des arguments auxquels il essaya de recourir, sont la preuve indéniable qu'il trouvait, sur son chemin, une pierre d'achoppement.

C'est cette raison, principalement, qui nous invite à étudier le problème de près.

Il convient tout d'abord de le préciser d'un mot. Sauf les restrictions apportées par la Constitution, le droit de légiférer sur toute espèce de matière est tou-

jours entier pour les représentants de la nation. Or, quelles qu'aient été les restrictions renfermées dans nos Constitutions antérieures, celle qui nous régit actuellement n'en contient aucune. L'intervention parlementaire n'est donc, jamais, arrêtée par aucun texte. La légitimité de cette intervention dans un cas particulier ne résulte pas, par conséquent, de l'interprétation d'une formule; elle relève de principes différents : il s'agit seulement de limites toutes morales, toutes de raison. Et, pour notre matière, c'était soit la crainte de créer des privilèges ou des charges en dehors du droit commun, soit les données économiques, qui pouvaient les imposer.

SECTION I. — LIMITES JURIDIQUES

Edicter une loi spéciale n'était-ce pas, en effet, tout d'abord, sortir du droit commun; n'était-ce pas poser une règle d'exception? Les exploitations des mines se trouvent-elles donc dans une situation telle, que l'État puisse ainsi intervenir dans leurs propres affaires, dans leurs relations intérieures avec leurs ouvriers? *L'industrie minière n'est-elle pas libre en France?* Tel est l'énoncé de l'important problème qu'il convient d'étudier.

Non, a-t-on soutenu, l'industrie minière n'est pas

libre : « Pour s'en convaincre, écrit M. Dupont¹, il suffit de se reporter au titre V de la loi du 21 avril 1810, au décret du 3 janvier 1813 et à la loi du 27 avril 1838. Si le législateur a imposé des règles à l'exploitation des mines au point de vue de la sûreté publique, des besoins des consommateurs, de la conservation des travaux, et en raison de la nature exceptionnelle des substances minérales, il pourrait, de même, et, par un principe analogue, imposer des règles à l'économie administrative de l'exploitation souterraine et rendre obligatoires les caisses de secours et de prévoyance, en raison des dangers exceptionnels, incessants qui menacent la vie des mineurs. Ajoutons qu'en fait, il existe des précédents qui témoignent de l'intervention du Gouvernement dans l'administration des mines, au point de vue des mesures économiques à prendre pour parer aux accidents qui déciment les ouvriers mineurs », allusion à l'édit d'Henri IV, au décret du 26 mai 1813 et à l'ordonnance du 25 juin 1817.

« Le législateur, disait à son tour M. Waldeck-Rousseau², a retenu pour l'État le droit de prescrire toutes les mesures qu'il jugera d'intérêt général et, entre autres, celles qui concernent les devoirs des conces-

¹ Dupont, *Traité pratique de la jurisprudence des mines*, tome II, 1862.

² Exposé des motifs de la proposition de loi Waldeck-Rousseau et autres relative à la création et à l'organisation de caisses de secours et de retraites pour les ouvriers mineurs, 30 novembre 1882. (Chambre des députés, n° 1438.)

sionnaires envers les ouvriers. » En un mot, l'État qui a donné la concession peut imposer à son gré au concessionnaire des obligations nouvelles.

Il est intéressant de le noter : de telles déclarations n'ont pas seulement été produites lorsqu'il s'est agi des caisses de secours et de retraites ; mais aussi au moment où d'autres propositions de lois relatives aux ouvriers mineurs sont venues en discussion. Chaque fois les mêmes obstacles se sont présentés ; chaque fois, sans peine d'ailleurs, il a fallu lever les mêmes scrupules. Mais, si l'on va plus au fond des choses, si l'on tient compte d'autres symptômes parlementaires, on s'aperçoit que la question est plus élevée : c'est la propriété même des mines qui est en cause. L'industrie des mines n'est pas libre, parce que les mines appartiennent, non au concessionnaire, mais à l'État. Un rapport à la Chambre des Députés résume excellemment toutes ces façons de voir ¹ : « Nous ne saurions trop le répéter, dit le rapporteur, c'est en raison de la nature spéciale de la propriété des mines, c'est parce que cette propriété résulte de concessions gratuites faites par l'État, c'est parce que l'État a conservé sur cette propriété, au point de vue des rapports des ouvriers et des patrons, comme au point de vue technique, un droit de surveillance et d'intervention, que le législa-

¹ Rapport de M. Mazon (7 juillet 1885) au nom de la Commission chargée d'examiner des propositions de loi relatives aux ouvriers mineurs.

teur peut imposer aux compagnies la contribution aux caisses de retraites et de secours dans les conditions qu'il détermine¹. »

Les arguments que nous venons de résumer sont précis et sérieux. Sont-ils absolus et irréfutables?

§ I. *De la propriété des mines*

Le plus spécieux et le plus important de tous, celui duquel découlent, en définitive, tous les autres, consiste à attaquer la propriété des mines, à vouloir saper les fondements mêmes de l'œuvre législative de 1810.

On a beaucoup écrit sur la propriété des mines, aussi bien au point de vue philosophique qu'à celui des textes, tant ce sujet est fondamental. Nous sortirions, sans aucun doute, des limites mêmes de notre sujet, si nous résumions tous les commentaires auxquels la matière invite ; mais il nous est impossible de ne pas

¹ A propos des propositions de lois relatives aux délégués mineurs, M. Girard, rapporteur, écrivait dans le même sens : « Si le droit du concessionnaire de mine est une propriété, cependant ce n'est point là tout à fait une propriété comme une autre. Elle a, en effet, sa source dans une concession de l'État et (sans parler des autres) l'une des conséquences de cette origine du droit du concessionnaire est d'en soumettre l'exercice à la surveillance et à la réglementation permanente de l'État. » — La liste serait longue à dresser des documents législatifs ou administratifs qui ont organisé, renouvelé, développé ces mesures de surveillance et de réglementation. Ce qui a été fait tant de fois, on peut toujours le faire.

répondre en quelques mots à une objection d'aussi haute valeur que celle que nous rencontrons.

I

Choses du dessus, choses du dessous, choses de la mer se trouvent, à l'époque de la féodalité, réunies dans cette même prérogative de « haute justice et seigneurie » qui, prompte à tout accaparer, ne laissait aucun homme sans suzerain et aucun bien sans maître. Forcé, pour tirer usage des choses du dessus, de les concéder à autrui, le seigneur garde le « domaine direct » et ne constitue au possesseur que le « domaine utile ». Quant aux choses du dessous, détachées du sol, formant à leur tour et par elles-mêmes, un bien essentiellement distinct, susceptible d'appropriation, il a soin de se les réserver dans un domaine à part, le *très-fonds* ; et, tout au plus, accorde-t-il parfois un *droit de charbonnage* sur cette partie de son *avoir en terre non extrayé* qui lui semblait la moins précieuse, comme étant la plus méprisée à cause de l'abondance des bois.

Cet état de choses resta le même, lorsqu'après plusieurs siècles de siège, la monarchie eut forcé la féodalité dans ses derniers retranchements : le seigneur seul fut changé ; le roi recueillit, à son profit, tous les attributs de la souveraineté dans son domaine foncier, les mines se trouvèrent tout naturellement figurer en bonne place et la mise en valeur des substances souterraines

ne se fit qu'en vertu de *concessions*, par lui accordées, *octroyant privilège d'exploiter*¹. Pour consacrer, enfin, la situation et la justifier, la théorie intervint avec toutes ses ressources : la propriété des mines fut déclarée régaliennne.

Telle fut la doctrine que la Révolution trouva dans les ruines de l'ancien régime. Quel accueil allait-elle lui faire? — Logique avec elle-même, après avoir supprimé tous les privilèges, même ceux du souverain, déclarerait-elle le propriétaire de la surface, par droit d'accession, propriétaire, en même temps du sol? donnerait-elle, avec Turgot², la richesse minérale à l'inventeur³, qui crée, en définitive, la valeur nouvelle? Ou bien encore imbue de l'ancienne doctrine, et, tout en exaltant l'individu, n'oubliant pas, dans une certaine

¹ La couronne de France avait d'ailleurs été précédée dans cette voie par les souverains étrangers.

A l'exemple de ce qui s'était fait en Grèce où l'Etat était seul propriétaire des mines; à l'exemple également du dernier état du droit romain où les mines appartirent au fisc; à la suite des invasions qui interrompirent partout les exploitations, Charlemagne réclame pour lui la propriété des mines tant découvertes qu'à découvrir dans la portion de son Empire comprise aujourd'hui dans l'Allemagne. Les empereurs allemands suivirent largement son exemple. — Ce même régime s'établit en Angleterre où, dès le xiii^e siècle, la houille était exploitée à Newcastle par une concession du roi Henri aux habitants de cette cité.

² Turgot, témoin des scandales qu'entraînaient de son temps les concessions de mines, fut amené à traiter, dans un mémoire étendu, des règles qui, selon lui, doivent servir de base à une bonne législation sur la matière. *Œuvre de Turgot*, tome XI. Paris, Guillaumin, 1790.

³ L'idée de Turgot trouve en partie son application dans notre législation coloniale.

mesure, les prérogatives de l'Etat, proclamerait-elle que les mines sont à la disposition de la nation? — Dans les mémorables discussions qui eurent lieu en 1791, auxquelles Mirabeau mourant prit part, cette dernière opinion prévalut en principe; mais, en pratique, ce fut la première¹ qui fut appliquée. « On mit les mines à la disposition de la nation, et la nation à la discrétion du propriétaire de la surface². » Les mines ne rentrent pas dans le domaine public — c'eût été renouveler sous une autre forme la théorie régaliennne — mais restèrent l'objet de concessions, en vertu d'un droit fondé sur l'intérêt général, du droit à l'exploitation et le propriétaire du sol, considéré comme débiteur de cette exploitation, fut tout spécialement favorisé pour s'acquitter de sa dette.

L'œuvre de la Constituante dont on a dit que « si elle n'a pas permis de tout détruire, c'est uniquement dû à ce que, à cette époque, les préoccupations étaient ailleurs et paralysaient les besoins de l'industrie³ » ser-

¹ « Ce serait une idée absurde, déclare Mirabeau, de dire que les mines sont à la disposition de la nation, dans le sens qu'elle peut les vendre ou les faire administrer pour son compte ou les régir à l'instar des biens domaniaux ou les concéder arbitrairement. » Il fonde sa théorie sur le principe que la nation a droit à l'exploitation. Il s'ensuit « 1^o Que le propriétaire exploitant doit être maintenu; car, etc... 2^o le propriétaire qui veut exploiter doit être préféré; car, etc...; 3^o qu'il est inutile de concéder les mines dont l'exploitation est foreée, qui sont peu profondes et par couches horizontales; car, etc... »

² De Récy, *La propriété des mines*. (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{re} et 15 décembre 1889).

³ Rapporteur de la loi du 27 avril 1838.

vit du moins d'expérience au législateur de 1810 qui essaya à son tour de « diriger l'usage de la propriété minière ¹ ». Quelles bases nouvelles convenait-il d'adopter ? Le Code civil venait de poser ce principe : « La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous. »

Force fut donc de le respecter, sous la logique inflexible de l'Empereur qui n'admit pas certaines tendances contraires du Conseil d'État. — Mais, pour le tourner, on admit une sorte d'expropriation du tréfonds minéral ² : en vertu d'un acte de concession ³, émanant du Gouvernement entrant en scène au nom de l'intérêt général et moyennant une indemnité allouée aux superficiaires pour purger leurs droits ⁴, la

¹ Exposé des motifs de la loi de 1791.

² « Les mines ne sont pas une propriété domaniale ; toutefois *l'intérêt public* exige qu'on n'attribue pas indistinctement la propriété des mines, à celui qui possède le dessus. C'est au *Gouvernement* qu'il appartient de statuer à cet égard par acte délibéré au Conseil de Sa Majesté ; après avoir assuré au propriétaire de la surface une *juste et préalable indemnité*. Ainsi désintéressé *ce propriétaire n'a plus, à la concession, un droit de préférence, et les mines deviennent entre les mains du concessionnaire qui les obtient des propriétés immobilières nouvelles, auxquelles s'appliquent toutes les dispositions de nos lois civiles sur les immeubles.* »

Discours de Regnault, de Saint-Jean-d'Angély exposant les motifs de la loi du 21 avril 1810).

³ (*Loi du 21 avril 1810*). Art. 5. — Les mines ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'un acte de concession, délibéré en Conseil d'État.

⁴ Art. 6. — Cet acte règle les droits des propriétaires de la surface sur le produit des mines concédées.

Art. 41. — Le droit attribué par l'article 6 de la présente loi aux pro-

mine constituée, en propriété nouvelle, fut acquise à l'exploitant ¹.

II

Principes admirables et féconds qui ne tardèrent pas à fléchir. Ou bien, en dépit des commentaires officiels, des idées antérieures et contraires vinrent se greffer et prévaloir sur les dispositions nouvelles ; ou bien ce fut le texte même de la loi qui fournit un point de départ à des interprétations erronées.

A

Sur l'assise fondamentale du Code civil, on avait édifié une propriété nouvelle ; des altérations successives effacent ce caractère : aux propriétaires du sol, l'Empereur avait promis une indemnité calculée sur la privation de jouissance du dessous ; on leur accorda bientôt une taxe fixe à l'hectare. — En vertu d'une délégation précise et limitée de la loi, par un acte de souveraineté, l'Etat doit accorder les « concessions ».

priétaires de la surface sera réglé à une somme déterminée par l'acte de concession.

¹ Art. 7. — Il (l'acte de concession) donne la propriété perpétuelle de la mine, laquelle est dès lors disponible et transmissible comme tous les autres biens et dont on ne peut être exproprié que dans les cas et selon les formes prescrites pour les autres propriétés, conformément au Code civil et au Code de Procédure civile.

Art. 51. — Les concessionnaires antérieurs à la présente loi deviendront du jour de la publication propriétaires incommutables.

Les concessions, qu'est-ce à dire ? Le terme est équivoque ; et, en effet, l'Empereur¹ et avec lui le rapporteur au Corps législatif², avait eu beau insister sur le sens à attribuer au mot concession ; n'importe, l'acception courante y est trop fortement liée, il fait image et l'on s'y trompe³. — Dès le 3 août 1810, la circulaire ministérielle, donnée pour l'application de la loi, représente les mines comme des propriétés publiques et déclare qu'en cas d'abandon, elles feraient retour à l'État. — Chaque décret de concession fut accompagné d'un sévère et volumineux cahier des charges. La déchéance, rayée par l'Empereur lui-même du projet de loi, faisait, dès 1813, des efforts pour s'introduire, et en 1838, à la faveur d'un accident de mine, réussissait à s'imposer. — Enfin, en 1839, la Cour de cassation déclarait que la propriété des mines dérive de la concession faite par l'autorité publique et que cette

¹ « Il y a un très grand intérêt, avait-il dit, à imprimer aux mines le cachet de la propriété. Si l'on ne jouissait que par concession, en donnant à ce mot son acception ordinaire, il ne faudrait que reporter le décret qui concède pour dépouiller les exploitants, au lieu que, si ce sont des propriétés, elles deviennent inviolables. »

² « Ne craignez pas, disait-il, que les mots « concessions et concessionnaires » puissent faire naître des incertitudes ou des difficultés. L'esprit de cette disposition est facile à saisir : il a pour but d'imprimer le caractère de la propriété aux mines ouvertes et exploitées à titre légitime. Or, quand l'esprit de la loi est évident, il est aisé d'en fixer le sens. »

³ A propos des délégués mineurs, M. Girard écrivait, résumant toutes les erreurs commises : « La concession, c'est un don régalien. »

matière a pour règles les lois qui la régissent, non l'article 552 du Code civil.

Ce ne sont plus, suivant la spirituelle expression de Michel Chevalier, que « de simples coups de chapeau à l'article 552 ».

Toutes ces tendances jettent un jour éclatant sur les réformes et projets de réformes qui se succèdent dans le même sens, presque sans interruption, depuis plus de cinquante ans : tantôt, il s'agit de remplacer le système de la concession par celui de l'adjudication publique ; tantôt on parle d'exploitation directe ou l'on décrète ¹ l'autorisation du Gouvernement nécessaire pour réunir, dans une seule main, plusieurs concessions. Ces mêmes idées, plus ou moins formulées suivant les circonstances, ne cessent d'avoir cours ; l'administration se présentant, de plus en plus, par ses allures comme le propriétaire apparent, la commune renommée ne contredisant pas à cette sorte de possession d'état, comment s'étonner que, de nos jours, résultantes de tous ces éléments, des propositions de lois viennent déclarer formellement que les mines appartiennent à la nation et somment « la République, si elle n'est pas une étiquette trompeuse, de remettre les choses à leur place » ? Le droit régalien, proclamé par l'ancien régime, à peine terni par la Constituante, mal effacé par le premier Empire, est resté à travers

¹ Décret du 23 octobre 1852.

les années fortement empreint chez nous ; on l'a seulement rajeuni et, vu le milieu, baptisé d'un nom nouveau : le droit domanial¹ ; mais ce sont les mots qui ont changé et non la chose. N'est-il pas, dès lors, tout naturel, qu'en dehors même de ceux qui comptent de tels principes au nombre des axiomes de leurs théories sociales, il se trouve des hommes de bonne foi qui, mal affranchis de l'esprit spécieux de ces doctrines, enveloppés par une sorte d'atmosphère confuse, ne perçoivent plus nettement, dans son entier, le monument, cependant toujours debout, de 1810 ? « L'État est propriétaire des mines », affirment les uns ; « vous devez avoir raison », répondent les autres et, sans écouter la voix d'une minorité fidèle aux anciens principes, d'un commun accord, on impose à ces concessionnaires, dont le nom même trahit le privilège, des réformes d'ordre intime. Hier, il s'agit des délégués ou des prud'hommes mineurs ; aujourd'hui des Caisses de secours et de retraites ; demain, de la limitation des heures de travail.

On a franchement tourné le dos à l'article 552 du Code civil !

¹ La différence fondamentale, entre la théorie régaliennne et la théorie domaniale, est entièrement contenue dans ces deux formules :

Ce qui n'appartient à personne, appartient au prince. L'État serait alors propriétaire de mines à titre privé.

Ce qui n'appartient à personne, appartient à tout le monde. L'État serait alors propriétaire de mines à titre collectif.

B

Ce n'est pas seulement à une sorte de longue tradition impérieuse et fatale que l'on doit cette fausse direction. Chose digne de remarque, c'est au nom de la loi même de 1810, dont on a toujours su lire certains articles à l'exclusion d'autres cependant si fondamentaux et si clairs, que l'on a essayé de justifier — nous l'avons vu — les tendances autoritaires. — Ces articles, qui ont tant fait parler d'eux, constituent le Titre V¹, intitulé : *de l'exercice de la surveillance sur les mines par l'administration*. — Ils consacrent l'intervention gouvernementale dans deux cas particuliers — retrait éventuel de concession et contrôle. On comprend donc qu'ils aient servi d'armes de combat.

L'intervention est tout d'abord prévue, d'une façon fort discrète, au cas où *l'exploitation est restreinte et suspendue, de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs*; un avis est alors envoyé par le préfet au Ministre de l'Intérieur *pour y être pourvu ainsi qu'il appartiendra*².

Si faible que soit cette base pour y édifier la charpente même de la doctrine régaliennne, c'est-à-dire le

¹ Le Titre V est composé des quatre articles 47, 48, 49 et 50.

² Article 49 de la loi du 21 avril 1810 « Si l'exploitation est restreinte ou suspendue, de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs, les préfets, après avoir entendu les propriétaires, en rendront compte au Ministre de l'Intérieur, pour y être pourvu ainsi qu'il appartiendra. »

retour des mines à l'Etat par retrait discrétionnaire de la concession, elle a suffi, apportant une dérogation aux principes antérieurement posés au Titre II, pour affirmer que la propriété minière était complètement hors du droit commun, et, comme tous les biens sans maître, entre les mains de l'Etat. Telle n'était pourtant pas l'opinion de l'Empereur, inspirateur de la loi. Sa pensée ne manquait cependant pas de clarté. « L'abus de la propriété, disait-il, doit être réprimé toutes les fois qu'il nuit à la Société ; c'est ainsi qu'on empêche de scier les blés verts, d'arracher les vignes renommées. Qu'il en soit de même des mines et que, *comme à l'égard des autres propriétés*, on ne réprime les abus que par voie d'exception et non par application du droit commun. » Le timide : *Il y sera pourvu ainsi qu'il appartiendra*, bien qu'appliqué à un cas particulier, a donc une portée générale : il s'agit, dans un chapitre spécial, celui des mines, « de ces cas extraordinaires et inhabituels, que la législation ne peut prévoir¹ ».

Cependant, lorsque de telles paroles résonnaient encore, et interdisaient l'audacieuse interprétation qui se produisit plus tard, on se prit à trouver qu'il y avait là une grave lacune et, en 1813, un projet fut élaboré au Conseil d'Etat pour la combler. Mais, c'est en 1838 seulement, à la suite d'une circonstance inattendue — l'inondation des houillères de Rive-de-Gier — que le

¹ Exposé des motifs de la loi du 21 avril 1810.

droit de déchéance prend place dans nos lois ¹. Et les partisans du régime d'autorité de s'écrier à nouveau : L'industrie des mines n'est pas libre ; voyez plutôt la loi du 27 avril 1838 ! L'argument n'est pourtant pas encore décisif à nos yeux. Le retrait de concession dont il s'agit présente, en effet, la triple garantie d'être une véritable expropriation, au sens juridique du mot, emportant indemnité ; de pouvoir donner lieu à un recours contentieux au Conseil d'Etat, et de n'être exécutoire qu'à l'expiration du délai d'appel ². A la vérité, jamais acte gouvernemental ne fut moins discrétionnaire. Que si l'on invoque, non pas le texte de la loi, mais son esprit, c'est-à-dire le principe même de la déchéance prononcée par le Gouvernement, nous répondrons, sans parler de la sûreté publique qui peut être compromise par la suppression des travaux : le même droit éminent — l'intérêt général — qui justifie l'entrée en scène de l'État pour la distribution des concessions, légitime encore son rôle dans notre cas, car les mines, encore plus que les terres, ne sont pas en quantité indéfinie. L'appropriation ainsi que le gaspil-

¹ Article 10 de la loi du 27 avril 1838 : « Dans tous les cas prévus par l'article 49 de la loi du 21 avril 1810, le retrait de concession et l'adjudication de la mine ne pourront avoir lieu que suivant les formes prescrites par l'article 6 de la présente loi. »

² Telle est la portée de ces garanties que « la jurisprudence n'a admis le retrait que lorsqu'il y a abandon absolu, complet, de l'exploitation, lorsque l'enquête a prouvé que l'intention bien manifeste du concessionnaire est de ne pas remplir ses engagements ».

(Paroles du Ministre des Travaux publics à la Chambre).

lage de ces richesses par les uns laisse moins que jamais aux autres, suivant l'expression de Locke, « de semblables et d'aussi bonnes choses communes ». L'intérêt général ne permet la concession de semblables valeurs que sous la condition d'un travail persistant qui ne cesse de les utiliser.

Ce travail, c'est donc le dû de l'exploitant pour la faveur qui lui a été accordée, à l'exclusion des ses concurrents. C'est lui, en même temps, qui engendre et justifie la propriété individuelle du dessous, comme il engendre et justifie, en grande partie, celle du dessus.

A moins, par conséquent, d'admettre un socialisme du sous-sol, comme il y en a un du sol, où trouve-t-on place ici pour une intervention de l'État dans l'exploitation, et, à plus forte raison, dans les affaires intérieures de prévoyance et de bienfaisance ?

Mais, au reste, il y a mieux dans les lois de 1810 et de 1838, dit-on. Il existe au profit de l'administration un droit de surveillance et de contrôle, « non pas seulement au point de vue technique, mais au point de vue des rapports entre ouvriers et patrons ». Pour le point de vue technique, le droit est parfaitement certain ; encore convient-il de ne pas l'exagérer. Les articles 47¹ et 50² rappellent, en ce qui concerne les

¹ Art. 47. « Les ingénieurs des mines exerceront, sous les ordres du Ministre de l'Intérieur et des préfets, une surveillance de police pour la conservation des édifices et la sûreté du sol.

² Art. 50. « Si l'exploitation compromet la sûreté publique, la conser-

mines et seulement pour « la conservation des édifices, la sûreté du sol et celles des ouvriers », cette « surveillance de police » qui rentre dans les charges de l'administration pour prévenir les accidents. L'article 48¹ permet aux ingénieurs du corps des mines « d'éclairer les propriétaires » sur l'exploitation, de leur donner des conseils, de rappeler en un mot les règles de l'art, mais non d'intervenir d'autorité; enfin, si le préfet, après l'exécution d'office de certains travaux nécessités par la sûreté publique peut, pour rentrer dans ses frais, prononcer, d'après la loi de 1838², le retrait de la concession, en vue de faire procéder à une adjudication, on ne saurait voir là autre chose que le cas ordinaire d'un créancier qui trouve dans le patrimoine de son débiteur la garantie dont il a besoin.

Quant au droit de surveillance de l'administration « au point de vue des rapports des ouvriers et des patrons », il faut assurément des vues particulières pour le distinguer dans le texte si formel et si clair de la loi de 1810. Heureusement qu'à ce sujet, le décret-

vation des puits, la solidité des travaux, la sûreté des ouvriers mineurs ou des habitations de la surface, il y sera pourvu par le préfet, ainsi qu'il est pratiqué en matière de grandes voiries et suivant les lois. »

¹ Art. 48. « Ils (les ingénieurs des mines) observeront la manière dont l'exploitation sera faite, soit pour éclairer les propriétaires sur ses inconvénients ou son amélioration, soit pour avertir l'administration des vices, abus ou dangers qui s'y trouveraient. »

² Art. 6. « A défaut de paiement dans le délai de deux mois à dater de la sommation qui aura été faite, la mine sera réputée abandonnée; le Ministre pourra prononcer le retrait de la concession. »

loi du 3 janvier 1813¹ est venu apporter la lumière.

¹ « Les événements survenus récemment dans l'exploitation des mines... ayant excité d'une manière particulière notre sollicitude en faveur de nos sujets occupés journellement aux travaux des mines, nous avons reconnu que ces accidents pouvaient provenir : 1° de l'inexécution des clauses... imposées... pour la solidité des travaux; 2° du défaut de précaution contre les inondations souterraines et l'inflammation des vapeurs méphitiques et délétères; 3° du défaut de subordination des ouvriers; 4° de la négligence des propriétaires de mines à leur procurer *les secours nécessaires*. Et voulant prévenir autant qu'il est en nous, le retour de ces malheurs par des *mesures de police*, spécialement applicables à l'exploitation des mines, le Conseil d'État entendu, il a décrété ce qui suit :

Titre II. Dispositions tendant à prévenir les accidents. (Il s'agit des mesures de sûreté et de police jugées nécessaires par les ingénieurs des mines.)

Titre III. Mesures à prendre en cas d'accidents arrivés dans les mines, usines et ateliers.

Art. 11. *En cas d'accidents survenus dans une mine... et qui auraient occasionné la mort ou des blessures graves* à un ou plusieurs ouvriers, les exploitants... *sont tenus d'en donner connaissance aussitôt* au maire de la commune et à l'ingénieur des mines.

Art. 15. Les exploitants sont *tenus d'entretenir* dans leurs établissements, dans la proportion du nombre des ouvriers et de l'étendue de l'exploitation, les *médicaments et les moyens de secours* qui leur seront indiqués par le Ministre de l'Intérieur, et de se conformer à l'instruction réglementaire qui sera approuvée par lui à cet effet.

Art. 16. Le Ministre de l'Intérieur, sur la proposition des préfets et le rapport du directeur général des mines, indiquera celles des exploitations qui, par leur importance et le nombre des ouvriers qu'elle emploie, devront *avoir et entretenir à leurs frais un chirurgien spécialement attaché au service de l'établissement*. Un seul chirurgien pourra être attaché à plusieurs établissements à la fois, si ces établissements se trouvent dans un rapprochement convenable. Son traitement sera à la charge des propriétaires, proportionnellement à leur intérêt.

Art. 17. Les exploitants et directeurs de mines voisines de celles où il serait arrivé un accident fourniront *tous les moyens de secours dont ils*

« En édictant ces règles, a-t-on écrit¹, le gouvernement impérial n'a pas épuisé les droits de l'État, il en a simplement fait usage dans la limite de ce qui lui a paru utile au moment où il a rendu ce décret; il a prescrit certaines mesures qui lui étaient inspirées par des sentiments d'humanité; il aurait pu rester en deçà ou aller au delà. Les pouvoirs de l'État sont aujourd'hui ce qu'ils étaient avant le décret de 1813. Il peut en raison des droits qu'il possède sur les mines rapporter, modifier ou étendre ces dispositions. L'État qui a pu, en 1813, prescrire les mesures d'assistance et de prévoyance que comportaient les conceptions sociales de cette époque, a conservé intact le droit de prescrire les mesures complémentaires, destinées à améliorer la condition matérielle des ouvriers des mines. L'usage limité qu'il a fait de ce droit ne l'a pas anéanti; il subsiste entre ses mains, etc... Aujourd'hui, comme en 1813, le chef du pouvoir exécutif pourrait, etc.; s'il en est ainsi, l'intervention législative peut à plus forte raison se produire, etc... »

On ne saurait mieux écrire sur l'hypothèse des droits de l'État en matière de prévoyance minière; mais on ne saurait être davantage, en même temps, à côté d'un

pourront disposer soit en hommes, soit de toute autre manière, sauf le recours pour leur indemnité, s'il y a lieu, contre qui de droit.

Art. 20. Les dépenses qu'exigeront les *secours donnés aux blessés, noyés ou asphyxiés* et les réparations des travaux seront à la charge des exploitants. »

¹ Rapport Audiffred du 24 mars 1887 (n° 1665, Chambre des Députés).

texte. Ces admirables variations sur les prérogatives du pouvoir législatif, voire même du pouvoir exécutif, en vertu d'un décret du premier Empire, auquel on doit, cependant, la loi de 1810, prennent et tendent à faire prendre, pour des réalités, de simples désirs. Il suffit de lire, sans parti pris, les motifs et dispositifs de l'acte en cause pour s'en convaincre. Cet acte se présente, au moins dans les Titres qui nous importent¹, comme un corollaire nécessaire de l'article 50 de la loi de 1810 et comme un véritable règlement d'administration publique, n'ayant pas, en tout cas, l'autorité morale d'une loi. Par ses mesures générales, un tel règlement rentre dans les attributions de police appartenant à l'administration² en cas de périls menaçant les personnes; et si par ses dispositions particulières,

¹ Le décret de 1813 est l'un de ces nombreux actes qui, émanés du pouvoir exécutif et n'ayant pas été déferés comme inconstitutionnels au Sénat conservateur (d'après la Constitution du 22 frimaire an VIII et l'article 70 du Sénatus-consulte du 28 floréal an XII), ont revêtu le caractère d'une loi. Pour certains articles du décret de 1813 qui sont des empiètements manifestes sur le domaine du pouvoir législatif, cela entraîne des conséquences importantes. Mais une telle question n'a pas à intervenir dans notre sujet, car les articles dont nous nous occupons rentrent bien évidemment dans les pouvoirs du Gouvernement.

² « Il faut que la vie ou la santé des ouvriers soit menacée pour justifier l'intervention de l'administration; les mesures qu'elle pourra légalement prescrire à cet effet, ne pourront être que des mesures de nature à atténuer ou à faire disparaître la cause du danger pour la vie ou la sûreté du personnel. Des stipulations, qui n'auraient pour objet ou pour effet que d'augmenter le bien-être des ouvriers au point de vue purement économique ou moral, ne reposeraient sur aucune base légale. » (L. Aguillon.)

les obligations primitives des concessionnaires ont été élargies, c'est dans le même ordre d'idées que la loi générale, mais non sur un terrain nouveau et en s'inspirant d'un droit originaire de l'Etat en matière de mines. « Le décret de 1813, écrivait M. Bréchignac, rappelle ce droit prétorien qui, à Rome, corrigeait ce que le droit civil primitif avait de rude et d'inflexible. Il a apporté un tempérament aux rigueurs des conventions; en cela, il a eu pour objet non de créer une obligation nouvelle, mais plutôt de donner force de loi à une obligation préexistante et de sanctionner, en même temps, un devoir d'humanité fondé sur le droit naturel. » De ce que par une réglementation fondée sur l'esprit de la loi primitive, le décret de 1813 organise des mesures de protection pour les mineurs pendant qu'ils travaillent, comment donc conclure que le même décret autorise l'Etat à imposer des Caisses de prévoyance au profit des mineurs malades ou âgés¹?

III

L'opinion, que nous défendons, en essayant de dégager de toutes les fausses interprétations les principes

¹ Si nous avons tant insisté sur le décret de 1813, c'est que c'est lui qui a été surtout invoqué tant dans les rapports aux Chambres que dans les délibérations de celles-ci sur la loi du 29 juin 1894 pour légitimer l'intervention des législateurs en la matière. La citation faite plus haut d'un extrait du rapport Audiffred n'est qu'un écho de cet état d'esprit.

mêmes de notre législation minière, n'est pas pure doctrine : les tribunaux l'ont également adoptée. Voici dans quelles conditions :

A une époque où la Belgique était encore régie, au point de vue des substances souterraines, par les mêmes lois que la France, en 1856, l'Etat belge introduisit dans le cahier des charges d'une concession, comme il en avait pris l'habitude depuis 1840, l'obligation de s'affilier à la Caisse de prévoyance établie à Mons. La concession faite, les travaux mêmes commencés, l'exploitant refusa d'exécuter la clause précédente. Immédiatement, on lui intenta un procès. Les tribunaux administratifs n'existant pas en Belgique, l'affaire fut portée devant le tribunal civil de Mons, puis devant la cour de Bruxelles, qui, à la date du 5 février 1857, rendit un arrêt qui annula la clause. « Attendu, disent les motifs, qu'il est évident que l'imposition forcée de s'affilier à une caisse de prévoyance et aux charges réglementées par elles ne rentre ni par sa nature, ni par son objet direct dans une des catégories des redevances établies par la loi, ni dans aucune des nécessités qui y sont prévues par le régime des mines, la surveillance, la sûreté publique et des ouvriers, la bonne exploitation, la solidité et la conservation des travaux, celle des habitations de la surface... »

Le cas est remarquable ; car, non seulement il confirme notre manière de voir, mais, en même temps, il répond à l'argument qui, dans notre matière, invoque

l'exemple de la Belgique. Sans doute, l'affiliation à des caisses de prévoyance est obligatoire chez nos voisins ; mais, grâce à quelles clauses, on vient de le voir.

Théories diverses fondées sur un prétendu droit régalien ou sur des interprétations hypothétiques, voilà en vérité bien des machines de guerre. Mais, nous espérons l'avoir prouvé, il y a là plus d'apparences que de réalités. Si sous l'ancien régime les mines, suivant les temps, ont été l'apanage du pouvoir féodal ou de la royauté, la législation moderne leur a rendu leur véritable caractère en ne séparant pas le tréfonds de la propriété du sol, sauf à soumettre les gîtes miniers, au point de vue de leur recherche et de leur exploitation, à des conditions commandées par l'intérêt général. Le premier paragraphe de l'article 552 du Code civil pose le principe fondamental du droit actuel. « La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous. » La restriction ¹ finale de l'article « placée comme une pierre d'attente en vue d'une future loi spéciale ² » sur les mines et les dispositions correspondantes de cette loi spéciale ne sont pas des actes du législateur prévoyant l'abandon par l'État d'un droit qui lui appartiendrait d'une façon primordiale,

¹ Art. 552. « La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous... Il (le propriétaire) peut faire au-dessous toutes les construction et fouilles qu'il jugera à propos... *sauf les modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines* et des lois et règlements de police. »

² De Récy, loc. cit.

mais le point de départ d'actes amenant dans un but d'intérêt public déterminé, la dépossession du propriétaire du sol et la concession à un tiers, dépossession et concession soumises à des conditions d'indemnité et autres stipulées par la loi. Une fois concédée, la propriété des mines est libre, c'est une propriété privée qui peut être l'objet de transaction comme tous les immeubles et qui paie à l'État, sous la forme particulière de la redevance, l'impôt que toute propriété doit au Trésor. Son usage, c'est-à-dire l'exploitation du gisement, est libre, sauf certaines restrictions qui s'appliquent aux travaux et qui, visant uniquement le côté technique de l'exploitation, sont de droit étroit : aucune loi du passé n'a jamais autorisé l'État à intervenir en dehors de cet ordre d'idées et à s'interposer entre le concessionnaire et ses divers agents, dans une question de prévoyance.

§ 2. — *Des précédents*

Mais le dernier mot n'est pas encore dit : laissons là la légitimation purement légale ; elle importe en principe, c'est possible ; mais, en fait, la preuve décisive se trouve dans ces « précédents » directs qui témoignent de l'intervention du Gouvernement dans l'administration des mines, « au point de vue des mesures économiques à prendre pour parer aux accidents qui déci-

ment les ouvriers mineurs ». C'est ainsi que l'édit de 1604, le décret du 26 mai 1813, l'ordonnance du 25 juin 1817, que nous avons déjà rencontrés antérieurement, ont été successivement invoqués. Quelques mots suffiront à remettre les choses au point.

L'édit de 1604 appartient à une législation depuis longtemps disparue et à un régime étranger aux principes constitutifs du droit moderne. Les dispositions qui ont trait au culte l'indiquent bien. Mais, surtout, il faut remarquer, avec M. Aguillon, que le *trentième du revenu net* de la mine destiné à *l'entretien des prêtres ou médecins* devait être remis entre les mains du grand maître et superintendant des mines et minières, et que c'était à lui, c'est-à-dire à l'administration, qu'incombaient l'organisation et le fonctionnement de ce service de secours spirituels et temporels.

Le décret du 26 mai 1813¹ n'est pas un acte de con-

¹ Décret du 26 mai 1813. Décret impérial qui autorise en faveur des ouvriers houilleurs du département de l'Ourthe la formation d'une société de prévoyance dont l'administration sera établie à Liège.

Nous, Napoléon... sur le rapport de notre Ministre de l'Intérieur, voulant donner une nouvelle preuve de notre sollicitude pour ceux de nos sujets qui se livrent aux travaux des mines de notre empire, et particulièrement seconder les *vues bienfaisantes* des propriétaires exploitant les mines de houille du département de l'Ourthe, en faveur de cette classe d'ouvriers,

Le Conseil d'État entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Nous *autorisons* en faveur des ouvriers houilleurs du département de l'Ourthe la formation d'une société de prévoyance.

Art. 2. Tous ouvriers et autres employés à l'exploitation des mines de

trainte gouvernementale, mais une simple autorisation administrative donnée à une caisse née à la suite de certains événements frappants et organisée en dehors de toute pression officielle. Le texte même du décret est suffisamment édifiant et montre clairement qu'il s'agit de faciliter la formation d'une société de secours mutuels, de l'encourager par des allocations du Trésor et de lui permettre de recevoir les subventions volontairement souscrites par les exploitants.

Enfin, l'ordonnance du 25 juin 1817 ne s'impose non plus à personne. Les considérants et les dispositions qu'elle contient prouvent nettement qu'il s'agit d'une institution purement facultative et que le Gouvernement ne se jugeait nullement armé pour imposer aux concessionnaires la moindre obligation, en ce qui touche la création d'une Caisse de prévoyance¹.

houille dans ce département seront admis à faire partie de cette société et à participer aux secours qui seront accordés, en faisant la déclaration qu'ils *consentent* à une retenue de 20/0 sur le montant de leur salaire.

Art. 6. Les fonds de la société de prévoyance se composent :

1°

2°

3° Du produit de 1/20/0 calculé sur le montant des salaires des employés sociétaires, que les propriétaires des exploitations *se sont soumis ou se soumettront à payer à titre de secours particuliers* et sans préjudice des dispositions portées dans notre décret du 3 janvier 1813, sur la police des mines de l'empire.

¹ Louis, etc., d'après le compte qui nous a été rendu de l'état des mines de houille des environs de Rive-de-Gier, nous avons vu, avec regret, qu'il n'a point encore été pourvu d'une manière assurée au soulagement des ouvriers mineurs blessés dans les travaux souterrains, et

Il s'est donc créé, autour de notre question, une véritable légende, à tel point que la vérité même en est altérée et — réciprocity curieuse mais naturelle — passe à son tour pour une pure légende. Des affirmations ont cours, qui, fréquemment répétées, mais insuffisamment contrôlées, assurent que la législation des mines autorise l'État à imposer aux concessionnaires les obligations les plus étendues et les plus

des veuves ou enfants de ceux qui ont eu le malheur de succomber à leurs blessures,

Nous avons reconnu combien il serait avantageux de fonder dans cette contrée un établissement de bienfaisance, dans lequel les moyens de secours employés jusqu'à présent pourraient être réunis à des moyens nouveaux qui n'attendent qu'une occasion favorable pour se développer.

Dans ces circonstances, désirant déterminer et régulariser le concours de volontés et d'efforts qui, seul, peut amener les fondations d'un établissement aussi nécessaire,

Nous avons jugé convenable d'y affecter une portion des produits des redevances que notre Trésor perçoit sur les mines des environs de Rive-de-Gier, bien convaincu que les *concessionnaires et entrepreneurs* des exploitations, les propriétaires de la surface des terrains exploités et les *ouvriers mineurs s'empresseront de seconder nos vues bienfaisantes en formant une association*, qui est dans l'intérêt de tous, que réclame à la fois la justice et l'humanité, et qui aura la plus grande influence sur la prospérité des mines de l'arrondissement.

Art. 1. — Il sera établi à Rive-de-Gier une Caisse de prévoyance en faveur de...

Art. 3. — *Tout concessionnaire ou exploitant... tout ouvrier employé aux travaux des mines est admis à concourir à former le revenu de la Caisse* et pourra, en conséquence, participer à son administration.

Art. 4. — Il sera à cet effet... ouvert un registre où seront inscrits les *concessionnaires exploitants...* et les *ouvriers qui voudront faire partie de l'établissement.*

variées ; que le droit d'intervention des pouvoirs publics est sans limites, et que « l'État a conservé intact le droit de prescrire les mesures complémentaires destinées à améliorer la condition matérielle des ouvriers des mines ».

C'est à de tels bruits qu'on ajoute foi, tandis qu'il est si facile, ainsi que nous avons essayé de le faire, de remonter aux sources mêmes du droit où l'on retrouve, comme principe fondamental, une fois de plus, la propriété individuelle.

L'intérêt de la question que nous venons de discuter ressort de lui-même des conclusions différentes auxquelles on est conduit, suivant le point de vue auquel on se place.

Admettre que la propriété des mines n'est pas une propriété ordinaire, mais se trouve soumise à des restrictions les plus sévères et les plus diverses, c'est reconnaître un droit absolu d'intervention — au profit du Gouvernement. Qu'on veuille bien le remarquer, en effet, c'est à une prérogative pour le pouvoir exécutif seul que conduisent les arguments de nos adversaires. A plus forte raison, sans doute, le pouvoir législatif en est investi et son rôle dans les affaires intérieures des exploitations de mines se trouve entièrement légitimé. — On avouera que cette thèse est celle de l'arbitraire pur et simple, justifiant, par avance, les prétentions les moins soutenables ; à la fois commode pour le Parlement, parce qu'elle enlève

toute barrière sur la route des réformes nouvelles ; mais singulièrement dangereuse pour le Gouvernement, parce qu'elle lui impute la responsabilité de toutes les mesures prises par les exploitants, jusques et y compris la fixation des salaires. On reconnaîtra en même temps que, devant un Gouvernement armé de tels pouvoirs, l'utilité d'une mesure législative spéciale apparaît moins que jamais. Usant de son droit à l'égard des concessionnaires de mines, l'administration n'aurait qu'à leur imposer l'obligation des Caisses de prévoyance, et, si tel était son bon plaisir, les contraindre même à en prendre la charge exclusive. Un décret — le Conseil d'État au besoin entendu — serait dès lors suffisant, à l'exemple des décrets de 1813 ou de l'ordonnance de 1817. Si ces actes n'ont réellement pas « épuisé les droits » des Gouvernements ultérieurs, pourquoi donc une loi ? A moins qu'il ne s'agisse d'une preuve d'intérêt que le Parlement est jaloux de donner aux ouvriers mineurs. Mais, en vérité, les Chambres n'ont-elles à leur disposition que les lois, pour apporter de semblables témoignages ? On sait, cependant, combien c'est chose facile, surtout en notre matière, sans avoir à engager aucune part de responsabilité dans une mesure, demain peut-être impopulaire, de mettre en cause, à la tribune, le Gouvernement usant des droits qui lui sont reconnus. L'expérience sur ce point a, en effet, suffisamment montré que, même devant la neu-

tralité administrative la plus stricte, chaque grève de mineurs a eu comme contre-coup une interpellation, de même que chaque accident grave — nous nous empressons de l'ajouter — un vote unanime de secours et un soulèvement général de sympathies.

Si l'on pense, au contraire, avec nous, que les droits des Pouvoirs publics sont limitativement énoncés dans les textes, on souscrira certainement à une intervention gouvernementale — dans l'ordre d'idées, toutefois, qui a été précisé au chapitre précédent ; mais, on refusera au législateur la faculté d'édicter une loi spéciale, qui serait essentiellement une œuvre d'exception et — sans aucune raison — établirait des privilèges ou imposerait des charges hors du droit commun. On réclamera, au contraire, une œuvre d'ensemble : la question si grave des Caisses de maladies, d'accidents et de vieillesse, résolue pour tous les ouvriers, trouve tout naturellement son application première dans les mines.

§ 3. — *De la modification des bases du droit*

Pour juste qu'elle paraisse, après cette sérieuse discussion, notre cause n'est pas encore gagnée. — Soit ! dit-on, nous accordons que la propriété souterraine n'est pas d'une nature spéciale et que les droits du Gouvernement vis-à-vis des concessionnaires soient restreints ; nous nous rangeons à la doctrine classique.

Mais quoi? le législateur, qui a précédemment touché aux bases mêmes du droit, peut y toucher encore en se plaçant, cette fois, non pas seulement au point de vue de l'exploitation des mines, mais très directement au point de vue des ouvriers qui y sont employés ¹.

L'argument est spécieux et ressemble déjà singulièrement à cette raison du plus fort, poussé dans ses derniers retranchements, à cette formule du bon plaisir, encore bien plus à redouter sous un régime démocratique que sous un Gouvernement despotique : *Sic volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas*.

Il n'est pourtant pas irréfutable.

I

Ce n'est pas, en effet, par une pure fantaisie que le législateur, en 1791 et 1810, a posé les principes de la propriété souterraine. Bien des motifs importants le

¹ Dans un rapport fait au nom de la Commission « dite des 44 » à la Chambre des Députés, sur la situation des industries de Lyon et de Saint-Etienne, par M. de Lanessan (26 décembre 1884, n° 3446), on trouve cet argument très franchement formulé dans les termes suivants : « On m'objectera peut-être que la loi de 1810, ne contient aucune clause autorisant formellement l'Etat à exiger des Compagnies minières qu'elles consacrent une partie quelconque de leurs revenus à la Constitution de Caisses de secours ou de retraites pour les ouvriers. A cette objection, il est aisé de répondre que le législateur est libre de modifier quand et comme il lui plaira la loi de 1810, que rien n'est perpétuel ni inébranlable dans l'œuvre législative, et qu'il y a avantage pour les Compagnies à faire les concessions qui leur sont demandées, toute modification de la loi de 1810 ne pouvant que leur être défavorable. »

poussaient à le faire ; d'eux d'entre eux étaient majeurs.

Dans la lourde succession que la monarchie laissait à la Révolution, figuraient les mines : immeubles spéciaux, provenant eux-mêmes d'une série heureuse d'héritages féodaux, ils se trouvaient de longue date grevés d'une grosse question, relative à la nature de leur propriété. Cette question mal élucidée par la doctrine, avait été tranchée d'une façon énigmatique : les mines, disait-on, sont de droit régalien. La Révolution, avec beaucoup de sagesse, ne voulait accepter cette partie de la succession que sous bénéfice d'inventaire.

D'autre part, l'ère nouvelle, qui s'ouvrait à la fin du ^{xviii}^e siècle et au commencement du ^{xix}^e, reconnaissait formellement les droits individuels de l'homme. Elle proclamait, en même temps, par là même, le principe de la souveraineté nationale si voisin de cet autre : l'intérêt national. Toutes ces vérités sœurs qui se donnaient la main dans la théorie générale, allaient se trouver en désaccord dans bien des détails. Il fallait, dès lors, les mettre en bonne harmonie. Or, la propriété individuelle, dont on venait d'assurer les fondements, et les prérogatives de la nation, dont la volonté faisait loi, devaient nécessairement se rencontrer à propos de ces richesses si rares, que la terre renferme dans son sein. Il importait, par conséquent, de les amener à une entente, de fixer leurs limites respectives, de proclamer, en un mot, une déclaration des

droits de l'homme et de l'Etat en matière de mines.

Des raisons analogues ou, tout au moins, primordiales, ne s'imposent pas de même aujourd'hui. En dehors du bruit que font les revendications des mineurs, rien n'attirerait l'attention d'une façon spéciale sur les mines, et il y aurait, de ce côté, une situation de tout repos. Elles ne manquent cependant pas, les questions où il serait bon de toucher aux bases mêmes du droit et, s'il est besoin de préciser, il en est une qui se présente d'elle-même ; c'est de toutes la plus importante, la question ouvrière. — Pour s'y intéresser, point n'est besoin d'être socialiste, car elle tient au cœur de chacun. Qu'on y travaille donc, qu'on tende fraternellement la main à l'ouvrier quel qu'il soit, aujourd'hui blessé ou malade, demain âgé ; — et, par une heureuse et naturelle conséquence, le mineur recevra, aujourd'hui un secours, demain une retraite.

Craignez donc, quand rien n'y invite, d'édifier un monument nouveau : c'est, peut-être, temps perdu pour les réformes utiles. C'est, peut-être aussi, chose dangereuse.

II

Précisément, prenez garde, dans l'espèce, que, si l'acte de concession donnant droit d'exploiter, n'est pas, juridiquement parlant, un contrat passé par l'administration, des conventions importantes sont toutefois

intervenues, par son moyen, entre le Gouvernement et des particuliers, au sujet des mines. C'est une ingérence bien grave que l'intervention d'une tierce volonté, aussi discrétionnaire que celle du législateur, dans ces conventions qu'aucune des deux parties elles-mêmes, administration ou concessionnaire, n'ont le pouvoir de modifier à leur gré, sans le consentement de l'autre. Les exploitants ont bien et dûment rempli leurs engagements vis-à-vis de l'État et du public ; de quel droit viendrez-vous, sous prétexte d'établir une législation nouvelle, à propos des rapports existant entre eux et leurs ouvriers, leur imposer des conditions complètement en dehors de celles stipulées par les actes de concession, qui forment la loi des parties !

Cette pente est bien glissante et, sans voir où elle peut mener relativement à la garantie des autres conventions administratives, elle conduit insensiblement, en ce qui concerne les mines — surtout si d'autres causes viennent accélérer la descente — à la violation d'importants usages locaux, à une uniformité déplacée ; puis, en dernière analyse, à une sorte de tutelle du personnel et de main-mise sur l'exploitation.

SECTION II. — LIMITES ÉCONOMIQUES

Nous voici, dès lors, arrivés sur le terrain économique. C'est sur ce terrain, en effet, que de nouveaux

prétextes à intervention se sont élevés et c'est là que se dressent les nombreuses barrières que l'on vient d'apercevoir.

I

De tous les nouveaux motifs destinés à légitimer une loi spéciale, il suffit d'en retenir un seul, qui renferme presque tous les autres, et qui, par son apparence trompeuse de vérité, se fait admettre du plus grand nombre. Il se formule ainsi : l'industrie des mines, de même que celle des Chemins de fer, fait vivre la plupart des industries. Les richesses houillères en particulier forment le cœur même de l'activité sociale actuelle : c'est d'elles que dépend presque entièrement l'existence même de la nation, et la grève du charbon est le plus grand danger qui puisse menacer la prospérité publique. D'où, la nécessité de l'intervention absolue de l'État dans les mines, notamment quant aux intérêts des ouvriers.

Les prémisses de ce raisonnement sont exactes : toutes les écoles économiques, les plus libérales même, s'accordent à voir dans la question de l'exploitation houillère un intérêt fondamental, un phénomène digne de la plus sérieuse attention, ne serait-ce qu'au moment où elles sont amenées à envisager l'éventualité, d'ailleurs infiniment lointaine, de l'épuisement du charbon.

Mais, d'autre part, les conclusions diffèrent beaucoup

et il n'y a guère que l'école socialiste qui tire de ces faits des conséquences aussi radicales que les précédentes. Celles-ci portent loin, car elles enlèvent toute retenue au courant des revendications ouvrières dans les mines ; elles donnent, par avance, force de loi aux moindres désirs de ces mineurs, qu'il importe de ménager, puisqu'ils tiennent entre leurs mains l'existence de tous ; et, par voie d'analogie, elles doivent s'appliquer également à ces professions indispensables, elles aussi, à la société, telles que la culture du blé et la boulangerie. Résultats hardis, car, si pour des particuliers le « droit d'abuser », attribut caractéristique du droit de propriété, ne va pas jusqu'à compromettre la subsistance quelle qu'elle soit d'un peuple, pour l'État, par contre, le devoir de s'intéresser principalement à la production nationale la plus importante et de la favoriser, n'entraîne pas fatalement un pouvoir discrétionnaire, aveuglement aux services de tous les événements. — Et, bien loin de se fonder sur une formule unique pour légitimer *a priori* toute intervention, chaque question nouvelle doit être matière à réflexion : il faut mûrement considérer et faire le compte de toutes les difficultés.

Or, relativement à l'établissement par le législateur des Caisses de secours et de retraites, auprès de chaque concession de mines, plusieurs obstacles nous sont apparus à distance, qu'il est bon d'étudier de plus près.

II

Faire une loi spéciale à l'industrie minière, ayant pour but d'y rendre les Caisses de prévoyance obligatoires, n'est-ce pas, tout d'abord, porter un coup terrible, dans cette industrie au moins, à l'initiative patronale? n'est-ce pas « marquer la fin d'un régime, celui du patronat?¹ »

Or un tel régime, s'il contient comme toutes choses des imperfections, s'il est notamment trop prompt à se laisser entraîner par le sentiment et à donner trop facilement dans l'imprévoyance, possède en lui-même de précieuses ressources, des principes vitaux et féconds par excellence : spontanéité, souplesse, bienfaisance, solidarité, confiance, protection, reconnaissance. Dans cette industrie qui, plus que toute autre, en a si avantageusement usé, il faudrait tout supprimer et tout remplacer par une direction étrangère et supérieure, un accord officiel, une froide justice. — Au point de vue moral, entre un exploitant qui ne secourt pas son ouvrier et celui qui ne le secourt qu'en vertu de la loi, il n'y a guère de différence.

Bien plus, sous le régime du patronat auquel il s'agit de mettre fin, des coutumes se sont établies en matière de secours aux mineurs ; de véritables titres, presque

¹ Paroles de M. Ledoux, à la séance du 17 décembre 1894. (Société d'Economie sociale).

des droits, ont pris naissance. Entre patrons et ouvriers des quasi-contrats se sont formés, liens puissants pour unir le travail et le capital, précieux éléments de paix sociale. Le passé a engagé l'avenir, en ce qui concerne les conventions formelles ou tacites, réellement intervenues ; il commande impérieusement de respecter les loyales promesses des uns et les légitimes espérances des autres, et la tradition, chose parfois si sacrée aux yeux des travailleurs, peut rendre bien délicate une rupture avec des usages qui se perpétuent de génération en génération.

Comment ne pas s'apercevoir justement que les divers règlements des Caisses, qu'il s'agit de remplacer par une sorte de statut unique, tout en ayant à faire face aux mêmes éventualités, sont variables à l'infini, appropriés aux lieux mêmes où ils sont appliqués. Différence des besoins, nombre des ouvriers, état financier de la Compagnie exploitante, tout invite à des adaptations particulières et essentiellement locales. Une règle générale devrait s'ajuster aux situations les plus modestes, aux salaires comme aux bénéfices les moins élevés, au coût moyen de la vie dans les diverses régions, sous peine d'être contraire à l'équité et parfois onéreuse à l'excès. Si, en ces matières, des principes peuvent être posés, ce n'est que d'une manière bien large ; aussi conviendrait-il de ne pas oublier que l'uniformité ne connaît ni le tact, ni la délicatesse.

III

Uniformément pourvus de Caisses de retraites, en vertu d'une décision législative, les mineurs français, — analogie assez curieuse — ressembleraient quelque peu aux fonctionnaires de l'Etat. Au surplus, n'en seraient-ils pas déjà ?

La question semble fantaisiste peut-être, au premier abord ; mais ce n'est pas — qu'on le sache bien — une hypothèse purement gratuite de notre part, conséquence logique des tendances parlementaires à traiter en maîtres les ouvriers de nos exploitations souterraines. L'assimilation des mineurs à de véritables fonctionnaires a été souvent tentée, en particulier à propos de notre sujet : « L'Etat, a-t-on écrit, qui intervient dans l'exploitation des mines, peut dire *à quelles conditions le travail sera donné* et comme il impose à ses propres employés et fonctionnaires des retenues pour les retraites, il peut imposer aux ouvriers de cette industrie, où son ingérence est constante, *les obligations qu'il juge utiles à leur bien être et à leur sécurité*¹. » Ainsi donc, voici l'Etat qui prend sous sa tutelle directe des agents de Compagnies particulières ; serait-il à la veille de les enrégimenter dans son administration ? Ne pas admettre que les mines constituent une propriété privée, c'est,

¹ Rapport Audiffred.

assurément, une grave erreur, qui se peut excuser ; mais, essayer d'enlever le caractère privé à l'industrie extractive, c'est une formidable hérésie, qui n'est justifiée par rien.

Sans insister davantage, il est bon de la démasquer, pour montrer qu'une loi spéciale, si discrète fût-elle, la fortifierait encore : il en resterait toujours je ne sais quelle atteinte de mauvaise augure à l'évidence même.

IV

De là à mettre la main sur l'exploitation, il n'y a plus qu'un pas.

La voici donc, encore une fois, cette dernière et fatale conclusion, carrefour inévitable auquel on est conduit des points de départ les plus opposés. Le chemin direct, si fréquenté par les personnalités socialistes les plus authentiques, est bien connu : il part de cette opinion, fort à la mode et très répandue, que les exploitants sont des gens qui n'ont qu'à enregistrer des bénéfices et est fait de cette doctrine qui réclame, avec désintéressement, ces gros bénéfices pour l'Etat, Etat qui a commis l'insigne maladresse de concéder gratuitement les richesses du sol.

Le but est toujours le même, parce que les illusions sont toujours les mêmes, elles aussi. Est-ce donc en vain que l'on a opposé, tant de fois, à de pareilles doctrines, les graves conséquences qu'entraîne avec soi la

suppression de la concurrence ; les dangers d'une trop grande armée de fonctionnaires ; les difficultés et les déboires sans nombre que réservent les rapports d'un maître tel que l'Etat avec les ouvriers, et mille autres perspectives d'avance décourageantes ? L'histoire ne nous apporte-t-elle pas, elle aussi, des enseignements féconds qui témoignent de l'impossibilité pour le propriétaire régalien, réel ou prétendu, d'exploiter lui-même les substances souterraines ¹ ?

C'est cependant à ce but déplorable que conduit une loi spéciale aux mines, nouveau pas dans un acheminement insensible et progressif. Il serait bon pour enrayer ce mouvement néfaste, de se rappeler la parole si vraie de Mirabeau : « Une mine est un champ plus fertile en espérances qu'en succès et offre, souvent, la faculté de se ruiner. »

Nous ne trouvons donc, ni dans le régime légal des mines, ni dans des considérations d'ordre économique, rien qui puisse légitimer une loi sur les Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs ² : aucun

¹ La royauté française ne réussit jamais à exploiter ses mines et Henri IV, en 1601, alla jusqu'à renoncer à son droit de dixième sur les mines de fer et de houille.

² On a invoqué pour légitimer une loi spéciale d'autres raisons encore que celles qui ont été discutées au texte. Elles sont essentiellement secondaires et ne résistent pas à un examen, même superficiel. On a dit, par exemple : 1° Les nations étrangères ont imposé les Caisses en question. — On peut répondre qu'il faut se défier de ces analogies ; ces

motif rationnel ne s'impose, en faveur d'une mesure qui ne s'étendrait pas aux autres industries. Bien au contraire, tout milite contre une exception aussi flagrante : législation actuelle et crainte du socialisme d'Etat. — Au nom même de l'égalité devant la loi, nous protestons contre l'ingérence du législateur dans les Caisses des mineurs et nous déclarons avec M. Aguillon, qui, dès 1886, devant les menaces de l'avenir, exprimait nettement sa pensée en quelques mots : « Tout régime exceptionnel imposé, à cet égard, à l'industrie extractive, nous paraît une erreur de droit et une faute en économie politique. »

Et qu'on n'objecte pas le cas de ces établissements spéciaux placés, à l'exclusion des autres, sous une réglementation sévère ! Il est parfaitement juste, en effet, que « par application du droit commun industriel, un traitement différent puisse être appliqué sur certains points de détail à quelques industries, à raison de leurs

Caisses sont établies dans un milieu et dans des conditions tout autres. Il importe de se placer au point de vue du seul droit français.

2° Les mines constituent un monopole ; et la conséquence d'un monopole non exercé par l'Etat, c'est un droit, pour ce dernier, de surveillance entière. « Partout où il y a monopole », porte le rapport Mazon, « il y a par voie de conséquence, obligation de surveiller, d'atténuer et au besoin de supprimer les abus du monopole. »

Les mines sont assez nombreuses, cependant, pour qu'on ne puisse pas dire que leur exploitation constitue un monopole. — Les sociétés houillères le savent trop quand, appelées à renouveler leurs marchés, elles se trouvent en présence de concurrents français ou étrangers qui leur disputent très vivement leur clientèle.

particularités, notamment des dangers plus grands qu'elles peuvent présenter pour la vie ou la santé des ouvriers »¹. La portée générale de semblables mesures est la preuve même de leur respect pour les principes en cause. Une règle imposée uniquement à l'industrie extractive présenterait, au contraire, le caractère opposé.

Par malheur, cette industrie subit une influence provenant d'un régime passé, alors que l'autocratie toute-puissante d'un monarque faisait loi et que l'Etat, résumé en un seul homme, pouvait pénétrer où bon lui semblait, voire même dans les consciences, sans rencontrer d'obstacle. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Les temps sont changés et l'Etat, personnification juridique de la nation, ne saurait, quoi qu'on en dise, prétendre absorber toutes choses. Il trouve, sur son chemin, les droits individuels, ces « libertés nécessaires », qu'il est de son devoir de respecter.

Il est une parole de Napoléon qui résume, d'une manière remarquable, notre pensée sur l'opportunité d'une loi en faveur des Caisses de secours et de retraites pour les ouvriers mineurs. — C'est une de celles qu'il prononça, au cours même de la préparation de la loi fondamentale sur les mines du 10 avril 1810; il l'entendait dans un sens restreint, mais les événements lui donnent, de jour en jour, une valeur plus générale :

¹ L. Aguillon, loc. cit.

« C'est un grand défaut dans un Gouvernement que de vouloir être trop père à force de sollicitude ; il ruine la liberté et la propriété... A force de multiplier les entraves, on fait marcher la France, à grands pas, vers la tyrannie. »

CHAPITRE VI

Elaboration de la loi du 29 juin 1894

Montesquieu ¹ dit de la vertu politique, « ressort qui fait mouvoir le gouvernement républicain », qu'elle est « l'amour de l'égalité », et il ajoute que « sa place naturelle est auprès de la liberté ». Le respect pour l'égalité des libertés, voilà, en effet, le vrai principe du gouvernement républicain, principe remarquable, qui s'entend aussi bien des individus et des associations que des industries, et qui, pour n'être inscrit formellement à l'heure actuelle dans aucune déclaration des droits, n'en est pas moins devenu, depuis 1789, « un axiome courant pour la conscience française ² ».

¹ Montesquieu, *Esprit des lois*.

² Paroles de M. Esmein sur la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (Esmein, *Eléments de Droit constitutionnel*).

C'est lui, principalement — on l'a vu — qui est venu un court instant troubler en notre matière le législateur et, c'est en son nom surtout, malgré des apparences trompeuses, que nous avons protesté contre la légitimité d'une loi spéciale à l'industrie des mines. Mais les vérités les plus fondamentales et les plus élevées subissent parfois des éclipses : si fortes sont certaines influences, si impérieuses certaines tentations, que les consciences s'aveuglent et s'endurcissent.

Ce fut ce qui se produisit, en ce qui concerne les Caisses de secours et de retraites pour les mineurs. Influences et tentations n'ont certes pas manqué, alors, auprès du Parlement. Assez puissantes pour avoir vaincu les dernières résistances et décidé, malgré tout, à légiférer, elles méritent donc d'être étudiées de près. Aussi bien y trouve-t-on, quoique toujours altérées par des erreurs, des vues nouvelles sur la question.

La plupart des défauts que nous avons signalés¹ contre les antiques institutions minières de prévoyance, et qui réclamaient d'eux-mêmes d'énergiques correctifs sont assurément apparus aux yeux du législateur. Mais ce ne furent que les prétextes, pour ainsi dire, les causes secondes de sa résolution. Les causes déterminantes sont d'ordre différent et singulièrement instructif.

¹ Voir chapitre III.

I

Il suffit d'ouvrir le rapport présenté à la Chambre des Députés pour y lire : « L'initiative des propositions de loi en question appartient à des groupes importants de cette intéressante corporation qui, après avoir discuté et arrêté en commun un ensemble de dispositions législatives, les soumirent à un certain nombre de députés¹. » En d'autres termes, l'initiative de la loi, de l'aveu même du rapporteur, ne serait due ni au Gouvernement ni au Parlement, mais reviendrait à un Congrès de mineurs tenu à Saint-Etienne ; et les députés qui, pour satisfaire aux exigences de la procédure, ont déposé des propositions de loi, n'auraient donc joué que le rôle secondaire de porte-parole.

Au reste — ce qui ne saurait surprendre — les nombreuses réformes relatives aux mineurs, dont les Chambres étaient saisies vers 1880², ont toutes la même origine ; et, dans leur ensemble, il est facile de

¹ Rapport Audiffred.

² Création de commissions d'arbitrage ou de conseils de prud'hommes en matière de mines (proposition de MM. Reyneau, Waldeck-Rousseau, etc.).

Création de délégués mineurs (proposition Reyneau, Waldeck-Rousseau, etc.).

Limitation de la durée du travail dans les mines (proposition Reyneau-Gilliot).

Hygiène et sécurité du travail dans les mines (proposition Félix Faure et Martin Nadaud).

reconnaître un caractère plus politique que technique, caractère qui ressort avec évidence, d'ailleurs, d'une série d'articles parus d'abord, d'août à décembre 1882, dans le journal *Le Capitaliste*, et réunis après coup en une brochure intitulée du nom significatif : *les Cahiers des doléances des mineurs français*¹. Ces articles, non dépourvus de talent et d'habileté, étaient destinés à traduire les réclamations du syndicat des ouvriers mineurs de la Loire.

Les diverses résolutions du Congrès de Saint-Etienne ne constituent d'ailleurs pas un accident exceptionnel. Il existe peu de population aussi remuante que celle des mineurs. Groupée par suite d'une raison toute géologique dans une série de bassins de faible étendue, elle se trouve le plus ordinairement réunie autour des diverses exploitations de ces bassins, à une certaine distance des villes. Dans un tel milieu, qui peut sans peine prendre conscience de son importance, les revendications naissent facilement, suscitant de nombreuses grèves ; et comme, à côté de certains besoins locaux fort variés, il en est de généraux, au reste plus ou moins réels, lorsque ces revendications viennent à se produire, exploitées avec adresse par certains meneurs, il semble que l'écho en résonne de tous les côtés à la fois. Quoi d'étonnant alors que, si puissant, il pénètre jusque dans le Parlement même ?

¹ *Les Cahiers des doléances des mineurs français*, par Georges Stell. (Paris, bureaux du *Capitaliste*, 1883.)

II

Puissant parce qu'il arrive de partout, cet écho l'est aussi, parce qu'il fait vibrer, presque unanimement, dans les cœurs les fibres de la sensibilité et qu'il sait fort bien mettre en branle la générosité d'une compassion aisément provoquée.

Aussi bien regarde-t-on en général le mineur comme un paria de l'organisation sociale : on se représente aisément, avec les erreurs de la perspective, que cet ouvrier descendant le matin dans la mine, remontant le soir, voit rarement la lumière du jour et passe la plus grande partie de son existence sous terre ; dans quelles conditions, tous le savent ! Obscurité profonde, air malsain, travail fatigant à l'excès et bien d'autres teintes fortes achèvent de pousser au noir le fond du tableau. Les détails apparaissent également sous les couleurs les plus sombres, quand on lit les récits quelque peu mélodramatiques de certains ouvrages ou de certains journaux ; tel, dans le *Cahier des doléances*, la journée du mineur de houille. « Le mineur, y voit-on, est en général reconnaissable à sa maigreur et à sa pâleur habituelle ; par le développement excessif des muscles du tronc, par un corps voûté, par une démarche inégale, des allures tâtonnantes et indécises. Pour son travail, il est obligé de se tenir tantôt à genoux, tantôt couché, rarement debout ; et lorsqu'échauffé par

un exercice violent, le piqueur est en sueur, quand il s'arrête pour respirer, il sent l'eau tomber goutte à goutte sur ses membres; il s'aperçoit que l'air manque, que sa lampe éclaire à peine... Accablé de chaleur, mouillé par l'eau, complètement nu, il halète, il souffre, etc...¹ » Enfin, pour émouvoir encore davantage et frapper les imaginations, la nouvelle de ces terribles accidents, trop réels malheureusement, qui font d'affreuses hécatombes d'ouvriers, vient parfois éclater jusque dans nos cités.

Qui ne s'associera devant toutes ces misères à ces paroles : « Les mineurs ne sont pas des ouvriers ordinaires; séparés souvent de la mort pas la longueur seule de leur pic, soumis aux coups de feu, aux ébou-

¹ Le passage suivant est essentiellement typique : « L'homme remonte péniblement. Il suit le méandre des galeries par des chemins accidentés, toujours dans la nuit, les pieds dans l'eau; il monte, redescend, oblique à droite et à gauche, guidé par le feu terne des lampes et les coups de sifflet du porion; longe les couloirs étroits, empestés, encombrés, se gare des wagonnets lancés à toute vitesse sur les rails. En cheminant, il s'applaudit d'avoir encore une fois échappé au coup de grisou, à l'éboulement, à l'incendie des boisages, à l'inondation, au feu des coups de mine. Il arrive au jour, éreinté, noir, les vêtements mouillés par sa sueur, les yeux brûlants, l'estomac irrité, la tête pesante; il a souvent 2, 3 ou 4 kilomètres de marche avant de tomber inerte sur un siège dans sa misérable demeure; heureux s'il a une veste de rechange et s'il trouve une famille qui le reçoive avec des sourires. Il a peiné pendant douze heures, il va dormir pendant huit ou dix heures et retombera le lendemain dans cet enfer que Dante n'a pas osé rêver. »

Le rapport Mazon ne manque pas de renvoyer à ce tableau.

lements, aux inondations, ils luttent toute leur vie contre le danger¹. »

Nous n'avons pas ici à montrer tout ce qu'il y a d'idées fausses dans ces légendes outrées, qui vont se répétant, comme toujours en pareil cas, avec d'autant plus d'assurance qu'il s'agit de choses inconnues à la plupart. Mais devant de telles erreurs, auxquelles le Parlement semble avoir ajouté foi, il nous est impossible de ne pas rétablir, en deux mots, la vérité.

Parmi les ouvriers mineurs qui excitent à un si haut point la compassion publique, presque un tiers² est occupé à l'extérieur. Quant à ceux du fond, habitués jeunes, depuis l'âge de 13 ans en général, à leur besogne souterraine, ils la supportent sans fatigue excessive; descendant vers cinq heures du matin, après un travail de huit heures à dix heures, au maximum, ils remontent à deux heures de l'après-midi, ayant ainsi par devers eux plusieurs heures du jour qu'ils peuvent employer à tenir quelque petit commerce, propre à augmenter leurs ressources.

Lorsque l'art des mines était dans l'enfance, outre que les accidents étaient plus nombreux, les conditions

¹ Et. Dupont, *Traité de jurisprudence*, tome II, 1862.

² D'après la dernière statistique de l'industrie minérale (1897), il y aurait dans les mines :

101.700 ouvriers à l'intérieur.

Et 41.700 » à l'extérieur.

d'exploitation entraînaient bien des rigueurs qui ont sensiblement diminué ; aujourd'hui, l'aérage est assuré avec soin ; les ouvriers descendent et remontent dans les cages d'extraction, au lieu d'avoir à parcourir souterrainement de longues distances ; l'écoulement et l'épuisement des eaux sont tels que les accidents de ce chef semblent peu redoutables. Au rebours de certaines professions, où le froid, la pluie et mille autres circonstances ont souvent pour cortège ces chômages si redoutés du travailleur, — l'ouvrage du mineur est quotidiennement assuré, et s'il passe plusieurs heures dans une nuit mal éclairée, il est par contre à l'abri de toutes les intempéries.

Si nous trouvons exagérée l'opinion générale, formée sans connaissance suffisante de cause, nous ne voudrions cependant pas tomber dans l'excès contraire. Le métier du mineur est assurément l'un des plus pénibles et des plus dangereux¹ ; aussi les ingénieurs ne sau-

¹ Il n'existe pas, en France, de tableau classant les industries par ordre de danger. — Pour se procurer une telle classification, il faut recourir aux statistiques allemandes. — Voici d'après les rapports annuels de l'Office impérial des assurances de 1886 à 1891 :

1^o L'ordre des industries d'après le nombre total des accidents de toute nature : Mines ; usines à fer et à acier ; brasseries. (Industries dangereuses : de 60 à 80 accidents déclarés pour 1.000 ouvriers), etc., etc.

2^o L'ordre des industries d'après le nombre des accidents graves (Invalidités permanentes et mort) : Brasseries ; conducteurs et rouliers ; employés aux expéditions ; mines ; meuneries ; industries du bois, fer et acier ; puisatiers (Industries dangereuses : de 13 à 17 accidents graves par 1.000 ouvriers), etc., etc.

raient-ils trop perfectionner les procédés d'exploitation ; sa vie est dure : aussi ses chefs ne sauraient-ils trop l'entourer d'une sollicitude éclairée et active que rien ne rebute, ni l'injustice ni l'ingratitude.

Loin de nous donc la pensée d'amoindrir l'intérêt porté aux mineurs ; plus que personne, nous aurions mauvaise grâce à le faire : nous aimerions seulement le voir réduit à sa juste valeur. C'est faute d'envisager sainement la situation que l'on applaudit, par avance, à toutes les propositions de lois en faveur des mineurs ; et, en particulier, à l'établissement par le législateur des Caisses de secours et de retraites, disant avec M. Dupont : « S'il est vrai que ces Caisses sont utiles dans tous les établissements industriels, il faut ajouter que, dans les exploitations de mines, elles sont nécessaires ; les Caisses de secours sont nécessaires : elles sont donc indispensables dans les mines, d'où il faut conclure qu'elles doivent être obligatoires. »

Cette conclusion est parfaitement exacte : mais encore faut-il s'entendre : Que tout mineur fasse obligatoirement partie d'une Caisse de secours, cela semble si nécessaire, qu'une telle clause se trouvait inscrite dans tous les statuts ; chaque ouvrier admis dans une exploitation était, avant toute décision législative, affilié d'office aux différentes Caisses de cette exploitation ; c'était là une des conditions tellement essentielles du contrat de louage d'ouvrage dans les mines que tous les

mineurs — on peut l'affirmer sans exagérer¹ — étaient membres de l'une des institutions créées à leur intention, par chaque Compagnie concessionnaire. Tout autre est, ainsi que nous le montrerons plus loin, le caractère qu'affecte l'obligation légale. Mais ce que nous voulons marquer ici, c'est qu'il n'y a aucun rapport nécessaire entre l'affiliation d'office à une Caisse de secours et une loi. L'exemple qui vient d'être rappelé le fait suffisamment comprendre : il témoigne d'une façon éloquente de la profonde erreur de raisonnement que, sous l'empire d'une compassion mal renseignée, le Parlement a commise en déduisant de la nécessité de l'obligation un motif à une intervention d'autorité.

III

Sous ces diverses influences, sollicitations pressantes des mineurs et sympathie toute acquise, l'idée de faire une loi était d'autant plus attrayante qu'en définitive, on rencontrait, dans d'excellentes conditions, un champ propre à expériences humanitaires.

Cette note est nettement donnée dans l'exposé des motifs de l'une des premières propositions d'où est sortie la loi de 1894, celle de M. Waldeck-Rousseau. « Nous croyons, écrivait-il, qu'il est peu de professions,

¹ On se rappelle le chiffre de 98, 1 0/0 donné dans le rapport de M. Keller.

qui, par les conditions d'existence qu'elles imposent, développent à un si haut degré le sentiment de la solidarité chez ceux qu'elles intéressent et que, par suite, il n'en est pas qui permette de faire une expérience plus favorable et plus décisive de la prévoyance dans la mutualité »; écho, en quelque sorte, de cette phrase que nous relevons dans les *Cahiers des doléances* : « Les intérêts des mineurs français représentent et résument ceux de tous les ouvriers de notre pays. » Jusqu'ici les mines n'avaient été l'objet que d'expériences ou de demandes en expérience pour les théories collectivistes. Telle cette tentative si fameuse et tout ensemble si malencontreuse qui a consisté à attribuer la propriété des substances souterraines, non plus au capitaliste exploitant, mais au travailleur exploitant, première manifestation de cette doctrine générale et fantaisiste qui remplace la rémunération du travail au service d'une entreprise par la prise de possession de l'entreprise elle-même. Tels ces projets tendant au retour des mines à l'État ; premier pas, sans doute, « du système qui consiste à changer l'État en une vaste association coopérative, possédant en commun le sol et les capitaux¹ ». Telle encore la loi du 8 juillet 1890 « sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs », première application de cette idée, peut-être juste d'ail-

¹ *Les Mines et les Mineurs*, par A. Desjardins (*Revue des Deux-Mondes*, 15 avril 1885).

leurs, qui consiste à confier, au moins partiellement, aux ouvriers les charges de l'inspection du travail. Certaines revendications ouvrières trouvent également là un milieu propice pour encourir la première sanction de la pratique : ceci explique notamment l'origine de ces propositions de loi qui demandent la limitation, pour les mineurs, de la journée de travail à huit heures.

Mais la fécondité de ce terrain est si grande qu'une appropriation nouvelle parut tout indiquée pour réaliser des essais d'assurances, voire même d'assurances obligatoires. La libre initiative des Compagnies avait d'ailleurs singulièrement préparé les voies, et les plus timides, conquis par cette perspective, acceptèrent cette innovation. « La loi générale sur les pensions ouvrières, dit le rapport de M. Cuvinot au Sénat, si désirée qu'elle puisse être, présente, au point de vue budgétaire, au point de vue de l'emploi des capitaux qui devraient servir à former le gage des pensions futures, les difficultés les plus sérieuses. Nous sommes appelés à nous prononcer sur une solution particulière, les intéressés nous la demandent, et la situation nous y convie. Si la loi spéciale donne de bons résultats, il sera facile de l'étendre ensuite, en profitant de l'expérience acquise. »

IV

Enfin, il y eut deux raisons qui firent définitivement pencher la balance en faveur d'une loi spéciale.

Ce fut, d'abord, la faillite si fameusement triste de Terrenoire-La Voulte-Bessèges¹, compagnie cependant surtout métallurgique et très peu minière.

L'union trop intime des Caisses de prévoyance avec les Sociétés, auxquelles elles étaient annexées, se montra sous son jour le plus défavorable, car la débâcle fut si complète que les fonds de réserve eux-mêmes ne purent être sauvés². Cet accident particulier et inopiné de la vie sociale donna à l'élaboration des Caisses de secours et de retraites pour les ouvriers mineurs l'élan décisif.

En dernier lieu, le législateur, piqué de ce que son droit de légiférer sur la matière fût contesté, se montra jaloux d'exercer son pouvoir ; cette impression se dégage précise, quoique légèrement dissimulée, des débats parlementaires qui se produisirent. On oublia,

¹ La cessation de paiement est du 28 janvier 1888 et la déclaration de faillite du 2 avril 1889. — Cette faillite a donné lieu directement à la loi du 27 décembre 1895, « concernant les Caisses de secours, de retraites et de prévoyance, fondées au profit des ouvriers et employés », qui a pour but de garantir les fonds de ces Caisses.

² On se souvient qu'une loterie autorisée par le Gouvernement produisit quelques ressources, très insuffisantes d'ailleurs, pour accorder des secours aux veuves et aux ouvriers pensionnés.

une fois de plus, comme cela était déjà arrivé si souvent, que le pouvoir de tout faire n'entraîne pas nécessairement le droit de tout faire.

V

Bref, une loi fut décidée en principe : son élaboration fut longue ; votée définitivement en 1894, son origine remonte à une série de propositions de lois déposées sur le bureau de la Chambre de 1880 à 1883 :

11 décembre 1879. — Proposition de M. Nadaud, et d'un certain nombre de ses collègues, tendant à la nomination par la Chambre des Députés d'une Commission de onze membres chargée de lui présenter un projet de loi relatif à la création de Caisses de retraites en faveur des vieux ouvriers de l'industrie et de l'agriculture. Elle s'est trouvée liée à la proposition suivante ;

11 décembre 1880. — Proposition de loi de M. Brosard, relative aux Caisses centrales de pensions et de secours pour les ouvriers mineurs ¹ (proposition aban-

¹ Elle avait pour but, d'après l'exposé des motifs « de faire jouir d'avantages analogues à ceux dont profitent les Sociétés de secours mutuels, les Caisses centrales qui pourront se constituer dans nos districts miniers en faveur de nos ouvriers mineurs. Ces Caisses seront alimentées surtout par les retenues et les cotisations auxquelles consentiront l'ouvrier et le patron, en vertu du contrat qui se forme librement entre eux. »

De cette proposition, les exploitants ont dit que « si l'on voulait agir

donnée qui se bornait à syndiquer les Caisses locales de chaque bassin houiller). Elle fut l'objet d'un rapport de M. Nadaud¹ (14 mai 1881);

21 novembre 1882. — Proposition de MM. Reyneau et Gilliot²;

28 novembre 1882³. — Proposition de M. Waldeck-Rousseau et de 32 de ses collègues⁴;

30 novembre 1882. — Proposition de M. Brousse et de 52 de ses collègues⁵;

13 mars 1883. — Proposition de MM. Marius Chavanne et Emile Girodet⁶.

Ces propositions furent renvoyées à une Commission « chargée d'examiner toutes celles relatives aux ouvriers mineurs » et furent l'objet d'un rapport déposé

législativement, elle semble la limite à laquelle le législateur doit s'arrêter. Elle sauvegarde l'indépendance des intéressés, tout en encourageant d'utiles efforts.

¹ Le rapport, sans avoir dit un mot de la proposition de M. Brossard, se borne à discuter l'idée de M. Nadaud, tendant à créer une Caisse nationale de retraites pour les ouvriers de l'industrie et de l'agriculture. Le texte proposé par la Commission ne vint jamais en discussion.

² N° 1404. Chambre des Députés. Annexe au procès-verbal de la séance du 21 novembre 1882.

³ D'après le *Journal Officiel*, le 30 novembre, d'après le texte distribué à la Chambre.

⁴ N° 1438. Chambre des Députés. Annexe au procès-verbal de la séance du 30 novembre 1882.

⁵ N° 1445. Chambre des Députés. Annexe au procès-verbal de la séance du 30 novembre 1882.

⁶ N° 1787. Chambre des Députés. Annexe au procès-verbal de la séance du 13 mars 1883.

le 7 juillet 1885 par M. Mazon¹. Dans ce rapport, se trouve le texte d'une proposition de loi, que la Commission avait fait sortir des précédentes. Ce rapport, n'ayant pas été discuté avant la fin de la législature 1881-85, M. Audiffred et d'autres députés reprirent la question dès le commencement de la législature 1885-89 « pour permettre à la Chambre des Députés et au Sénat de réaliser, dans le cours de la présente législature, une réforme utile qui est vivement réclamée par les intéressés », et soumirent, le 9 novembre 1885, à titre de proposition de loi, le rapport Mazon². Le 23 novembre 1885, M. Brousse et autres firent exactement de même³. — Le 21 janvier 1886, une Commission fut nommée pour examiner ces deux propositions absolument identiques et, le 24 mars 1887, M. Audiffred déposait un rapport au nom de cette Commission⁴.

Discutée à la Chambre en première lecture les 22, 24 et 26 mars 1888 et en deuxième lecture, avec quelque hâte, le 5 juillet 1889, à la fin de la législature de cette période, la question passa au Sénat où, renvoyée à une Commission, elle fut l'objet d'un rapport de M. Cuvinot⁵,

¹ N° 3965. Chambre des Députés. Annexe au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1885.

² N° 61. Chambre des Députés. Annexe au procès-verbal de la séance du 19 novembre 1885.

³ N° 89. Chambre des Députés. Annexe au procès-verbal de la séance du 23 novembre 1885.

⁴ N° 1665. Chambre des Députés. Annexe au procès-verbal de la séance du 24 mars 1887.

⁵ N° 24. Sénat. Annexe au procès-verbal de la séance du 26 janvier 1893.

qui modifiait complètement le texte de la Chambre, et donnait à la loi, à peu de chose près, sa forme actuelle. Venu en délibération d'abord les 3, 16, 17, 21 et 24 février 1893, puis les 10 et 16 mars et 12 juillet 1893, ce texte fut renvoyé à la Chambre, où il donna lieu à un nouveau rapport de M. Audiffred¹. Après l'audition des délégués des syndicats ouvriers qui se déclarèrent mécontents des dispositions votées au Sénat, la Commission « se demanda, tout d'abord, s'il convenait d'adopter purement et simplement le projet du Sénat, afin de rendre immédiatement définitive une loi qui, sans être parfaite, réalise de sérieux progrès, ou s'il convenait de remanier ce projet, de le soumettre à de nouvelles discussions entre les deux Chambres et d'en retarder longtemps encore la promulgation, pour obtenir des améliorations qui pourraient devenir l'objet de lois complémentaires ». La Commission se rangea à la première de ces opinions. Votée définitivement le 9 juin 1894, la loi fut promulguée le 29 juin de la même année, et publiée le 30 juin au *Journal Officiel*, immédiatement à la suite du décret par lequel la France en deuil « décidait que des funérailles nationales seraient faites à M. Carnot, président de la République française ».

¹ N° 381. Chambre des Députés. Annexe au procès-verbal de la séance du 13 février 1894.

CHAPITRE VII

Étude de la loi du 29 juin 1894

La loi du 29 juin 1894, que nous nous proposons à présent d'étudier, a pour rubrique : « *Loi sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs.* » La proposition primitive, — celle qui, élaborée par la première Commission, et figurant dans le rapport de M. Mazon, a servi de base aux travaux parlementaires, — était plus large. Elle prévoyait la création de « Caisses de prévoyance destinées à assurer des pensions de retraite et des secours en cas d'accident ou de maladie aux ouvriers mineurs ». — Mais, quand, à propos d'une mesure exceptionnelle comme celle qui nous occupe, les avertissements *a priori* ne suffisent pas — et certes, dans les dépositions des exploitants entendus, elles n'avaient pas fait défaut — telle est en pratique la force

de l'évidence qu'il faut bien se rendre : les difficultés naissent de toutes parts, surtout quand il s'agit, sous peine de faire une œuvre brutale, d'harmoniser les prescriptions nouvelles avec la législation en vigueur ou en cours d'élaboration. Ce fut ce qui arriva. Si désireux qu'on était de donner à la question des Caisses de mineurs une solution complète, la Chambre, malgré l'avis de deux Commissions successives, se décida, dès la première délibération, à mettre de côté le titre relatif aux accidents qui soulevait tout particulièrement de graves problèmes d'ordre tout à fait général¹ exigeant une étude spéciale : précisément une loi se trouvait en préparation « concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail »². Sur ce point, l'exception qu'il s'agissait de créer en faveur des mineurs apparut trop flagrante ; il sembla impossible à la Chambre « de voter dans une loi en discussion des principes qui ne seraient pas absolument les mêmes que ceux qui lui étaient proposés dans une loi générale destinée à s'appliquer non seulement aux ouvriers d'une industrie déterminée et spécialisée, mais à tous les ouvriers de toutes les industries³ », et des services destinés à assurer le mineur contre les risques

¹ Notamment le fardeau de la preuve en cas d'accident.

² Loi promulguée le 9 avril 1898.

³ Paroles de M. Ricard à la Chambre des Députés (séance du 24 mars 1888 pour soutenir la demande de distraction, faite par M. Basly, de la partie relative aux accidents).

de son travail, elle ne conserva que ceux des secours en cas de maladie ou des retraites en cas de vieillesse et d'invalidité.

La loi du 29 juin 1894, réglant ces deux ordres de secours, est divisée en quatre titres et comprend trente et un articles.

Le titre I, dans un seul article, traite *des dispositions générales*.

Le titre II *des pensions de retraites*.

Le titre III *des sociétés de secours*.

Le titre IV, enfin, *des dispositions transitoires et réglementaires*.

Le plan même de la loi sera le nôtre. Il comprend, on le voit, deux parties : dans l'une est fixée, pour l'avenir, la constitution des retraites d'âge et l'assurance contre la maladie ; dans l'autre sont données, en ce qui concerne le passé, les règles à suivre pour la transformation des institutions existantes.

PREMIÈRE PARTIE

SECTION I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES (TITRE I)

§ I. — *Date de la mise en vigueur de la loi*

Faire disparaître — et le plus vite possible — le régime primitif et clore sans retard l'ère ancienne des

Caisses de prévoyance pour inaugurer immédiatement l'organisation nouvelle, telle est la première préoccupation de la loi. Six mois étaient accordés dans ce but, c'est-à-dire que, dès le 1^{er} janvier 1895, les Caisses de secours et de retraites pour les ouvriers mineurs établies sur des bases législatives devaient fonctionner partout, mais si utile qu'il fût « d'asseoir à bref délai les nouvelles institutions, afin que les intéressés ne restent à aucun moment dépouillés des avantages que l'on a voulu jadis et que l'on veut désormais constituer en leur faveur¹ », l'impatience était trop grande et « quatre mois d'expérience établirent d'une façon péremptoire que, malgré toutes les diligences de l'administration, malgré toute la bonne volonté déployée partout par les exploitants et les ouvriers, il était matériellement impossible d'aboutir dans le délai légal. Les intérêts à débattre étaient trop considérables, les formalités à remplir trop longues et trop compliquées pour que le travail puisse être terminé en temps utile² ». Les nouvelles Caisses n'étaient pas encore prêtes à remplacer les anciennes; et comme le moment de cette substitution, malgré le court délai imposé, devait, logiquement et de l'aveu même de la loi³, mettre

¹ Circulaire du ministre des Travaux publics pour l'application de la loi du 29 juin 1894.

² Exposé des motifs du projet de loi portant rectification de la loi du 29 juin 1894.

³ Art. 23. « A partir de la mise en exécution de la présente loi, les

fin à l'existence juridique de ces dernières, il fallut bien reculer la date primitivement imposée : la loi du 19 décembre 1895 vint, en effet, la fixer au 1^{er} juillet 1895.

§ 2. — *A qui s'applique la loi*

Préciser ensuite où et à qui elle s'entend s'appliquer, voilà le deuxième point que fixe la loi ¹. Ses obligations et ses avantages atteignent, dans les exploitations de mines, les ouvriers et les employés (art. 1).

I

C'est donc l'industrie des mines tout entière qui se trouve placée sous son empire et non pas seulement « les exploitations houillères », ainsi que le portait le texte voté par la Chambre des Députés ; mais c'est en même temps l'industrie des mines proprement dite : il n'est pas indifférent de le remarquer, car il s'est agi

Caisses de prévoyance précédemment organisées..... fonctionneront exclusivement pour l'exécution des engagements contractés antérieurement.

¹ La loi n'est applicable qu'en France. Cela se comprend, car l'application de cette loi aux ouvriers de race africaine ou asiatique se heurterait, du fait de leur mobilité et de leur caractère, à des impossibilités matérielles. Née de réclamations françaises, elle ne s'adapte qu'au seul tempérament français.

tout d'abord au Sénat des « mines, minières et carrières souterraines. » Toutefois, sur les observations de M. Blavier, qui montra les difficultés d'appliquer les dispositions nouvelles à ces deux dernières catégories d'exploitations, vu le petit nombre des ouvriers qu'elles occupent, le texte fut modifié, de telle sorte que c'est en vertu de décrets rendus en Conseil d'Etat, sur la proposition du Ministre des Travaux publics, saisi soit par l'exploitant, soit par l'ouvrier, que les minières et carrières souterraines ou à ciel ouvert peuvent être assimilées aux exploitations de mines, c'est-à-dire aux exploitations ouvertes sur des gîtes concédés (art. 31).

II

Dans ces dernières, la loi s'impose aux ouvriers et aux employés ¹. Ces mots demandent à être précisés.

A

L'ouvrier, c'est, avant tout, sans aucune distinction, l'ouvrier du fond; mais, c'est aussi l'ouvrier du jour

¹ A la suite d'une longue et confuse interpellation adressée le 19 décembre 1895 par M. Basly au Ministre des Travaux publics, une proposition de loi de M. Basly fut votée à la Chambre le 21 décembre 1895 pour appliquer la loi du 29 juin 1894 aux délégués mineurs institués par la loi du 8 juillet 1890. Le 2 février 1897, le Sénat admit le même principe en précisant, dans six articles au lieu d'un seul, les conditions d'application de la loi à ces délégués. La question n'est pas encore revenue devant la Chambre.

(l'article 11 le dit formellement¹). Pour ce dernier, cependant, la question soulève quelque ambiguïté. Qu'on applique la nouvelle loi faite pour les mines aux machinistes, receveurs, rouleurs, etc... employés au siège d'un puits, à l'extraction ou à un travail quelconque dépendant de l'activité souterraine de la mine, cela ne souffre aucun doute ; mais convient-il d'étendre le bénéfice des Caisses de secours et de retraites à ces ouvriers qui n'ont qu'un lien plus ou moins direct avec l'exploitation et, au cas de l'affirmative, faut-il parmi ceux-ci établir différentes catégories ? La réponse semble se trouver dans la discussion qui a eu lieu au Sénat et dans la distinction généralement faite en matière d'accidents de mines, d'occupation de terrain, ou de redevance proportionnelle. Le fait d'être rattaché par les lois d'une façon ou d'une autre à l'exploitation constitue le seul caractère auquel on doit recourir ; et nous dirons avec la circulaire ministérielle : « Il convient de retenir comme ouvriers du jour tous ceux occupés dans les opérations accessoires se reliant légalement à l'extraction proprement dite ou s'exécutant dans des lieux, ateliers ou chantiers qui forment des dépendances légales de la mine en droit minier². » On peut même ajouter que les termes de la loi, par leur généralité, s'étendent aux ouvriers au service direct non de la

¹ Art. 11. Sont électeurs les ouvriers et employés du fond et du jour.

² On peut citer, par exemple, les ouvriers attachés au lavage des combustibles ou à la préparation mécanique des mines.

Compagnie de mines, mais d'un entrepreneur, pourvu qu'il s'agisse d'une entreprise intimement liée à l'exploitation et placée sous le contrôle constant de la Compagnie¹.

B

Au point de vue des employés, les mêmes considérations et les mêmes conclusions gardent toute leur valeur. « Il ne faut retenir parmi les employés que ceux dont les écritures, les bureaux ou les occupations les rattachent directement sur place à l'exploitation proprement dite de la mine ou aux opérations accessoires qui y sont assimilées². » Des réserves, néanmoins, avaient besoin d'être formulées. Il se rencontre, en effet, plusieurs catégories d'employés dans les mines, depuis les chefs de poste, maîtres mineurs et surveillants de toute espèce, jusqu'aux dessinateurs, ingénieurs et directeurs ; les traitements varient beau-

¹ Il est difficile de préciser davantage. Quelques exemples feront mieux comprendre les termes : Ainsi tombent sous le coup de la loi les ouvriers d'un entrepreneur chargés de tirer d'une carrière les matériaux nécessaires à remblayer les portions de couches exploitées. — Seront, au contraire, en dehors de la loi, les ouvriers d'entrepreneurs chargés de travaux de maçonnerie, de charpente, de terrassement (constructions des bâtiments, des puits et annexes); des corons; des chemins de fer, canaux, etc., ou chargés seulement d'entretien. — Voici par contre un cas discutable : celui des ouvriers qui, au compte d'un chef ouvrier spécial, exécuteront un travail de recherche ou de premier établissement (galeries, puits, sondages) destinés à préparer et à éclairer des travaux futurs.

² Comme exclus, par conséquent, on peut citer les employés des bureaux se rattachant à l'administration purement financière ou d'une simple agence de vente.

coup : ici, ils sont modiques, voisins de ceux de l'ouvrier ; là, ils deviennent considérables et se chiffrent de dix à quarante mille francs ; or, le montant de la retenue sur le salaire, quel qu'il soit, ne devant pas être fixé à un taux trop élevé pour ne pas absorber presque totalement le gain des uns, se trouve, d'autre part, hors de proportion avec l'intérêt des autres. Aussi, la loi décide-t-elle sagement que les employés dont les appointements dépassent 2.400 fr. ne bénéficieraient que jusqu'à concurrence de cette somme des dispositions édictées (art. 1, § 2)¹.

Enfin, il convient de remarquer que les ouvriers et employés ne sont pas nécessairement français ; le Parlement, si protectionniste dans d'autres occasions, n'a pas cru, dans l'espèce, devoir exclure de ses bienfaits les ouvriers et employés étrangers². L'exemple de la Caisse nationale des retraites, la peur de représailles, la crainte de voir les exploitants n'employer que des

¹ Le texte porte, à la vérité, les ouvriers et employés dont les appointements sont inférieurs à 2.400 fr. ; mais il vise naturellement les employés presque exclusivement.

Cette limitation n'aurait pas eu besoin d'être édictée, si les employés n'étaient pas forcément affiliés, d'après le texte de la loi, aux Caisses de secours ; car les retraites sont fournies, comme on le verra, par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, pour laquelle une limitation du placement et du chiffre de la rente viagère est prescrite par la loi du 20 juillet 1836, modifiée d'ailleurs sur ce point par la loi du 26 juillet 1893.

² Cette situation n'est pas sans créer parfois des difficultés pour les retraites, notamment dans les zones frontalières. En l'admettant, il eût peut-être été bon de stipuler, dans l'intérêt des disponibilités de la Caisse

ouvriers étrangers¹, une « question d'humanité », enfin, tels ont été les principaux motifs de sa décision².

De ces premiers mots de la loi, il se dégage l'impression très nette que, dans la confection comme dans la discussion du texte, il a manqué, ainsi qu'on pouvait le pressentir, un principe directeur et unique. Les bases sur lesquelles s'appuyait le législateur étaient à la fois trop faibles et trop multiples : tantôt, c'est la nature spéciale des mines qui est invoquée et alors, logiquement, on laisse de côté les carrières souterraines, qui constituent des propriétés privées, ne dérivant nullement d'actes de concession ; tantôt, c'est le danger auquel le mineur se trouve exposé, qui est mis en avant ; mais, étrange anomalie, on écarte la carrière souterraine ; puis, par une contradiction évidente, on ne distingue pas l'ouvrier du fond de celui du jour ; de plus l'on applique la loi à certains employés, qui, ne

des retraites et par conséquent à l'avantage des ouvriers nationaux, que les arrérages des pensions dues aux ouvriers étrangers ne devraient être payés qu'autant qu'ils conserveraient leur domicile, ou au moins leur résidence ordinaire en France. Cette réserve se trouve d'ailleurs dans la plupart des législations étrangères.

¹ Séance de la Chambre du 22 mars 1888. *M. Jaurès* : « Si les Compagnies n'ont pas à verser pour les ouvriers étrangers, elles auront intérêt à les employer de préférence aux ouvriers français. »

² En juillet 1894, MM. de Ramel et Le Gavrian déposaient une proposition (à laquelle il ne fut pas donné suite) pour modifier certaines dispositions de la loi du 29 juin 1894 (n° 816, 10 juillet 1894). Ces modifications avaient été développées par l'un des auteurs, sous forme d'amendement et repoussées. L'une d'elles tendait à réserver l'application de notre loi aux Français seuls.

courant aucun danger, n'ont pas intérêt à faire partie de la Caisse de secours, mais, trouveraient, au contraire, le plus grand avantage à reporter tous leurs efforts sur la Caisse des retraites; surtout, enfin — et la remarque suffit pour faire à la loi son procès — les maladies et les retraites sont seules prises en considération, à l'exclusion des accidents, alors que la maladie ne frappe pas le mineur plus particulièrement que tout autre homme; que l'âge normal de la retraite ne semble pas sonner pour lui sensiblement plus tôt que pour d'autres travailleurs; mais qu'au contraire l'accident, comme chacun sait et comme nous l'avons nous-même constaté antérieurement, l'atteint plus souvent qu'aucun autre ouvrier.

SECTION II. — DE L'ASSURANCE OBLIGATOIRE

Si nous pénétrons, maintenant, plus avant dans le texte de la loi, un fait d'une importance autrement considérable attire l'attention. Qu'il s'agisse, comme au titre II, des pensions de retraites ou, comme au titre III, des sociétés de secours, un versement se trouve imposé à la fois à l'exploitant et à l'ouvrier.

§ 1. — *De l'assurance obligatoire au point de vue du patron*

Quant à l'exploitant, cela ne doit guère étonner, car la distance est faible qui sépare l'obligation pour le

concessionnaire d'établir sur sa mine des Caisses de secours et de retraites et l'obligation pour lui d'y contribuer. — Les mêmes raisons que précédemment nous avons discutées ¹ se sont de nouveau présentées ici, et il eût été tout à fait digne de remarque que le législateur, pénétrant dans un domaine privé pour y imposer une Société de prévoyance, sût mettre une borne à son pouvoir et n'y instituât pas en même temps une subvention de l'exploitant.

Au reste, il est permis de se demander si, le premier point admis, le second n'en résulte pas logiquement, et si, quelque critique qu'il provoque, il ne valait pas mieux pousser jusque-là les conséquences des principes qui venaient d'être posés. Les admirables ressources du patronat, ayant été taries par les interventions autoritaires, il valait peut-être mieux tout niveler et ne pas laisser certaines facultés quand on supprimait les autres. Il en est, en effet, de ces œuvres privées, comme de ces plantes qui demandent pour se développer l'harmonieux et mystérieux concours des éléments : supprimez-en quelques-uns, aussitôt elles végètent, se fanent et meurent. Enlevez, de même, à l'initiative patronale ses principes de vie, elle s'anémie, devient stérile et dépérit. Otez-lui sa spontanéité, elle cesse d'être un mérite ; enrayez ses tentatives généreuses, elle ne permet plus au patron envers ses ouvriers

¹ Voir chapitre V.

les devoirs que la loi morale lui impose, ces devoirs que le Play avait caractérisés du nom si juste d'*autorités sociales* ; supprimez les rapports volontaires et féconds qu'elle établit, un lien puissant entre le travail et le capital se trouve rompu. Pourquoi, après l'avoir ainsi mutilée, ne pas lui prendre ses dernières ressources : la générosité lui reste, mais comment en userait-elle d'une façon efficace ? Faites-la donc également disparaître et voici : la subvention patronale cesse d'être un don pour devenir un impôt.

Chemin faisant, nous avons déjà marqué la plupart de ces points ; il suffisait de les rappeler et de les compléter ici ; aussi bien, n'est-ce pas au point de vue de l'exploitant, mais de l'ouvrier, que la mesure en question doit surtout nous arrêter ¹.

§ 2. — *De l'assurance obligatoire au point de vue
de l'ouvrier*

Imposer, en effet, à ce dernier un versement aux caisses de secours et de retraites, c'est introduire dans

¹ Les Commissions de la Chambre et la Chambre des Députés ont admis sans hésiter, l'obligation de l'assurance. La Commission du Sénat, plus timide, prévoyait « la faculté pour le majeur de 21 ans de renoncer par une déclaration faite devant le maire au bénéfice de la loi ». Le Sénat décida autrement. A la Chambre la discussion fut d'ailleurs assez confuse ; au Sénat, au contraire, elle prit une certaine ampleur.

nos lois l'assurance obligatoire ; et un tel principe, dans l'application que nous lui rencontrons, mérite d'être discuté.

I

En France, l'idée de l'assurance obligatoire pour tous les ouvriers n'est pas nouvelle. Sans remonter avant la Révolution, aux corporations qui exigeaient de leurs membres des cotisations dans le but de venir en aide à ceux que les maladies et sans doute aussi les infirmités résultant de la vieillesse réduisaient à la misère, il suffit de rappeler qu'en 1848, à l'Assemblée nationale, elle se manifesta pour la première fois, à propos du projet de loi sur la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Repoussée par les doctrines d'économie politique libérales qui étaient en honneur, cette théorie ne reparait plus qu'à notre époque, vers 1880. Depuis lors, la question est définitivement à l'ordre du jour en France et cherche à s'imposer ; mais elle est loin d'être mûre et de rallier tous les suffrages.

Ce n'est pas seulement, hâtons-nous de le dire, la lente évolution des systèmes et les transformations incessantes de la pensée nationale qui ont contribué à acclimater chez nous, quoique imparfaitement encore, cette théorie si controversée. Le courant vient d'ailleurs : c'est à travers l'Allemagne qu'a soufflé en tempête ce vent nouveau ; c'est de là qu'il nous est arrivé,

nous apportant, sans discontinuer depuis 1876, les bruits les plus troublants. Les 7 et 8 avril de cette même année, par un début encore timide, deux lois s'étendant à tout l'Empire permettaient à chaque commune de rendre obligatoire, pour les ouvriers résidant sur son territoire, l'affiliation à une caisse de secours. Le 15 juin 1883¹, l'obligation de s'assurer contre la maladie est imposée au nom de l'Etat; bientôt après, le 6 juillet 1884, même mesure est prise en ce qui concerne les accidents; puis, de 1885 à 1887, une série de lois étendent le principe à des professions auxquelles il ne s'était pas d'abord appliqué. Enfin, le 22 juin 1889, l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse est instituée pour tous les ouvriers et employés jusqu'aux apprentis et aux domestiques. Ainsi se trouvait couronné l'édifice que l'empereur Guillaume I^{er} s'était acharné à construire, mais que la mort l'avait empêché d'achever². Après de si violents orages, l'accalmie actuelle se comprend : l'Allemagne est devenue « la terre promise du socialisme d'État ».

II

Sans se laisser arrêter par les apparences seules, qui semblent donner raison aux doctrines socialistes, sans

¹ Modifiée par la loi du 10 avril 1892.

² En Autriche, on peut également citer des tendances analogues : Loi du 28 décembre 1887 sur l'assurance obligatoire contre les accidents et la loi du 30 mars 1888 sur l'assurance obligatoire contre la maladie.

craindre que, le nouveau système pénétrant « comme la pointe d'un coin dans l'organisation sociale moderne, le gros bout fasse éclater le reste¹ », il n'est pas sans intérêt de se rendre compte brièvement, d'une façon générale, des principaux avantages et inconvénients de l'assurance obligatoire.

Les partisans de celle-ci invoquent l'insouciance des individus malgré les encouragements et les facilités accordés à l'épargne ; l'intérêt indéniable de la collectivité à voir les individus pratiquer la prévoyance, afin de n'avoir pas à leur accorder plus tard l'assistance ; la volonté même de la majorité, constituée par les travailleurs, qui impose au législateur le devoir de prendre en sa faveur les mesures propres à la mettre à l'abri du besoin². Enfin, ils réclament une concession au socialisme pour calmer les revendications révolutionnaires³.

A ces considérations, les adversaires du principe de l'obligation répondent que le système de l'assurance

¹ Paroles du chef socialiste Liebknecht au Reichstag en 1881.

² M. Levasseur, dans son histoire des classes ouvrières en France, après avoir constaté que le suffrage universel a fait passer du côté de l'ouvrier, qui constitue le nombre, l'influence autrefois exercée par la grande propriété, puis par l'industrie bourgeoise, ajoute : « Qu'un gouvernement est tenu de servir les intérêts de ceux dont il tient le pouvoir, et que, s'il ne veut pas courir aux abîmes, ses actes doivent refléter son origine, et donner satisfaction aux vœux légitimes des électeurs dont les votes ont fondé son autorité, et dont les votes pourraient l'ébranler. »

³ Le prince de Bismarck n'a pas hésité à soutenir cette thèse au cours de la discussion de la loi allemande du 6 juillet 1884.

obligatoire est inadmissible en droit et impraticable en fait. Inadmissible en droit : car le salaire, comme toute propriété individuelle, est chose sacrée, la liberté des individus veut être respectée même si elle conduit à la ruine ; et cette mesure affecterait un caractère d'imposition : impôt de prévoyance, impôt sur le travail, et épuiserait peut-être la dose de prévoyance que peut posséder l'ouvrier. Impraticable en fait, à cause des difficultés mêmes d'organisation et des charges financières énormes qui en résultent : d'autant plus que l'assurance obligatoire peut aboutir à l'assurance générale et engager trop avant la responsabilité de l'État.

Toutes ces raisons, dans les deux sens, ne manquent pas d'une grande valeur et telle est leur portée que, sans la sanction de l'expérience, l'on ne saurait guère se prononcer d'une manière ou d'une autre. Au reste, cela importe peu ici ; il n'est pas nécessaire de prendre position, car s'il n'était pas indifférent de rappeler ces arguments contraires qui trouvent ou non, en ce qui concerne les mines, leur part d'application, la question en réalité se pose, dans notre sujet, quelque peu différemment. C'est un point de vue spécial qui exige un développement spécial.

III

Le législateur, réorganisant les caisses de secours et de retraites des mineurs, rencontre sur son chemin la

vieille tradition qui oblige l'ouvrier à participer à la société de prévoyance. Il la respecte en apparence ; mais sont-ce bien les errements du passé qui continuent ? Ne se produit-il pas en réalité un bouleversement radical ?

A

L'obligation une fois établie, il semble peu importer, au premier abord, que l'origine en soit dans une clause patronale ou dans un article de loi : c'est une simple question de nuance, dira-t-on.

Grave erreur cependant, car profonde est la différence ! Parmi les motifs qui légitiment hautement la clause patronale, il en est un — le principal — que ne saurait invoquer l'article de loi : c'est la responsabilité patronale. L'exploitant, nous l'avons dit, a, dans une grande mesure, charge d'âmes ; et nous n'en voulons pour preuve que l'indignation de l'opinion publique devant le triste spectacle d'un ouvrier malade ou âgé que son maître abandonne. S'imposer lui-même une charge et, pour faire face, par de nombreux oncours, à toutes les éventualités possibles, s'associer, avant tout, son personnel, tel est pour l'exploitant la ligne de conduite toute tracée.

Pour l'État, rien de semblable, il n'y a plus une obligation morale à laquelle, en toute justice, il ne peut se soustraire. Son intervention, dans l'espèce, se présente

comme facultative et essentiellement volontaire ; elle dépend exclusivement du sens dans lequel le poids des arguments fait pencher la balance et l'ensemble de ces raisons ne saurait constituer autre chose qu'une justification. Voyons donc quelles sont celles qui ont été invoquées.

Dès le début, on s'est mis d'accord pour ne pas entamer une discussion générale et laisser de côté, bien qu'en les apercevant, les théories que nous avons sommairement exposées plus haut et qui perdent dans notre cas particulier une partie de leur valeur. Décidé, comme on l'était, à faire une loi spéciale aux mines, nous estimons que l'on a eu entièrement raison de ne pas vouloir appliquer à un énoncé simplifié les mêmes méthodes d'investigation et la même tournure d'esprit qu'au problème dans toute sa généralité. On recourut donc à des raisonnements spécieux.

a) Ce fut d'abord la coutume existante que l'on mit en avant. Sans se rendre assez compte de la distance qui sépare une coutume patronale d'un texte législatif, on pensa que l'assurance obligatoire ne rencontrerait aucune difficulté auprès de ceux-là mêmes qui la pratiquaient déjà. L'opinion nous paraît, en effet, d'autant plus fondée que tous les délégués ouvriers, dans les différents bassins miniers, se déclarèrent partisans de la retenue obligatoire.

A cette première idée se rattacha de suite la perspective tentante — déjà signalée — de procéder à

l'épreuve d'un système nouveau si obsédant et si troublant. L'expérience se présentait comme facile à faire : elle apporterait certainement, pour une étude d'ensemble, de précieux renseignements pris dans notre pays même et non plus à des sources étrangères. Mais l'espoir caressé nous produit l'effet d'un mirage, tant, précisément, les exploitations nous paraissent être un terrain particulièrement propice et dès longtemps préparé très avantageusement par les institutions patronales. De ces résultats, il faudra se défier si l'on ne veut pas se réserver, dans l'avenir, de décevants déboires.

Mais, il faut bien le reconnaître, ces raisons ne sont que des encouragements à édicter la nouvelle mesure, de fortes tentations si l'on veut, non pas encore des bases présentant quelque solidité. Aussi n'a-t-on pas manqué d'en proposer.

b) Imposer la participation des ouvriers aux Caisses de secours et de retraites est apparu comme une conséquence logique des articles 48 et 50 de la loi de 1810 et du décret de 1813, et comme un résultat direct de la nature spéciale de la propriété des mines. Ce passage si caractéristique du rapport de M. Audiffred a déjà été cité : « L'Etat qui intervient dans les exploitations de mines peut dire *à quelles conditions le travail sera donné*, il peut imposer aux ouvriers de cette industrie *les obligations qu'il juge utiles à leur bien-être et leur sécurité*. » Toujours les mêmes équivoques ; toujours les mêmes légendes sous mille formes différentes !

Nous avons suffisamment essayé plus haut d'en montrer le néant pour n'avoir pas besoin ici d'insister davantage.

c/ Comme pour fortifier cet argument de peu de valeur, le suivant est venu aussitôt s'y adjoindre. « Si l'on peut contester l'utilité de l'obligation, on ne saurait sérieusement nier le droit de l'Etat de l'imposer, lorsqu'elle lui paraît avantageuse et facilement réalisable. » Que, ces conditions une fois remplies, ce droit de l'Etat existe réellement par cela même qu'il trouvera à s'exercer de la manière la plus favorable, c'est contestable ; mais, nous l'admettons. Toute la question pour nous est de savoir si, précisément, il y avait dans les exploitations de mines à la fois avantage et facilité. Facilité, c'est certain. Avantage, nous ne le pensons pas : déjà maints passages de cette étude¹ ont cherché à établir le contraire : nous nous sommes nettement déclarés partisan de la liberté et de l'initiative des œuvres patronales. Sans rejeter *a priori* et de parti pris les essais de toutes sortes, faits par l'Etat, en vue d'améliorer le sort des travailleurs, nous avons grande confiance en la fécondité des efforts combinés, sans aucune contrainte, des patrons et des ouvriers, ainsi qu'en la puissance de l'association. Il y aurait de ce côté de bien puissants ressorts pour appuyer la solution — si elle existe — de la question sociale.

¹ Notamment le chapitre IV.

d/ Dans l'état actuel de cette question sociale, dans l'ordre politique présent, — sont venus affirmer enfin les partisans de l'assurance obligatoire dans les mines, — chaque droit nouveau pour l'individu, chaque liberté reconnue, chaque facilité plus grande amène des devoirs nouveaux, imposés par les lois positives. Tout progrès réalisé entraîne les deux conséquences corrélatives d'un droit et d'un devoir correspondant. L'Etat assure l'instruction sous toutes ses formes, multiplie les moyens de communications diverses, garantit des prérogatives aux citoyens; mais, en compensation, il impose des obligations autrefois inconnues; telles les lois du 19 mai 1874 et du 2 novembre 1892, qui réglementent le travail des enfants mineurs dans les manufactures; du 23 septembre 1874, relative à la protection du premier âge; du 28 mars 1882 qui établit, au détriment de la puissance paternelle absolue, l'instruction primaire obligatoire¹.

Ce sont là des arguments spécieux. Sans nous attarder à étudier la remarquable théorie de la corrélation des droits et devoirs nouveaux, qui conduit loin et justifie toutes les mesures parlementaires possibles sans aucune exception, qu'il nous suffise de remarquer que toutes les lois invoquées se rapportent à des enfants; que les enfants sont dans une situation légale d'inca-

¹ Un représentant de plusieurs syndicats ouvriers, M. Rondet, a fait à ce sujet la belle déclaration suivante : « De même que la Chambre a voté l'instruction obligatoire, en négligeant les droits du père de famille, elle pourra voter la retenue obligatoire sans que la dignité de l'ouvrier mineur en soit blessée. »

pacité, qui crée au législateur des conditions très spéciales; mais, que dans notre sujet il s'agit, non pas d'enfants, mais de personnes ayant la plénitude de leurs droits et pouvant se protéger elles-mêmes.

e) Tous ces arguments ne paraissent donc pas convaincants. Pour nous, le nœud de la question est ailleurs. — Il ne s'agit pas, encore une fois, à nos yeux, de prendre parti pour ou contre l'assurance obligatoire en général. Si intéressant que soit un débat d'ensemble, ce serait sortir des limites mêmes de notre sujet, que de le traiter avec tous les développements voulus. Il faut nous en tenir au point de vue des mines.

Or, à ce point de vue, la décision bien ferme prise par le législateur de faire une loi spéciale, portée avec elle ses conséquences — nous allions dire son châtiment. Une fois dans cette voie, il faut aller jusqu'au bout, et de même que, plus haut, nous avons admis la subvention obligatoire pour le patron, ici encore, et pour des raisons analogues, nous réclamons le versement obligatoire pour l'ouvrier.

Mais il y a plus — et ceci montre bien comment, par un enchaînement inévitable de toutes les parties de notre loi, notre question est essentiellement particulière — la contribution obligatoire pour le patron, admise sans hésitation, nécessite fatalement la contribution obligatoire pour l'ouvrier ¹. En effet, laisser à

¹ Le Sénat a bien senti toute la force de cette remarque. Invité par sa Commission à ne pas introduire pour l'ouvrier l'assurance obligatoire,

l'ouvrier la faculté de se soustraire à toute subvention, c'est créer deux catégories d'ouvriers, les participants et les réfractaires ; c'est préparer, par cette inégalité même, des rapports difficiles entre le patron et le personnel ; le patron se trouvera prisonnier des participants et à la merci des demandes de charité introduites par les réfractaires, et le personnel rencontrera là de faciles prétextes à la calomnie. Ne suspectera-t-on pas l'exploitant de congédier de préférence ceux qui auraient fait acte de prévoyance, et d'influencer les ouvriers pour les empêcher de s'assurer ? Car, — par une juste réciprocité et comme par un cercle vicieux qui montre bien la puissance de l'engrenage dans tous les sens — si un ouvrier refuse d'adhérer à la Caisse de prévoyance, l'exploitant doit être dispensé du versement qui lui serait incombé ².

« Les Caisses de secours et de retraites organisées

sous la réserve que l'exploitant serait dispensé du versement correspondant, il a compris la logique implacable qui s'imposait. Un des orateurs, M. Maxime Lecomte, a parfaitement résumé la situation en disant : « Le dilemme, en fait, se pose ainsi : ou l'obligation vraie, l'obligation pour tous ; ou le respect de ce qui se passe, le maintien du *statu quo*. »

² « S'il en renvoie un, on insinuerait qu'il a trouvé là un moyen détourné d'éluder la loi et de ne pas verser sa quote-part ; s'il le punit, on dira qu'il cherche à le rebuter pour l'amener à quitter la mine ; et la malveillance si éveillée aujourd'hui s'en mêlant, on ne manquera pas de crier bien haut que le patron a cherché dans les vices de ses ouvriers une prime et un moyen de se soustraire aux obligations légales qui lui incombent. »

(Paroles de M. Viette, ministre des Travaux publics, au Sénat).

par les soins de l'Etat, a dit M. Vuillemin devant une des Commissions parlementaires, ne peuvent s'établir que si l'on impose aux ouvriers une retenue sur leurs salaires. » Et cependant — nous le répétons, non sans regret — l'industrie des mines n'est pas une industrie à part : les personnes qui y participent sont placées sous le droit commun qui est simplement le libre accord des parties !

B

Le libre accord des parties, voilà, en effet, la seconde différence essentielle qui existe entre l'obligation patronale et l'obligation légale. — Après des raisons de naître opposées, des raisons de vivre contraires.

Que l'entrée d'un ouvrier dans une mine soit subordonnée à certaines conditions, notamment sa participation à la Société de prévoyance, quoi de plus naturel ? Le contrat de louage d'ouvrage peut, comme toute convention, contenir plusieurs clauses avantageuses ou restrictives, qui, par le simple accord des volontés en présence, forment la loi des parties. Il n'y a d'aucun côté violence : le patron est libre de n'admettre dans son exploitation que l'ouvrier qui accepte ses offres avec toutes leurs charges, comme celui-ci est libre de refuser son concours si certaines conditions ne lui agréent pas. « Il ne s'agit pas ici d'une de ces violences morales qui servent de thème à tant de revendications et qui

placent, dit-on, l'ouvrier entre le sacrifice de son gagne-pain ou celui de son droit¹. »

Que l'Etat impose au contraire une retenue sur le salaire au personnel d'une industrie privée, voici une volonté étrangère qui s'introduit dans un contrat privé entre deux parties intéressées; dangereuse immixtion que celle des pouvoirs publics s'interposant entre les concessionnaires et leur personnel, dans un domaine particulier et sur le terrain de la liberté individuelle. Si le versement à la Caisse de prévoyance dérive d'une loi, l'ouvrier alors peut crier à la violation de sa liberté ; car, quoi qu'il fasse et de quelque côté qu'il se tourne, il est obligé de s'y soumettre. Il est réellement mis, dans ce cas, entre son gagne-pain et son droit. S'il préfère son droit, le voilà sans ouvrage, chassé de sa profession. S'il aime mieux son gagne-pain, le sacrifice qu'il consent sur son gain journalier perd toute sa dignité, il prend le caractère d'un véritable impôt.

C

Librement consentie, en effet, — et c'est là qu'apparaît la dernière différence que nous voulions marquer — l'épargne de l'ouvrier est un élément de moralisation ; tout obligatoire que le patron l'ait rendue, elle laisse subsister l'effort volontaire, personnel et permanent.

¹ Cheysson, loc. cit.

Imposée, au contraire, par la loi, elle décharge l'ouvrier de toute préoccupation d'économie. Le mineur, dont la profession même serait frappée d'une taxe moyennant laquelle une loi lui enlève le souci de la prévoyance, contracterait l'habitude de s'en remettre à l'État — sorte de Providence — du soin de ses affaires domestiques. Qui sait si un jour, tombé dans la misère par sa propre faute, il ne l'accusera pas de s'en être mal acquitté ?

Le parti auquel s'est arrêté le législateur d'imposer à tout mineur une participation pécuniaire aux Caisses de secours et de retraites n'allait donc pas sans de sérieuses difficultés. Senties par les Chambres, elles ont provoqué une série de justifications assez erronées ; n'importe, quels que soient les obstacles rencontrés, ne serait-ce que du fait, s'attachant à une industrie unique à l'exclusion des autres, de rompre l'égalité entre tous les citoyens, l'assurance obligatoire se présentait comme un corollaire inéluctable du droit d'intervention de l'État dans les affaires d'ordre intérieur des mines ; intervention admise au Parlement, mais non justifiée à nos yeux. Le législateur a donc conservé l'ancienne tradition patronale, tout en rompant radicalement avec l'esprit du passé et en inaugurant une ère nouvelle ; et c'est précisément un point délicat auquel il ne faut pas se tromper¹, car, pour

¹ A cet égard, il est bon de signaler ce passage du rapport de M. Audiffred : « La Commission tient à dire que l'œuvre qu'elle présente

dénaturée que soit, en réalité, la coutume ancienne, elle apparaît, sans doute, aux yeux de la masse des mineurs, comme étant continuée. Sans aller au fond des choses, pour le moment du moins où la majorité est favorable à la réforme, peu importe à l'ouvrier, puisqu'il abandonne une partie du salaire gagné, que la cause de la retenue soit changée : son père était soumis à la même règle, il s'y plie, lui aussi, comme par habitude. En sorte que, s'il est incontestable que l'assurance obligatoire se trouve à présent inscrite dans une de nos lois — celle du 29 juin 1894 — il n'en est pas moins vrai qu'établie dans des conditions toutes spéciales, elle ne saurait être généralisée trop hâtivement. La question reste entière ; et, le jour où elle reviendra en discussion, qu'on procède à un débat d'ensemble, sans invoquer comme un précédent irréfutable l'exemple donné il y a quatre ans. Pour notre compte, nous regretterions vivement que ce grave problème de l'assurance obligatoire, au lieu de se présenter franchement de front, pénétrât furtivement dans notre législation, par le chemin biais et détourné qu'a préparé notre texte : elle s'est introduite par une fissure plus

n'est pas *une création de toutes pièces* ; on peut même affirmer qu'elle n'a, pas plus que ses devancières, rien imaginé qui n'existât déjà. Elle s'est bornée à grouper, à coordonner des institutions déjà existantes et dont la valeur a été vérifiée par une expérience déjà longue. Les améliorations qu'elle apporte ne sont pas des *conceptions absolument nouvelles*. » C'est la succession même que recueille le législateur qu'il essaie de perfectionner.

ou moins réelle de l'organisation sociale actuelle; ce n'est pas là l'entrée du chemin ouvert qui mène à la vérité.

Une dernière remarque reste à faire relativement au taux des versements. Une fois le principe de l'obligation admis, son application doit être restreinte dans des limites modérées. Si l'on considère les ressources extrêmement différentes d'exploitations voisines¹, le nombre des concessions qui ne font pas de bénéfices² et enfin l'extrême médiocrité de la marge que laissent aux bénéfices — là où on peut les réaliser — le bas prix des combustibles et la redoutable organisation des syndicats d'exportation étrangère, on mesurera les périls qu'entraîne une augmentation invariable du prix

¹ L'exemple le plus typique se trouve dans la Loire. L'ancienne Société civile des Mines de la Loire fut divisée en quatre Sociétés ayant alors même valeur, valeur représentée par 80.000 actions. Or, les actions sont actuellement cotées aux chiffres respectifs de 900, 300, 200, 10 francs environ.

² A ce point de vue, il est intéressant de donner le tableau suivant, d'après les dernières statistiques de l'industrie minière relatif aux mines de charbon.

ANNÉES	Nombre des Mines	Bénéfices des Mines	Nombre des Mines	Déficit des Mines
	EN GAIN	EN GAIN	EN PERTE	EN PERTE
1881-90	179	41,4 millions	122	4,9 millions
1891	176	65,0	120	5,0
1892	158	46,6	136	7,3
1893	151	34,0	150	8,9
1894	133	36,0	177	9,8
1895	146	36,4	152	6,9
1896	146	34,5	144	8,2
1897	135	35,2	147	9,0

de revient. La vitalité de l'industrie des mines en peut être compromise et, par une répercussion inévitable, les salaires réduits notablement, de telle sorte qu'il serait désirable que les chiffres des diverses subventions soient fixées à un simple maximum : on va voir qu'il n'en a été décidé ainsi qu'à l'égard de la Caisse de secours.

SECTION III. — DES PENSIONS DE RETRAITES (TITRE II).

Après cette digression justifiée par l'importance de la question en cause, revenons au texte même de la loi, à l'étude des *pensions de retraites*¹.

I

Il s'agit, avant tout, de savoir qui sera chargé de servir ces pensions.

La loi l'indique de suite : elle désigne l'Etat ou des associations spéciales (art. 4).

L'Etat s'en acquittera par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et les associations spéciales dont il s'agit seront constituées par des *Caisses syndi-*

¹ Il faut entendre par là aussi bien les retraites d'âge, que les pensions d'invalidité, contrairement à la distinction faite antérieurement. Le système de la loi, comme on le verra, a assimilé ces deux formes de l'assurance contre la vieillesse.

cales ou patronales de retraites, créées par les exploitants des mines à la suite d'une autorisation gouvernementale (art. 4). La proposition primitive, telle qu'elle vint en première délibération à la Chambre, remettait exclusivement aux services publics existants le soin des retraites ¹ ; mais, sur un amendement de quelques députés ² qui admettaient en principe l'obligation de l'assurance, mais qui craignaient de verser dans le socialisme par le fait de rendre l'Etat assureur, on admit la faculté de recourir à des Caisses régionales.

Il est permis de se demander si le but a été entièrement atteint, « car les fonds versés dans la Caisse syndicale ou patronale doivent être employés en rente sur l'Etat, en valeurs du Trésor ou garanties par le Trésor, en obligations départementales ou communales ³ ». Ce sont, sans aucun doute, de sages précautions ⁴, mais si ce n'est plus la Caisse des dépôts et consignations qui se trouve chargée de la gestion des fonds, il n'en est pas moins vrai que les finances publiques seront augmentées par ces dépôts indirects afférents aux retraites, et l'administration de l'Etat accrue d'autant.

¹ Il avait paru, avec raison, inutile aux deux Commissions qui s'étaient succédé, d'établir une Caisse centrale de prévoyance et de retraite pour les ouvriers mineurs.

² MM. de Mun, Freppel, etc...

³ Les titres sont nominatifs, dit la loi.

⁴ On voit que, tout en accordant aux retraites fournies par les Caisses syndicales de sérieuses garanties, on n'a pas été jusqu'à obliger à effectuer le dépôt des titres à la Caisse des dépôts et consignations.

II

Pour déterminer le montant des retraites ainsi servies soit par l'Etat, soit par des associations privées, il nous faut recourir aux données que fournit la loi.

Le capital constitutif des pensions, dit celle-ci, est formée par un versement (opéré mensuellement par les soins de l'exploitant¹) d'une somme égale à 40/0² du salaire des ouvriers ou employés, dont moitié à prélever sur le salaire et moitié à fournir par l'exploitant lui-même. — Le versement est fait à capital aliéné ; seuls, les 20/0 correspondant à la part de l'ouvrier peuvent, sur la demande de celui-ci, être placés à capital réservé³ (art. 2⁴).

¹ L'exploitant représente donc ses ouvriers et employés comme intermédiaire auprès de la Caisse nationale des retraites.

² Nous ne rappellerons pas tous les chiffres qui ont précédé celui-ci dans l'élaboration du texte. Cette nomenclature n'aurait pas d'intérêt. Nous nous contenterons de présenter les résultats auxquels ceux-ci conduisent. Qu'il suffise de dire que ce qui a amené naturellement les changements successifs, c'est la crainte, d'une part, d'imposer une charge trop lourde soit à l'ouvrier, soit à l'exploitant, et d'autre part, de prévoir une pension de retraite trop faible pour l'ouvrier.

³ La Chambre, dans un but d'amélioration sociale excessive, fondée sur ce qu'il y a d'égoïste dans le versement à capital aliéné, avait voté le versement, dans tous les cas, à capital réservé. « Chaque génération, disait le rapport, travaille ainsi (au cas du capital aliéné) pour elle, sans accroître le patrimoine de celle qui lui succède. » Le Sénat, se fondant sur des calculs précis et voyant les différences de charges considérables qu'entraîneraient pour l'ouvrier et l'exploitant, à capital réservé, des avantages identiques à ceux que fournit le capital aliéné, adopta ce dernier parti.

⁴ Un règlement d'administration publique en date du 14 août 1894, est venu fixer les détails d'application pratique des articles 1, 2 et 3.

L'entrée en jouissance est fixée à 55 ans¹ (art. 3). — Les règles posées par la loi du 20 juillet 1886 (complétée par le décret du 28 décembre 1886) sur la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, s'appliquent ici pour l'acquisition et la liquidation des pensions.

Les conditions dans lesquelles se prépare une retraite étant ainsi précisées, nous sommes amenés aux conclusions suivantes :

1^o La retenue faite sur le salaire de l'ouvrier est nécessairement partagée par parties égales sur la tête du mari et de la femme².

2^o La part de l'exploitant est versée dans les conditions prévues au règlement de la mine ; elle est donc, soit partagée entre les conjoints, soit attribuée au profit exclusif de l'employé ou ouvrier.

3^o Les sommes versées antérieurement au mariage restent propres au titulaire et ne tombent pas dans la communauté.

4^o Le calcul des rentes est fait en tenant compte :

a) De l'intérêt composé du capital.

b) Des chances de mortalité en raison de l'âge du

¹ Cette entrée en jouissance pourra être différée sur la demande de l'ayant-droit, mais les versements cesseront à partir de cet âge d'être obligatoires (art. 3). Il semble qu'il faille appliquer cette clause à la fois au versement de l'ouvrier et à celui du patron, même au cas où l'ouvrier voudrait continuer à verser. — Nous ne rappellerons pas non plus, ici, les âges différents qui ont été successivement proposés.

² Sauf les trois exceptions prévues dans : 1^o La loi de 1886, art. 13, § 6, et loi du 26 juillet 1893, art. 61 ; 2^o Loi de 1886, art. 13 ; § 7 ; 3^o Loi de 1886, art. 13, § 3.

titulaire au moment de l'opération et de son âge à l'époque où doit commencer la retraite.

c/ Du paiement, au décès, du capital assuré par la clause de « réservé » lorsque cette clause a été stipulée.

De telle sorte que, sans nous arrêter à donner les innombrables tables qui permettent de calculer les fractions de pensions produites par chaque versement trimestriel, il est possible de déterminer quelle est la retraite maxima que peut espérer un mineur, seul point vraiment digne d'intérêt.

La retraite maxima sera évidemment acquise à 55 ans par l'ouvrier entré à 13 ans (âge minimum) au service d'une exploitation et dont le travail n'a subi d'autre interruption que celle qui résulte du service militaire. Le tableau suivant essaie de mettre en évidence les chiffres calculés dans cette hypothèse, en supposant l'ouvrier, soit célibataire toute sa vie, soit marié à 25 ans, dès le retour dans ses foyers.

Éléments du Calcul VERSEMENT DE 2 o/o		ÉTAT DU MINEUR	MAXIMUM DE LA PENSION	
A Capital aliéné	A Capital réservé		2 % ALIÉNÉ (PART DE L'EXPLOITANT) Joint à	
			2 % ALIÉNÉ (Part de l'ouvrier)	2 % RÉSERVÉ (Part de l'ouvrier)
213 50	141 80	Célibataire.	427 »	355 30
132 50	89 90	Homme	265 »	222 40
81 »	51 90	Femme	162 »	132 90
		Marié ¹	427 »	355 30

¹ Dans un ménage, la différence d'âges étant en moyenne de 4 à 5 ans,

5^o Les versements sont inscrits sur un livret individuel au nom de chaque ouvrier et employé (comme tous les versements à la Caisse nationale des retraites¹).

Grâce à ce système, l'ouvrier peut toujours constater lui-même l'accroissement progressif de sa retraite, et surtout, s'il quitte une exploitation, les versements effectués lui restent acquis. C'est, en effet, le grand avantage du livret individuel d'être la propriété de celui au nom duquel il est pris, et d'assurer en même temps, à ce titulaire, la propriété des sommes qui y sont inscrites : de cette façon, le fruit d'efforts passés ne se trouve pas perdu.

le couple touchera la pension complète, au moment où la femme atteignant 55 ans, l'homme en aura 59 à 60.

L'acquisition de la pension se faisant essentiellement par tête, si l'un des deux conjoints vient à mourir, soit avant, soit après la liquidation des deux retraites, le survivant se trouvera réduit à sa seule part personnelle.

¹ D'après la statistique de l'industrie minière de 1893, année qui a immédiatement précédé la mise en vigueur de la loi, et sur laquelle, par conséquent, il était juste de tabler, on peut donner les chiffres suivants :

	Charbonnages	Autres mines	Totaux
Nombre d'ouvriers (extérieur, intérieur).	132.644	15.801	148.445
Nombre de journées de travail	36.689.000	4.097.000	40.786.000
Montant des salaires . . .	152.077.000 fr.	14.478.000 fr.	166.555.000 fr.
Salaires moyens par an.	1.146 »	916 »	1.122 »
Salaires moyens par jour	4 15	3 58	4 08

La Caisse nationale des retraites doit donc recevoir annuellement une somme de $166.555.000 \times 0,04 = 6.662.200$ francs et chaque ouvrier verse en moyenne $1.122 \times 0,04 = 44$ fr. 88, c'est-à-dire 45 francs.

En ce qui concerne les ouvriers qui seraient rendus incapables de travailler par suite d'infirmités permanentes ou de blessures, ils bénéficieront de l'article 11 de la loi du 20 juillet 1886 sur la Caisse nationale des retraites ainsi libellé : « Dans le cas de blessures graves ou d'infirmités prématurées, régulièrement constatées, conformément au décret du 27 juillet 1861, et entraînant incapacité absolue de travail, la pension peut être liquidée même avant 50 ans et en proportion des versements faits avant cette époque. Les pensions ainsi liquidées pourront être bonifiées à l'aide d'un crédit ouvert chaque année au Ministère de l'Intérieur. » Une instruction des plus minutieuses en 136 articles, accompagnée de 14 modèles à remplir, a été publiée par la Caisse des dépôts et consignations. La solution, sage à tant de points de vue, qu'a donnée la loi à la question des retraites pour les mineurs, a eu comme contre-coup inévitable — et c'est là le point faible de tout système qui fait l'État assureur — une augmentation de personnel tant à la Caisse nationale des retraites qu'auprès des receveurs particuliers des arrondissements miniers, ainsi que l'obligation de formalités sans fin, contraints que sont les exploitants de se procurer les actes de naissance de tous les ouvriers de moins de 55 ans, et de la femme de chacun, de suivre les mutations dans la famille, mariages, décès, divorces, séparations, absences de plus d'un an, etc., pour en fournir aussitôt la justification à la Caisse des dépôts

et consignations ; et de se procurer pour tout ouvrier étranger une traduction légalisée de chacun de ces actes, avec, en plus, une pièce constatant que la déclaration de résidence a été faite en temps voulu ¹.

¹ Tous ces détails soulèvent plusieurs difficultés dans l'application de la loi. En voici quelques-unes, avec les solutions qui leur ont été données par une circulaire du Ministre des Travaux publics du 13 août 1896.

I. Quel emploi doit-on faire des sommes réunies au compte d'ouvriers qui, nouvellement entrés dans une exploitation, ont atteint l'âge de 55 ans avant qu'un versement pût être effectué à leur profit à la Caisse nationale des retraites et qui ne désirent pas prolonger leurs contributions au delà de cet âge ?

Il n'y a d'autre parti à prendre que de rembourser purement et simplement aux ouvriers le montant des retenues qui ont été prélevées sur leur salaire.

II. Quel emploi peuvent recevoir les reliquats du compte des ouvriers qui, pour une cause quelconque ont cessé de faire partie du personnel de la mine, lorsque la somme en est inférieure au minimum fixé pour les versements à la Caisse des retraites ?

On peut s'arrêter à l'une des trois déterminations suivantes : *a/* utiliser les bulletins-retraites dont l'emploi est autorisé par l'article 14 du décret du 28 décembre 1886 ; *b/* arrondir la somme acquise à l'ouvrier, au moyen d'un léger versement complémentaire de l'exploitant ou de cet ouvrier ; *c/* remettre purement et simplement à l'ouvrier, comme complément de salaire, la fraction inférieure à 1 franc.

III. Lorsque des ouvriers quittent le service d'un exploitant sans lui avoir fourni les pièces nécessaires pour les déclarations du premier versement à effectuer à la Caisse nationale des retraites, comment, dans de telles conditions, cet exploitant peut-il se décharger des sommes inscrites au crédit de ces ouvriers ?

(Ce cas se présente fréquemment pour les ouvriers étrangers dans les zones frontalières.)

L'exploitant pourra se libérer en versant à la caisse des retraites les sommes dues, au compte des ouvriers intéressés. Si les intéressés produisent la justification manquante dans les six mois (au maximum) à compter du jour du versement à la Caisse nationale des retraites, il

Chaque mois, les 4 0/0 du salaire sont inscrits sur un bordereau spécial ; tous les *trois* mois¹, au bordereau mensuel est joint un bordereau trimestriel et ces divers bordereaux sont remis avec les sommes correspondantes soit à la Caisse centrale de Paris, soit à la caisse du receveur général ou particulier. C'est seulement dans des cas exceptionnels que les autres agents financiers de perception peuvent être autorisés à recevoir ces versements. En même temps que ces bordereaux trimestriels, l'exploitant doit remettre tout le paquet de livrets de son personnel. Ces livrets ne sont pas nécessairement envoyés à Paris tous les trois mois ; mais les bordereaux font ce voyage, aller et retour. Le montant des sommes versées est, avant le départ des bordereaux pour Paris, inscrit sur le livret : le montant de la pension correspondante est calculé à Paris et n'est inscrit qu'à partir du dixième jour du troisième mois. Ainsi, chaque livret remis au receveur, en même temps que le bordereau trimestriel, reste à ce moment

pourra être procédé à la liquidation de la rente avec valeur du jour du versement.

IV. Lorsqu'un ouvrier ne peut fournir son acte de naissance, en vue du premier versement à la Caisse des retraites, il suffit, si l'intéressé est marié, qu'il produise un extrait de l'acte de notoriété qu'il a dû remettre à l'officier de l'état civil, lors de son mariage, relatant les indications relatives à sa naissance.

¹ On peut se demander s'il n'y a pas dans cette façon de procéder une violation du texte même de la loi, car l'article 2 dit : « L'exploitant versera chaque mois soit à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, soit, etc... »

quinze jours chez le receveur. L'exploitant peut, au bout de ce temps, le faire revenir, quitte à le rendre de nouveau au commencement du troisième mois pour l'inscription de la rente.

On voit donc combien peu de temps les livrets restent à la disposition de leurs titulaires, et surtout combien facilement ces livrets peuvent échapper aux ouvriers¹.

III

Le versement à la Caisse des retraites pour la vieillesse d'une somme égale à 4 0/0 du salaire de l'ouvrier peut parfois n'assurer, en somme, à celui-ci qu'une rente très modeste. S'il vient à décéder, sa veuve n'a droit qu'à une fraction restreinte de la pension totale et ses enfants ne reçoivent aucune allocation.

Les Compagnies de mines, d'autre part, déchargées par la loi du souci des institutions de prévoyance, auraient pu se désintéresser des augmentations de retraites désirables ou bien, étreintes dans un cercle rigide, n'avoir pas la latitude voulue pour améliorer le sort des ouvriers.

Pour toutes ces raisons, il convenait, si l'on ne voulait pas uniquement faire œuvre d'autorité, de témoigner quelques tendances libérales. Au surplus, l'appli-

¹ On verra dans le chapitre suivant des exemples curieux de livrets en détresse.

cation elle-même de la loi ne saurait qu'y gagner, car les exploitants d'accord avec les ouvriers s'efforceraient alors, sous le bénéfice d'une certaine liberté, d'en compléter les effets, par une heureuse appropriation.

Dans ce but, la loi décide que les versements pourront être augmentés par l'accord des deux parties (art. 2, § 1); que l'exploitant pourra prendre à sa charge une fraction supérieure à la moitié du versement ou sa totalité (art. 2, § 3); et enfin, dans une mesure compatible avec des garanties sérieuses, l'article 5 prévoit le cas où, par des conventions spéciales, un exploitant veut constituer en faveur de ses ouvriers et employés ou de leurs familles des libéralités sous forme de rentes viagères ou temporaires, soit d'indemnités à payer en capital à une échéance ultérieure. Dans cette hypothèse, le capital formant la garantie de ces engagements doit être versé ou représenté à la Caisse des dépôts et consignations ou dans les Caisses particulières précédemment indiquées. L'exploitant est tenu, en outre, d'adresser chaque année au Ministre des Travaux publics le compte rendu des mesures par lui prises pour se conformer à ces prescriptions.

Cet article conduit à une double conséquence. L'une, toute négative et bien naturelle, c'est que les libéralités occasionnelles, sous quelque forme qu'elles soient accordées, ne se trouvant pas visées par le texte, sont entièrement libres et complètement affranchies de formalités.

Doivent être considérées comme libéralités occasion-

nelles, les versements à la Caisse des retraites supérieurs à 2 0/0 (d'après la faculté laissée par le second paragraphe de l'article 2), effectués même à titre permanent pour un ou plusieurs ouvriers. Peu importe, d'ailleurs, que ces versements, majorés au-dessus du tarif normal, proviennent du fait de l'exploitant seul ou du fait de l'exploitant et de l'ouvrier agissant simultanément par suite d'accord entre eux. — On peut facilement appuyer cette opinion sur l'économie même de la loi, la disposition des articles et la garantie que porte avec lui, d'une façon continue, le système du livret individuel, destiné, dans ce cas, à constater les opérations intervenues.

La deuxième conséquence est essentiellement positive. Elle consiste à remarquer que le texte s'applique, au contraire, aux libéralités conventionnelles. Pour que l'article trouve toute sa valeur, une convention doit être intervenue, c'est-à-dire « un engagement permanent résultant d'un règlement qui forme une sorte de complément du contrat du travail¹ ». — De ce nombre sont les versements supérieurs à 2 0/0, dont il vient d'être question, s'ils se produisent par suite d'une mesure générale pour tous les ouvriers indifféremment.

Les dons de l'exploitant que nous venons de préciser sont soumis à deux sortes de garanties que l'article énumère et qui se résument dans une certaine intervention de l'autorité administrative.

¹ Circulaire ministérielle.

D'une part, dépôt réel ou fictif d'un gage entre les mains des gérants de l'une des Caisses de retraites. A ce sujet, il est intéressant de citer le passage suivant de la circulaire ministérielle qui accompagne la loi : « Le but du législateur a été, en premier lieu, de spécialiser le gage pour le mettre à l'abri de catastrophes, comme certaines de celles dont on s'est justement émotionné dans le passé ; il a voulu, de plus, montrer à l'exploitant la nécessité d'une constitution de ces réserves qu'on a trop oubliées jadis ; il s'est proposé, enfin, de créer une sorte de publicité qui permit éventuellement aux intéressés, s'ils trouvaient suffisantes les garanties à eux données, de faire valoir devant les tribunaux les droits qu'ils croiraient tirer à cet égard de l'article 5. » L'administration n'a donc pas l'obligation d'évaluer les valeurs que l'exploitant peut librement choisir comme garanties, et de vérifier que ces valeurs sont suffisantes pour répondre des engagements. Mais, si sa responsabilité est ainsi à couvert, il n'est pas moins de son devoir « d'attirer l'attention de l'exploitant sur les erreurs manifestes dans l'évaluation des engagements ou dans l'appréciation des valeurs de garanties ».

L'exploitant, d'autre part, doit adresser chaque année, par l'intermédiaire du préfet, au Ministre des Travaux publics, les résultats des conventions ou règlements qu'entraîneraient ses propres libéralités. Son compte rendu, dans une première partie, doit donner

l'état : 1^o de toutes les pensions ou rentes en cours de jouissance ; 2^o de tous les engagements contractés, soit pour rentes viagères ou temporaires à servir, soit pour indemnités à payer en capital à une échéance donnée, — et, dans une deuxième partie, « le montant des capitaux disponibles ou le détail des valeurs déposées ». L'article 30 de la loi punit d'une amende l'omission par l'exploitant de l'envoi de ce compte rendu.

Cet article a été très sagement apprécié, à notre sens, dans les termes suivants : « Il est certainement inspiré par un sentiment de sage prudence ; mais on peut se demander si, à force de prudence, on n'arrivera pas à tarir à leurs sources les générosités patronales. Vivant au jour le jour, sur les bénéfices résultant du travail, les industriels en attribuaient volontiers une part à leurs collaborateurs, tout en leur faisant espérer de continuer aussi longtemps que les affaires le permettraient. L'obligation de capitaliser sous forme de versement à la Caisse des dépôts imposerait l'immobilisation de trente fois l'allocation annuelle. Tout donne à penser que ce malencontreux et trop sage article sera entièrement prohibitif de toutes ces conventions spéciales, dont tant de vieux travailleurs bénéficient actuellement ¹. »

¹ M. Grüner. *Société d'économie sociale*. Séance du 17 décembre 1894.

SECTION IV. — DES SOCIÉTÉS DE SECOURS (TITRE III)

Après les retraites pour les vieillards, les secours pour les malades.

C'est un des mérites de la loi d'avoir franchement séparé, sous tous les rapports, ces deux services si distincts, dont la confusion ne va pas sans de nombreux dangers.

Ici s'accroît nettement la tendance à la décentralisation qui a déjà été rencontrée : l'Etat n'est plus chargé, moyennant certains versements, d'assurer les pensions de maladie ; le soin en est raisonnablement laissé à des associations locales. — Présentant de nombreux points communs avec les Sociétés de secours mutuels, ces nouvelles associations leur ont été assimilées par plusieurs circulaires ministérielles. Le texte même de la loi y invitait dans une certaine mesure, puisque l'article 20 portait : « Les Sociétés régulièrement constituées en conformité des articles qui précèdent bénéficieront des dispositions des lois sur les Sociétés de secours mutuels et seront soumises aux obligations découlant de ces lois. » — La nécessité même de ce renvoi à la législation des Sociétés de secours mutuels et les différences profondes entre celles-ci et les futures Caisses minières (notamment quant à l'affiliation obligatoirement exigée des mineurs), justifiaient certains doutes sur l'exactitude d'un sem-

blable rapprochement. Ce n'est donc pas sans raison que la loi du 1^{er} avril 1898 sur les Sociétés de secours mutuels est venue abroger notre article 20, de telle sorte qu'on peut dire aujourd'hui des nouvelles Caisses de secours pour les mineurs établies par le législateur, comme la jurisprudence autrefois des anciennes, qu'elles constituent des Sociétés « *sui generis* ».

Il est d'autant plus intéressant, par conséquent, de faire connaissance avec elles.

I

D'étendue essentiellement restreinte par le but même à atteindre, la circonscription de chaque Société de secours est fixée en principe par le seul accord entre les intéressés (art. 9).

L'entente doit donc s'établir entre l'exploitant et ses ouvriers et employés, ceux-ci étant pris soit en totalité, soit en partie, c'est-à-dire que la circonscription peut comprendre, sans distinction entre les divers métiers, soit toute la concession, soit un de ses points seulement ¹, ou bien s'étendre, en dehors de toute délimitation géographique, à certaines spécialités ², comme cela se présentait déjà autrefois (art. 9, § 2).

¹ Il est évident que, dans ce cas, il faudra qu'il y ait plusieurs Sociétés de secours juxtaposées, afin qu'aucune catégorie d'ouvriers ou employés ne soit laissée de côté.

² *Id.*

L'esprit de la loi est même plus large ; il autorise l'entente entre plusieurs exploitations voisines, appartenant à une seule Compagnie ou à plusieurs. La circonscription pourra alors être constituée par plusieurs concessions entières ou fractionnées¹ (art. 9, § 3).

S'il y a désaccord² entre les intéressés — et dans ce cas seulement — l'administration intervient par un décret rendu en Conseil d'État.

Le fait de recourir à cette forme solennelle et assez lente indique que le conflit doit être manifeste et assez grave ; il est difficile, sous ce rapport, de fixer à l'avance des règles précises : c'est une affaire d'espèces.

Les industries annexes de l'exploitation des mines peuvent, à la demande des parties³ et sous l'autorisation du Ministre des Travaux publics, être agrégées aux Sociétés de secours proprement dites ; mais seulement après la constitution de ces dernières. Ces industries annexes comprennent, par exemple, une installation de fours à coke, une fabrique d'agglomérés ou un

¹ *Id.*

² La loi n'indique pas les conditions dans lesquelles l'accord doit se manifester ; il n'est donc pas nécessaire de recourir à un vote ; il suffit que le patron s'assure de l'adhésion des ouvriers par tels moyens qu'il jugera suffisants, notamment par une consultation des administrateurs des anciennes Caisses.

³ Ce terme comprend : 1° Les ouvriers des industries annexes ; 2° l'exploitant ; 3° le Conseil d'administration de la Société de secours. — La circulaire ministérielle du 30 juin 1894 admet qu'on peut valablement statuer sans recourir à un vote. — Nous répéterons donc, dans ce cas, ce qui a été dit à la note précédente.

établissement métallurgique. Il est évident que la première condition de cette agrégation est que le siège de ces industries soit dans le voisinage rapproché de la mine, à la Caisse de secours de laquelle elles devront être rattachées.

Enfin, les Sociétés de secours déjà constituées existantes, et dont les statuts sont approuvés par l'autorité administrative, conservent leur organisation et leur mode de fonctionnement, à moins de transformation reconnue nécessaire par le Ministre des Travaux publics sur l'avis du Conseil général des mines¹ (art. 18).

II

L'objet des Sociétés, ainsi réparties sur nos divers bassins miniers, est fixée d'une manière générale par les prescriptions impératives de la loi et pour chaque caisse en particulier par les statuts qui lui sont propres

¹ Ces Sociétés, dit la loi, jouiront des recettes prévues par l'article 6 (*Infra*).

Pour que ces Sociétés puissent continuer à fonctionner, il faut trois conditions :

1^o Que la Société soit exclusivement composée de mineurs. On a vu en pratique des Sociétés de secours mutuels très prospères, mais comprenant des membres n'appartenant pas à l'exploitation des mines, obligées de se dissoudre ;

2^o Que cette Société comprenne à l'avenir tous les mineurs soumis à l'assurance par la loi, ou tout au moins, s'il existe des associations parallèles, toute une même catégorie d'ouvriers ;

3^o Que l'organisation soit transformée, s'il y a lieu, de telle façon que l'exploitant, versant sa quote-part, ait ses représentants.

et dont on verra plus loin l'origine. — Ce sont ces statuts, inspirés à la fois par le texte de la loi et les besoins spéciaux de chaque entreprise, qui règlent la vie même de la Société de secours ; ce sont eux auxquels il faudrait se référer en cas de contestation, quelle qu'elle soit ; constituant la loi des parties, ils renferment, en effet, leurs droits divers et obligations réciproques.

L'objet des Caisses, qu'institue la loi, se résume dans l'allocation de secours.

Certaines allocations sont obligatoires : « Les statuts *doivent* fixer : 1^o la nature et la quotité des secours et des soins aux membres participants, que la maladie ou des infirmités empêcheraient de travailler ; 2^o en cas de décès des membres participants, la nature et la quotité des subventions à allouer à leurs familles ou ayants-droit ¹ » (art. 7).

La loi ne distingue pas l'origine de ces divers risques ; mais il est certain — et pour éviter toute ambiguïté, les statuts particuliers feraient bien de le dire — que les maladies et infirmités, conséquences de la débauche,

¹ On peut comprendre dans ce chef de dépenses — mais alors à titre purement facultatif pour les statuts — une participation de la Caisse aux frais funéraires d'un de ses membres. Sous ce rapport, le dernier paragraphe de l'art. 18 de la loi du 1^{er} avril 1898 (sur les Sociétés de secours mutuels) s'applique ici : « Dans les villes où il existe une taxe municipale sur les convois, il est accordé aux Sociétés approuvées remise des deux tiers des droits sur les convois dont elles peuvent avoir à supporter les frais aux termes de leurs statuts. »

de l'intempérance ou autres cas analogues, ne sauraient donner lieu à secours.

Les infirmités et la mort, dont parle le texte, ne doivent pas résulter d'accidents ; pour ces derniers, en effet, la question est réservée.

Ajoutons que l'invalidité résultant de l'âge ne peut être tenue pour une infirmité au sens de notre article ; il s'agit seulement, ici, d'incapacité de travail totale ou partielle et d'invalidité précoce.

• D'autres allocations sont, au contraire, facultatives ; la loi les énumère limitativement : ce sont des allocations en argent ou des soins médicaux et pharmaceutiques aux femmes et enfants des membres participants et à leurs ascendants ; des secours journaliers en faveur des femmes et des enfants des réservistes de l'armée active et des hommes de l'armée territoriale, appelés à rejoindre leurs corps ; enfin, des allocations exceptionnelles ou renouvelables¹, en faveur des veuves ou orphelins d'ouvriers ou employés décédés, après avoir participé à la Société de secours (art. 7 § 2). Tous autres objets sont légalement interdits aux Sociétés.

Les affectations, quelles qu'elles soient, ne peuvent être faites qu'au profit des membres participants des Caisses ou de leurs ayants-droit ; il ne pourrait être attribué d'allocation d'aucun genre à d'anciens ouvriers

¹ Ces allocations renouvelables ne prennent donc jamais le caractère de pension, d'engagements viagers ou à terme.

ou employés ayant cessé leur service antérieurement à la constitution de ladite Caisse, ni, par conséquent, aux ayants-droit de ces anciens ouvriers ou employés.

Le projet primitif de la Chambre des Députés évaluait à 20 francs par an et par membre participant les ressources nécessaires au fonctionnement des Caisses de secours. — Il était assez difficile de déterminer *a priori* le chiffre des dépenses auxquelles celles-ci peuvent avoir à faire face ; toutefois, en se reportant aux statistiques relatives aux Sociétés de secours mutuels, on trouvait un élément sérieux sur lequel on pouvait tabler avec une certaine exactitude.

Notamment les derniers rapports adressés par le Ministre de l'Intérieur au Président de la République, et qui contiennent les données les plus récentes sur la matière, permettaient de constater que le chiffre hypothétique de 20 francs n'est pas exagéré. — On verra, au chapitre suivant, que la moyenne de la dépense par participant s'est en réalité élevée à 28 fr. 12, en 1896, et à 29 fr. 46, en 1897 ; cet excédent de dépense sur les prévisions antérieures provient de ce qu'un grand nombre de sociétés distribuent une série de secours facultatifs, en dehors des secours obligatoires fixés par la loi. — A ne s'en tenir qu'à ces derniers, il semble qu'on ne dépasse guère le chiffre de 20 francs.

III

En face des dépenses des Caisses, résultant de leur objet même, voyons quelles sont les recettes.

L'article 6 en énumère cinq :

1^o Un prélèvement sur le salaire de chaque ouvrier ou employé, dont le montant ne dépassera pas 20/0 du salaire.

En présence de ce texte, il est permis de conclure que le chiffre de prélèvement (fixé invariablement par les statuts ou bien annuellement par le Conseil d'administration) peut être déterminé, soit indépendamment des salaires individuels, soit d'après une échelle établie sur les salaires, c'est-à-dire se trouver uniforme pour tout le personnel ¹, ou variable par catégories d'ouvriers.

L'exploitant n'est d'ailleurs pas tenu de communiquer sa feuille de paye ; tout ce qu'on peut exiger de lui, c'est de justifier que le chiffre total des salaires distribués mensuellement par la Compagnie est bien égal à ce même chiffre calculé d'après la contribution ouvrière reçue par la Caisse dans le même temps.

Si l'on admet que le salaire moyen de chaque ouvrier soit de 1.122 francs², et que les traitements des em-

¹ Dans ce cas, le versement correspondant à chaque ouvrier est proportionnel à son salaire.

² Voir page 216.

ployés s'élèvent en moyenne à 2.400 francs, la Société de secours réalise donc, au maximum, de ce premier chef, des bénéfices de 22 fr. 44 ou 48 francs par intéressé.

2^o Un versement de l'exploitant égal à la moitié de celui des ouvriers ou employés.

On voit donc que, contrairement à ce que nous proposons au chapitre IV, le législateur a admis la participation de l'exploitant aux Caisses de maladies.

Le rapporteur du Sénat justifie ainsi la contribution de l'exploitant : « Il peut dépendre de l'exploitant dans une certaine mesure que les conditions hygiéniques de la vie et du travail des ouvriers soient améliorées ; sa participation à la Caisse de secours l'intéressera directement à cette amélioration » et il ajoute : « Les initiatives prises dans la plupart des exploitations minières viennent appuyer notre conclusion. »

Ces raisons, non seulement justifient l'apport de la Compagnie, mais expliquent aussi qu'il soit inférieur à celui de l'ouvrier. Un autre motif à ce dernier point de vue est primordial. La Chambre ayant distrait de la proposition de loi le titre spécial aux accidents pour le rattacher à une loi générale alors en préparation, il résultait de cette distraction même, comme première conséquence, la mise à la charge exclusive de l'exploitant de toutes les dépenses provenant de ce fait. La loi générale sur les accidents, actuellement en vigueur¹,

¹ Loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

confirme cette conclusion. Il était donc rationnel de réduire sensiblement la part contributive de la Compagnie à la Caisse de secours¹.

Cette part contributive étant au plus de 1 0/0 du salaire, le bénéfice réalisé de ce chef est donc en moyenne de 11 fr. 22 par ouvrier et de 24 francs par employé. Si l'on totalise les deux premières sources de recettes-versements du personnel et de l'exploitant, on arrive aux chiffres maxima de 33 fr. 66 et de 72 francs. En les mettant en regard de l'évaluation qui a été faite des dépenses, on voit donc que le fonctionnement des Caisses a toute l'élasticité désirable et que l'on pourra se tenir bien en deçà de la limite autorisée.

En se plaçant à un autre point de vue, en cherchant à se rendre compte des charges qui incombent aux exploitants du fait de leurs versements de 2 0/0 à la

¹ La loi du 29 juin 1894 venait à peine d'être votée, que M. Jules Guesde et plusieurs de ses collègues déposaient une proposition de loi (N° 707, — 12 juin 1894, — Chambre des Députés) « tendant à mettre à la charge de l'exploitant les Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs ».

« Si pour certaines réformes, disait l'exposé des motifs, les socialistes ont voté la loi aujourd'hui en vigueur, ils n'ont jamais entendu accepter les bases mêmes de l'organisation formulée. On ne saurait admettre que ce soit à des retenues sur le salaire que soient demandés les moyens de parer aux maladies et à la vieillesse ouvrière. C'est à l'employeur, à celui qui profite du travail, qu'incombe cette obligation. »

D'où l'article 1^{er} : « Toute retenue sur les salaires en vue des Caisses de secours ou de retraites est interdite. » D'où naturellement une augmentation correspondante de la contribution patronale.

Inutile d'ajouter qu'il n'a pas été donné suite à cette proposition.

Caisse des retraites et de 1 0/0 au maximum à la Caisse de secours ¹, on est conduit, pour l'industrie houillère, aux chiffres suivants, rapportés à la tonne de houille ² :

Valeur moyenne sur le carreau de la mine :	11 fr. 67
Redevance proportionnelle.....	» 10
Prix de revient au lieu de consommation...	19 fr. 58

D'où, en déduisant une somme de 7 fr. 91 pour les divers frais de transport, un bénéfice de 1 fr. 35.

La production générale de la houille se montant à 26.300.000 tonnes et en admettant qu'il y ait 140.174 ouvriers mineurs, la charge imposée à l'exploitant par la loi est de 17 centimes. Si l'on tient compte, en plus, des employés qui ont été négligés dans les calculs, on trouve définitivement que cette charge correspond à 13 0/0 environ du bénéfice ou bien au double de la redevance proportionnelle.

3° Les sommes allouées par l'Etat sur les fonds de subvention aux Sociétés de secours mutuels ;

4° Les dons et legs. — Il s'agit ici non seulement des dons manuels — ce qui va de soi — mais surtout des dons et legs au sens juridique de ces mots. — En d'autres termes, la loi confère ainsi aux Sociétés de secours une personnalité morale qui leur permet de recevoir à titre gratuit. On comprend, par là, combien

¹ Le salaire moyen s'élève à 5 fr. 84 par tonne.

² Tous ces chiffres sont fournis par les moyennes des données de la Statistique de l'Industrie minière depuis 1881 à 1896.

ces simples mots : « dons et legs » ont une portée bien autrement importante ici, dans un texte de loi, qu'autrefois dans les statuts particuliers¹.

5^o Le produit des amendes encourues pour infractions aux statuts et de celles infligées aux membres participants, par application du règlement intérieur de l'entreprise.

On aurait pu souhaiter que l'Etat, au lieu de continuer à faire recette des amendes prononcées contre les directeurs ou administrateurs de mines pour contraventions aux règles de leurs exploitations, en fit profiter la Caisse de ces mines, comme cela se pratique en Autriche. En particulier, il eût été désirable que les amendes prévues par l'article 10 de notre loi pour infractions à certaines de ses dispositions fussent affectées aux recettes des Sociétés de secours².

Enfin, bien que la loi ne le dise pas, il faut ajouter à toutes ces ressources les intérêts des capitaux.

¹ Voir la note 1, page 37.

² Nous ne pouvons pas passer sous silence une source de revenus adoptée par la Chambre des Députés, nous voulons parler d'une retenue obligatoire sur les redevances aux propriétaires tréfonciers.

Cette question traitée tout au long entraînerait très loin. Nous n'en dirons que quelques mots.

a) Le tréfoncier, auquel la redevance est due—la jurisprudence l'affirme — même par le concessionnaire qui n'exploite pas, n'a aucun intérêt aux Caisses de secours.

b) Les redevances tréfoncières sont tellement minimes (0 f. 05 à 0 f. 60 par hectare) qu'elles ne sont pas payées en pratique. Dans la Loire seule elles sont plus élevées ; cela tient à ce que, par suite de droits acquis à

IV

Pour gérer les fonds ainsi constitués et, d'une manière générale, pour administrer la Société, un Conseil d'administration est nécessaire.

a) Prévu, en effet, par la loi, il est composé de neuf membres au moins (art. 10). Dans tous les cas, la répartition des sièges est faite proportionnellement aux fractions mêmes d'après lesquelles l'exploitant d'une part et le personnel de l'autre contribuent à l'alimentation de la Caisse de secours, c'est-à-dire qu'un tiers des membres du Conseil d'administration est désigné par l'exploitant, et les deux autres tiers sont élus par les ouvriers ou employés (art. 10, § 2).

différentes époques antérieures à 1810 (soit avant, soit après 1791) des contrats ont été successivement passés entre les propriétaires du sol, des exploitants particuliers et enfin des Compagnies actuelles substitués successivement les uns aux autres.

c) La taxe proposée est dans tous les cas antijuridique. L'acte de concession qui purge les droits des propriétaires de la surface sur le tréfonds en réglant la redevance tréfoncière est à ce point de vue un quasi-contrat pour les propriétaires, comme il l'est dans le cas de l'inventeur. Il est véritablement impossible au législateur d'intervenir dans la matière des contrats privés et de prélever un impôt sur une partie déterminée de la fortune des particuliers, pour l'affecter à quelques individus d'une profession spéciale.

d) La taxe en question est enfin antiéconomique, car si elle eût été adoptée, elle aurait créé un appel exceptionnel de main-d'œuvre sur celles des mines du bassin de la Loire où les redevances tréfoncières, variables en chaque point, auraient donné les résultats les plus forts.

Ces derniers ne doivent porter leur choix que sur les Sociétaires ; la Compagnie, au contraire, est libre de recourir à tels représentants qu'il lui plaît, en particulier à des membres honoraires¹. On a voulu ainsi exclure des Conseils ces meneurs, intrigants, étrangers à l'industrie des mines, qui s'insinuent partout, jetant le trouble et la discorde.

Pour les cas d'absences ou de vacances, trois suppléants sont nommés : 1 par l'exploitant, 2 par les ouvriers et employés (art. 10, § 3); mais, dans les six mois qui suivent le décès, la démission ou la déchéance des qualités requises pour l'éligibilité, il est procédé à la désignation de membres titulaires. Les nouveaux conseillers restent en charge jusqu'à l'expiration du terme fixé aux fonctions de leurs prédécesseurs (art. 12).

Le mandat des membres élus est de trois ans; ils sont renouvelables par tiers chaque année (art. 12, § 2). Bien que la loi ne le dise pas explicitement, il en est de même des membres désignés par l'exploitant. Ceci résulte logiquement des considérations qui suivent.

b) L'exercice du droit de désignation n'est pas obliga-

¹ Ceci semble bien résulter des délibérations du Sénat. En première lecture, l'article en question commençait par ces mots : « La Société est administrée par un Conseil choisi par les membres participants ou les membres honoraires et composée de neuf membres au moins » ; et sur des remarques faites à la Commission, le texte fut modifié dans le sens que nous venons de dire, en reportant la restriction de ne nommer que des membres participants au seul cas de l'élection faite par les ouvriers et employés. » Toutefois la chose est contestable.

toire pour l'exploitant ; c'est pour celui-ci une simple « faculté », à laquelle il lui est loisible de renoncer en totalité ou en partie, *au moment même d'une élection* (art. 10, § 4). — La renonciation peut être tacite ou expresse. Expresse, elle se produira le plus souvent avant le jour même du vote, sans toutefois qu'il y ait là une règle absolue ; tacite, au contraire, elle n'interviendra jamais que postérieurement à cette époque, car un abandon antérieur du droit de désignation ne saurait être considéré comme définitif et devrait être renouvelé chaque fois. Dans tous les cas, les membres du Conseil, non désignés par l'exploitant, sont nommés par les suffrages des ouvriers et employés.

c/ L'élection est donc, en principe, la base même de la formation du Conseil d'administration. — Il importe, par conséquent, à tous égards, de préciser quelles sont les conditions du vote et la loi ne manque pas de le faire.

1^o Sont électeurs, dit l'article 11, tous les ouvriers et employés ¹ du fond et du jour ; français, jouissant de leurs droits politiques, et inscrits sur la feuille de la dernière paye.

¹ Le 31 octobre 1896, MM. Basly, Lamenthin, Defontaine et Souhet déposaient une proposition de loi (n^o 2080. Chambre des députés), tendant à enlever aux employés les droits d'élection et d'éligibilité. Reposant sur une confusion manifeste de la loi de 1894 avec la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués mineurs, cette demande était souverainement injuste, puisque les employés participent, au même titre que les ouvriers, à l'alimentation de la Caisse. D'ailleurs, rien ne justifierait cette mesure, car d'une enquête faite précisément en 1896, auprès d'une soixantaine

Sont éligibles, à la condition de savoir lire et écrire, et en outre de n'avoir jamais encouru de condamnation aux termes des dispositions soit de la loi du 29 juin 1894¹, soit de la loi du 21 avril 1810² et du décret du 3 janvier 1813³, soit des articles 414 et 415 du Code pénal⁴, les électeurs âgés de 25 ans accomplis, occupés depuis plus de 5 ans⁵ dans l'exploitation à laquelle se rattache la société de secours⁶.

2^o Une grande liberté était accordée aux Conseils par

de Compagnies houillères, produisant plus des neuf dixièmes de la houille extraite en France, il résulte que sur 735 conseillers titulaires élus, il ne se trouvait que 49 employés ; et, d'autre part, dans quelques grande Compagnies, ont continué à subsister, conformément à l'article 18 de la loi, des Sociétés de secours mutuels existant antérieurement et dont les conseils sont exclusivement composés d'ouvriers élus.

A l'occasion et à l'inverse de cette proposition de loi, on peut remarquer que les employés étaient en nombre bien inférieur à celui des ouvriers ; ils sont complètement étouffés par ces derniers, et peuvent manquer de représentation. Aussi, dans la plupart des exploitations, a-t-on créé deux caisses distinctes, l'une pour les employés, l'autre pour les ouvriers.

¹ Art. 30 de la loi du 29 juin 1894.

² Titre X de la loi du 12 avril 1810 (art. 93 à 96).

³ Art. 10, 22 et 31 du décret du 3 janvier 1813.

⁴ Livre III, Titre II, § V. *Violation des règlements relatifs aux manufactures, au commerce et aux arts.*

⁵ Toutefois, dans les cinq premières années d'une exploitation, le nombre des années de service exigées sera réduit à la durée de l'exploitation elle-même (art. 11).

⁶ Par arrêt du 26 novembre 1894, la Cour de cassation a jugé que les cinq années dont il s'agit sont nécessairement les cinq années qui ont précédé, immédiatement et sans interruption, l'élection à laquelle il est procédé. Les cinq années doivent être consécutives. (Dans le même sens, arrêt de la Cour de cassation du 20 mars 1895).

la loi de 1894 pour les opérations électorales. Celles-ci devaient, en effet, avoir lieu dans le local indiqué, suivant les formes et aux conditions prescrites par les statuts. Mais la loi du 16 juillet 1896 « modifiant l'article 11 de la loi du 29 juin 1894 ¹ » vint décider, après coup, avec restriction, que le « local ne pourra être autre qu'une mairie » et que pour le vote « le maire sera tenu de mettre une des salles de la mairie à la disposition de la Société ».

¹ A la suite d'une interpellation quelque peu confuse qu'il adressait le 19 décembre 1895 au Ministre des Travaux publics, M. Basly déposait une proposition de loi (n° 2696, Chambre des Députés) « ayant pour objet de modifier l'article 11 de la loi du 29 juin 1894 ». « Les élections des administrateurs dans les carreaux des fosses, disait l'exposé des motifs, ne sont pas des élections libres. Arguant du droit de propriétaire, les compagnies minières refusent l'accès des carreaux de mines aux distributeurs des bulletins des candidats qui leur sont hostiles. » Un rapport (n° 1712, Chambre des Députés) fait par M. Lacombe au nom de la Commission du travail quelques jours après (24 décembre 1895), l'urgence ayant été déclarée, concluait à la désignation d'une mairie comme local de vote.

A la proposition Basly vinrent s'ajouter : 1° une disposition demandée par M. Boudenoot sous forme d'amendement tendant à autoriser les statuts des caisses de secours à décider que chaque circonscription pourra être divisée en sections électorales et fixer le nombre des conseillers à élire par chacune des sections ainsi créées ; 2° une proposition de loi déposée par M. Ramel ayant le même objet (n° 1751, 23 janvier 1896). Un rapport supplémentaire fut déposé par M. Lacombe (n° 1775, 6 février 1896).

Enfin, une note du Ministre des Travaux publics ayant appelé l'attention de la Commission sur un point de la procédure relative au contentieux des élections, un deuxième rapport supplémentaire fut fait par M. Lacombe (n° 148, 16 mars 1896).

C'est de là qu'est sortie la loi du 16 juillet 1896.

Cette mesure est inspirée par un principe de sagesse : le fait d'abandonner aux statuts, c'est-à-dire aux Conseils d'administration, la libre désignation des locaux de vote laissait place à des suspicions qui s'étaient traduites, dans plusieurs Compagnies de mines, par des demandes d'invalidation introduites par les ouvriers sous prétexte du manque de liberté. Il était mauvais de donner ainsi prise à la mauvaise foi, toujours si prompt à mettre la désunion entre le patron et l'ouvrier. Le vote obligatoire à la mairie sauvegarde complètement l'indépendance des électeurs. Le maire — remarquons-le en passant — sauf le prêt d'une salle à la Société de secours¹, doit absolument rester en dehors des opérations électorales : l'autorité administrative n'a aucun rôle à jouer sous ce rapport.

Mais les concessions de mines, partant les circonscriptions des Caisses de secours, sont souvent fort étendues; il était donc tout indiqué, pour éviter aux électeurs des pertes de temps considérables et faciliter le vote, en diminuant les abstentions, d'établir des divisions en sections. Sous l'empire de la loi de 1894 qui ne l'interdisait pas, on recourait fréquemment à cette solution, car les sièges d'extraction, parfois fort éloignés les uns des autres et groupant le plus ordinairement autour d'eux la population ouvrière, constituent autant de divisions naturelles. Ainsi consacré par la pratique,

¹ Ce prêt se fait sur la demande du Conseil d'administration.

cet usage fut autorisé en termes formels par la loi du 16 juillet 1896, laissant aux statuts pleine liberté sur ce point ¹. Si ceux-ci usent de la faculté qui leur est accordée, il pourra arriver que le vote ait lieu à plusieurs mairies et que dans toutes ou seulement dans certaines d'entre elles, il soit formé plusieurs bureaux correspondant aux différentes sections.

Les divisions électorales présentent un autre avantage qui se rattache au mode de scrutin. L'article 12 de la loi de 1894 pose le principe du scrutin de liste. Mais ce système appliqué à toute une circonscription a comme inconvénients de ne pas donner à chaque centre d'exploitation une représentation dans le Conseil d'administration de la Caisse de secours ², d'entraîner les ouvriers à voter pour des camarades inconnus, candidats parfois d'un parti politique, soucieux non pas des intérêts en cause, mais de popularité, et d'obliger à convoquer tous les électeurs à chaque vacance qui se produit; aussi la loi réformatrice du 16 juillet 1896 permet-elle aux statuts de fixer le nombre des conseil-

¹ « Les statuts peuvent décider que la circonscription sera divisée en sections électorales (article unique, § 2). »

² On a vu dans certaines circonscriptions minières tous les conseillers appartenir à la même fosse, tandis que les autres n'étaient pas du tout représentées. Il est de l'intérêt des ouvriers appartenant à un centre d'exploitation séparé, d'avoir un représentant dans le Conseil d'administration qui soit choisi dans ce groupe et puisse en connaissance de cause appuyer les demandes de secours qui sont faites par ses camarades; il connaîtra leur situation et pourra apporter d'utiles renseignements.

lers à nommer pour chaque section électorale, mais « pour éviter le morcellement indéfini des sections » le Parlement a cru devoir limiter à deux le nombre minimum des membres à élire pour chacune d'elles. Le nombre total des conseillers à élire dans toutes les sections — comme d'ailleurs dans une circonscription non divisée — doit être un multiple de deux, afin que l'exploitant puisse toujours être représenté, sur sa désignation, par un nombre de conseillers égal au tiers de ceux qui doivent constituer la totalité du Conseil.

Quelle que soit la multiplicité des sections, le nombre des suppléants ouvriers reste fixé à 2, pour la circonscription entière et chacun d'eux doit être élu par l'ensemble des électeurs de la circonscription.

Il est un autre cas où il semble que la circonscription entière sera appelée à voter pour les mêmes candidats, c'est celui où l'exploitant renonce à son droit de désignation : on ne saurait, en effet, attribuer même par tirage au sort les sièges vacants à une section plutôt qu'à une autre. — Si la renonciation a précédé la date de l'élection, la question ne souffre pas de difficulté : les ouvriers, en plus de leurs délégués, nommeront, par un même scrutin, les conseillers dont le choix revenait à l'exploitant. Si la renonciation ne se produit ni avant ni après l'élection, on ne peut à aucun moment présumer purement et simplement que l'exploitant a abandonné son droit de désignation : alors, cet exploi-

tant se refusant à exécuter la loi et rendant peut-être impossible le fonctionnement du conseil d'administration, sera mis en demeure par le préfet, chargé de veiller à l'application des lois, de procéder dans un délai déterminé à la nomination des titulaires aux sièges qui lui reviennent; s'il n'est pas déféré à cette invitation, la renonciation doit être considérée comme tacite et des élections complémentaires, à scrutin unique, provoquées par le préfet, auront lieu valablement.

La convocation des électeurs est faite par le Conseil d'administration. Le vote a toujours lieu un dimanche ¹. Nul n'est élu au premier tour de scrutin, s'il n'a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix égal au quart du nombre des électeurs inscrits. Au second tour de scrutin, auquel il est procédé le dimanche suivant, la majorité relative suffit. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé des candidats est élu (art. 12).

3^o De l'analyse précédente du texte de la loi de 1894, il ressort que, relativement aux opérations électorales, bien des détails ont été abandonnés à la libre disposition

¹ Comme pour les élections politiques ou municipales, le dimanche a paru le jour tout désigné pour les élections aux Conseils d'administration. Toutefois, c'est rompre avec bien des habitudes locales. Souvent, en effet, pour faciliter le vote, celui-ci avait lieu un jour de semaine à chaque fosse; les ouvriers n'avaient pas ainsi à se déranger spécialement.

des statuts, et que, sur quelques points¹, le Conseil d'administration a plein pouvoir. — Pour la nomination du premier Conseil, il importait donc de suppléer à toute décision future et le législateur n'y a pas manqué en donnant à l'autorité administrative, dans une série de paragraphes spéciaux de l'article 11, un rôle momentané à cet effet — rôle qu'elle a rempli pour mettre en vigueur auprès des exploitations existantes le nouveau régime et qu'elle sera appelée à jouer auprès des mines qui, plus tard, viendraient à être concédées ou qui, aujourd'hui abandonnées, viendraient à être reprises². Le premier Conseil doit nécessairement se composer de 9 membres (dont 6 à élire par les ouvriers et employés et 3 à désigner par l'exploitant).

4^o La loi complète, avec raison, les dispositions relatives aux conditions du vote par des règles sur le

¹ Particulièrement la convocation des électeurs pour les élections au Conseil d'administration.

² A cause du caractère essentiellement passager de l'intervention administrative dans ce cas, nous n'insisterons pas sur les dispositions de la loi. Rappelons seulement le texte :

Les électeurs sont convoqués pour la première fois par un arrêté du préfet qui fixe la date de l'élection ainsi que les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin. Le vote a lieu à la mairie de la commune désignée dans l'arrêté de convocation parmi celles sur le territoire desquelles s'étend la circonscription. Le bureau électoral est présidé par le maire.

L'arrêté est publié et affiché dans les communes intéressées, quinze jours au moins avant l'élection. Il est notifié à l'exploitant.

Dans les huit jours qui suivent cette notification, les listes électorales

contentieux auquel il peut donner lieu. Elle charge les juges de paix¹ de statuer, sans frais ni forme de procédure, et à la suite d'un simple avertissement donné trois jours à l'avance à toutes les parties intéressées, sur les contestations relatives à la formation des listes et sur la validité des opérations électorales². Les demandes

de la circonscription sont affichées à la diligence de l'exploitant aux lieux habituels pour avis donnés aux ouvriers.

Un double de ces listes est, par les soins de l'exploitant, remis au maire chargé de présider le bureau.

Sera puni des peines prévues aux articles 93 et suivants de la loi du 21 avril 1810, l'exploitant qui refuserait ou négligerait de se conformer aux prescriptions qui précèdent.

Le préfet peut en outre faire dresser et afficher les listes électorales aux frais de l'exploitant ; les frais rendus exécutoires par le préfet seront recouvrés comme en matière de contributions publiques.

Les dispositions législatives ont été complétées dans la Circulaire du Ministre des Travaux publics aux préfets ; la ligne de conduite à suivre est tracée à ceux-ci avec une précision qui ne laisse rien à désirer — mais que nous ne saurions reproduire ici. — (Circulaire du 30 juin 1894).

¹ La loi dit : « Les contestations doivent être portées devant le *juge de paix de la commune où les opérations ont eu lieu*.

² Relativement à la compétence du juge de paix, on peut citer un arrêt du 2 mars 1896, d'après lequel « le juge de paix, juge de l'élection, est compétent pour vérifier si, en l'absence de la décision du Conseil d'administration, requise par les statuts pour convoquer les électeurs et fixer la date des élections, et en l'état de décisions judiciaires rendues pour y suppléer, les opérations électorales ont pu valablement s'accomplir. »

Entre autres cas de nullité, on peut citer celui prévu par un arrêt de la Cour de cassation du 18 février 1895 : « Lorsque la tenue irrégulière du procès-verbal de l'élection au premier tour de scrutin ne permet pas de déterminer d'une façon absolument certaine le chiffre de la majorité absolue, nécessaire aux termes de l'article 12, le juge de paix, saisi d'une protestation contre la dite élection, doit nécessairement en prononcer la nullité.

doivent être introduites dans le délai de quinze jours à dater de l'élection : une simple déclaration au greffe suffit. — Dans les quinze jours qui suivent, la décision du juge de paix doit intervenir (art. 13).

Parmi tous les juges de paix des cantons intéressés aux élections, la question se pose de savoir lequel est compétent. — Sous l'empire de la loi de 1894, si les élections avaient lieu en un seul local ou dans un même canton, il n'y avait point de doute ; le texte était formel : le juge de paix de la commune où ce local était situé, pouvait seul être valablement saisi. Dans le cas, au contraire, où un sectionnement avait été opéré, la solution pouvait présenter quelques difficultés : d'après la lettre de la loi, la compétence semblait revenir à autant de juges de paix qu'il y avait eu de lieux de vote sur des cantons différents et, de fait, il en fut plusieurs fois décidé ainsi sur des instances introduites par des protestataires, au sujet d'opérations électorales qui formaient d'autant plus un seul et même acte que le scrutin, bien que fractionné, avait porté sur les mêmes candidats pour la circonscription entière ¹. Un conflit de juridiction se produisait donc inévitablement et, pour le trancher — surtout au cas de décisions opposées — une procédure en règlement de juges s'offrait seule, avec sa longueur extraordinaire et ses

¹ Nous avons sous les yeux un exemple de ce fait : trois juges de paix s'étaient déclarés compétents ; par bonne chance, ils avaient tous trois statué dans le même sens de sorte que l'affaire n'eut pas de suite.

frais élevés. — C'est dans ces conditions que la situation se présenta en 1895 devant la Cour de cassation, qui, dans un arrêt en date du 2 mars 1896, interpréta la loi de 1894 de la façon suivante : « L'article 13 n'entend attribuer la connaissance des contestations sur les élections aux Conseils d'administration des Sociétés de secours qu'à un seul juge de paix, celui du canton dans lequel est située la commune où les procès-verbaux des diverses sections de vote sont remis, où le résultat total du scrutin est proclamé, où se concentre en un mot l'ensemble des opérations électorales.

Il était à redouter que, par le fait de consacrer le sectionnement, la loi du 16 juillet 1896 ne vînt à accentuer les difficultés de compétence. C'est donc par une sage prévision que cette loi décide dans un dernier paragraphe que « si le vote, soit pour la circonscription entière, soit pour une de ses sections électorales, a eu lieu dans plusieurs mairies, le juge de paix compétent pour connaître des contestations est celui de la commune qui, lors de la convocation des électeurs, aura dû être désignée pour la réunion des résultats et la proclamation du vote ».

La décision du juge de paix est en dernier ressort, mais elle peut être déférée à la Cour de cassation. Le pourvoi n'est recevable que s'il est formé dans les dix jours de la notification de la décision ¹. Il n'est pas

¹ La circulaire, en date du 28 octobre 1894, du garde des sceaux, Ministre de la justice, aux procureurs généraux, au sujet des attributions

suspensif. Il est formé par simple requête ¹ déposée au greffe de la justice de paix, dénoncée aux défendeurs dans les dix jours qui suivent ². Il est dispensé du ministère d'un avocat ³ et jugé d'urgence sans frais ni amende.

Les pièces et mémoires fournis par les parties sont transmis sans frais par le greffier de la justice de paix au greffier de la Cour de cassation. La Chambre des requêtes statue définitivement sur le pourvoi. Tous les

conférées aux juges de paix par la loi du 29 juin 1894, porte l'indication suivante : Aux dix jours que la loi accorde pour faire la dénonciation, il faut ajouter les quatre jours donnés à l'huissier pour l'enregistrement de cet acte. Il importe, par conséquent, que, dans le cas où le dépôt de la dénonciation n'a pas été fait avant l'expiration du délai, les greffiers ne se dessaisissent des dossiers de pourvoi que quinze jours après la déclaration du pourvoi.

¹ Par arrêt du 26 novembre 1894, la Cour de cassation a déclaré irrecevable la déclaration de pourvoi qui ne contient l'indication expresse ou implicite d'aucun moyen de cassation et qui ne relève la violation ou fausse application d'aucun article de loi, lorsque aucun mémoire ou écrit supplétif n'a réparé cette omission.

² Le décret organique du 2 février 1852 se servant des mêmes termes dans son article 23, on peut appliquer ici, ce semble, un arrêt de la Cour de cassation du 7 mars 1864, duquel il résulte : 1^o que rien n'exige que la requête soit transcrite dans son entier dans l'acte de dénonciation qui en est fait au défendeur ; 2^o que le législateur ayant employé le mot « dénoncer » au lieu de celui de « notifier », une seule chose est exigée à savoir que la connaissance du pourvoi soit donnée au défendeur sans qu'il soit nécessaire de lui signifier une copie textuelle et littérale de la requête ; 3^o que la jurisprudence admet que le pourvoi en matière électorale soit formé verbalement et par simple déclaration reçue au greffe.

³ D'après les observations du Conseiller rapporteur des deux arrêts, en date du 2 mars 1896, les avocats à la Cour de cassation peuvent plai-

actes sont dispensés du timbre et enregistrés gratis¹ (art. 13).

d/ Le Conseil d'administration une fois constitué se réunit dans un local déterminé par les statuts. — Sous ce rapport, la loi du 1^{er} avril 1893 sur les Sociétés de secours mutuels, s'inspirant de l'article 9 du décret du 26 mars 1852, donne, dans son article 18 applicable aux Caisses de secours des mineurs, certaines facilités. « Les communes, dit en effet le texte, sont tenues de fournir aux Sociétés approuvées qui le demandent les locaux nécessaires à leurs réunions, ainsi que les livrets et registres nécessaires à l'administration et à la comptabilité². »

e/ Les pouvoirs du Conseil d'administration sont limités par la loi et fixés avec une plus grande précision par les statuts particuliers de chaque Société de secours. La loi, à cet égard, oblige le Conseil à nommer parmi ses membres un président, un secrétaire, un trésorier

der dans les contestations en matière d'élection au Conseil d'administration des Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs. « Il est, en effet, de principe, qu'à moins d'une exception formellement écrite dans la loi, on a toujours le droit de se faire défendre par un membre du barreau. »

¹ Le pourvoi en cassation n'est pas dispensé de la consignation préalable de l'amende (Cour de cassation, 2 mars 1896).

² « En cas d'insuffisance des ressources des communes, cette dépense est mise à la charge des départements. Dans le cas où la Société s'étend sur plusieurs communes ou sur plusieurs départements, cette obligation incombe d'abord à la commune dans laquelle est établi le siège social, ensuite au département auquel appartient cette commune. »

et n'accorde de valeur aux décisions prises que si plus des deux tiers des suffrages ont été exprimés (néanmoins, après une seconde convocation faite dans la forme ordinaire, la majorité suffit, quel que soit le nombre des suffrages exprimés) (art. 10). Elle invite encore le Conseil à fixer à la fin de chaque année, sur les excédents disponibles, les sommes à laisser dans la Caisse pour en assurer le service et celles à déposer à la Caisse des dépôts et consignations ¹, le dépôt devant

¹ Rappelons à propos de la réserve annuelle ces paroles de M. Cuviniot au Sénat : « La constitution d'une réserve est nécessaire dans toute Société de secours, mais il est superflu de la laisser grossir indéfiniment et la fixation d'un maximum est parfaitement justifiée. Une réserve égale au double des recettes de l'année nous paraît suffisante pour parer à toutes les éventualités. »

En supprimant de l'article 21 de la loi du 1^{er} avril 1898 (sur les Sociétés de secours mutuels), ainsi que le prescrit l'article 38, toutes les dispositions relatives au fonds commun, l'article, dans sa partie applicable aux Caisses de secours des mineurs reste ainsi formulé :

« Les Sociétés de secours mutuels approuvées sont admises à verser des capitaux à la Caisse des Dépôts et Consignations : 1^o En compte courant disponible ; 2^o En..... Le compte courant et le fonds commun portent intérêt à un taux égal à celui de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. La différence entre le taux fixé par le paragraphe précédent et le taux de 4,5 0/0 déterminé par le décret-loi du 26 mars 1852 et le décret du 26 avril 1856, sera versé à titre de bonification à chaque Société de secours mutuels approuvée ou reconnue d'utilité publique en raison de son avoir à la Caisse des Dépôts et Consignations (fonds libre et fonds de retraite), au moyen d'un crédit inscrit chaque année au budget du ministère de l'Intérieur. — Les intérêts qui ne reçoivent pas d'emploi au cours de l'année sont capitalisés tous les ans. — La Caisse des Dépôts et Consignations aura la faculté de faire emploi des fonds versés aux comptes ci-dessus désignés dans les mêmes conditions que pour les fonds des Caisses d'épargne.

être effectué dans le délai d'un mois et le total de la réserve ne pouvant dépasser le double des recettes de l'année ¹ (art. 16). — Les statuts de la Société de secours, qui achèvent de préciser des détails que ne pouvait prévoir le législateur, règlent la vie même de la Société, assurant le service des secours d'une manière continue, mais avec une variété essentiellement libre, depuis une gestion directe des plus sévères jusqu'à l'abandon de toute gestion entre les mains d'une Compagnie d'assurances ². — Les statuts sont l'œuvre du premier Conseil d'administration ³, nommé dans chaque circonscription par les soins de l'autorité administrative. Les premiers conseillers élus par les ouvriers et employés et ceux désignés par l'exploitant, après s'être entendus sur un lieu de réunion et sur la forme des délibérations, doivent rédiger dans la mesure de liberté que la loi leur a laissée, un règlement à soumettre, par l'intermédiaire du préfet, à l'approbation du Ministre des Travaux publics ⁴; cette décision minis-

¹ Si, par suite de dons manuels faits à une Société, soit par l'ancienne Société de prévoyance qu'elle a remplacée, soit par l'exploitant, ou pour toute autre cause, la réserve s'élève à une somme qui dépasse le double des recettes de l'année, le meilleur moyen à employer est de réduire le taux des cotisations ou même de suspendre tout versement jusqu'au moment où la réserve se trouve ramenée dans les limites légales. (Circulaire du Ministre des Travaux publics du 25 août 1897).

² Ceci est autorisé par l'article 19 de la loi du 29 juin 1894.

³ Cette prescription a été mise en vigueur aujourd'hui pour toutes les mines exploitées ; elle garde toute sa portée pour les mines qui se trouvaient, dans l'avenir, concédées ou mises en valeur.

⁴ Les statuts, après approbation, sont notifiés à l'exploitant (art. 14).

térielle étant susceptible, d'ailleurs, d'un recours au Conseil d'État¹. Il est à peine besoin d'ajouter que toute modification aux statuts comporte une nouvelle approbation. L'approbation dont il s'agit en cette matière implique pour le Ministre le droit d'effectuer tels changements qu'il lui semble bon dans les règlements à lui soumis et d'imposer les règlements ainsi corrigés aux Compagnies de mines².

Pour être restreintes par la loi et prévues avec quelque détail par les statuts, les fonctions du Conseil sont assez étendues. Dans ses attributions se trouvent d'une façon large l'administration de la Société, ainsi que l'indique son nom lui-même, et d'une façon plus précise l'organisation du service médical, le contrôle des malades et des membres secourus ; la surveillance de la comptabilité, la confection d'états statistiques et, parfois, l'allocation de secours exceptionnels. En un mot, toute décision relative à la Société lui revient de droit³.

¹ Le recours est dispensé des droits de timbre et d'enregistrement, et peut être formé sans ministère d'avocat (art, 14).

² Les statuts des Caisses de secours des Compagnies de chemins de fer sont, au contraire, soumis non à l'approbation, mais à l'*homologation ministérielle*, c'est-à-dire que le Ministre pour tout changement, qu'il croirait devoir apporter aux statuts à lui soumis, ne peut que procéder par entente amiable avec la Compagnie, sauf, en cas de désaccord persistant, à refuser l'homologation. (Cette distinction est exactement la même que celle qui existe entre les tarifs homologués et les taxes autorisées ou approuvées).

³ Aux Caisses de secours des mineurs s'applique l'article 19 de la loi du 1^{er} avril 1898, sur les Sociétés de secours mutuels :

f) Les conseillers sont responsables de leur gestion. Dans le cas d'inexécution des statuts ou de violation des dispositions de la loi, la dissolution du Conseil peut être prononcée sans préjudice de la responsabilité pénale ou civile encourue par les administrateurs (art. 17). Dans certains cas, la responsabilité est solidaire. Les administrateurs, dit le texte, qui auraient effectué ou laissé effectuer un emploi de fonds non autorisé par les statuts, sont solidairement responsables ou passibles de l'article 408 du Code pénal (art. 16). Il en serait de même, au cas où le dépôt annuel, à la Caisse des dépôts et consignations, des sommes excédant les réserves nécessaires à assurer le service des secours, n'aurait pas été opéré. — S'il arrivait à certains membres du Conseil d'avoir à protester contre les agissements des autres, il leur suffirait de consigner leurs réserves au procès-verbal et d'aviser

Tous les actes intéressant les Sociétés approuvées sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

Sont également exempts du droit de timbre de quittance les reçus de cotisation des membres honoraires participants, les reçus des sommes versées aux pensionnaires, ainsi que les registres à souche qui servent au paiement des journées de maladie.

Cette disposition n'est pas applicable aux transmissions de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles, soit entre vifs, soit par décès.

Conformément aux articles 19 de la loi du 11 juillet 1868 et 24 de la loi du 20 juillet 1886, les certificats, actes de notoriété et autres pièces exclusivement relatives à l'exécution des lois précitées et de la présente loi, seront délivrés gratuitement et exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

l'administration surveillante, en conservant, bien entendu, le bénéfice d'un recours aux tribunaux.

Tel est le tableau des Sociétés de secours, telles que les a créées la loi de 1894. On peut rendre témoignage au Parlement, mais surtout au Sénat auquel est dû presque entièrement le texte actuel, que de louables efforts ont été faits pour conserver les anciennes traditions, laisser aux intéressés une grande somme de liberté, et n'imposer que les dispositions strictement nécessaires ; ne serait le caractère obligatoire et uniforme qu'emporte avec elle toute loi, nous donnerions une presque entière approbation aux sages et prudentes mesures qui viennent d'être passées en revue. Pour résumer d'un mot notre avis, les prescriptions législatives contiennent, à quelques réserves près ¹, les grandes lignes d'un excellent statut-type, du genre de celui que le Gouvernement aurait dû de longue date, à notre sens, non pas imposer — cela n'était pas en son pouvoir — mais proposer comme modèle aux Compagnies de mines.

g/ Il est certain que présenté par le Gouvernement seul, un tel statut-type n'aurait pu consacrer aucun droit de contrôle. L'intervention législative a pu, au contraire, reconnaître une semblable prérogative. C'est là une innovation importante : aussi est-il bon d'insister et de

¹ Notamment en ce qui concerne la nomination du premier Conseil d'administration.

préciser la nouvelle fonction de l'administration vis-à-vis des Sociétés de secours.

Il n'est pas inutile de remarquer, tout d'abord, que ces Sociétés constituent essentiellement des associations privées ressortissant, comme toute association de ce genre, à l'autorité judiciaire, et notamment aux tribunaux civils. « Il appartient exclusivement aux tribunaux, dit une circulaire du Ministre des Travaux publics en date du 16 mars 1896, de statuer sur toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Société et les associés et qui ne mettent en jeu que des intérêts individuels, des différends d'ordre privé, tels que ceux relatifs au montant des versements réclamés à un ouvrier ou au montant des secours qui lui sont alloués. » Pour tous ces différends, comme pour tous ceux qui, d'une manière plus générale, naîtraient de l'exécution de la loi de 1894 et seraient déférés aux tribunaux civils, il est d'ailleurs statué comme en matière sommaire et jugé d'urgence; tous actes, documents et pièces quelconques à produire seront dispensés du timbre et enregistrés gratis. Les intéressés bénéficient de l'assistance judiciaire et par « intéressés », « en présence de la généralité des termes de la loi, il faut entendre toutes les parties en cause, qu'il s'agisse de particuliers ou de personnes morales, c'est-à-dire des ouvriers ou des caisses de secours¹ ». — Enfin, les

¹ Instruction adressée par le directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre (18 novembre 1897). Une première instruction en

intéressés agissant en nom collectif, sont représentés par un mandataire nommé à la majorité des voix ¹, sans préjudice pour chacun d'eux du droit d'intervention individuelle ² (art 27).

date du 4 août 1894, portait : « Le législateur, se fondant sur une sorte de présomption légale d'indigence, a accordé de plein droit le bénéfice de l'assistance judiciaire dans toutes les instances en matière civile qui naîtraient de l'exécution de la loi, aux ouvriers et employés des mines et des exploitations assimilées... Les agents ne perdront pas de vue que les *personnes morales ne peuvent d'après les principes généraux prétendre à l'assistance judiciaire.* » Mais le 17 juillet 1896, le tribunal d'Alais ayant condamné la Caisse en liquidation d'une Compagnie de mine à payer à un ouvrier une certaine pension, l'enregistrement vint réclamer à cette caisse les dépens entiers mis à sa charge. Une demande en exonération fut adressée au Ministre des Travaux publics. Celui-ci transmet la demande avec avis favorable au Ministre des Finances; mais ce dernier, par réponse en date du 1^{er} mai 1897, la rejeta. Une seconde réclamation fut transmise par le Ministre des Travaux publics au Ministre des Finances (11 août 1897), lequel enfin, par dépêche en date du 5 novembre 1897, se rangea à l'avis de son collègue.

Notons pour terminer qu'en Belgique, en vertu d'un décret du 16 mai 1896, « les Caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs peuvent être admises à faire valoir gratuitement leurs droits en justice, sans avoir à justifier de leur indigence ».

Toutes ces dispositions se trouvent résumées en quelque sorte dans l'article 13 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels, applicable à notre cas : « Les sociétés de secours mutuels... ont le droit d'ester en justice tant en demandant qu'en défendant par le président ou par le délégué ayant mandat spécial à cet effet, et peuvent obtenir l'assistance judiciaire aux conditions imposées par la loi du 22 janvier 1851. »

¹ Le règlement d'administration publique en date du 25 juillet 1894 donne la procédure à suivre pour la nomination de ce mandataire collectif (art. 22 à 30). Ce décret semble admettre implicitement que le mandataire collectif ne puisse être constitué que pour demander et point pour défendre.

² Sur certaines des matières que nous venons d'indiquer, les tribunaux

Sous tous ces rapports, par conséquent, l'administration ne saurait intervenir; ce n'est pas à elle à interpréter les statuts et la loi, en cas de contestation.

Le rôle de l'administration, limité de ce côté par la compétence judiciaire, n'en est pas moins, sous d'autres rapports, essentiellement positif. Il est, avant tout, un principe qui doit dominer cette matière et qu'on trouve fort bien formulé dans la conclusion de la circulaire ministérielle du 30 juin 1894 : « La loi du 29 juin 1894 est avant tout une loi de conciliation et d'aide mutuelle entre les deux facteurs du travail dans une industrie particulièrement intéressante à tant de titres. » Ainsi donc ce n'est pas de son pouvoir sévère et parfois brutal, qui entraîne avec lui des mesures de rigueur, que l'administration doit s'inspirer; il lui faut au contraire recourir à cette influence persuasive et pacifiante qui a pour résultats, par la lumière qu'elle apporte, l'apaisement des esprits et la mise en œuvre de bonnes volontés réciproques.

C'est avec ces sentiments que l'autorité publique

judiciaires ont pleins pouvoirs de juridiction et d'exécution; relativement à d'autres, il leur appartient seulement de constater un fait ou d'interpréter un texte en laissant à l'autorité compétente le soin de procéder aux mesures d'exécution matérielle que nécessite leur décision.

En particulier, un arrêt de la Cour de Douai (4 novembre 1895) a jugé que s'il appartient au tribunal civil de déterminer le point de départ des pouvoirs des administrateurs élus et la date de la cessation de ces pouvoirs, il ne lui appartient pas de prescrire qu'il sera, dans le délai par lui imparti, procédé à l'affichage de la date de l'élection des administrateurs sortants et à cette élection.

intervient tout d'abord dans la constitution de la société comme on l'a vu précédemment; c'est encore de même qu'elle exerce sur la gestion une surveillance qu'il nous reste à faire connaître.

Les Société sont tenues de communiquer sous peine d'amende leurs livres, procès-verbaux et pièces comptables de toute nature au préfet et aux ingénieurs des mines. La communication a lieu sans déplacement, sauf le cas où il serait ordonné autrement par le préfet (art. 15). Dès lors, les ingénieurs doivent, par eux-mêmes, inspecter au moins une fois par an chaque société et rendre compte des résultats de cette inspection dans un procès-verbal spécial¹. C'est particulièrement au moment de ces visites, nécessaires à l'inspection des finances, que trouveront tout naturellement place les éclaircissements et les conseils officieux que l'application de la loi rendrait utiles. Il sera alors facile également de constater si, conformément à la loi, les statuts sont affichés en permanence aux lieux habituels des avis donnés aux ouvriers². Le rapport annuel de l'ingénieur porte à la connaissance du Ministre des

¹ Circulaire ministérielle du 30 juin 1894.

² Il est un autre mode de publicité que prescrit la loi; c'est la remise par l'exploitant d'un exemplaire à chaque ouvrier ou employé, contre récépissé, lors de l'embauche. Le récépissé, remarquons-le, ne constitue pas un acte d'adhésion aux statuts remis par l'exploitant, puisque l'affiliation des ouvriers et employés à la Caisse de secours est obligatoire pour ceux-ci et résulte du seul fait de leur embauchage. L'écrit en question ne crée réellement aucun lien de droit entre les signataires

Travaux publics l'ensemble des faits observés. Mais, en plus, de leur côté, les sociétés doivent adresser chaque année, par l'intermédiaire du préfet, aux Ministres des Travaux publics et de l'Intérieur le compte rendu de leur situation financière et un état des cas de maladie ou de mort éprouvés par les participants dans le cours de l'année ¹ (art. 15).

Pour intervenir dans un esprit de paternel contrôle, la surveillance administrative n'est pas dépourvue de toute sanction. — Si les statuts ne sont pas exécutés ou si les dispositions de la loi sont violées, la dissolution du Conseil d'administration peut être prononcée par le Ministre des Travaux publics après avis du Conseil général des mines (art. 17). Mais toujours pénétrée des mêmes sentiments de bonne volonté, avant d'appliquer une telle mesure de rigueur, l'autorité adressera un avertissement ² et ce n'est que devant la persistance à l'encontre de ses observations qu'elle se décidera à frapper.

Dans le même ordre d'idées, on peut affirmer que

et celui à qui il est remis. Il a simplement pour objet de compléter la publicité par voie d'affiches prévue par la loi. Dans ces conditions, c'est avec raison que, par un avis en date du 22 juin 1895, la régie a exonéré ces récépissés du droit de timbre de 0 fr. 10.

¹ Ces comptes rendus ont dû être envoyés pour la première fois au début de 1897 (circulaire du 10 juin 1896); (un modèle annexé à la circulaire en indique la forme). On en verra le résumé dans le chapitre suivant.

² Le texte voté par la Chambre exigeait : « Deux injonctions demeurées infructueuses. »

les faits reprochés doivent présenter une sérieuse gravité par leur fréquence ou par leur importance : l'existence de la Société menacée dans son ensemble, les principes de la loi compromis soit par une dilapidation des fonds sociaux, soit par leur emploi à des destinations contraires aux statuts et, pour citer un exemple de notre exposé, l'accumulation des réserves au delà du maximum imposé (double des recettes) seraient seuls des motifs assez impérieux pour provoquer la sanction légale. — La dissolution prononcée, le préfet désigne un délégué chargé de gérer la Caisse. Ce délégué est substitué au Conseil d'administration pour le fonctionnement courant et statutaire de la Société ; à ce titre, il provoquera de nouvelles élections, lesquelles, d'après la loi, devront avoir lieu au plus tard dans un délai de deux mois (art. 17).

Enfin, bien que la loi du 29 juin ne soit pas une loi de police, des amendes de 16 à 200 fr., pouvant monter, s'il y a mauvaise foi, jusqu'à 500 fr., ont été édictées par l'article 30 contre les infractions à certaines prescriptions imposées¹. Pour constater ces diverses infractions, compétence a été donnée, concurremment avec les officiers de police judiciaire, aux ingénieurs et contrôleurs des mines (art. 30) ; mais, suivant une remarque faite antérieurement, ceux-ci n'auraient pas qualité pour relever les faits tombant sous l'application

¹ Infractions aux dispositions de l'article 5, § 2, et des articles 15 à 23.

du Code pénal ; ils n'auraient qu'à les signaler aux Procureurs de la République qui, informés, prendraient telles mesures que de droit.

h) En terminant l'étude des Caisses de secours nouvelles, remarquons que la loi ne parle pas de leur dissolution. C'est donc aux statuts particuliers à prévoir la procédure et la destination à donner à l'actif disponible, aux seuls cas où elle est possible, à savoir : 1^o suspension complète des travaux, suspension normale, si elle se produit par l'épuisement du gîte¹ ; anormale, si elle résulte de la liquidation judiciaire, de la faillite ou de la déconfiture de la Société concessionnaire² ; 2^o modification des circonstances qui ont amené la répartition du personnel dans les circonscrip-

¹ Si la concession vient à changer de mains, la Caisse de secours ne se dissout pas ; le nouveau concessionnaire est seulement substitué à l'ancien. — La Caisse ne saurait non plus être dissoute pour insuffisance de ressources : elle est obligatoire légalement. Les statuts doivent prévoir la concordance entre les recettes et les dépenses.

² La question peut se poser de savoir si la loi du 27 décembre 1895 (concernant les Caisses de retraites, de secours et de prévoyance, fondées au profit des employés et ouvriers) s'applique au cas des mines. Cette question n'a pas eu encore l'occasion d'être tranchée ; en tout cas, elle prête à controverse. On peut, en effet, soutenir d'une part que la loi du 29 juin 1894 se suffit à elle-même ; que *legi speciali per generalem non derogatur*, et appuyer cette solution sur ce fait qu'aucune des sentences de la Commission arbitrale ne fait allusion même d'une façon lointaine à la loi de 1895. En sens inverse, on pourrait d'autre part avancer que cette loi, étant postérieure à celle qui concerne les Caisses minières, complète et modifie cette dernière, d'autant plus que, par la généralité de ses termes, aucune exception ne semble autorisée. — En fait, il semble qu'elle ne soit pas appliquée dans les mines.

tions actuelles. — La dissolution serait alors prononcée par l'administration sur la demande des intéressés.

SECTION V. — DES ACCIDENTS (LOI DU 9 AVRIL 1898)

A la suite des Caisses de secours et de retraites devaient venir normalement les Caisses d'accidents. On a vu que la Chambre, dès la première lecture de la proposition de loi qui lui était soumise, réserva ce titre pour le rattacher à une loi générale, alors en cours de préparation.

De cette décision, il résultait que le soin d'organiser, comme bon lui semblait, le service des accidents, revenait à chaque exploitant : les prescriptions des articles 1382 et suivants du Code civil et le décret du 3 janvier 1813 demeuraient seuls en vigueur. — Le 9 avril 1898, la loi « concernant les responsabilités dont les ouvriers sont victimes dans leur travail », a enfin été promulguée, établissant un régime unique et général pour toutes les industries.

Il n'y a donc là rien qui soit spécial aux mines, aussi nous bornerons-nous à un aperçu très sommaire de la législation nouvelle. — Aussi bien, vu l'importance de la question, rien ne saurait justifier un silence complet.

La loi du 9 avril, après avoir soumis à un régime différent de celui de l'article 1382 du Code civil une catégorie déterminée de travailleurs, substitue, pour

ces ouvriers et employés, au système de l'indemnité éventuelle et arbitrairement calculée, des indemnités certaines et forfaitaires, en distinguant quatre catégories d'allocations : 1^o les frais médicaux et pharmaceutiques ; 2^o les frais funéraires ; 3^o les indemnités temporaires payées en principe par le patron ; 4^o les rentes. En ce qui concerne les indemnités temporaires — et c'est là, pour notre sujet, le seul point remarquable à signaler — les exploitants de mines, minières et carrières, peuvent s'en décharger, moyennant une subvention annuelle versée aux Caisses de secours. — Le montant et les conditions de cette subvention devront être acceptés par la Société et approuvés par le Ministre des Travaux publics (art. 6). Et le texte ajoute, donnant une certaine généralisation aux institutions constituées dans les mines : « Ces dispositions seront applicables à tous autres chefs d'industrie, qui auront créé en faveur de leurs ouvriers des Caisses particulières de secours, en conformité du titre III de la loi du 29 juin 1894. L'approbation prévue ci-dessus sera, en ce qui les concerne, donnée par le Ministre du Commerce et de l'Industrie. » (Art. 6).

Dans ses titres II et III, la loi du 9 avril organise, sans recourir à une juridiction arbitrale, la constatation des accidents et simplifie la procédure judiciaire ; plus loin (titre IV), elle laisse aux chefs d'entreprises astreints à cette nouvelle charge financière une liberté complète, quant aux mesures à prendre, en vue de payer, d'une

façon certaine et continue, cette dépense, tout en soumettant les compagnies et les Caisses d'assurances à un régime de surveillance et à des règles précises. Enfin, elle garantit aux victimes le paiement intégral de leurs indemnités au moyen d'un fonds de secours alimenté par l'impôt : 4 centimes additionnels ajoutés au principal de la contribution des patentes et, pour les mines, 5 centimes perçus par hectare concédé.

Il n'est donc pas, en résumé, créé de Caisses d'accidents spéciales dans les mines.

Les enseignements qu'apportera l'avenir permettront seuls de juger « cette solution quelque peu boîteuse d'une législation spéciale aux ouvriers mineurs pour la maladie et la vieillesse, tandis qu'une législation générale règle la question des accidents¹ ».

DEUXIÈME PARTIE

LIQUIDATION DES ANCIENNES CAISSES (TITRE IV)

Les trois premiers titres de la loi du 29 juin 1894 assuraient l'avenir ; mais il fallait, en outre, liquider le passé² et ce n'était certes pas chose facile. —

¹ M. Grüner. Société d'économie sociale. Séance du 17 décembre 1894.

² La question, il est à peine besoin de le dire, ne se pose que pour les Caisses de retraites et de secours. La circulaire ministérielle du 30 juin 1894 porte : Les pensions actuellement acquises par suite d'accidents rentrent dans celles dont le titre IV a pour objet d'assurer la continuité

La meilleure preuve s'en trouve dans la multiplicité des efforts que fit le Sénat, auquel on doit la solution de la question, pour arriver à un résultat acceptable : par deux fois, le titre IV traitant des « dispositions transitoires et réglementaires », auquel furent rattachés bon nombre d'amendements offrant les combinaisons les plus variées, fut renvoyé à la Commission et l'adoption n'en devint définitive qu'après de longues et laborieuses discussions.

Le sujet de la liquidation des anciennes Caisses est particulièrement ingrat et embrouillé ; il nous faut cependant essayer de l'éclaircir.

Les Caisses de secours aux malades ont dû continuer à fonctionner encore un mois, pour assurer l'aide et les soins nécessaires à ceux-là seuls qui étaient en traitement¹ (art. 23, § 2). — Pour l'ouvrier actif qui ne jouissait d'aucune pension, la transformation de l'institution a arrêté, du jour où la loi a été mise à exécution, tous les droits en cours d'acquisition, de quelque

du service. Ceci n'est vrai qu'au cas où il n'existe pas une Caisse d'accidents distincte des précédentes. Car toutes les institutions ayant exclusivement d'autres buts que ceux visés par la loi, celles notamment qui assureraient uniquement les accidents, n'ayant pas été touchées par la loi, ont pleine liberté pour continuer leur existence.

¹ La loi ne parle que des Caisses de prévoyance proprement dites ; elle ne dit rien pour les caisses de bienfaisance alimentées par l'exploitant seul. — Il était naturel, en effet, de supposer que, quelles que fussent les charges nouvelles qui lui incomberaient, le patron continuerait, comme par le passé, à venir en aide aux malades en traitement jusqu'au fonctionnement de la nouvelle Caisse de secours.

nature qu'ils aient pu être, au point de vue de l'assurance contre la maladie, *contre le chômage* et (s'il y a confusion de Caisses) contre les accidents, dès l'instant que cet ouvrier n'était alors ni malade ni blessé.

Mais que décider pour les Caisses de retraites ?

Le régime normal des retraites dans l'avenir consiste — on l'a vu — dans un versement (inscrit sur chaque livret individuel) à la Caisse nationale des retraites ou à une Caisse régionale, d'une somme égale à 4 0/0 du salaire des ouvriers ou employés, dont moitié à prélever sur le salaire et moitié à fournir par l'exploitant lui-même (art. 2). Or, dans le passé, les pensions étaient servies par les soins soit du patron seul, soit des Caisses de prévoyance¹, deux cas fort différents qu'il importe de distinguer. — Comment donc faire concorder chacune de ces alternatives avec les mesures nouvelles ?

¹ Il va sans dire que s'il se rencontre des pensions fournies pour une fraction par le patron et pour l'autre fraction par une Caisse de prévoyance, il faudrait appliquer à chacune de ces deux parts respectivement les solutions qui vont être exposées. — Un cas analogue s'est présenté pour la liquidation de la Caisse centrale de la Loire. Le fonctionnement de la Caisse commune fut considéré comme un lien de fait, mais non de droit entre les diverses Compagnies ; car, en réalité, chaque Compagnie avait à la Caisse commune un compte spécial, en recettes et en dépenses. On considéra la Caisse commune comme la superposition de plusieurs Caisses ayant un même conseil de gestion.

Aussi les Compagnies de Montrambert et de la Péronnière, qui avaient des institutions alimentées par elles seules, se liquidèrent suivant les articles 21 et 22. Et les autres Compagnies, dont les Caisses étaient alimentées à la fois par les ouvriers et par les exploitants, se liquidèrent suivant l'article 23.

I

Par quel moyen tout d'abord concilier la prescription impérative de la loi obligeant l'ouvrier et l'exploitant à verser une cotisation, pour constituer une retraite, avec le contrat par lequel cet exploitant a promis une pension à cet ouvrier, arrivé à un certain âge et ayant accompli un certain nombre d'années de travail ?

« La loi ne saurait avoir pour conséquence de supprimer les effets des conventions antérieures, ni de modifier ces conventions au préjudice de l'une ou de l'autre des deux parties », écrivait le rapporteur de la Commission du Sénat. Aussi, les articles 21 et 22 posent-ils, dès le début, les deux principes suivants : « Les pensions déjà acquises à un titre quelconque¹, dont le service incombe à l'exploitant, seront fournies comme précédemment, suivant les règlements particuliers de l'entreprise » (art. 21) et « le montant des pensions en cours d'acquisition², dont le service incombe à l'exploitant, sera calculé par application des règlements ou des usages³ en vertu desquels ces pensions étaient précé-

¹ Il s'agit là, on le voit, de toutes espèces de pensions : pensions de retraites, pensions d'invalidité prématurée, pensions de veuves et aussi (dans certains cas déjà précisés) pensions d'accidents.

² Il ne s'agit plus là que des pensions de retraites proprement dites.

³ Le législateur a prévu ainsi le cas où le patron, qui n'a à compter qu'avec lui-même, n'a pas de statuts comme une Société et où l'on se trouverait en face d'une sorte de droit coutumier, auquel il était équitable d'assurer une valeur égale à celle d'un texte écrit.

demment accordées. » (Art. 22). Voilà pour le respect des conventions.

Deux hypothèses dès lors peuvent se produire :

1^o L'ouvrier accepte la loi ¹. Alors il convient de prévoir l'application simultanée du contrat existant et des versements à une Caisse de retraites : c'est pourquoi une transaction intervient : « Si la rente acquise à raison des versements effectués en exécution de l'article 2 est inférieure au montant de la pension calculée comme il vient d'être dit, la différence restera à la charge de l'exploitant. » De sorte, en d'autres termes, que l'ouvrier est soumis aux dispositions de la loi et, arrivé à l'âge de 55 ans, si la pension que lui fournit la Caisse des retraites est inférieure à celle que devait lui accorder l'exploitant, ce dernier lui servira la différence ².

A un point de vue opposé, on voit que l'exploitant est obligé, pour l'avenir, de garantir sa contribution à

¹ Y a notamment intérêt l'ouvrier qui est jeune et qui préfère jouir de son indépendance dans l'avenir, même en perdant une partie de sa pension (celle promise par l'exploitant).

² La pension de l'ouvrier âgé de 55 ans se compose donc de deux parties ($p + d$) 1^o Une première p fournie par les Caisses de retraites; 2^o Une deuxième d fournie par l'exploitant, telle que $p' = p + d$ (p' étant la pension promise par l'exploitant). — La remarque est importante, car on a cru à tort qu'elle se composait de trois parties : 1^o Une première l calculée au moment où la loi de 1894 a été mise en vigueur et susceptible d'être liquidée; 2^o Une deuxième p ; 3^o Une troisième δ telle que $p + l + \delta = p'$. C'est cette fausse interprétation donnée par M. Audiffred dans son deuxième rapport qui a poussé M. M. Charpentier, Basly, etc... à demander dans une proposition de loi en 1896 (N^o 2020, 10 juillet 1896, Chambre des Députés) que l'article 22 s'appliquât aux

la retraite par des versements successifs, tandis que, pour le passé, il lui suffit de constater quels sont ces engagements sans en avoir à fournir le montant ; il ne fait en quelque sorte que confirmer sa dette. Cependant le capital constitutif des rentes incombant aux exploitants peut être déposé en totalité ou par annuités successives à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ¹ (art. 28).

2° L'ouvrier opte contre le système de la loi ². Dans ce cas, il est dispensé de la retenue prescrite par la loi, à la suite d'une déclaration faite devant le maire de la commune de sa résidence, dont il lui est délivré récépissé. Par une juste réciprocité, « l'exploitant, pendant toute la durée de la renonciation », se trouve également dispensé du versement pour la retraite qui lui incombe de par la loi ³ (art. 25).

pensions constituées sous forme de libéralité, c'est-à-dire que *L*, qui était à leurs yeux susceptible de liquidation, comprît non seulement les engagements mais aussi les libéralités passées. — Supposer dans tous les cas *L* liquidable eût été imposer à l'exploitant une charge trop lourde : tout ouvrier quittant la mine pouvait lui demander cette somme.

¹ Celle-ci devra en ce cas inscrire les rentes au livret individuel de chaque ayant-droit et en effectuer le paiement à partir de l'âge fixé pour l'entrée en jouissance (art. 28). Un règlement d'administration publique en date du 14 août 1894 était d'ailleurs venu fixer certains détails d'application pratique de cette fin d'article.

² Y a intérêt l'ouvrier tout près de sa retraite, attaché depuis longtemps à l'exploitation, qui n'a plus souci de son indépendance et préfère toucher la pension souvent assez élevée que lui a promise l'exploitant.

³ a) Il est évident qu'une telle déclaration n'a d'effet qu'au regard de

En un mot, l'ancienne institution ne fonctionne plus pour les ouvriers embauchés après la mise à exécution de la loi, mais ses avantages subsistent dans les conditions du règlement ancien pour les ouvriers embauchés antérieurement, sauf compensation éventuelle avec les avantages du nouveau régime. Enfin, le législateur, n'ayant pas voulu que ce système fût absolument impératif et se prolongeât indéfiniment, a autorisé des dérogations au régime précédent par des conventions librement intervenues entre les exploitants et leurs ouvriers ou employés (art. 22, § 3), conventions qui sont soumises aux règles habituelles du droit commun.

Si, dans les hypothèses précédentes, des contestations s'élèvent entre les intéressés sur la question de savoir

l'entreprise dans laquelle une pension était en cours d'acquisition au moment de la promulgation de la loi.

b) Le maire, dit une circulaire ministérielle (13 août 1896), est toujours tenu de donner récépissé de la déclaration qui lui est faite; le récépissé n'a d'autre valeur que de prouver que la déclaration a été faite. « Le certificat ainsi délivré ne préjuge rien sur la réalité du droit de l'ouvrier à pension et par suite sur son droit à réclamer l'application de l'article 25. »

c) Le dernier paragraphe de l'article, portant ces mots « pendant toute la durée de la renonciation », semble indiquer que l'ouvrier peut toujours faire cesser le privilège de cet article et rentrer dans le droit commun, tout en demeurant toujours attaché à la même exploitation.

d) Inversement, l'ouvrier n'étant astreint à aucun délai pour cette déclaration, pourra la faire à n'importe quelle époque, même après avoir opéré des versements à la Caisse des retraites. Pour déterminer sa pension à 55 ans, il faut alors combiner les deux hypothèses prévues au texte. L'exploitant est chargé de la pension entière, sauf déduction de la part fournie par les Caisses de retraites.

s'il y a soit pensions acquises, soit pensions en cours d'acquisition, ou s'il n'y a eu dans le passé que de simples libéralités n'engageant pas l'exploitant, c'est une question de fait, une interprétation de loi ou des règlements d'une entreprise, une appréciation des usages que peut seul donner le tribunal civil à la diligence des intéressés agissant individuellement ou par mandataire collectif.

La question, dans ce premier cas, se présente donc comme relativement facile et la solution apparaît, en définitive, assez simple. Il n'en va pas absolument de même pour le second cas : celui où les retraites étaient, antérieurement à la loi, servies par des Caisses de prévoyance organisées avec le concours des ouvriers et employés.

II

En principe, le système de liquidation adoptée diffère peu du précédent. — Si l'ouvrier, à un titre quelconque, reçoit ou est susceptible de recevoir une pension, son droit acquis est confirmé par la loi et la Caisse ancienne est obligée d'y pourvoir¹. S'il s'agit d'une pension de retraite en cours d'acquisition, la Caisse

¹ La proposition de loi de MM. Charpentier, Basly, etc..., du 10 juillet 1896, demandait que la pension acquise par l'ouvrier avant la promulgation de la loi fût liquidée au cas où l'ouvrier en ferait la demande, à quelque époque qu'il réclame le bénéfice de cette liquidation.

ancienne est chargée de l'assurer au moment où l'ouvrier atteint 55 ans. Telles sont, en effet, les dispositions de l'article 23 : « A partir de la mise en application de la présente loi, les Caisses de prévoyance précédemment organisées avec le concours des ouvriers et employés, fonctionneront¹ exclusivement pour l'exécution des engagements antérieurement contractés par lesdites Caisses en ce qui concerne tant les pensions acquises à un titre quelconque que les pensions de retraites en cours d'acquisition. » Et le capital constitutif des rentes pourra encore, dans ce cas, être déposé en totalité ou par annuités successives à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (art. 28).

Pour l'avenir, l'ouvrier aura le choix ou d'accepter le système de la loi qui prescrit la retenue sur le salaire avec allocation équivalente du patron, sans que la différence de la rente ainsi acquise et de la pension calculée d'après les statuts doive être parfaite par l'institution existante ; ou d'opter contre le système de la loi, et alors il continuera à se servir de la Caisse dans les conditions

¹ Il faut entendre par ce terme (fonctionneront) non seulement qu'elles existeraient dans l'avenir suivant le texte du règlement de liquidation — ce qui est le sens qui nous intéresse surtout — mais que jusqu'à l'intervention de ce règlement, elles existeraient avec leurs ressources ordinaires — ce qui n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt historique.

Devant les charges excessives que cette éventualité pourrait faire peser sur les ouvriers si la nouvelle Caisse est organisée avant l'ancienne, on pourrait faire plusieurs remarques qui n'auraient plus d'intérêt à présent.

antérieures dont il aura déjà bénéficié, — ce refus étant d'ailleurs soumis aux formalités qui ont été exposées¹.

En résumé, l'ancienne institution ne fonctionnera plus pour les ouvriers embauchés depuis l'application de la loi ; mais dans les conditions du règlement ancien, ses engagements subsisteront, pour les ouvriers entrés à la mine antérieurement, quant au passé et éventuellement quant à l'avenir. — A quelques variantes près, on peut donc dire des Institutions de bienfaisance et des Institutions de prévoyance, qu'elles se transforment par le système de la « superposition ». — Cependant, autant il est facile, dans le premier cas, de trouver les ressources nécessaires à la liquidation, puisqu'il suffit de puiser auprès de la Compagnie exploitante, réputée solvable, autant, dans le second, la question est ardue, car — on s'en souvient — les réserves font complètement défaut et le déficit s'accuse par de très grosses sommes.

C'est précisément là que réside toute la difficulté. La combinaison ancienne, sorte de chaîne sans fin, qui consistait à payer les annuités échues avec les recettes mêmes de l'année, fort dangereuse par elle-même, reposait uniquement sur la continuité des versements ; que ceux-ci viennent à être supprimés comme le décide

¹ L'ouvrier usant de cette faculté n'est recevable à présenter sa demande qu'après que le règlement de liquidation aura été voté.

la loi pour les affecter aux Caisses qu'elle institue, l'on se trouve en présence de ce grave problème, insoluble en apparence : Comment sans aucun actif ou, ce qui revient au même, avec un actif insuffisant, faire face à des dettes contractées ?

Dans cette situation financière, une liquidation opérée selon les conditions habituelles du droit commun ne pouvait, en général, conduire qu'à un désastre, désastre d'autant plus déplorable qu'il aurait atteint les malheureux les plus intéressants : les ouvriers âgés, les invalides, les veuves et les orphelins. — Aussi le Parlement, malgré ses efforts, après s'être entouré des concours les plus compétents, pour résoudre la question législativement, se reconnut incapable de fournir une solution suffisante, de sorte qu'après avoir réglé, d'une façon uniforme et impérative, l'avenir des Caisses de secours, force fut de rompre, pour ce qui concernait le passé, avec les principes d'autorité ; et de recourir, en désespoir de cause, à l'initiative particulière, à laquelle, pour la circonstance, on rendrait une grande part de sa liberté. De là ce début de l'article 24 : « Les intéressés seront appelés à se prononcer dans un délai maximum de six mois¹ sur les mesures à prendre à raison des engagements précités et sur le mode de réalisation des ressources nécessaires. »

Au reste, la loi fixe les grandes lignes de la procé-

¹ Délai prorogé par la loi du 19 décembre 1894 jusqu'au 1^{er} juillet 1895.

dure à suivre ; et un règlement d'administration publique en date du 25 juillet 1894, rendu en exécution de l'article 29, est venu préciser certains détails. Nous nous bornerons à résumer, sans insister, ces dispositions, qui, aujourd'hui où elles ont été mises à exécution, n'ont plus qu'un intérêt purement historique.

L'esprit de la loi (art. 24) est de favoriser l'entente des intéressés sans aucune intervention étrangère ; à défaut d'entente, elle institue extraordinairement un tribunal conciliateur et enfin elle ne se résout à autoriser une liquidation judiciaire que comme moyen extrême¹. D'où trois phases possibles dans la procédure depuis la solution la plus avantageuse jusqu'à l'issue la plus pénible, phases que nous allons suivre successivement à grands pas.

A. — Première phase

Un projet de règlement pour la liquidation et l'évaluation des engagements² est préparé par le Conseil de

¹ Le champ des combinaisons ouvert aux sociétaires, à la Commission arbitrale, est illimité. Quant au liquidateur, on verra que la chose a été contestée. Mais en tout cas, il ne faut pas perdre de vue que la transaction doit porter sur les statuts anciens ; on ne saurait en particulier aller au delà des « engagements antérieurement contractés par la Caisse », suivant les termes de l'article 23.

² Il convient de bien distinguer, suivant les circonstances, les engagements de la Caisse des libéralités pures. Notons que, en cas de désaccord entre les intéressés, la solution de la question revient, soit à la Commission arbitrale, si on recourt à elle, soit aux tribunaux, s'ils sont saisis de la liquidation.

la Caisse de prévoyance ou à son défaut par l'exploitant. — Après des pourparlers concluants entre le Conseil et l'exploitant, dans la première hypothèse, et de suite dans la seconde, il est procédé à un vote. La mesure nouvelle intéressant le personnel entier, l'article 4 du règlement donne le droit de vote « aux ouvriers et anciens ouvriers du fond et du jour, majeurs et des deux sexes, qui ont sur la Caisse, à raison de son fonctionnement dans le passé, soit des droits acquis, soit des droits en cours d'acquisition et à ceux qui seraient appelés, s'il y a lieu, par le règlement, à contribuer à la constitution des ressources nécessaires au fonctionnement de la Caisse dans l'avenir ».

Ainsi, français et étrangers, hommes et femmes sont invités à exprimer leurs suffrages. La majorité absolue est exigée (art. 7 du règlement) et cette majorité engage l'universalité des ouvriers. « Un nouveau règlement, un nouveau contrat est alors légalement substitué à l'ancien par une véritable novation qui s'impose à tous, comme si chacun l'avait acceptée ¹. »

Si les pourparlers entre le Conseil d'administration ancien et l'exploitant n'aboutissent pas, ou bien si la majorité n'est pas réunie, l'affaire entre dans une phase nouvelle.

¹ Discours prononcé par le Ministre des Travaux publics à l'installation de la Commission arbitrale (18 août 1896).

B. — Deuxième phase

Il est alors tout d'abord procédé à un second vote pour savoir si la majorité des ouvriers est d'avis de recourir à l'arbitrage prévu par la loi. — Les votants sont les mêmes que ceux qui viennent d'être énumérés; la majorité lie encore l'universalité des ouvriers, mais la loi du 19 décembre 1894, afin de faciliter, en ce point déjà avancé de la procédure, l'acceptation de la solution offerte, a décidé, contrairement à celle du 29 juin 1894, que la majorité relative suffit¹. De plus, elle autorise un second vote.

L'arbitrage est-il accepté à la fois par la majorité des ouvriers et par l'exploitant, un tiers peut alors utilement et valablement intervenir. Ce tiers substitué aux parties elles-mêmes est une *Commission arbitrale* que la loi du 29 juin a instituée par une heureuse et hardie innovation (art. 26). Composée de membres permanents, au

¹ A vrai dire, la loi du 29 juin 1894 parle simplement de « majorité » sans épithète. — Le pouvoir exécutif chargé d'appliquer la loi, n'avait pu faire autrement que d'admettre la nécessité d'une majorité absolue. Mais, désireux de faciliter l'accord, dans l'hypothèse qui nous occupe, il sollicita du Parlement une interprétation du texte et une atténuation de sa rigueur. De fait, la loi du 19 décembre 1894 décide dans le paragraphe 2 de son article unique: « L'arbitrage sera valable, s'il a été voté à la majorité des suffrages exprimés à un premier ou à un second tour, pourvu que cette majorité soit supérieure au quart des inscrits. »

nombre de sept ¹, dont la compétence et l'impartialité ne sauraient faire aucun doute ; et, pour chaque affaire, de deux membres adjoints, désignés, l'un par l'exploitant, l'autre par la majorité des ouvriers et employés intéressés, elle constitue plutôt un Comité de conciliation qu'un tribunal. La Commission, en effet, d'une part a plein pouvoir « comme les parties elles-mêmes, mais en leur lieu et place pour établir, par un règlement, par un contrat nouveau, les mesures les meilleures et les plus sûres pour atteindre dans chaque affaire le but poursuivi ² ». D'autre part, la procédure est réduite au minimum : aucun délai n'est imposé pour rendre les décisions ; enfin, aucune juridiction n'a qualité, soit pour

¹ Les membres sont nommés (art 26) :

Deux par le Conseil Général des mines ; ce furent :	{ MM. Linder, inspecteur général des mines, et Delafond, ingénieur en chef des mines (ce dernier élu secrétaire de la Commission).
Deux par la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ; ce furent :	{ MM. Cuvinot, sénateur (celui-ci élu président de la Commission), et Audifred, député (tous deux rapporteurs de la loi du 29 juin 1894).
Deux par la Cour d'appel de Paris parmi les Conseillers de la Cour, ce furent :	{ MM. Potier et Bellat.
Un par la Cour des Comptes parmi les Conseillers de la Cour ; ce fut :	{ M. Duchaussoy, conseiller référendaire de première classe.

² Discours du Ministre des Travaux publics à l'installation de la Commission arbitrale.

résoudre des questions préjudicielles¹, soit pour connaître de l'appel de la Caisse.

L'arbitrage, au contraire, n'est-il pas accepté à la fois par la majorité des ouvriers et par l'exploitant, la liquidation judiciaire est la seule issue : c'est la troisième phase.

C. — Troisième phase

Les tribunaux, dans ce cas, nomment à la requête de la partie la plus diligente un liquidateur chargé d'assurer, au mieux des intérêts en présence, la liquidation de la Caisse de prévoyance. Le rapport du liquidateur est soumis à l'homologation du tribunal.

Le système adopté par la loi, qui n'est autre que celui d'une faillite honorable, mérite à coup sûr des éloges, étant données surtout les difficultés dont la question était hérissée; il prête, en même temps, à quelques critiques, mais quelle solution en eût été exempte? Quelque intérêt que la chose présente, il semble inutile de prodiguer les uns et de signaler les autres; aujourd'hui que tout est terminé, l'intérêt serait purement rétrospectif. Il suffisait de montrer les divers rouages d'une liquidation du passé qui, une fois réglée, devait faire vivre l'avenir.

¹ Toutefois le Conseil d'Etat a refusé de laisser la Commission arbitrale juge de l'élection du délégué ouvrier. La compétence est donc restée sur ce point aux tribunaux judiciaires.

CHAPITRE VIII

Résultats de l'application de la loi du 29 juin 1894

La loi du 29 juin 1894 sur les Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs qui vient d'être étudiée a eu, ainsi qu'on l'a vu, un triple objet :

1^o Organiser, entre l'exploitant et les ouvriers ou employés par lui occupés, des associations constituant des sociétés de secours mutuels d'une espèce particulière, destinées à garantir les intéressés, ainsi qu'éventuellement leurs femmes, enfants et ascendants à leur charge, contre les risques de la maladie, et remarquables surtout par le caractère obligatoire de l'affiliation des participants et du versement de l'exploitant ;

2^o Organiser, pour les ouvriers et employés en question, des retraites d'âge par le moyen de livrets indivi-

duels sur la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse ou autres caisses analogues ;

3^o Liquider ou transformer les anciennes institutions de prévoyance qui existaient dans les mines avant la loi du 29 juin 1894 pour ne laisser subsister, en matière de secours contre la maladie et en matière de retraites, en dehors du service des accidents, que les organismes prévus par la dite loi.

SECTION I. — DES SOCIÉTÉS DE SECOURS

Les Sociétés de secours contre la maladie sont entrées depuis plus de trois ans¹ en pleine application sans avoir soulevé de difficultés qui méritent de retenir l'attention. Elles fonctionnent partout avec régularité, à la satisfaction, semble-t-il, de tous les intéressés, exploitants et ouvriers. S'il y avait lieu de faire quelques réserves, ce serait pour les exploitations de peu d'importance², où le nombre des ouvriers éligibles était de moins de six et empêchait par suite la constitution légale de pareilles associations.

¹ Bien que, comme on l'a vu, la loi du 19 décembre 1894 ait prorogé jusqu'au 1^{er} juillet 1895 la date d'application de la loi du 29 juin 1894, c'est en réalité à partir du 1^{er} janvier 1896 que les Caisses de secours ont commencé à fonctionner d'une manière normale.

² Quelques-unes de ces exploitations, situées près des frontières, peuvent avoir quelque importance par suite d'un nombre assez grand d'ouvriers étrangers.

Le compte rendu statistique et financier que les sociétés sont tenues, en exécution de l'article 15 de la loi, de fournir annuellement, permet d'apprécier très exactement les résultats obtenus pendant chaque exercice : il suffit donc, pour avoir une vue d'ensemble, de se reporter aux dernières publications de la statistique de l'industrie minérale relatives aux années 1896 et 1897¹.

En 1897, 190 sociétés fonctionnaient dans 35 départements, réunissant 158.770 participants. Ce chiffre comprend, outre les ouvriers du fond et du jour, les employés occupés dans les bureaux du siège de l'exploitation et un certain nombre d'ouvriers des industries annexes, dont la loi autorise l'agrégation aux sociétés de secours. Le nombre des membres participants est très variable suivant les sociétés. Dans le plus grand nombre des cas, tous les ouvriers et employés d'une même entreprise sont groupés en une société; dans quelques grandes exploitations, les ouvriers sont divisés en plusieurs sociétés correspondant à des fosses distinctes; ailleurs, mais rarement, les ouvriers du fond sont séparés de ceux du jour ou bien les employés des ouvriers.

Au point de vue de la nature des mines, les sociétés se distribuent comme suit :

¹ Ces publications ont paru respectivement en 1897 et 1898.

	Sociétés	Membres
Mines de combustibles	143	147.947
Mines de fer	26	5.384
Mines métalliques	13	4.124
Mines de sel	4	610
Mines de schistes bitumineux et de soufre	4	705
	190	158.770

Les recettes réalisées par les 190 sociétés de secours se montent au total de 4.876.413 fr. 86 pour 1896 et 5.146.830 fr. 67 pour 1897. Le tableau ci-après donne le détail des éléments qui concourent à former ces chiffres :

DÉTAIL	1896			1897		
	TOTAL	RAPPORT A CENT	MOYENNE PAR MEMBRE PARTICIPANT	TOTAL	RAPPORT A CENT	MOYENNE PAR MEMBRE PARTICIPANT
	fr. c.		fr. c.	fr. c.		fr. c.
Retenue sur les salaires	2.950 753 21	60.5	19 07	3.100.366 18	60.24	19 53
Versement de l'exploitant.....	1.478.630 51	30.3	9 56	1.552.678 16	30.17	9 78
Allocations de l'État.....	»	»	»	400 »	0.01	»
Amendes pour infractions aux statuts de la société de secours.. ..	694 65	0.1	0 004	1.639 03	0.03	0 01
Amendes pour infractions aux règlements de l'entreprise.. ..	300.798 68	6.2	1 94	311.132 77	6.04	1 96
Intérêts des fonds... ..	20.970 04	0.4	0 14	28.437 76	0 55	0 17
Prélèvements sur les réserves... ..	14.633 23	0.3	0 09	44.753 91	0.87	0 29
Recettes diverses (y compris les dons manuels).....	109.933 54	2.2	0 71	107.422 86	2.09	0 67
TOTAL.....	4.876.413 86	100.0	31 52	5.146.830 67	100.00	32 41

Le nombre des malades s'est élevé en 1896 à 103.981 et à 113.721 en 1897¹. Le nombre des journées de maladie constatées a été de 1.543.874 en 1896 et en 1897 de 1.631.221²⁻³. Le point de départ du chômage occasionné par la maladie, est fixé tantôt au premier jour de la maladie tantôt au troisième ou au quatrième ; la durée en est limitée à trois ou six mois ; dans certaines sociétés elle est suspendue les dimanches et jours de fête ; dans d'autres, enfin, le sociétaire n'y a droit qu'après un certain temps de séjour à la mine. Par suite le nombre de jours secourus est inférieur à celui des jours de maladie constatés ; il a été de 1.468.048 en 1896 et de 1.547.770 en 1897⁴.

Les dépenses qu'ont occasionnées ces journées de maladie se sont élevées à 4.350.040 fr. 50 en 1896 et à 4.677.279 fr. 49 en 1897. L'ensemble se répartit comme suit :

¹ Soit des moyennes respectives pour 100 sociétaires de 67,22 et de 71,89 malades.

² Soit en moyenne, 1° par malade 14,85 et 14,34 jours ; 2° par sociétaire 9,98 et 10,27 jours.

³ Il est un fait intéressant à noter qui ressort de la comparaison de comptes rendus particuliers, c'est que parfois, dans deux exploitations voisines se trouvant dans des conditions absolument analogues, les chiffres enregistrés pour les maladies constatées, partant pour les dépenses, sont très différents et varient presque du simple au double. Cela tient à des causes faciles à imaginer, plus politiques qu'accidentelles.

⁴ Soit en moyenne, 1° par malade 14,11 et 13,61 jours ; 2° par sociétaire 9,51 et 9,75 jours.

NATURE DES DÉPENSES	NOMBRE DES SOCIÉTÉS		NOMBRE DES PARTICIPANTS		DÉPENSES					
					MONTANT DE LA DÉPENSE TOTALE		MONTANT DE LA DÉPENSE PAR PARTICIPANT			
	1896	1897	1896	1897	1896		1897		1896	1897
					fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
Frais médicaux ¹ (Participants seuls, honoraires des médecins)	42	31	16.951	7.481	75.334	45	32.531	00	4.50	4.35
Frais pharmaceutiques ² , Participants seuls, (Médicaments)	130	145	111.344	125.138	476.188	96	558.474	99	4.27	4.46
Frais de traitement des participants dans les hôpitaux	44	38	17.414	11.649	103.795	29	82.979	99	5.90	7.11
Secours stannaires aux participants malades	128	138	118.028	130.171	1.107.409	66	1.218.232	75	9.38	9.36
Frais funéraires (Participants seuls, Participants et leurs familles)	71	72	95.651	100.722	29.912	75	35.681	12	0.29	0.35
Versements à la Caisse nationale des retraites ³	187	188	154.515	158.706	1.950.831	84	2.045.998	10	12.62	12.89
Secours supplémentaires à des participants malades	85	99	53.395	63.451	14.397	15	18.360	15	0.27	0.29
Secours à des participants devenus infirmes	65	55	94.889	90.046	66.255	46	61.782	52	0.69	0.69
Secours aux familles des participants décédés, Sec ⁴ aux fam ⁴ des particip ⁴ réservist ⁴ ou territoriaux ⁴	142	160	129.647	148.556	49.876	50	67.046	54	0.38	0.45
Indemnités diverses aux participants et à leurs familles	121	124	121.479	121.577	95.775	63	104.314	53	0.92	0.86
Frais d'administration, de direction et frais judiciaires	38	42	48.976	62.027	38.660	30	56.404	72	0.78	0.91
Journaux de présence aux administrateurs	80	89	92.199	112.210	55.687	85	84.617	44	0.63	0.75
Indemn. aux memb ⁴ du bur. et aux visit ⁴ des malades	63	61	72.294	80.697	105.516	45	103.846	90	1.06	1.00
	70	73	103.997	110.941	47.418	08	59.901	45	0.66	0.74
	63	67	68.102	80.266	85.956	01	92.769	15	0.60	0.63
					20.083	50	21.539	60	0.19	0.19
					28.940	61	32.908	54	0.42	0.41

¹ Sur les 190 sociétés de secours, 14 comprenant 26.151 participants et 15.797 malades n'ont eu à supporter aucune charge pour frais médicaux; les entreprises auxquelles appartiennent les membres de ces sociétés assurent gratuitement à leurs ouvriers les soins de maladie.

² Les comptes rendus de 14 sociétés (16.950 participants) ne mentionnent aucune dépense de ce chef, soit que l'exploitant ait fourni gratuitement les médicaments à ses ouvriers, soit que les statuts les laissent à la charge des sociétés.

³ Ces versements sont faits par application de l'article 8 de la loi du 29 juin 1894 qui prescrit qu'en cas de maladie entraînant une incapacité de travail de plus de quatre jours avec suppression de salaire, la caisse de la société de secours versera à la caisse des retraites une somme au moins égale à 5 0/0 de l'indemnité de maladie prévue par les statuts.

⁴ Ce chapitre comprend des allocations pour causes diverses, telles que bains, opérations chirurgicales, achats d'appareils, frais de voiture ou de voyage, etc.

D'après le mode de fonctionnement des sociétés, et sous la réserve de cette observation que les sociétés ont varié dans la distribution de certains secours auxquels la loi n'a pas attaché un caractère obligatoire, la moyenne de dépense par participant ressort à 28 fr. 12 en 1896 et à 29 fr. 46 en 1897.

Si chacune des sociétés distribuait tous les secours énumérés ci-dessus, en dehors des secours obligatoires, on arriverait nécessairement à un chiffre plus élevé.

En résumé, donc, si nous prenons le dernier exercice de 1897, on voit que les comptes se soldent par un excédent de recettes de 469.551 fr. 18. Cet excédent joint à l'encaisse au 1^{er} janvier 1897, accusé par les sociétés, représente une somme totale de 1.757.214 fr. 63 formant la réserve des sociétés de secours.

La loi du 29 juin 1894 prescrit, comme on sait, que la partie de cette réserve qui n'est pas nécessaire pour les besoins du service courant soit déposée à la Caisse des dépôts et consignations. D'après les indications fournies par l'Administration de la Caisse, le total des dépôts opérés en exécution de la loi était de 618.373 fr. au 31 décembre 1897.

A cette même date, deux sociétés seulement, comprenant 6.564 participants, ne possédaient aucune avance et présentaient même un déficit dont le montant est de 7.053 fr. 53, soit de 1 fr. 07 par sociétaire.

Par contre, si l'on rapproche le chiffre de la réserve des 188 autres sociétés et celui de leurs participants, on

voit que l'avance, à la fin de 1897, y était de 11 fr. 07 par sociétaire.

Ces résultats témoignent hautement à la fois des soins prudents avec lesquels, d'une manière générale, les conseils d'administration ont géré les intérêts dont ils avaient la charge, et du succès de la loi en ce qui concerne les Caisses de secours. Un pareil succès n'est pas pour étonner : des trois risques, maladies, accidents, vieillesse, qui menacent l'ouvrier, celui qui se prête à la solution la plus simple, la plus élémentaire, est sans contredit le premier. — On ne pouvait vraiment attendre moins. — De plus, en vue de l'extension éventuelle de cette organisation à d'autres entreprises — ce qui est le souci de l'heure présente — il ne sera pas inutile de faire observer que la facile application sur ce point de la loi du 29 juin 1894 tient à deux causes essentiellement particulières, qui pourraient bien ne pas se rencontrer dans d'autres industries. D'une part, en effet, — nous ne saurions trop le répéter — de pareils organismes avaient existé de tout temps sur la plupart de nos exploitations minérales ; et, d'autre part, les mines sont soumises à la surveillance d'une administration spéciale, celle du corps des ingénieurs des mines, en rapport constant avec les exploitants et les ouvriers. Son action a été particulièrement utile pour éviter et aplanir les difficultés premières de l'application du nouveau régime.

SECTION II. — DES CAISSES DE RETRAITES

I

Les remarques et les critiques se présentent en grand nombre au contraire dès qu'on aborde la question des retraites au moyen de livrets individuels.

Si, en effet, tout d'abord, la loi du 29 juin 1894 paraît avoir été bien accueillie de tous, à de très rares exceptions près, pour ce qui concerne l'assurance contre la maladie, elle semble avoir été généralement mal reçue pour ce qui se rapporte à la constitution des retraites par livret individuel. On n'y a vu que la retenue actuelle qu'il faut subir sur le salaire ; les ouvriers encore jeunes sont restés indifférents à l'idée d'une retraite qu'ils n'entrevoient que dans un lointain trop reculé ; ceux plus avancés dans la vie se sont aisément rendu compte que le sacrifice relativement assez lourd qu'ils doivent supporter ne sera pas compensé par la retraite insignifiante qu'ils pourront obtenir à 55 ans. Beaucoup auraient désiré que la loi restât facultative pour les ouvriers d'un certain âge, pour ceux au-dessus de 40 ou de 35 ans par exemple. On s'est plaint enfin de la répartition des versements entre conjoints, système auquel on a toujours préféré celui de la reversibilité.

Aussi la loi n'a-t-elle été appliquée que dans les mines

où l'exploitant y a tenu fortement la main, et dans les limites mêmes de son action. Pour peu que l'exploitant, mû par des mobiles divers, s'y soit prêté, la loi n'a pas été respectée, malgré toutes les observations que l'administration a pu produire, malgré notamment qu'elle ait signalé à l'exploitant les lourdes responsabilités civiles qu'il risquait d'encourir dans l'avenir par sa négligence¹. Les ouvriers et exploitants de nombreuses entreprises se sont ingéniés de concert pour trouver des prétextes leur permettant de tourner la loi, sinon de la violer ouvertement. Dans plusieurs exploitations du centre de la France, on s'est servi à cet effet, d'une façon tout à fait incorrecte, de la clause formant l'article 25² de la loi du 29 juin 1894. Non seulement on ne s'est pas inquiété de savoir si l'ouvrier qui faisait la déclaration

¹ Le jour où un ouvrier mineur atteindra 55 ans sans qu'il ait le livret individuel, l'exploitant qui l'aura occupé sans faire de retenues ni de versements sur ce livret sera responsable personnellement, au regard de l'ouvrier et de sa femme, non seulement de la pension que pourraient produire les versements (2 0/0 du salaire) imposés directement à l'exploitant, mais encore de celle correspondant à la retenue sur ce salaire. En ne faisant pas cette retenue, il a commis une faute, enfreint le mandat à lui confié par la loi.

² Nous rappelons que l'article 25 est ainsi conçu : « Tout ouvrier ou employé au profit duquel une pension de retraite d'âge ou d'invalidité est actuellement en cours d'acquisition sera dispensé de la retenue prescrite par l'article 2 s'il déclare, devant le maire de la commune de sa résidence, qu'il entend renoncer au bénéfice de cet article. Il lui sera délivré récépissé de cette déclaration. Dans ce cas, et pendant toute la durée de la renonciation, l'exploitant sera également dispensé du versement qui lui incombe aux termes du même article 2. »

prévue à cet article était réellement bénéficiaire ¹ d'une pension en cours d'acquisition; on est allé jusqu'à y voir, pour tout ouvrier, un droit d'option, la faculté pour lui de ne pas appliquer la loi en se bornant à déclarer, dans les formes de l'article 25, que telle était bien son intention.

II

Si maintenant on examine la question en détail, on sera tout d'abord frappé du nombre d'entreprises où les intéressés ont, pour une raison ou pour une autre, mais en fait systématiquement, refusé d'appliquer la loi : 116 entreprises sur 313, soit 37 0/0. Mais il convient d'ajouter qu'à de très rares exceptions près, il ne s'agit que d'entreprises les moins importantes, dont beaucoup ne sont que des exploitations éphémères, n'ayant pas le vrai caractère industriel. Alors, en effet, que la moyenne d'ouvriers par entreprise est pour l'ensemble de la France de 526 ², elle n'est pour l'ensemble des entreprises où la loi n'a pas été observée, que de 38 ³, et elle tombe même au-dessous de 20, si on retire

¹ L'administration, appelée à donner son avis, a fait connaître aux intéressés que l'article 25 ne pouvait être légalement appliqué qu'entre ouvriers et exploitant, liés entre eux, au moment de l'application de la loi, par un contrat ou règlement de travail qui impliquait le droit éventuel à une pension de retraite.

² Effectif des ouvriers et employés au 31 décembre 1897 : 164.776, et nombre des entreprises : 313.

³ Effectif des ouvriers et employés des entreprises où la loi n'était pas appliquée : 4.294 et nombre de ces entreprises : 116.

de ce dernier total les deux ou trois entreprises vraiment industrielles qui, par des raisons diverses¹, n'ont pas suivi la loi.

A part ces cas exceptionnels, les entreprises où la loi n'a pas été appliquée rentrent dans quelque'une des catégories suivantes : celles-ci sont des mines à leur début, comme chaque année on en voit éclore dans tant de districts, qui disparaissent après l'insuccès des travaux de recherche temporaire plus que d'exploitation permanente. Se rapprochent de cette catégorie ces petites mines des Alpes et des Pyrénées qui, à raison de leur altitude, ne sont exploitées que pendant la belle saison par des ouvriers changeant tous les ans. D'autres, dans les mêmes régions ou dans le centre de la France, présentent un caractère analogue de précarité à raison du mouvement incessant de leurs ouvriers qui, suivant les saisons, passent du travail des champs à celui de la mine, et inversement. Dans d'autres

¹ Les trois entreprises de quelque importance rentrant dans ces exceptions appartiennent respectivement aux départements de la Creuse, du Var et de l'Isère. Dans la première, il y a eu une sorte d'entente entre l'exploitant et les ouvriers pour tourner la loi, comme on l'a dit, par une fausse application de son article 25. Dans la seconde, la presque totalité des ouvriers sont des Italiens pour lesquels l'application de la loi a rencontré les difficultés que l'on signalera d'une façon générale pour les ouvriers étrangers ; la loi ne pouvant être appliquée pour eux, on a trouvé préférable de ne l'appliquer à personne. Dans la troisième enfin, l'exploitant a pratiqué les retenues prévues par la loi ; il n'a pas encore su ou voulu faire le nécessaire pour effectuer les dépôts à la Caisse des dépôts et consignations et se faire livrer les livrets de ses ouvriers.

exploitations, comme en Saône-et-Loire notamment, tous les ouvriers, par les motifs généraux ci-dessus indiqués, ont systématiquement refusé de subir les retenues, et l'exploitant a trop redouté de les voir quitter son exploitation pour les y contraindre.

En dehors des 4.294 ouvriers (ou 2,6 0/0 de l'effectif total) appartenant aux entreprises qui ont ainsi systématiquement écarté l'application des livrets individuels, il y a 46.487 ouvriers (ou 28 0/0 de l'effectif) qui n'en sont pas encore munis ; parmi eux 31.739 ont renoncé à l'application de la loi, soit par un emploi régulier de l'article 25 de la loi du 29 juin 1894, soit parce qu'ils ont plus de 55 ans. Il n'y a rien de spécial à dire de cette seconde catégorie. La loi elle-même, dans son article 3, leur permet de se soustraire à ses dispositions. La grande majorité des intéressés de cet ordre en a profité. Pour ceux de la première, il est intéressant de noter que 107.070 ouvriers auraient pu réclamer l'application de l'article 25 ; il en résulte donc que le quart seulement de ce nombre a pris ce parti et seulement quand, soit à raison de l'âge, soit à raison des conditions des anciennes institutions, l'avantage d'agir de la sorte paraissait bien évident. Ainsi les options ont été nombreuses dans les grandes compagnies où la caisse ancienne permettait d'atteindre de hautes retraites. Une particularité s'est présentée à Saint-Etienne qui a pu augmenter le nombre de ceux qui ont eu recours à cette combinaison. Le règlement d'une des principales Compagnies de ce bassin était

tel, ou du moins a été dans l'application interprété de telle sorte, que pouvaient seulement prétendre dans l'avenir aux hautes retraites patronales du passé ceux-là qui renonçaient actuellement au livret individuel.

Quelques cas particuliers se sont produits dans cette application de l'article 25, qui se sont trouvés sans doute en dehors de ceux que le législateur avait prévus. Ainsi, dans l'Aveyron, il a été invoqué par des ouvriers ou employés jouissant d'une pension militaire ; dans l'Allier, par des ouvriers affiliés à ces tontines connues sous l'appellation de *Prévoyants de l'Avenir*.

Reste à examiner le cas des 14.748 ouvriers, placés hors des catégories précédentes, qui n'ont pas encore de livret, alors que légalement ils devraient en être munis. Cette circonstance tient à des causes diverses. Ici, en effet, (comme on l'a déjà vu plus haut pour certaines entreprises entières), une partie des ouvriers n'a pas voulu subir les retenues, et l'exploitant n'a pas osé insister pour les y astreindre dans la crainte de les voir quitter son entreprise. Là, une autre partie des ouvriers ne fait que passer dans l'exploitation d'où elle s'en va après un séjour des plus courts. Cette instabilité du personnel est très variable suivant les districts et même suivant les mines d'un même district¹ ; elle pourra

¹ En Meurthe-et-Moselle, par exemple, on estime que 84 0/0 de l'effectif ne reste pas plus d'un an dans une exploitation. Dans certains bassins, à côté d'un personnel très stable, toute une partie de l'effectif est notoirement instable. Ainsi, à Saint-Etienne, sur 13.678 ouvriers occupés

bien augmenter par le fait même que l'ouvrier ne sera plus spécialement retenu dans une entreprise par le désir de s'y assurer une retraite.

Toutes ces causes d'inapplications individuelles de la loi s'aggravent dans la zone frontière, où les mineurs se recrutent surtout parmi les étrangers : espagnols dans le Sud-Ouest ; italiens dans le Sud-Est et l'Est ; belges domiciliés en Belgique dans le Nord. Il est difficile d'obtenir de ces étrangers les documents nécessaires à la délivrance des livrets. Souvent ils se cachent en France sous un faux nom, désireux parfois d'échapper à la justice de leur pays qui les recherche pour des motifs divers. Des ouvriers, qui désiraient bénéficier des dispositions de la loi, ont été ailleurs arrêtés par les frais que certains consuls étrangers demandaient pour leur délivrer une traduction authentique des pièces à fournir.

En somme, on n'arrive à une application intégrale de la loi que dans les entreprises où les exploitants mettent comme condition à l'embauchage la présentation

dans les six grandes compagnies, 2.672 ou 20 0/0 n'avaient pas trois mois de présence dans l'entreprise où ils se trouvaient. Cette instabilité des stéphanois tient, non seulement à la facilité avec laquelle ces ouvriers passent d'une mine à l'autre, suivant l'idée du moment, mais encore à la facilité avec laquelle de très nombreux ouvriers changent de profession suivant l'état des diverses industries qu'ils exercent indifféremment à raison du plus ou moins d'avantages qu'ils y trouvent d'après les circonstances : tantôt métallurgistes, tantôt mineurs, tantôt passementiers (fabrication du ruban de soie).

d'un livret ou de toutes les pièces nécessaires à sa délivrance. Mais on peut facilement imaginer combien sont peu nombreuses les exploitations où l'on suit strictement une pareille règle. Si l'on embauche sans cette précaution et si l'on procède aux retenues en attendant la délivrance des livrets, on se heurte, avec l'instabilité des ouvriers, à une autre difficulté : l'accumulation, entre les mains de l'exploitant, de fonds qui ne peuvent être utilement versés au compte des intéressés. Pour éviter cet inconvénient, des entreprises admettent, avec une interprétation peut-être un peu large, que la loi n'est pas applicable et ne doit pas être appliquée à certaines catégories d'ouvriers considérés comme occupés à titre temporaire. Certaines entreprises attendent ainsi que l'ouvrier ait un an de présence ; s'il part auparavant, on lui rembourse les retenues faites sur son salaire.

Sous l'empire de ces diverses causes, la proportion, par rapport au nombre des ouvriers munis du livret, de ceux à en munir, est très variable, suivant les districts. Il s'élève exceptionnellement à 89 0/0 dans la région de Bordeaux, où le nombre des mineurs est trop réduit en chiffre absolu pour que la question ait un intérêt sérieux, et tombe à 3,2 0/0 dans le district d'Aras, et à 2,3 0/0 dans celui de Châlon-sur-Saône.

III

A

La procédure de l'inscription des versements sur les livrets est un point qui mérite d'être examiné de près, d'autant plus qu'il se rattache au sujet de la communication ou de la remise des livrets aux intéressés.

On ne peut dissimuler que cette procédure, du reste fort chargée et fort compliquée pour tous ceux qui doivent y participer, comme on l'a vu ¹, ne laisse partout beaucoup à désirer. Assurément, l'Instruction de la Caisse des Dépôts et Consignations, strictement appliquée, dans son esprit et dans ses termes, assure la remise d'office de tous les livrets à l'exploitant quinze jours après chacun des versements trimestriels, en sorte que celui-ci pourrait tenir les livrets à la disposition des intéressés pendant la moitié au moins du trimestre, sinon même pendant deux mois sur trois. Mais, à la simple lecture des formalités diverses à remplir, on devine aisément, pour peu que l'on songe aux retards inévitables de la pratique, combien, en réalité, pareil espoir doit être chimérique. Et de fait, l'exploitant ne dispose généralement des livrets que pendant les quinze derniers jours du trimestre. Ce délai semble même se raccourcir avec le temps ; ce n'est plus que par semes-

¹ Voir page 219.

tre que l'on revoit les livrets ; dans de nombreux districts, l'exploitant a même renoncé à les avoir à un moment quelconque ; ils restent désormais entre les mains des Receveurs des finances !

Sans doute, même dans ces districts, lorsqu'un ouvrier désire voir son livret, celui-ci a toujours été renvoyé sur la demande qui en a été formulée par l'exploitant. Ce n'est certes pas là une solution pratique, pour permettre à l'intéressé de connaître le montant de son compte, et on s'est efforcé de remédier aux vices que nous venons de signaler. Quelques grandes exploitations tiennent sous le nom de « faux livrets » le double du livret véritable. La solution, assurément excellente, est trop onéreuse pour pouvoir être généralisée. Aussi bien les intéressés paraissent être bien plus modestes dans leurs prétentions, si l'on en juge par les déclarations faites par M. Basly, à la tribune de la Chambre des Députés¹ ; ils se contenteraient, en effet, d'être avisés à chaque fois, par l'exploitant, avec le montant du salaire leur revenant, du montant des sommes correspondantes versées ou à verser sur leur livret individuel. Une pareille mesure est très simple et très facilement exécutable.

B

L'instabilité des ouvriers et les complications de la procédure des inscriptions sur les livrets amènent un

¹ Séance du 15 décembre 1897.

dernier mal qu'il convient de signaler, celui des livrets restant en souffrance. — On peut, en effet, estimer que deux ans seulement après l'application de la loi, il y en avait déjà 16.000 dans ce cas, soit plus de 13 0/0 du nombre des livrets régulièrement possédés par leurs titulaires. — Plusieurs autres causes viennent au reste se joindre aux précédentes pour amener cet abandon des livrets. C'est, par exemple, le départ de bon nombre d'ouvriers sans indication d'adresse nouvelle en vue d'y faire suivre leur livret, et ce, soit par indifférence pour l'organisation instituée par la loi, soit par dissimulation systématique, pour éviter les poursuites de créanciers qu'ils laissent dans leur ancienne résidence. — Tel est encore le cas des filles qui se marient, des militaires qui partent pour le service, des ouvriers de mines que l'exploitant abandonne et qui délaissent la profession de mineur. De plus le livret individuel est pour les ouvriers comme une marque d'origine dont certains tiennent à se défaire au plus vite.

Pour enrayer ces inconvénients et restreindre le nombre des livrets en détresse, plusieurs entreprises ont pris l'habitude de donner aux ouvriers qui partent sans qu'on ait pu leur remettre leur livret, une fiche qui en donne le numéro et indique le comptable chez lequel il est resté. — Une entreprise indique même sur cette fiche le montant des versements qui y sont inscrits.

IV

A côté de toutes ces critiques, il sera sans doute intéressant, en terminant ce qui est relatif aux retraites, de signaler les bonifications extra-légales dont jouissent les ouvriers dans deux de nos exploitations les plus justement connues par leur importance et leur générosité; et, à ce point de vue particulièrement honorable, il ne semble pas nécessaire de taire les noms : nous voulons parler de la Société Schneider et Cie du Creusot¹ et de la Compagnie des mines d'Anzin.

Dans leurs mines, comme du reste dans tous leurs autres établissements, MM. Schneider et Cie ont pris en fait à leur charge exclusive, sans toutefois avoir contracté le moindre engagement à cet égard, les versements des ouvriers âgés de plus de 23 ans et ayant trois ans de services chez eux; ces versements, généralement supérieurs à ceux prévus par la loi, mais dont la quantité peut varier suivant les années, sont, en ce moment, pour les ouvriers de moins de 60 ans, de 30/0 du salaire pour le mari et de 2 0/0 pour la femme; pour les ouvriers au-dessus de 60 ans, le versement est de 6 0/0 pour le mari et de 4 0/0 pour la femme.

La Compagnie d'Anzin, en outre de sa participation légale à la constitution d'une rente viagère, se réserve

¹ MM. Schneider ont des mines en Saône-et-Loire, dans la Nièvre, la Savoie et l'Isère.

d'accorder, à ceux de ses ouvriers qui restent à son service jusqu'à 55 ans au moins, un supplément de 3 francs par année de service comptée à partir de l'époque où ils remplissent la double condition d'avoir au moins 35 ans d'âge et dix années de service ininterrompus. Cette majoration pour longs services peut être doublée en faveur de l'ouvrier marié et vivant avec sa femme.

Il faut enfin faire également honneur à la Compagnie de Saint-Gobain, de ce qu'aux mines de Sain-Bel, elle a maintenu le système des retraites entièrement fournies par ses soins, sans en déduire, comme elle le pouvait de par la loi¹, le montant de la pension provenant du livret individuel.

SECTION III. — TRANSFORMATION ET LIQUIDATION DES ANCIENNES INSTITUTIONS

La transformation et la liquidation des anciennes institutions patronales, bien qu'étant aujourd'hui une affaire terminée, mérite de nous arrêter à la fin de ce chapitre, car l'expérience dès à présent acquise fournit d'importants enseignements sur ce point ; enseignements particulièrement précieux pour le cas, toujours possible à une époque où les assurances ouvrières sont à l'ordre du jour, d'une question analogue à trancher.

Il convient dans cet examen de distinguer les trois

¹ D'après l'article 2.

objets : maladie, accidents, pensions d'invalidité ou retraites d'âge.

Quelques mots suffiront, à titre, en quelque sorte, de préliminaires, pour les deux premiers ; aussi bien est-ce surtout le dernier point que le législateur a voulu résoudre dans les dispositions du titre IV de la loi et, partant, celui qui demande le plus de développement.

Pour les secours de maladie, il n'y avait pas de droits en cours d'acquisition à sauvegarder ; les droits acquis se bornaient à assurer le service des ouvriers en traitement au moment de la transformation. Ce service a passé de l'ancienne institution à la nouvelle, sans qu'on ait signalé quelque part une difficulté à mentionner.

En ce qui concerne les accidents, il ne peut s'agir davantage de droits en cours d'acquisition. Quant aux mesures à prendre pour la garantie des ouvriers dans l'avenir, on y a pourvu par des moyens provisoires, variables suivant les entreprises, sur lesquels il serait sans intérêt de s'appesantir aujourd'hui, alors que la question est définitivement réglée par la loi du 9 avril 1898 sur la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Parmi les pensions acquises pour accidents, il n'y a pas à s'occuper de celles dont le service incombait à l'exploitant par suite, soit de décisions judiciaires, soit de règlements spéciaux à l'entreprise, non plus que de celles servies par des Compagnies d'assurances. La transformation des ancien-

nes institutions ne pouvait rien changer dans la situation des bénéficiaires. Il n'y a donc à retenir que les pensions incombant à des Caisses de prévoyance. Celles de ces Caisses qui ne s'occupaient exclusivement que d'accidents pouvaient continuer et ont continué de fonctionner comme par le passé ; la loi du 29 juin 1894 — on s'en souvient — ne les touchait pas puisqu'elle laissait en dehors tout ce qui regardait exclusivement le risque d'accident. — Pour les autres caisses, qui avaient d'autres charges que celles des accidents, ce dernier service a été partout séparé de ceux de la maladie et des retraites, comme le voulait la loi. Généralement le service des pensions acquises à ce titre a passé à la charge exclusive des exploitants ; dans quelques rares cas, où il a été procédé par entente amiable, le service de ces pensions a été laissé, avec celui des pensions futures pour accidents, à la charge d'une caisse de liquidation, constituant un organisme analogue à celui qui disparaissait.

Dans tous les cas, sauf une seule exception, les pensions acquises ont été intégralement maintenues ; et elles continueront à être servies aux intéressés comme par le passé. Pour le cas exceptionnel auquel il vient d'être fait allusion, l'exploitant et les ouvriers se sont régulièrement entendus, dans les formes prévues par l'article 24 de la loi du 29 juin 1894 et par le décret du 25 juillet 1894, pour procéder à la liquidation d'une caisse qui ne s'occupait que des services de maladie et

d'accidents, dans les conditions suivantes : on a réparti en capital le solde actif entre les pensionnés, en leur constituant des rentes viagères avec la portion du capital leur revenant. Le résultat a été d'infliger une réduction de 39 0/0 aux pensions des intéressés.

Une autre particularité, mais d'ordre tout différent, s'est présentée à une houillère de la Haute-Saône pour une caisse de maladie et d'accidents qui avait à sa charge diverses pensions acquises, pour la consolidation desquelles la Caisse disposait d'un actif plus que suffisant. — La solution donnée à la question¹ a consisté à remettre le solde de l'actif, après affectation du capital nécessaire au service des pensions, à la nouvelle caisse des maladies.

Le tribunal de Lyon a été récemment saisi d'une liquidation judiciaire relative à une caisse chargée uniquement de secours de maladie et d'accidents, sans allocations de pensions d'invalidité proprement dites, bien que la liquidation semblât réalisée par cette circonstance que l'exploitant avait assumé les charges de la Caisse.

Ces quelques renseignements donnés, occupons-nous de la question des pensions d'invalidité et des retraites d'âge — ce qui est, nous l'avons dit, le point particulièrement important.

¹ La solution a été donnée par voie de liquidation judiciaire, faute aux intéressés de s'entendre d'abord sur la destination à donner au solde de l'actif, puis sur le recours à la Commission arbitrale.

Suivant le plan qui a été adopté au chapitre précédent pour exposer la procédure de liquidation des anciennes caisses, nous traiterons successivement le cas des Caisses de bienfaisance, puis celui des Caisses de prévoyance ¹.

I

Au moment de la mise en vigueur de la loi du 29 juin 1894, on comptait 11 entreprises (avec 34.352 ouvriers) où les pensions et retraites étaient à la charge exclusive de l'exploitant. Les dispositions de la loi paraissent avoir été et devoir être partout strictement appliquées. Rappelons seulement deux particularités déjà signalées : aux mines de Sain-Bel, la Compagnie de Saint-Gobain doit accorder la totalité de la retraite patronale sans tenir compte de celle qui proviendra du livret individuel. A l'une des mines principales du bassin de la Loire, par suite de stipulations formulées par la Compagnie dès 1892, la retraite patronale ne peut être acquise dans l'avenir que par les ouvriers qui, invoquant l'article 25 de la loi de 1894, auront renoncé au livret individuel.

¹ Notons, sans autrement insister, que les mines qui pratiquaient le système du livret individuel avant la loi du 29 juin 1894 n'ont eu qu'à adapter leurs anciennes combinaisons à ses dispositions. Huit entreprises occupant 23.678 ouvriers étaient dans ce cas.

II

Les Caisses de prévoyance étaient, en 1894, réparties auprès de 39 entreprises occupant 72.718 ouvriers. — Suivant les trois phases éventuelles de la procédure de liquidation :

13 caisses avec 20.777 intéressés ont été transformées par entente amiable régulière ;

19 caisses avec 42.476 intéressés ont été transformées par sentence arbitrale ;

4 caisses avec 7.488 intéressés ont été liquidées judiciairement.

Ajoutons que 2 caisses avec 1.522 intéressés ont été soumises à une liquidation judiciaire non encore terminée ; et que pour une caisse avec 255 intéressés une entente amiable est intervenue après les délais et sous les formes prescrites.

A. — Première phase de la procédure

Par la voie de l'entente amiable, ou bien de nouveaux organismes ont été créés à la place des anciens ; ou bien les combinaisons adoptées ont été telles que les anciennes caisses se sont en somme trouvé continuer.

Dans le premier cas, les nouvelles institutions ont

été établies sur des bases équitables et rationnelles, pour autant, bien entendu, que l'on puisse compter (ce que l'on peut faire en bien des cas) sur le crédit de l'exploitant ou la continuité de l'entreprise.

Dans le second cas, plusieurs vices des anciennes caisses continuent à exister, notamment l'assujettissement de l'ouvrier à l'entreprise, et l'insuffisance de ressources pour les charges assumées.

B. — Deuxième phase

Sur les dix-neuf recours qui ont été portés devant la Commission arbitrale, dix-huit concernaient les mines de combustibles, une seule concernait une mine de fer (Rancié). Les mines de combustibles fournissent annuellement neuf millions de tonnes environ, soit le tiers de la production totale de la France; elles occupent en chiffre rond 4.200 ouvriers.

Il est particulièrement intéressant d'insister sur le rôle de ce comité d'arbitrage, exceptionnellement et temporairement constitué, et nous le ferons avec d'autant plus de liberté que l'Administration a fait publier une « note sur les travaux de la commission arbitrale des caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs ¹ ». Ce sont les renseignements fournis par cette note que nous allons résumer.

Les sentences comportent la solution de trois ques-

¹ *Annales des mines*, partie administrative 1896, p. 327.

tions d'ordre différent : Pensions acquises, Pensions en cours d'acquisition, Ressources.

1^o *Pensions acquises*. — Les pensions acquises ont été presque toujours maintenues intégralement ; en outre, les secours, indemnités et allocations diverses annuellement accordées et à titre facultatif aux ouvriers infirmes ou âgés et à leur famille, ont été convertis en pensions viagères annuelles.

Dans deux cas seulement (Dourges, Portes et Sénéchas), les pensions des ouvriers ont été réduites. A Dourges, le Conseil d'administration de la Caisse de secours avait récemment doublé le taux des pensions. Les exploitants avaient cessé toute participation à cette caisse qui était devenue exclusivement ouvrière. La Commission arbitrale n'a pas consacré la décision de la caisse de secours, en ce qui concerne les ouvriers âgés ; toutefois elle a maintenu à ces derniers la moitié de la bonification qui leur avait été attribuée. A Portes et Sénéchas, la mine est pauvre, l'avenir est limité et les charges du passé étaient particulièrement lourdes.

2^o *Pensions en cours d'acquisition*. — Pour la liquidation des droits en cours d'acquisition, à raison des services antérieurs au 1^{er} juillet 1895, la Commission arbitrale a adopté des dispositions qui peuvent se résumer comme il suit :

Elle a substitué aux droits, le plus souvent aléatoires, insérés dans les statuts des anciennes caisses de secours, des droits certains et nettement définis.

Elle a fait disparaître la clause d'après laquelle l'ouvrier ne recevrait une pension qu'en cas d'invalidité dûment constatée. Le droit à la retraite à un âge déterminé a été stipulé dans toutes les sentences. La limite d'âge a pu, dans cinq cas, être fixée immédiatement à 55 ans ; mais le plus généralement, la Commission a admis, en vue évidemment de ménager les ressources, une période de transition d'une dizaine d'années, pendant laquelle l'âge de la retraite serait supérieur à 55 ans.

En cas de départ ou de renvoi, l'ouvrier conserve presque toujours une partie de ses droits à la pension de retraite. Dans trois Compagnies, on a maintenu l'intégralité des droits de l'ouvrier ; dans une seule, les deux tiers ; et dans treize autres la moitié. Il n'y a que deux exemples à citer où, comme autrefois, l'ouvrier, en cas de départ, perd tous ses droits.

La réversibilité partielle ¹ sur la tête de la veuve a été stipulée dans la plupart des sentences. — Souvent celle-ci, en cas de nouveau mariage, reçoit à titre de dot deux ou trois années du montant de la pension ainsi assurée.

Pour le plus grand nombre des mines du Nord et du Pas-de-Calais, il a été prévu, pour les anciens ouvriers ²

¹ C'est tantôt le tiers, tantôt la moitié de la pension de l'ouvrier.

² Sont considérés comme anciens ouvriers, dans la plupart des cas, les ouvriers ayant 15 années de service ; pour une mine, même, ceux qui ont 10 ans de service.

arrivant à l'âge de la retraite, une pension minimum leur assurant les moyens d'existence indispensables.

Il n'y a eu réduction des droits en cours d'acquisition que pour les ouvriers ayant moins de 25 ans d'âge — pour cette double raison que leurs versements ultérieurs à la Caisse nationale des retraites leur procureront des pensions suffisantes à 55 ans, et qu'au surplus, beaucoup d'entre eux abandonnent le métier des mines après leur service militaire.

Désireuse d'éviter une différence de traitement trop grande entre les ouvriers ayant au 1^{er} janvier 1895 un peu moins de 25 ans et ceux qui venaient de dépasser cet âge, la Commission arbitrale a, le plus souvent, attribué aux ouvriers âgés de plus de 25 ans, des rentes moindres pour les années de service accomplies avant cet âge que pour les années de service postérieures.

Malgré les sérieux avantages qui viennent d'être énumérés et les dépenses qui en résultent, la Commission arbitrale a maintenu pour les retraites d'âge des pensions peu différentes de celles antérieures accordées en cas d'invalidité. — Dans plusieurs mines où ces dernières étaient assez faibles, elles ont été augmentées, et n'ont été réduites que là où elles étaient particulièrement élevées.

Il convient de mentionner enfin la solution assez spéciale adoptée pour quatre mines. — Il s'agit de l'attribution à la loi du 29 juin 1894 d'un effet rétroactif avec des versements de 4 0/0 des salaires censés effec-

tués dans le passé à la Caisse nationale des retraites, le bénéfice de cette disposition s'appliquant soit à la totalité, soit à une partie ¹ du personnel.

3^o *Ressources*. — Les ressources nécessaires à la liquidation ont été fournies par une retenue sur le salaire des ouvriers, et une contribution égale des exploitants, sauf dans deux mines où aucun sacrifice n'est imposé aux ouvriers.

La retenue sur les salaires est supportée non seulement par les ouvriers anciens, mais encore par ceux qui seront embauchés dans l'avenir, bien que ces derniers n'aient aucun droit à revendiquer dans la liquidation. — Elle varie de 1/2 à 2 0/0 des salaires; montant même très exceptionnellement, à cause des charges très lourdes du passé, à 4 1/3 0/0, pour les mines de fer de Rancié.

Le plus généralement, les recettes résultant des retenues sur les salaires et des contributions des exploitants sont versées dans une Caisse de liquidation administrée par un conseil composé des représentants des exploitants et des ouvriers. — Pour deux mines, les retenues sur les salaires ont été seules versées dans une caisse de liquidation, l'exploitant devant servir, de son côté, aux ayants-droit, une pension égale à celle qui leur sera allouée par la caisse de liquidation. Enfin, pour quatre mines, les retenues sur les salaires ont été

¹ Par exemple les ouvriers ayant au moins 25 ans d'âge et 10 ans de service.

attribuées aux exploitants qui, en revanche, prennent à leur compte, à leurs risques et périls, toutes les charges de la liquidation.

Les solutions adoptées à l'égard des ouvriers qui feront l'application de l'article 25 de la loi du 29 juin 1894, sont particulièrement intéressantes.

La Commission arbitrale a stipulé, dans ses sentences, d'une manière générale, que les ouvriers en question subiraient une retenue supplémentaire de 2 0/0 sur leurs salaires ⁴. On a voulu éviter ainsi que la disposition de l'article 25 fût mise à profit par des ouvriers, dont certains auraient pu être infirmes, qui seraient arrivés à l'âge de la retraite avec une pension dérisoire. La Commission, soucieuse du véritable intérêt de l'ouvrier, et se conformant au vœu du législateur, a voulu garantir l'ouvrier contre les conséquences possibles de son insouciance.

Afin d'accentuer ce principe, et d'emporter indirectement l'obligation de se conformer à l'article 2 de la loi du 29 juin 1894, il a été inséré, dans les sentences relatives à quelques exploitations, des clauses entraînant un désavantage très marqué pour les ouvriers qui seraient tentés de se soustraire aux versements à la Caisse des retraites. — Outre la retenue de 2 0/0, qu'ils

⁴ Exception a été faite à cette solution générale pour une mine où la Compagnie a été astreinte à servir à l'ouvrier l'intégralité de la pension à laquelle lui auraient donné droit les règlements de l'ancienne caisse de secours.

ont à subir comme il vient d'être indiqué, la pension de retraite à laquelle ils ont droit est notablement inférieure à celle qui leur aurait été servie par la Caisse nationale des retraites, s'ils s'étaient soumis au régime de la loi.

Cependant, pour d'autres mines, la retenue supplémentaire de 2 0/0 sur les salaires et la contribution égale fournie par les exploitants, versées à la Caisse de liquidation déjà mentionnée ci-dessus, assure aux ouvriers, à l'âge de la retraite, des pensions égales et même parfois supérieures à celle que leur aurait servie la Caisse nationale des retraites. — Cette disposition a été appliquée aux mines où la liquidation du passé était lourde et où il eût fallu, pour assurer le fonctionnement régulier de la Caisse, sans avoir recours à cette ressource momentanée, imposer immédiatement aux exploitants et aux ouvriers de gros sacrifices. Il convient d'ailleurs d'ajouter que, ces mines étant toutes appelées à se développer progressivement et à voir leur prospérité s'accroître, il est permis d'envisager l'avenir avec confiance, et de penser qu'il sera facile, dans quelques années, de trouver les ressources complémentaires utiles. Toutes les sentences qui instituent une caisse de liquidation prévoient une révision dans un délai de dix ans au plus ; il sera pris alors, sous réserve de l'approbation du Ministre des Travaux publics, les mesures complémentaires destinées à assurer le fonctionnement normal de la Caisse.

C. — Troisième phase

Les liquidations judiciaires, tentées, achevées ou encore en cours, donnent lieu à deux remarques importantes : l'une a trait à une question de procédure, l'autre touche au fond même des décisions rendues.

La question de procédure, très délicate, à raison des termes employés par l'article 24 de la loi, est celle-ci : un tribunal peut-il nommer un liquidateur judiciaire sur simple requête de la partie la plus diligente, c'est-à-dire des représentants, soit de la Compagnie, soit de l'ancienne Caisse, sans qu'il y ait assignation de l'autre partie ? — Plusieurs tribunaux (Saint-Etienne, Béziers, Aix, Villefranche-d'Aveyron et Lure), l'ont admis ; le tribunal de Lyon, au contraire, a pensé que l'assignation de tous les intéressés, pris individuellement ou représentés par mandataire collectif ¹, était nécessaire.

¹ Notons également la question suivante qui s'est présentée dans une exploitation. — La liquidation ayant été obtenue sur la demande de l'exploitant, celui-ci, satisfait des conclusions du rapport du liquidateur homologué par le tribunal, a craint que les ouvriers ne fissent appel, et s'est demandé à qui signifier le jugement. Après étude de la question, il est arrivé aux conclusions suivantes : Le jugement d'homologation peut, faute de dispositions contraires de la loi, être considéré comme un jugement à titre gracieux (analogie avec les homologations de partage après succession). Il n'y a dès lors pas lieu à appel, et la Compagnie n'a pas à signifier le jugement. Pour plus de prudence, il lui a paru bon de le faire connaître officiellement par voie d'avis au Conseil d'administration de l'ancienne caisse, et par voie d'affiche aux ouvriers, afin de prévenir une demande ultérieure en nullité de jugement faite par les ouvriers.

Remarquons que l'assignation par mandataire collectif se heurtera dans ce cas à des difficultés d'application si ardues qu'elles paraissent à elles seules devoir ruiner la doctrine du tribunal de Lyon et lui faire préférer celle des autres tribunaux, comme ayant mieux interprété la pensée du législateur. — En particulier, si l'on se reporte au titre III du décret du 25 juillet 1894, intitulé : *Du mandataire collectif*, il semble, ainsi que nous l'avons déjà noté, que le mandataire collectif ne peut être constitué que pour demander et point pour défendre.

En ce qui touche le fond, le tribunal de Saint-Etienne a admis dans deux affaires que le liquidateur pouvait ne pas se borner à régler les droits acquis ou en cours d'acquisition d'après l'actif actuel de la Caisse, mais qu'il pouvait prendre des pouvoirs analogues à ceux donnés à la Commission arbitrale, en élaborant un nouveau règlement, origine d'un nouvel organisme destiné à remplacer l'ancien. Le tribunal de Villefranche-d'Aveyron a explicitement repoussé cette doctrine; il n'a admis, avec le tribunal d'Aix, qu'une répartition entre les intéressés de l'actif actuel et liquide de la Caisse.

SECTION IV. — VUE D'ENSEMBLE SUR L'ÉTAT ACTUEL

Si, à raison de son caractère aujourd'hui purement historique, nous avons cru devoir passer assez rapi-

dement, à la fin du chapitre précédent, sur le mode de liquidation prévu par la loi pour les anciennes Caisses, en n'indiquant que la suite normale de la procédure imaginée, sans insister sur les questions qu'elle peut soulever, il nous a semblé au contraire du plus haut intérêt d'étudier de près les résultats d'une telle liquidation, à cause de l'importance actuelle de ce sujet.

L'état présent des anciennes Caisses, après leur dernière évolution due à la loi de 1894, peut, en effet, se résumer ainsi : 1^o livret individuel établi d'après les indications du titre II de la loi et assurant les pensions de retraites ; 2^o sociétés de secours instituées conformément au titre III de la loi ; 3^o Caisses de liquidation, fonctionnant exclusivement d'après les termes mêmes de l'article 23, « pour l'exécution des engagements antérieurement contractés en ce qui concerne tant les pensions acquises à un titre quelconque que les pensions de retraite en cours d'acquisition ».

Ces Caisses de liquidation, seul vestige bien net du passé, sont particulièrement remarquables. — Nées à l'occasion des anciennes Caisses, ayant pour but de les remplacer directement, elles constituent un organisme nouveau et essentiellement passager. — Que leur origine soit due à l'entente de la majorité des ouvriers avec l'exploitant, ou bien à la sentence de la Commission arbitrale agissant au lieu et place des parties, ou bien enfin au jugement du tribunal homologuant le rapport du liquidateur judiciaire, elles ont pour base un règle-

ment nouveau, un nouveau contrat substitué légalement à l'ancien, contrat variable suivant les circonstances, adapté aux conditions les plus diverses, mais ayant amené partout une véritable novation des droits en cause. — Et telle a été la transformation de ces droits que ce n'est pas seulement leur fondement qui a été changé, mais leur nature même : ainsi des droits jadis éventuels ont été transformés en droits certains ; la pension d'invalidité est devenue une retraite d'âge ; l'ouvrier qui, jadis, perdait toute prétention à une retraite quand il quittait l'entreprise, s'est vu attribuer une pension par année de service, dont il bénéficiera quelles que soient la date et la cause de son départ ; enfin des caisses, qui étaient notoirement insolvables et menacées d'une déconfiture complète à brève échéance, ont été consolidées par une garantie de fonctionnement imposée à l'exploitant.

Toutefois, il convient de l'ajouter, une semblable conséquence n'est rigoureusement vraie qu'en ce qui concerne les droits en cours d'acquisition. Pour les pensions acquises, c'est-à-dire celles dont jouissaient les bénéficiaires, et que doivent assurer également les Caisses de liquidation, la transformation se trouve moins nettement accentuée, ces pensions étant déjà devenues antérieurement des droits certains. L'intérêt de cette remarque apparaît surtout dans une question incidente qu'a soulevée la mise en application de la loi du 29 juin 1894. Elle est relative à la réduction des pensions ou retraites

qui a pu résulter, au détriment des intéressés, de la liquidation des anciennes institutions. — M. de Ramel, député, s'est fait spécialement le défenseur de ce sujet, par les amendements qu'il a présentés chaque année au budget en vue de faire relever par l'Etat toute pension qui aurait été réduite par ces opérations. — Si intéressants que semblent au premier abord les ouvriers ainsi atteints, il ne faut pas avant tout s'exagérer leur nombre : cinq entreprises seulement ont été frappées de la sorte ; et pour se rendre un compte exact du mal, il convient de procéder à une étude de détail ; un examen analytique permet précisément de voir à combien peu de chose il se réduit ¹. — Mais, d'autre part, s'il peut être

¹ Les entreprises en question sont :

1^o Une mine du Gard (transformation par entente amiable) : toutes les pensions allouées subiront une réduction de 5 0/0 jusqu'au 30 juin 1905 ; par contre, la Compagnie qui ne donnait à l'ancienne Caisse qu'une subvention forfaitaire de 3 0/0 des salaires, ce qui était absolument insuffisant pour éviter la déconfiture assez brève de l'institution, a garanti le fonctionnement de la nouvelle caisse, ce qui nécessitera vraisemblablement de sa part une allocation annuelle de 11 0/0 environ des salaires ; malgré cette réduction de 5 0/0, les retraites des ouvriers de ces mines paraissent être parmi les plus élevées, sinon même les plus élevées, qui existent en France.

2^o Une autre mine du Gard, où la Commission arbitrale, qui a procédé à la transformation de l'institution, n'a pas réduit la pension proprement dite, mais son complément qui avait été alloué à titre de haute-paye, et, il faut le reconnaître, par une véritable violation des statuts ; la haute-paye ne pouvait être statutairement accordée que si les ressources de la Caisse le permettaient ; or, de notoriété publique, elle était dans l'impossibilité de faire face à ses charges normales et menacée d'une déconfiture prochaine.

3^o Une mine du Pas-de-Calais. La Commission arbitrale, après avoir

question de diminution pour les pensions acquises, il n'en est plus de même pour les droits en cours d'acquisition. Ce serait, en effet, une erreur grossière que de s'arrêter sous ce rapport à la comparaison des chiffres sur lesquels on pouvait compter avant, et ceux sur lesquels on peut compter après la loi de 1894. — Sans aucune exception, partout où il y a eu réduction dans la quotité apparente des pensions, la transformation si profonde que nous avons indiquée dans la nature des droits, et dont elle est la conséquence, n'autorise pas à parler de réduction : on peut affirmer avec raison qu'il y a au contraire équivalence, quand il n'y a pas eu, ce qui est le plus fréquent, avantage pour les intéressés. Ce qu'ils

intégralement maintenu les pensions pour accidents, a réduit de 25 0/0 les pensions d'invalidité ; ces pensions, d'une quotité relativement élevée, avaient été allouées par une Caisse alimentée exclusivement par les versements des ouvriers et gérée dans les conditions les plus curieusement irrationnelles qui se pouvaient imaginer ; annuellement, en effet, on partageait entre les intéressés le solde de l'exercice.

4° Une mine de Vendée. La pleine pension d'invalidité était de 360 fr. et il en avait été accordé quelques-unes à ce taux ; l'ancienne caisse s'est transformée par une de ces ententes irrégulières, laborieusement intervenues après de longs pourparlers, qui n'ont été clos que bien après l'expiration des délais légaux ; on est alors tombé d'accord pour réduire à 300 francs le maximum des pensions qui seraient allouées à l'avenir ; et, par suite, on a ramené à ce taux celles accordées dans le passé.

5° La liquidation judiciaire a été rendue nécessaire par l'obstination incompréhensible des ouvriers d'une mine des Bouches-du-Rhône. La Compagnie avait offert à l'amiable une liquidation qui aurait assuré aux intéressés des pensions calculées à raison de 9 francs par année de service ; ils ont refusé et ont subi la liquidation judiciaire, qui n'a donné que 1 fr. 93 par année de service. — Les pensions, qui avaient été liquidées entre 200 et 300 francs, ont été réduites à 30 ou 40 francs par an.

perdaient en espérance, ne le gagnaient-ils pas en certitude? — Vouloir donner suite, par conséquent, à l'idée de faire bonifier par l'Etat les pensions qui auraient été ou passeraient pour avoir été réduites, serait se lancer, au fond, dans l'arbitraire le plus complet, commettre peut-être de véritables iniquités, et se heurter à d'insurmontables difficultés de forme; tellement il serait pour ainsi dire impossible d'évaluer la nature et la quotité des réductions qui auraient pu être subies.

A peine une seule chose pourrait-elle être faite dans cet ordre d'idées, par analogie avec ce qui a été décidé pour la bonification d'autres retraites: ce serait de prescrire, sous certaines conditions, le relèvement, jusqu'à une certaine limite, de toute pension actuelle de mineur qui serait inférieure à une quotité déterminée, sans rechercher si cette pension a été ou non réduite par application de la loi du 29 juin 1894.

Une dernière question a préoccupé certains esprits, provoqué quelques réclamations. — On s'est demandé s'il n'y avait pas eu des renvois systématiques opérés dans le but d'éviter à des Compagnies des charges pouvant résulter pour elles des pensions qui arrivent à échéance. Le cas pourrait se présenter dans toutes les entreprises où la pension s'acquiert par une durée déterminée des services, avec ou sans continuité; et cela, qu'il s'agisse de caisses alimentées par l'exploitant seul ou de caisses dont cet exploitant a seulement garanti le fonctionnement. — On s'est, dans le même

ordre d'idées, demandé s'il n'y avait pas eu des déplacements anormaux d'ouvriers quittant une entreprise, où les retenues étaient trop élevées, pour aller s'embaucher dans une autre, où les retenues seraient moindres.

Les ingénieurs des mines, sur les instructions qui leur avaient été données, se sont particulièrement occupés de ces questions. Nulle part, ils n'ont trouvé ou on ne leur a signalé de faits pouvant établir, ou même faire présumer directement l'emploi de pareils moyens et la réalité de déplacements motivés par de pareilles causes. En comparant le chiffre des entrées et des sorties dans les entreprises pour lesquelles ces questions pouvaient se poser le plus naturellement, ils ont rapproché la mobilité du personnel, avant la loi du 29 juin 1894, de celle qui a suivi la loi. — Il n'en est rien ressorti qui pût établir jusqu'à présent, par voie indirecte, une sérieuse présomption de l'existence de pareils faits.

Si l'on veut bien, de plus, réfléchir à la situation passée, il semble qu'on puisse ne pas s'en préoccuper pour l'avenir. Ce que l'on prétend que les Compagnies seraient tentées de faire aujourd'hui, ce qu'elles auraient même fait, au dire de quelques personnes, elles auraient eu un intérêt égal, voire même supérieur, à le réaliser dans le passé. — On va éviter aujourd'hui, dit-on, en le renvoyant à temps, de payer à un ouvrier la retraite relativement élevée qui lui a été promise et on le

remplacera par un ouvrier qui n'exigera qu'un versement de 20/0 de son salaire sur son livret individuel.

Mais jadis le résultat eût été encore plus profitable, puisqu'on remplaçait le vieil ouvrier renvoyé opportunément par un ouvrier qui n'entraînait à aucune charge actuelle et auquel on se bornait à faire, pour l'avenir, une promesse dont on pouvait se décharger à temps par le même et commode moyen.

Ces pratiques ne se sont jamais établies dans les mines, non pas seulement par des raisons de morale et d'équité auxquelles il ne faut pas croire que les exploitants de mines soient plus insensibles que toutes les autres personnes, mais aussi par des raisons d'intérêt que d'aucuns peuvent croire plus déterminantes. L'exploitant de mines a généralement beaucoup de peine à recruter le personnel toujours croissant dont il a besoin. Aussi ne le renvoie-t-il pas systématiquement pour éviter de payer une retraite.

Il n'a pas été non plus possible d'établir, par l'étude de la mobilité comparée, que des déplacements anormaux se soient produits par les différences de charges ou d'avantages entre concessions voisines. Le rapprochement des mobilités d'entreprises contiguës montre au contraire, de la façon la plus topique, que les différences entre ces charges et avantages accessoires ne jouent absolument aucun rôle dans la mobilité des ouvriers.

On ne saurait en trouver un exemple plus frappant

que celui fourni par les mines du Creusot, en Saône-et-Loire. — L'exploitant y a assumé toutes les charges de maladies, d'accidents et de versements sur les livrets individuels, sans qu'il soit exercé aucune retenue de ce chef sur les salaires, tandis que dans les mines voisines les retenues, variables suivant les entreprises, s'élèvent jusqu'à 5 0/0 ; de plus, les avantages faits aux ouvriers malades et retraités du Creusot sont supérieurs à ceux d'autres entreprises de la région, et cependant il ressort de la statistique des mouvements que les mines du Creusot sont les exploitations de Saône-et-Loire où la mobilité est la plus forte. — De même, dans le département de la Loire, où les retenues sur les salaires varient de 1 0/0 à 5 1/2 0/0 suivant les Compagnies, il ressort aussi des statistiques que ces différences ne constituent pas une cause d'émigration spéciale ; et, en effet, il existe entre les mines d'une même région, pour des causes variables, des différences entre les salaires nets qui sont bien plus sensibles, sans parler des multiples autres causes qui déterminent les déplacements d'ouvriers.

CHAPITRE IX

Conclusion

Nous voici arrivés au terme de cette étude. Pas à pas, nous avons suivi l'histoire si particulièrement vivante des Caisses de secours et de retraites pour les ouvriers mineurs ; et si, après ce long chemin parcouru, nous jetons un regard en arrière, d'elles-mêmes apparaîtront les grandes étapes de la route.

Sans bruit et comme spontanément, voici d'abord les Caisses qui naissent. — La concentration de nombreux ouvriers dans des districts restreints et dépourvus de toute autre profession et de tout autre commerce, conditions habituelles du milieu où s'exerce l'industrie des mines, favorise leur éclosion et facilite leur développement. Les Caisses, si humbles à leur début, peu à

peu se popularisent dans le milieu minier ; lentement, mais sans arrêt, se poursuit cette marche en avant dans la voie du progrès. Encore un effort et, à de rares exceptions près, les exploitations s'en trouvent universellement dotées, faisant face ainsi, sous les régimes les plus divers et dans les mesures les plus variables, à la maladie, aux accidents, à la vieillesse ou à l'invalidité. — Malheureusement, dans la plupart des cas, la bonne volonté a suppléé à la science. Dans un élan généreux, des secours immédiats ont été accordés, des retraites promises, mais, au mépris des règles qui doivent régir de telles assurances : aussi, en maints endroits, les abus s'introduisent, les charges s'aggravent et les déficits vont se creusant sans cesse.

Telle était hier encore la situation. — Un remède radical, la loi du 29 juin 1894, est venu brusquement modifier cet état de choses. — Cette loi d'exception, que rien ne justifie, nous le répétons, — si ce n'est peut-être des raisons politiques — inaugure un régime nouveau, — et au reste, libéral : aux malades, les secours de la Caisse spéciale à leur exploitation sont assurés ; et aux vieillards, une pension servie par la Caisse nationale des retraites. — Mais, pour les accidents, qui moins que tout autre épargnent le mineur, il n'est rien prévu : une telle prévision n'eût-elle pas risqué de trahir chez le législateur un esprit de partialité ? Pour s'être fait attendre, la solution de cette grave question n'en est pas moins intervenue plus tard, donnée par

une loi qui s'adresse à tous les ouvriers de toutes les professions. Sans nous dissimuler ce qu'il y aurait eu de particulièrement délicat et d'ardu dans leur élaboration, nous croyons que seules des mesures d'ordre général de même nature, réclamées d'ailleurs si énergiquement par l'opinion publique, auraient dû pourvoir aux soins du mineur malade ou du mineur âgé.

La loi du 29 juin 1894 n'est, il est vrai, qu'une expérience sociale. On l'a formellement reconnu lors de sa discussion, et il est hors de doute, le fait s'étant déjà produit, que les propositions de loi futures, dans l'ordre d'idées qui nous occupe, invoqueront ce précédent en leur faveur. Nous ne saurions trop nous élever contre cette fausse interprétation des choses. Le long passé des anciennes Caisses minières, les conditions toutes spéciales du milieu où elles fonctionnaient, leur expérience acquise, n'ont-elles pas été les assises puissantes sur lesquelles sont venues s'édifier les institutions actuelles ? Et la vitalité spéciale dont semblent douées ces nouvelles institutions ne provient-elle pas, en grande partie, de l'influence constante et éclairée des ingénieurs du Corps des Mines, influence qui ne se retrouverait pas ailleurs ?

Tenant compte des particularités favorables à son application, si nous envisageons avec mesure les résultats de notre loi, il apparaît tout d'abord que les Caisses de maladie fonctionnent d'une manière satisfaisante — cette fin, il est vrai, ne saurait, en aucune

façon, justifier les moyens. — En ce qui concerne les retraites, par contre, il n'en est pas ainsi : le système du livret individuel, si recommandable en lui-même, se heurte à de nombreuses difficultés pratiques ; en particulier, les minuties nécessaires à l'inscription des arrérages en rendent l'usage singulièrement malaisé. — Pour peu qu'on la généralisât d'ailleurs, une telle mesure ne risquerait-elle pas de restaurer, dans un certain sens, les « livrets ouvriers » récemment abolis ?

En tout cas, quelque enseignement qu'on se plaise à tirer de la loi de 1894, là, comme en toute institution de prévoyance, le succès dépend de deux éléments : la science et l'esprit de fraternité. La science, qu'on négligeait jadis et qu'on commence aujourd'hui à faire entrer en ligne de compte, ce sera peut-être, dans l'avenir, la loi qui l'imposera par ses prescriptions impératives. Mais c'est du cœur de chacun seulement que procède l'esprit de fraternité ; et si, sous le régime de la liberté, son influence est indispensable pour empêcher les excès mêmes de cette liberté ne consistant qu'à « faire tout ce qui ne nuit pas à autrui », le régime de la tutelle légale ne doit pas moins s'en inspirer et s'en pénétrer : sans lui, en effet, suivant le mot de Mirabeau, « tous les avantages publics et individuels ne sont que douteux et précaires ».

La Révolution, en restaurant des principes vieux de dix-huit siècles, a accompli une œuvre de liberté et d'égalité ; n'est-ce pas à nous, ses fils, qu'incombe le

devoir d'accomplir de toute manière — et chacun pour
notre part — une autre œuvre pressante qu'elle nous a
légée comme à nouveau : l'œuvre de fraternité ?

Vu :

L'Assesseur,
GÉRARDIN.

Le Président,
BERTHÉLÉMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	I-XV

CHAPITRE PREMIER

Historique.....	1
-----------------	---

CHAPITRE II

Théorie des Caisses de secours et de retraites.	22
Section I. — DES CAISSES DE SECOURS	22
§ I. <i>Des Caisses de Prévoyance</i>	23
I. Nature de la Société constituée par une Caisse de secours, 23; — II. But de la Caisse; constitution des fonds de secours, 30; — III. Qui bénéficie des secours? 38; — IV. Nature des secours, 42; — V. Des Conseils d'administration, 45; — VI. Durée des Caisses.....	48
§ II. <i>Des Caisses de Bienfaisance</i>	50
I. De la question de ces Caisses, 51; — De l'origine des deniers de secours.....	54
Section II. — DES CAISSES DE RETRAITES.....	61
I. Historique, 61; — II. Conditions des retraites.	63
Section III. — CHIFFRES STATISTIQUES.....	69
I. État financier des Caisses	72-73

CHAPITRE III

Examen critique des Caisses de secours et de retraites.	81
I. Union trop étroite avec la compagnie exploitante, 82;	
— II. Dépenses étrangères au but des Caisses, 83; —	
III. Composition du Conseil d'administration; 87; —	
IV. De la clause de déchéance, 89; — V. Situation	
financière, 96; — VI. Retraites insuffisantes, 100; —	
VII. Défauts de l'organisation des secours, 102; —	
VIII. Taux des secours et des retraites	103

CHAPITRE IV

De la nécessité d'une loi.....	106
I. Des perfectionnements que pouvaient apporter les	
exploitants, 106; — II. De l'intervention gouvernemen-	
tale, 114; — III. De l'intervention du législateur.....	116

CHAPITRE V

De la légitimité d'une loi	119
Section I. — LIMITES JURIDIQUES.....	121
§ I. <i>De la propriété des Mines</i>	124
I. Origine de la question, 125; — II. Des écarts à la	
loi de 1810, 129; a/ par suite d'idées fausses; b/ au	
nom des textes, 129-133; — III. Décisions judiciaires.	141
§ II. <i>Des précédents</i>	144
§ III. <i>De la modification des bases du droit</i>	150
I. Inutilité de cette modification, 151; — II. Des con-	
ventions établies par l'acte de concession	153
Section II. — LIMITES ÉCONOMIQUES.....	154
I. De l'importance de l'industrie minière, 155; — II. Rup-	
ture avec les anciens usages et uniformité d'une loi,	
157; — III. Tutelle du personnel des mines, 159; —	
IV. De l'exploitation par l'État.....	160

	Pages
CHAPITRE VI	
Élaboration de la loi du 29 juin 1894.....	165
I. Origine de la loi, 167; — II. Opinion commune sur les mineurs, 169; — III. Tentatives d'expériences humanitaires, 174; — IV. Dernières raisons, 177; — V. Phases successives de la loi ...	178
CHAPITRE VII	
Etude de la loi du 29 juin 1891.....	182
PREMIÈRE PARTIE	
Section I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES (titre I).....	184
§ I. <i>Date de la mise en vigueur de la loi</i>	184
§ II. <i>A qui s'applique la loi?</i>	186
I. A l'industrie des Mines, 186; — II a/ aux ouvriers, 187; b/ aux employés.....	189
Section II. — DE L'ASSURANCE OBLIGATOIRE.....	192
§ I. <i>De l'assurance obligatoire au point de vue du patron</i>	192
§ 2. <i>De l'assurance obligatoire au point de vue de l'ouvrier</i>	194
I. Historique de la question, 195; — II. Aperçu général sur la question, 196; — III. Différences entre l'obligation patronale et l'obligation législative, 198; — a/ origines différentes, 199; — b/ de la liberté des contrats entre patrons et ouvriers, 206; — c/ caractère spécial de chacune des deux obligations.....	207
Section III. — DES PENSIONS DE RETRAITES (titre II)...	211
I. Caisses chargées des retraites, 211; — II. De la constitution du montant des retraites, 213; — III. Des libéralités de l'exploitant.....	220
Section IV. — DES SOCIÉTÉS DE SECOURS (titre III)	225
I. Circonscription des Sociétés, 226; — II. Objet et dépenses des Sociétés, 228; — III. Recettes des Sociétés, 232; — IV. Du Conseil d'administration, 237; — a/ Composition du Conseil, 237; — b/ Du droit de désignation de l'exploitant, 239; — c/ De l'élection par les ouvriers et employés, 239; — d/ Lieu de réunion du	

	Pages
Conseil, 251; — <i>e/</i> Pouvoir du Conseil d'administra- tion, 251; — <i>f/</i> Responsabilité des Conseillers, 255; — <i>g/</i> De la surveillance de l'administration, 256; — <i>h/</i> Dis- solution des Caisses de secours	263
Section V. — DES ACCIDENTS	264
DEUXIÈME PARTIE	
LIQUIDATION DES ANCIENNES CAISSES (titre IV).....	266
I. Cas des Caisses de Bienfaisance, 267; — II. Cas des Caisses de Prévoyance, 273; — <i>a/</i> Première phase de la procédure, 277; — <i>b/</i> Deuxième phase, 279; — <i>c/</i> Troisième phase	281
CHAPITRE VIII	
Résultats de l'application de la loi du 29 juin 1894	282
Section I. — DES SOCIÉTÉS DE SECOURS; — État actuel de ces Sociétés.....	283
Section II. — DES CAISSES DE RETRAITES.....	291
I. Aperçu général, 291; — II. Revue des cas d'inapplica- tion de la loi, 293; — III. Question des livrets <i>a/</i> quant à la procédure de l'inscription des versements, 299; — <i>b/</i> quant aux livrets en souffrance, 300; — IV. Exploitations où les prescriptions de la loi ont été dépassées	302
Section III. — TRANSFORMATION ET LIQUIDATION DES ANCIENNES INSTITUTIONS; — Transformation des secours de maladies et des pensions d'accidents; — Liquidation des pensions de retraites.....	303
I. Caisses de Bienfaisance, 307; — II. Caisses de Pré- voyance, 308; — <i>a/</i> Première phase de la procé- dure, 308; — <i>b/</i> Deuxième phase, 309; <i>c/</i> Troisième phase.....	316
Section IV. — VUE D'ENSEMBLE SUR L'ÉTAT ACTUEL	317
CHAPITRE IX	
Conclusion	326

ALENÇON. — IMPRIMERIE VEUVE FÉLIX GUY ET C^{ie}
